



HAL
open science

Relations économiques sino-russes : une danse de couple ?

Olivier Boissin

► **To cite this version:**

Olivier Boissin. Relations économiques sino-russes : une danse de couple ?. UGA (Université Grenoble Alpes). 2022. hal-04697579

HAL Id: hal-04697579

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04697579v1>

Submitted on 13 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Relations économiques sino-russes : danse de couple ou vassalisation ?

O. Boissin



2022
(mise à jour juin 2023)

Série « Off »

Au peuple ukrainien



Sommaire

Préambule	p. 04
Chapitre 1 - Hier : du grand frère soviétique au grand frère chinois	p. 06
Chapitre 2 - Aujourd'hui : l'irréparable erreur géopolitique de V. Poutine	p. 62
Chapitre 3 - Demain : Une Russie vassale à la Chine ? Et l'Inde la grande gagnante ?	p. 123
Conclusion	p. 156
Annexes	p. 162
Lexique	p. 181
Bibliographie	p. 183

Table des acronymes

APL	Armée Populaire de Libération
BATX	Baidu, Alibaba, Tencen, Xiaomi (réduction des « GAFAM » chinois)
BCE	Banque Centrale Européenne
BCN	Banque Centrale Nationale (par exemple la Banque Populaire de la Chine est la BCN chinoise)
BCR	Banque Centrale Russe
CEI	Communauté des Etats Indépendants
E.U.	Etats-Unis
FED	Banque centrale américaine (Réserve Fédérale)
FDI	Foreign Direct Investment (investissement direct étranger)
GAFAM	Google Apple Facebook Amazon Microsoft
IDE	Investissement Direct Etranger (FDI)
MM	Milliard
NDRC	National Development & Reform Commission de la RPC
OCS	Organisation de la Coopération de Shanghai
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
RPC	République Populaire de Chine
SWIF	Society for Worldwide Interbank Financial Télécommunication (plateforme de transactions interbancaires)
UEM	Union Economique et Monétaire (pays de la zone monétaire Euro)
U.E.	Union Economique
USD	Dollar américain

(*) Terme défini dans le lexique.

* * *

Relations économiques sino-russes : danse de couple ou vassalisation ?



Préambule

1-Objectif

En ces jours de mars 2022, quelques questions centrales d'étudiants depuis l'ouverture du conflit sur l'Ukraine¹ nous invitent à esquisser la situation économique prévalant entre les deux nations sino-russes. La Chine représente en effet une pièce majeure du dispositif sur le plan économique et géopolitique, et Xi Jinping est l'un des rares acteurs qui pourrait avoir une écoute attentive de V. Poutine sur les suites à donner au conflit.

Nous ne savons de quelle manière va évoluer le conflit, ni comment la Chine va se positionner par la suite au regard de sa décision actuelle de neutralité, mais la compréhension des enjeux économiques en place entre les deux nations permet de dresser quelques lignes d'horizons possibles, le tout dans un contexte indo-asiatique où l'Inde pourrait se révéler au final la grande gagnante du conflit.

Le fil directeur de l'écrit est de retracer brièvement les trajectoires historiques des deux nations sino-russes, ainsi que la nature de leurs liens géoéconomiques.

Sur le plan de la forme, face à la complexité du thème, une présentation simple a été retenue : une approche chronologique structurée en trois parties :

- 1-Hier Du grand frère soviétique au grand frère chinois.
- 2-Aujourd'hui L'irréparable erreur géopolitique de V. Poutine.
- 3-Demain : La Russie, futur Etat vassal de l'économie-monde Chine ? Et l'Inde, grande gagnante du conflit ?

2-Déclarations d'intérêts et règle de diffusion

Je ne travaille et ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet écrit, et ne déclare aucune autre affiliation que mon poste d'universitaire. Par ailleurs les photographies mentionnées dans ce document me sont personnelles ou sinon libres de droit et sous licence *Créative Commons* NC de réutilisation autorisée. Je m'engage par ailleurs à ne vouloir retirer aucun but commercial de cet écrit. Ce texte est ouvert aux lectures externes, protégé, interdit d'utilisation à tout but commercial et non modifiable en écriture. Enfin, les propos émis n'engagent que son auteur et non pas l'institution d'appartenance Grenoble-INP ni le laboratoire de recherche CREG de l'Université Grenoble-Alpes.

¹ Historiquement, rappelons toutefois que le conflit ne date pas du mois de février 2022 mais de l'été 2014 avec la frappe effectuée par l'armée russe sur le vol « Malaysia Airlines » qui va être abattu le 17 juillet lorsqu'il survolait le Donbass. Il va s'en suivre l'invasion par l'armée russe de l'Est de l'Ukraine, avec la guerre du Donbass et l'annexion de la Crimée.

3-En fonction des contraintes de temps, cet écrit a été rédigé en 3 vitesses de lecture

Lecture rapide : lecture de tableaux statistiques et interrogations libres par des jeux de cartes et de photos.
Police en taille 12 : pistes de réflexions et éléments explicatifs sur les photos, les cartes et les statistiques.
Approfondissement : en notes de bas de page, des compléments d'analyse et des pistes de lecture.

4-Un draft ouvert au lecture externe

Cet écrit a été rédigé entre l'ouverture du conflit (24 février) et le 12 mars. Face aux évolutions par définition incertaines, il n'esquisse que quelques hypothèses de voies possibles. Du fait d'une rédaction rapide, il souffre de nombreuses maladresses et reste en l'état un draft non fermé aux lectures externes.

La dernière version actualisée du présent ouvrage (au niveau notamment des données statistiques), ainsi que l'accès à d'autres manuels pédagogiques, sont présents sous le site Wix : <https://boissin.wixsite.com/ressources-en-lignes>

* * *

Chapitre 1

Hier

Du grand frère soviétique au grand frère chinois

*« La Russie est un rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme.
Mais il y a peut-être une clé : l'intérêt national de la Russie. »
(W. Churchill)*

Sommaire

- 1-La chute du grand frère soviétique.
- 2-Savoir prendre du recul par rapport aux thèses économiques dominantes.
- 3- Régime Poutine : autocratie contre une promesse de retour à la Mère patrie.
- 4-La naissance du grand frère chinois.
- 5- 2013-2022 : cinq profonds changements géoéconomiques et géopolitiques.
- 6- La nouvelle puissance montante se nomme l'Inde.
- 7- La superpuissance chinoise.

Introduction

Nous effectuons dans ce chapitre une présentation des économies chinoise et russe et leurs évolutions sur la période des trois dernières décennies.

Concernant la Chine, nous constaterons qu'elle détient depuis la fin de cette décennie 1990 une position dominante comparativement à la Russie. Cette domination n'est pas uniquement d'ordre économique mais aussi politique et ne devrait cesser de s'accroître dans le court, moyen et long terme.

1- La chute du grand frère soviétique.

Au préalable, gardons à l'esprit trois dates clés :

1989 : la chute du mur de Berlin ;

1991 : la fin de l'URSS.

1998 : la crise économique russe à son paroxysme.

La décennie 1990 s'ouvre sur le triomphe du capitalisme. Francis Fukuyama va le formuler de son côté « la fin de l'histoire ». Les faits nous enseigneront qu'il s'agissait toutefois d'une significative erreur d'analyse. En Russie (ou plus exactement la CEI), la conversion à un libéralisme mené sans transition va en effet se solder par une crise historique et va donner lieu au retour d'une ligne politique dure sous un régime post-fasciste développé par V. Poutine.



Naissance en 1991 de la Communauté des États Indépendants (CEI) suite à l'effondrement de l'URSS.

Retour aux faits : promulguées par les Stanislav Chataline, Yegor Gaïdar, Anatoli Tchoubaï, Jeffrey Sachs, Boris Berézovski et autres partisans de la thèse néo-libérale, la Russie post M. Gorbatchev avait retenu en 1991 la voie de la thérapie de choc. Le tout sous les bons conseils et le contrôle de la Banque Mondiale et du FMI. Le temps de l'initiateur Gorbatchev, des propos d'ouvertures, des annonces et des hésitations était passé. 1991 : les décisions politiques en faveur d'un libéralisme sans nuance vont dorénavant se mettre en action.



M. Gorbatchev : l'homme en faveur d'une transition économique et géopolitique ne parviendra à mener à bien son projet. En 1991 il démissionnera. La perestroïka aura vécu, place dorénavant aux deux extrêmes : B. Eltsine puis ensuite viendra V. Poutine.

« La fin de l'homme rouge »

Source : Svetlana Alexievitch, « *La fin de l'homme rouge* », Actes Sud, 2013².

Témoignage :

« ... Mais plus ça allait, plus Gorbatchev faisait penser à un prédicateur et non à un secrétaire général. Il était devenu une star de la télévision. Et très vite, tout le monde en a eu assez de ses sermons : « *Revenir à Lénine...* », « *Passer au socialisme développé...* » On se disait : « Alors c'est quoi ce qu'on a construit ? Un socialisme sous

² Un plongeon de tout premier plan dans la culture russe durant sa période de requiem du communisme. La construction du recueil repose sur des témoignages polyphoniques de personnes russes quant à leur vécu au quotidien en URSS puis en Russie à partir de sa période post-communiste.

développé ? » Je me souviens que le Gorbatchev qu'on voyait à l'étranger, c'était un autre Gorbatchev qui n'avait pas grand-chose de commun avec celui qu'on connaissait chez nous. Là-bas, il se sentait libre. Il faisait des plaisanteries spirituelles, il formulait nettement sa pensée. Alors qu'ici, il intriguait, il louvoyait. Du coup, il passait pour un faible. Pour quelqu'un qui parle pour ne rien dire. Mais il n'était pas faible. Ni lâche. C'était un politicien froid et chevronné. Pourquoi y avait-il deux Gorbatchev ? S'il avait parlé chez lui aussi franchement que là-bas, les vieux réactionnaires lui auraient immédiatement sauté dessus et n'en auraient fait qu'une bouchée. Et puis il y a encore une autre raison ... Je pense qu'il avait cessé d'être communiste depuis longtemps... Il n'y croyait plus ... Secrètement, ou inconsciemment c'était un social-démocrate. Il ne le criait pas sur les toits, mais tout le monde savait que, dans sa jeunesse, il avait fait ses études à l'université de Moscou avec Dubcek, le leader du printemps de Prague, et son frère d'armes Zdenek Mlynarz. Ils étaient amis ».

Requiem du communisme ?

La problématique d'une thérapie de choc libérale a souvent été imposée aux pays d'Afrique ou d'Amérique Latine à travers les Plans dit d'Ajustements Structurels (P.A.S.)³.



Boris Eltsine, par ses erreurs graves de politique économique va conduire à ses dépens au retour en 2000 d'un pouvoir autocratique incarné par V. Poutine. Il s'agissait pourtant là d'un des membres de son équipe qui va parvenir à s'imposer en 1999.

Du côté de la place rouge, la promesse d'une dérégulation économique va être présentée par la nouvelle présidence de la CEI. C'était lors de sa prise de pouvoir de la « Russie indépendante ». Il ne s'agissait pas d'une personnalité telle M. Gorbatchev ou encore moins d'un « Deng Xiaoping », mais de Boris Eltsine. Ce dernier va lancer un projet en bien des points contestables pour l'avenir de la population russe : « *Privatisez les entreprises d'Etat, l'exploitation des gisements en ressources naturelles, les marchés sont plus efficaces. Et cela pour le plus grand nombre* ». En une petite poignée d'années, le grand peuple du malheur va en connaître les résultats.

B. Nemtsov vs V. Poutine



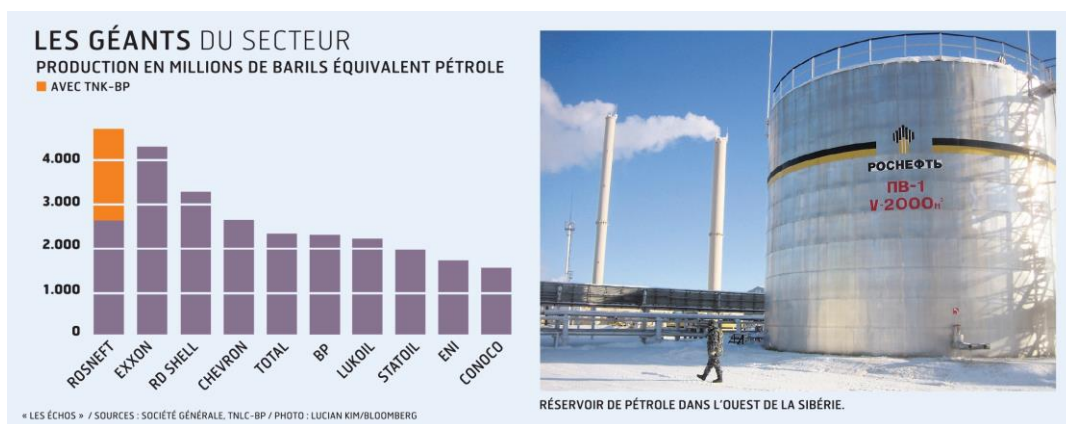
³ Les PAS se résument le plus souvent en l'application des principes du Consensus de Washington (cf. chapitre 1 du manuel « *L'économie en dix questions clés* », Ed. Campus Ouvert, 2021. Disponible sur votre intranet).

Ministre de l'énergie sous B. Eltsine, Boris Nemtsov va être l'un des acteurs des réformes libérales de 1991 à 1998. Il sera notamment chargé des privatisations partielles des conglomérats russes de l'énergie en 1997-1998. Les ventes seront effectuées au plus offrant, sans réelle connaissance de la valeur de ces anciens empires industriels soviétiques. Cette pratique sera particulièrement présente de 1991 à 1998. Le géant Gazprom sera ainsi en partie privatisé à partir de 1991, une opération qui se révélera au final principalement jouer au profit d'une petite classe d'oligarques, et non pas pour la population russe. Puis le géant russe repassera sous le contrôle du Kremlin sous V. Poutine, en particulier à partir de 2005.

Sur le plan politique, B. Nemtsov est un homme politique témoignant de valeurs et d'une ligne politique situées à l'opposé de celles de V. Poutine : un pacifiste, intègre, soucieux d'écologie, libéral et farouche opposant à tout régime totalitaire.

Durant sa longue carrière politique (1986-2015), son principal adversaire sera V. Poutine. En 1998, B. Nemtsov était pressenti pour être le successeur de B. Eltsine à la tête de la CEI, mais le cours de l'histoire va en décider autrement. B. Eltsine va au final retenir comme Dauphin V. Poutine. B. Nemtsov va continuer son travail d'opposant pour une Russie libre et démocratique, et jouira d'une grande popularité auprès du peuple russe. Il sera assassiné en 2015, avec des présomptions d'un acte commandité par V. Poutine.

Gazprom et Rosneft, les deux géants énergétiques mondiaux russes... mais aussi les deux géants climaticides.



Dans le même, Gazprom représente l'un des plus gros émetteurs mondiaux de CO².

Le palmarès mondial des climaticides est de nos jours tenu par les trois géants China Energy, Aramco (Arabie Saoudite) puis Gazprom. En chiffre, China Energy génère à elle seule près de 15% des émissions mondiales de CO², Aramco 5% et Gazprom 4%. Pour Gazprom, cela signifie chaque année une émission d'environ 1,5 milliard de tonnes de CO².

En cette décennie 2020 où les transitions s'imposent dans l'urgence, de manière inverse à cela, ces trois acteurs développent des programmes d'investissements considérables sur ces énergies fossile (gaz-pétrole-charbon) inscrits dans un horizon 2035-2035/2040. Des projets financièrement très rentables le plus souvent, notamment au regard de la hausse des cours des matières premières énergétiques. Pensons à Gazprom par exemple sur l'exploration et l'exploitation de nouveaux gisements dans une arctique riche en hydrocarbures, ou encore à China Energy avec le développement de multiples centrales thermiques charbon dans de nombreux pays inscrits dans le programme chinois OBOR des Nouvelles routes de la soie.

Ces géants comptent parmi les firmes mondiales les plus rentables au monde, avec notamment Saudi Aramco qui réalisent des versements aux actionnaires de près de 100 milliards d'USD de dividendes par an ces dernières années.

D'un point de vue politique, sur le plan des faits cela se traduit par une extension des marchés libres, des dérégulations sectorielles massives et une privatisation des entreprises.

Sur le plan théorique, il s'agit d'un supposé conceptuel censé conduire au bien-être collectif. Une thérapie libérale de choc devrait ainsi œuvrer dans le sens de l'intérêt commun.

Cette question n'est pas légère, elle est importante car ses conséquences en sont souvent graves. Il va en découler des privatisations menées de manière expéditive et peu cohérentes. Elles seront expliquées de manière lapidaire à des employés et à une société sans compréhension de ce que signifiait la mutation des biens publics en bien privé. Une inconnaissance régnait sur ce qu'était une institution de marché et

sa chambre de compensation, sur le fonctionnement des marchés primaires et secondaires sur des valeurs mobilières de placement (actions, obligation*, ...), sur ce que signifiait la mise en place d'un marché libre des changes, sur l'épaisseur réglementaire nécessaire à sa mise en place, sur l'importance d'une diffusion d'informations comptables et financières de qualité sur les titres financiers, etc. Le domaine était vierge, il fallait tout créer.



La raison en était compréhensible : depuis plus de trois générations (1917, ou plus justement 1928 avec la naissance du premier plan quinquennal lancé par J. Staline), l'économie soviétique était administrée. Quant au marché et la propriété privée, ils étaient érigés en symbole d'un impérialisme capitaliste à proscrire. Seul le « plan » avait un droit de cité dans la conduite des activités.

Or, en 1991, faire table rase de l'histoire va être décidé au profit d'un marché déployé tout azimut : marché des changes, marché des biens et services, marché financier, marché du travail, le tout sans un cadre réglementaire correctement régulé et structuré.

Résultats ? Il va en résulter l'émergence d'un capitalisme d'oligarques. Pouvait-il en être autrement ? Du « Plan » la CEI est alors passé à une économie de « Clan », le tout dans un climat de pratiques corruptives menées à haute dose. Encore de nos jours et telle une constante, le pays en souffre de manière considérable, avec V. Poutine en chef de file d'un gigantesque système mafieux.

Mise à jour juin 2022

Le système mafieux Poutiniste



V. Poutine : son immense fortune cachée révélée par une enquête journalistique



Source : OCCRP / diffusé sur le site de Radio-classique

Par Eric Kuoch, publié le 24/06/2022

Une enquête de l'OCCRP, un réseau international de journalistes, vient de révéler que de nombreuses entreprises, villas et yachts sont liés à Vladimir Poutine à travers un système opaque de sociétés fantômes. Dans ce montage frauduleux, la valeur des biens dissimulés par le maître du Kremlin s'élèverait à 4,5 milliards d'euros et ne représenterait qu'une infime partie de son immense fortune.

Pour cacher son argent, Poutine se repose sur un réseau de sociétés-écrans, toutes aux noms de ses proches.

Pour la première fois, une équipe de journalistes a réussi à identifier une partie de la fortune cachée de Vladimir Poutine. Certains opposants, Alexei Navalny en tête, avaient déjà accusé le maître du Kremlin de posséder des palais, des yachts et des voitures de luxe, sans pour autant réussir à le prouver. Or, celui qui déclare un salaire de 10 000 euros mensuels, et qui dit ne posséder qu'un modeste appartement de 77m2 détiendrait en réalité une fortune considérable. Nos confrères de l'OCCRP, un réseau international de journalistes d'investigation ont mis en lumière les liens entre 86 sociétés, structures pour la plupart gérées par des prête-noms et le Président de la Fédération Russe.

D'autres informations disponibles notamment sur le site Wikipédia mentionnent la nature du système mafieux mis en place par V. Poutine sur l'Etat russe⁴.

Selon le classement de Transparency International, en 2021 la Russie figure ainsi à un niveau de corruption similaire à ceux du Mali, de l'Angola ou du Libéria, c'est-à-dire dans le haut du podium : à la 139^{ième} place pour la Russie sur les 180 nations que compte le classement.

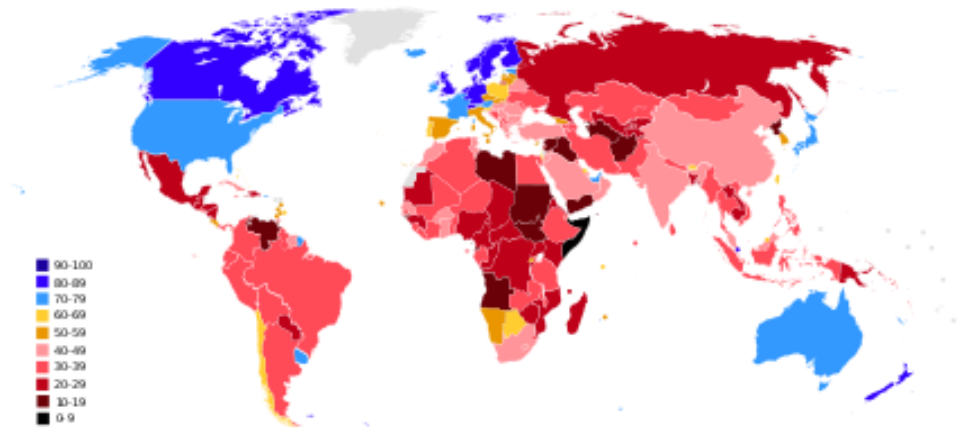
Ce constat en cette décennie 2020 est sans surprise, la Russie de V. Poutine ne partageant aucun point en commun avec la Finlande⁵ de S. Niinistö.

Indice de perception de la corruption

⁴ Selon le site Wikipédia sur la question de la fortune de V. Poutine, nous pouvons lire en 2022 : « Le 14 avril 2016, Vladimir Poutine admet publiquement que les informations des Panama Papers concernant ses proches sont vraies mais ajoute qu'elles ne contiennent rien d'illégal. Il accuse les États-Unis d'être à l'origine de ces provocations et défend Roldouguine en expliquant que ce dernier a « dépensé tout l'argent qu'il a gagné pour acheter des instruments de musique » et s'est « endetté auprès des fonds par lesquels il les a achetés ». Le lendemain, il rend publique sa déclaration de revenus selon laquelle il a gagné 8,9 millions de roubles, soit 118 200 euros, en 2015. Il posséderait un appartement de 77 mètres carrés, un garage, trois voitures datant de l'époque soviétique et une caravane.

Lors d'une déclaration faite le 27 juillet 2017 devant le Comité judiciaire du Sénat des États-Unis, Bill Brower, cofondateur de Hermitage Capital Management, affirme que Vladimir Poutine serait à la tête d'une fortune de deux cents milliards de dollars qu'il aurait obtenue en forçant les oligarques russes à lui céder une partie de leurs avoirs. Cette somme, qui représente 10 % du PIB de la Russie, se trouverait en Suisse, où elle constituerait 10 % du montant total des dépôts bancaires étrangers. Dans son documentaire de près de deux heures publié sur YouTube au lendemain de son arrestation, Alexei Navalny expose en détail ce que la journaliste Veronika Dorman décrit comme un véritable système mafieux qui aurait permis à Vladimir Poutine de s'enrichir et d'enrichir ses proches en prélevant de l'argent sur les grands groupes industriels du pays dont beaucoup sont aux mains de ses amis ».

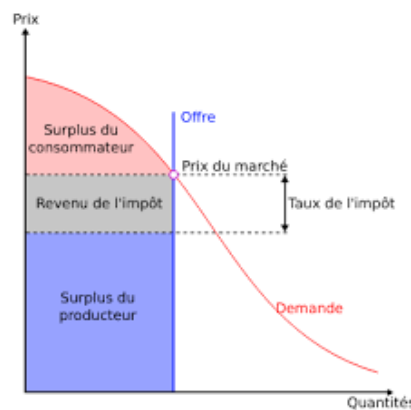
⁵ Sur longue période, il s'agit de la nation généralement classée comme la moins corrompue mondialement.



Source : ONG Transparency International (2021)

Sur le plan économique et financier, eu début de la décennie 1990, en seulement trois années 15.000 entreprises publiques vont être privatisées. Cela va être à l'origine de l'hémorragie des atouts de la Russie, cette dernière étant l'eldorado mondial en ressources naturelles. Seule une minorité d'oligarques vont profiter de la manne ouverte, et non point le grand peuple russe.

Pour la presse, ce sera les promesses des bienfaits du néo-libéralisme. Peut-être certains économistes de la pensée académique dominante croient-ils encore à cela ? Cela ne manquerait pas d'ironie, mais ils sont en réalité rares car tout économiste connaît la complexité qui se cache derrière le fonctionnement d'un marché. En apparence il ne s'agit que de la rencontre d'une fonction d'offre et de demande, mais dans les faits, et que ce soit sur les marchés des biens et des services, de la finance, de la monnaie ou du travail, il s'agit de construits le plus souvent hautement réglementés.



Représentation conceptuelle d'un marché de biens et service.

En 1991, la quasi-totalité de la production sur le territoire russe était issue d'entreprises d'Etat. Un chiffre suffit pour caractériser cela : au moment du Krach de 1998, 70% de la production du pays était dorénavant placée sous le contrôle de capitaux privés.

Bilan ?

En moins de dix ans, un effondrement économique et social sans précédent d'un pays qui était pourtant déjà bien mal en point par tant années de gérontocratie communiste.

Puis après le paroxysme de la crise de 1998, il va s'en suivre -sans trop de surprises- le retour à une ligne dure. C'est-à-dire dans le cadre de la Russie, la fin des libertés. Celle des droits de l'homme, ce souffle de liberté pourtant si difficilement gagné durant la charnière 1989-1991. Si l'époque était à l'humour, en

ces mois sombres de 2022, les ukrainiens pourraient applaudir l'amateurisme économique néo-libéral de monsieur Eltsine. Ils en sont les victimes.



La Russie, un eldorado mondial des richesses naturelles.

Aux *Caves du Roy*⁶ de St Tropez, les milliardaires russes ont toujours été appréciés, l'argent de la honte coulant à flot.

Au moins une bonne nouvelle peut être retirée de la crise ukrainienne :

une chasse aux fortunes des milliardaires russes acquises le plus souvent par des pratiques corruptives. Leur déplacement se fera alors sans doute vers la Turquie et les pays de péninsule arabe, des nations moins regardantes sur ces pratiques (Emirats-arabes, Dubaï, ...).

Je garde souvenir d'une discussion avec un professeur chinois en science économique à l'université de Fudan (Shanghai) début 2000 : « *Sur le plan théorique, quel est finalement votre modèle économique depuis votre ouverture sélective ? (1978)* ».

Sa réponse : « *Je ne sais pas répondre à votre question. Je ne sais pas quel est notre modèle économique. C'est une voie chinoise. Je sais juste que notre contre modèle est celui de la Russie sous B. Eltsine* ».

Il ne se trompait pas.

Décennie 1990 : une Russie sous-estimée par l'Europe ?

Après la chute de l'URSS (1991), l'Europe à l'époque en pleine construction a dangereusement négligé ce basculement géopolitique du monde, en pensant à tort avec Fukuyama à « *la fin de l'histoire* ». La voie d'une heureuse suprématie d'un monde dominé par des systèmes capitalistes démocratiques. Sans doute là est-ce une erreur majeure face à une Russie profondément malmenée et désorganisée économiquement et politiquement humiliée par l'Occident.

L'effondrement de la CEI jusqu'à son point ultime 1998 va alors conduire au retour d'une ligne politique dure. Dans l'esprit de V. Poutine, le rêve se fait jour de la renaissance de l'homme rouge.

⁶ En été, il s'agit là d'un haut lieu de la vie nocturne de St Tropez, et particulièrement affectionnées par les grandes fortunes mondiales : les milliardaires russes, de Dubaï, etc.



General A. Lebed.

V. Poutine se verra confier la fonction présidentielle grâce aux manœuvres des oligarques russes qui verront en V. Poutine un président sous contrôle de leurs intérêts. Il va s'agir là d'une grave erreur d'analyse. L'obscur agent du KGB va en effet se révéler être ce que l'on sait.

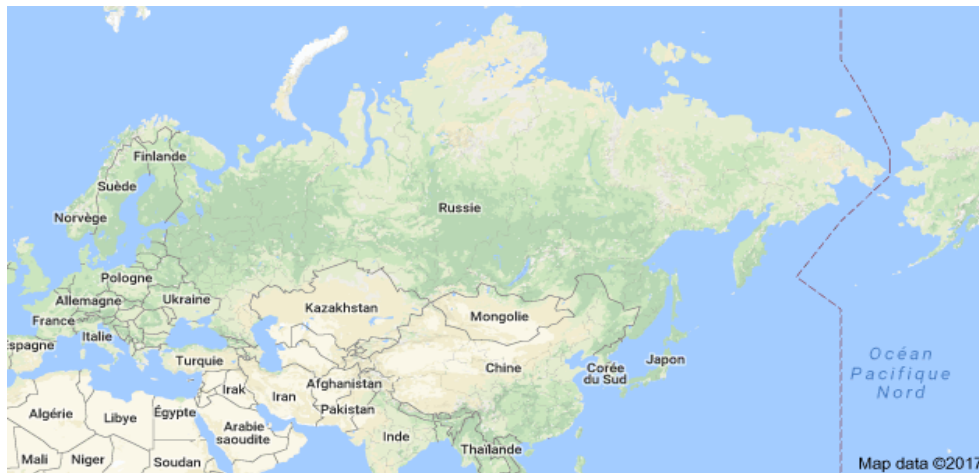
Suite à la possible élection du général Lebed, par d'habiles manœuvres et face à un B. Eltsine épuisé par une décennie de pouvoir critique et par quelques bouteilles de Vodka, ce sera au final V. Poutine qui va occuper la fonction suprême de l'Etat. Aidé il est vrai par une classe d'oligarques russes soucieux de leurs intérêts financiers.

En tout bon ancien agent des services du KGB/SFB, V. Poutine ne va pas se tourner vers l'Europe mais vers une Chine partageant un idéal communiste digne des grandes heures. C'est là une erreur de géopolitique qui pourrait se révéler sans doute grave pour le peuple russe, mais cela c'est l'avenir qui nous le dira. 1999-2022, un nouveau bloc totalitaire est alors en reconstruction sur la base notamment de la nouvelle Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)*. Danse de couple, derrière les murs rouges un nouvel axe totalitaire s'installe. Le grand peuple du froid ne serait-il condamné qu'à connaître cette destinée du malheur russe ?



Géopolitiquement, à une différence près toutefois : le grand frère soviétique vis-à-vis de la Chine n'existe plus. L'asymétrie est inversée, le temps de la gloire passé du marteau et de la faucille est terminé. La Russie se trouve dorénavant relégué à la place du petit frère soviétique. Les rapports de force ont été inversés et ne devraient que s'intensifier. Jusqu'à quel point un V. Poutine isolé de la réalité, pour ne pas dire « bunkérisé », a-t-il conscience de cela ?

En données comptables, deux seuls chiffres peuvent témoigner de cela : le territoire russe est certes le plus vaste mondialement mais témoigne économiquement d'un PIB douze fois moindre que celui de son voisin chinois. Quant à son poids économique mondial, il ne pèse guère qu'1% du PIB mondial ...



Analyse sous l'angle des territoires : l'immense superficie russe, la grande Chine et petit Japon.

Sur les questions d'agrégats économiques rapportés au niveau des richesses naturelles des nations (et non pas de la superficie territoriale des nations), sur longue période la plus belle leçon est sans doute à retirer du Japon : une nation disposant de très peu de gisements en ressources naturelles mais témoignant pourtant d'indicateurs socio-économiques et d'avancées technologiques situés à la pointe des classements. Par habitant, Chine et Russie témoignent comparativement de bien faible envergure.

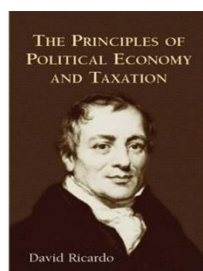
2-Savoir prendre du recul par rapport aux thèses économiques dominantes

Faut-il rappeler la grandeur du peuple russe, de sa culture, de son histoire, de la nation ?

Et de ses richesses naturelles !

La Russie est en effet l'eldorado écologique mondial, mais pourtant de taille économique bien modeste au final. Face au déclenchement de la guerre ukrainienne, la communauté internationale ne se trompe pas en l'attaquant sur ce registre, car la nation est fragile. En termes de richesse par habitant, l'habitant russe représente 8.000 USD/an. En comparaison, le Japon qui compte le même nombre d'habitants que la Russie, mais au sein d'un pays que l'on sait de bien faible superficie, affiche un résultat cinq fois supérieur : environ 40.000 USD. Aussi, l'erreur de la grande Russie n'a-t-elle pas été de se cantonner à un rôle de spécialisation sur ses richesses naturelles, et notamment le pétrole et le gaz ? La nation est une économie de rentes dépendante de ses exportations de matières premières.

Nous retrouvons ici une analyse chère aux économistes classiques (libéraux) : afin d'optimiser ses profits, une nation doit rechercher une spécialisation sur ses dotations factorielles propres. Et abaisser ses droits de douanes afin de commercer avec les autres nations. Le penseur maître de cette question était D. Ricardo au début du XIX^e siècle. Était-ce là le bon choix ? Le Japon en la matière éclaire...



(D. Ricardo, 1817).

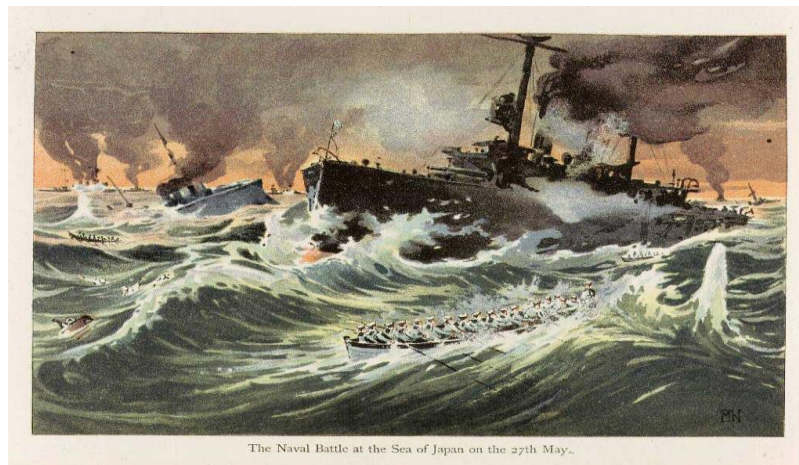
Selon l'économiste britannique D. Ricardo, tout en se spécialisant sur leurs avantages comparatifs, les nations doivent opter pour une politique visant l'instauration d'une concurrence, et donc à s'ouvrir pleinement au

commerce international. Ainsi, dans l'intérêt de l'ensemble des parties, les manufactures britanniques peuvent exporter leurs draps de laine, et les portugais leurs flacons de vin. Ou encore, D. Ricardo pourrait nous dire en ces temps contemporains : que le Zaïre exporte son bois, ses diamants, son cobalt, son cuivre ou son coltan, et importe les voitures, les smartphones, les centrales électriques ou le matériel ferroviaire dont il a besoin.

En d'autres termes, pour les pays dotés de gisements en matières premières, il ne faut pas avoir pour objectif de fabriquer des machines textiles, des biens d'électroniques ou des fours sidérurgiques. Les coûts d'opportunité vont d'ailleurs d'eux même inciter les agents économiques à exploiter les richesses naturelles de la nation, et non pas à prendre des risques sur des investissements en environnement incertain. Le Japon produit des voitures et des smartphones, et la RDC exploite ses mines de matières premières. Chacun à sa place et le jeu devrait se révéler à somme positive. En théorie tout du moins...

La science économique à l'épreuve de l'histoire

Bien avant la Chine était un Japon riche de son ère Meiji. Et ses enseignements sont légions.



Contrairement à la Russie, la Japon ne dispose pas de matières premières, mais pour autant elle va infliger une défaite historique sur la Russie en 1905. Le cours de l'histoire de la Russie va en être profondément modifié.

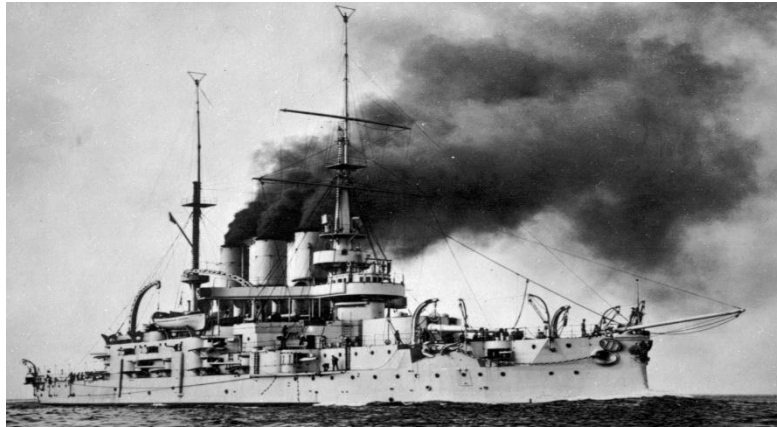
Prise de recul économique : à partir de 1868, contrairement à la thèse libérale classique formulée par D. Ricardo d'une spécialisation des nations sur leurs dotations factorielles, le Japon ne va pas se spécialiser sur ses cultures rizicoles mais au contraire va conduire une ambitieuse politique scientifique, technologique et industrielle afin de maîtriser les filières d'avenir. Une gravure appliquée à l'armement exprime cela à sa manière. Éclairée de son ère Meiji (1868), l'île va en sortir puissamment renforcée sur le plan géopolitique, économique comme militaire.

L'empire insulaire ne va donc guère appliquer les recommandations de D. Ricardo ; et de son choix politique vont en découler les résultats socio-économiques et technologiques que l'on connaît. En 1905, lors de la bataille navale de Tsushima, le Japon va ainsi vaincre la Russie. Cette date de profonde blessure va marquer une étape importante dans la fin à venir de l'empire tsariste. Puis le pays du soleil levant ne va pas s'arrêter là : dans la violence et l'arrogance, il va poursuivre sa conquête de la Chine.

Sur le plan économique, quels sont les enseignements à retirer du développement de ce pays ? Ce dernier ne provient pas de l'application de la théorie libérale sous couvert d'un Etat réduit à sa plus simple expression (assurer les fonctions régaliennes), mais d'une ouverture sélective à l'international conduite sous l'impulsion et le contrôle d'une fonction publique puissante. Qu'il s'agisse de l'île-Etat de

Singapour, de la Corée du sud, de Taiwan ou plus récemment de la Chine de Deng Xiaoping (1978), l'histoire ne va jamais démentir cette analyse.

Retour en Russie : suite à cet échec contre l'empire du soleil levant, une page historique va de nouveau s'écrire après la bataille de Tsushima : celle de la révolution d'octobre (1917). Le film « *Cuirassé Potemkine* » -un modèle d'orfèvrerie en matière de film de propagande- en offre une magnifique illustration : le tournage va relater le soulèvement de la population russe contre le pouvoir en place. Eloge de la révolution bolchévique à venir. Le massacre du peuple sur les marches d'Odessa par les uniformes blancs de l'armée tsariste ne fera qu'annoncer la révolution d'octobre à venir. C'est-à-dire l'avènement du collectivisme : Lénine, Trotski, puis Staline.



Film « *Le cuirassé Potemkine* » (film de 1925) sur le soulèvement d'Odessa de 1905.

Sur le plan économique et politique, là aussi les décennies qui vont en découler vont être riches en enseignements, ainsi qu'en drames. De 1917 à 1991, la Russie ne sera plus, mais seul l'URSS avec sa déclinaison lexicale apprise par les collégiens durant leurs cours d'histoire : le marteau et la faucille, l'homo sovieticus, le Stakhanovisme et la Mère Patrie, le Plan et la lutte contre l'impérialisme bourgeois, les Kolkhozes et Youri Gagarine, les famines et les martyrs de l'église orthodoxe, le KGB et la nomenklatura, la victoire de Stalingrad et le T34, la paranoïa et les gérontocraties, le Goulag et la promotion de l'Homme nouveau, Berlin-Est et les trabants, les missiles de Cuba et la baie des cochons, la douce liste semble comme infinie.



Y. Gagarine, le premier homme dans l'espace (1961). L. Brejnev où la longue période de gérontocratie soviétique (1966-1982) (Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'URSS)

La Russie d'aujourd'hui porte encore ces réussites et ces stigmates, avec de surcroît à sa tête un V. Poutine témoignant d'un esprit en grande partie nostalgique de cette période de la fin de l'Union soviétique. Dans le Panthéon des autocrates, quelques tombeaux restent encore vacants.

Quant au plan théorique, quel enseignement retenir ? Penser la science économique comme a-historique et a-spatiale représente une profonde erreur épistémologique. La théorie néo-libérale standard en cela peut être qualifiée d'éloignée de la réalité, sinon hors sol. L'économie est toujours

ancrée dans une histoire longue, elle est enchâssée dans la société. Nier ce fait ne peut conduire qu'à la construction de cadres conceptuels fragiles.

Puis avançons à grand pas pour parvenir au tournant de la période contemporaine : 1989-1991. Sur les décombres du communisme, le choix politique du libéralisme va s'installer. Suite à la fin du bloc soviétique (1991), la présidence B. Eltsine va en décider ainsi. L'empire va en résulter territorialement éclaté, et les richesses de la nation livrées en grande partie aux libres marchés.



1991 est la date de la naissance de la CEI, avec en vert les anciens pays satellites de l'URSS.



Quels enseignements retenir sur les deux périodes 1990-1999 / 2000-2020 en termes d'évolution du PIB ? Analysez cela en veillant à différencier les données endogènes et exogènes à l'économie russe. (une donnée exogène est par exemple l'évolution des cours mondiaux des matières premières énergétiques).

Conséquences ? Un graphique parlant mieux que de longs discours, synthétiquement que nous faut-il en retenir ? Les privatisations massives conduites sur une décennie vont contribuer à une division par deux du PIB de la nation.

De même, à une inflation annuelle comprise entre 20 et 80%, et à une multiplication par trente du taux de chômage. Le tout couronné d'un accroissement vertigineux des inégalités de richesses au sein de la population. Economiquement tout cela est lié.

Les facteurs explicatifs de cette récession 1990-1998 sont toutefois multiples. Ils sont par ailleurs tant internes qu'externes à la nation. Au côté d'une profonde désorganisation économique et politique de la nation s'adjoint une forte chute du cours des hydrocarbures à l'échelle mondiale. Or les hydrocarbures représentent la première recette du pays. En 1998, le cours du brut tombera à 10 USD le baril⁷, un manque à gagner critique pour l'ensemble des producteurs et distributeurs de l'or noir. Le cours des énergies fossiles étant par ailleurs positivement corrélé entre elles, c'est l'ensemble des recettes d'exportation de la Russie qui vont être fortement impactées.

Cours du brut sur longue période



Source : Trading View (2022)

A l'échelle mondiale, ce n'est qu'à partir de janvier 1999 que le baril va connaître une significative croissance tendancielle de son cours. La présidence de V. Poutine sur l'ensemble de la période 1998-2022 va bénéficier de cette manne énergétique, la première en matière de recettes de l'Etat Russe.

En ces temps de fin de pouvoir de B. Eltsine, et une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule, la décision d'augmenter à des seuils vertigineux les taux d'intérêt de la dette russe a par ailleurs conduit à un défaut de paiement de la nation. Cette décision découle en partie de la sévère crise interne traversée par le pays (des grèves majeures sont notamment présentes dans de nombreux secteurs où le personnel n'est plus rémunéré : charbonnage, aciérie, ferroviaire, ...) mais aussi de la crise asiatique 1997-1998.

Cette dernière va se traduire par un mouvement massif de repli des capitaux étrangers vers l'Occident au profit de places financières estimées plus *safes* (le marché boursier de Paris en sera d'ailleurs l'un des grands gagnants) et par une flambée des primes de risque sur les marchés obligataires des pays impactés, et notamment la Russie.

Le taux d'intérêt des emprunts russes GKO⁸ va ainsi être projeté à quelque 150 % par une nouvelle administration S. Krienko débordée par des rationalités monétaires et financières exacerbées à l'échelle internationale. L'objectif recherché était de tenter de stopper l'hémorragie sur le rouble, cette dernière enregistrant une chute brutale de son cours sur le marché des changes (une division par six de son

⁷ 159 litres de pétrole brut.

⁸⁸ Un GKO est un titre de créance de court terme. Ils ont été émis par l'Etat russe à partir de 1993 afin de financer le programme de développement de l'administration Eltsine. En émettant de nouveaux GKO aux intérêts plus attractifs, l'Etat peut ainsi espérer pouvoir rembourser ses échéances liées aux dettes passées. Selon le niveau de taux offert par l'Etat russe, le GKO peut en effet se révéler être très attractif pour les investisseurs nationaux ou étrangers.

cours). La tentative se soldera toutefois par un échec cuisant. Le 17 août 1998 en est la date symbolique : la faillite de l'Etat russe.



Puis nous connaissons la suite : l'ascension au pouvoir de V. Poutine.

Au terme du millénaire, le peuple russe est ainsi non seulement (très) pauvre, mais de surcroît et contrairement à la période antérieure, sans guère d'amortisseurs sociaux minimaux étatiques. Il va alors en découler de manière assez logique en 1999-2000 un retour à la nostalgie des temps passés. C'est-à-dire dans le contexte contemporain de la Russie, à la montée en puissance de forces nationalistes, ici avec V. Poutine.

Sous ce dernier va s'imposer une profonde réorganisation économique du pays. Souvent avec des résultats macroéconomiques positifs. Synthétiquement :

- une spectaculaire hausse du PIB /habitant sur la période 1998 – 2021 (passage de 1500 USD/h à 10 000 USD/h) ;
- des excédents commerciaux majeurs et durable sur la période ;
- un très faible taux d'endettement public (20% du PIB) ;
- de très fortes réserves de change⁹ (environ 600 MM USD notamment accumulées sous forme d'or) ;
- une forte attractivité de l'Investissement Direct Etrangers (IDE) auprès des investisseurs notamment européens (Allemagne, Suède, France, Italie, Norvège, Royaume-Uni, pays de l'Est), mais aussi les Etats Unis, le Canada, ...).

Ces chiffres sont sans appels et travaillent au bénéfice du nouveau maître du Kremlin.

Le clan V. Poutine, c'est toutefois aussi une profonde prise en main du pays sous le signe de la corruption (le président de la nation sans doute en tête) et du contrôle des libertés sinon de la cruauté tant sur le plan de la politique intérieure qu'extérieure.

En interne, pensons par exemple aux droits humains continuellement bafoués au sein de la Fédération de Russie, ou en externe aux multiples déstabilisations sinon conflits conduits en Tchétchénie, Géorgie, Crimée, Syrie, ...

Ainsi, en prenant quelques reculs, la Syrie du boucher de Damas (Bashar al-Assad) peut se réjouir de l'avènement des Y. Gaïdar, A. Tchoubaïss, J. Sachs et autres conseillers néo-libéraux de B. Eltsine. Le meilleur ambassadeur de Bashar-al-Assad, son meilleur allié, est en effet le maître du Kremlin. Ce dernier n'est que la conséquence logique découlant de la thérapie néo-libérale conduite de manière bien hasardeuse (sinon désastreuse) entre 1991 et 1998.

En termes de comptabilité macabre, le(s) boucher(s) de Damas (comme de l'Iran et de Moscou) vont ainsi déverser des flux de bombes, et également valider des attaques aux armes chimiques sur la population civile syrienne. Le seul crime de cette dernière était d'aspirer aux voies de la démocratie. Dans la suite des figures emblématiques des tyrans du XX^e siècle, les nouveaux apôtres de la brutalisation contemporaine du monde sont bien là.

⁹ Par réserve de change est désignée des réserves de devises étrangères ou des stocks d'or détenus par une banque centrale ou un Etat.

Quant aux drames humains qui s'abattent de nos jours sur l'Ukraine, ils sont également indirectement le résultat de ces graves erreurs de politique néo-libérale conduites durant la décennie 1990. Car comme nous l'avons vu, c'est la violence de la crise économique qui a permis à V. Poutine de prendre le pouvoir. Objectif : le retour à une politique nationaliste dure, plaçant le peuple russe sous une continuelle propagande et renouant avec un projet d'extension totalitaire de la nation. Y compris dans le nouvel eldorado convoité : l'Afrique.



Guerre en Ukraine (mars 2022)

Mise à jour mai 2022

Guerre en Ukraine : une usine à trolls pro-russe détectée par les autorités britanniques

Source : Cublic.com, Noëllie Mautaint, 1^{er} mai 2022.

Dans la guerre de l'information, les Russes peuvent compter sur le soutien des trolls.

Selon un rapport des autorités britanniques, des trolls pro-russes mènent une campagne de désinformation acharnée depuis une ancienne usine de Saint-Petersbourg.

Des usines à trolls pour diffuser de la propagande

Des agents pro-russes recrutent ces utilisateurs malveillants sur **Telegram** pour cibler les comptes de médias et de dirigeants occidentaux sur les réseaux sociaux et pour partager de la propagande pro-Kremlin sur **Instagram**, **YouTube** et **TikTok**. Parmi les dirigeants visés, Boris Johnson, le chancelier allemand Olaf Scholz ou le chef de la diplomatie européenne Josep Borell. Personne n'est épargné, pas même les personnalités comme Daft Punk ou le groupe Rammstein, qui ont eux aussi été ciblés dans le cadre de cette campagne de désinformation organisée.

L'étude rapporte que ces faux comptes donnent également de la visibilité aux publications d'utilisateurs lambdas pro-Kremlin afin de contourner les mesures mises en place par les réseaux sociaux pour lutter contre la désinformation. Le groupe connu sous le nom de « Cyber Front Z » serait au cœur de ces manœuvres et serait directement lié à Evgueni Prigojine, un magnat proche du Kremlin accusé d'avoir joué un rôle clé dans l'ingérence durant l'élection présidentielle américaine de 2016.

« Nous ne pouvons pas permettre au Kremlin et à ces usines de trolls d'envahir nos espaces en ligne avec leurs mensonges. Le gouvernement britannique a alerté ses partenaires étrangers et va continuer à travailler avec ses alliés et les plateformes en ligne pour combattre les opérations russes », a commenté Liz Trust, la ministre britannique des Affaires étrangères.

L'économie est ainsi une question sérieuse, éminemment politique, et l'application d'une théorie n'est jamais neutre quant à ses effets sur la société. Pour le meilleur ou pour le pire, l'histoire nous l'apprend sans nuance. Analysons plus en détail cela.

3-Naissance du régime Poutine : autocratie contre promesse de refondation de la « Mère patrie »

Dès 1998, V. Poutine ne s'y trompe pas : l'économie du pays témoigne d'une position exceptionnelle

sur le plan des matières premières tant énergétique que minérale et agricole. Il convient alors de tirer parti de cet atout. La puissance publique va se remettre en marche et c'est là un acquis important du début de la présidence de V. Poutine : économiquement, se réappropriier les ressources de la nation et politiquement refonder la Mère patrie.



Affiche de la Mère Russie (1914), une personnification guère éloignée du principe de la Mère patrie chère à l'Union soviétique

Les résultats vont être au rendez-vous. Un début de prospérité naîtra et une classe moyenne va peu à peu se développer dans le pays. Une volonté du Kremlin de diversifier ses débouchés économiques et de s'ouvrir davantage à la mondialisation va conduire à un renforcement de sa volonté d'appartenir à l'Organisation Mondiale du Commerce. L'adhésion va être actée en Aout 2012, suite à de longues négociations l'opposant notamment avec Washington¹⁰.

Plus d'une décennie après la Chine, la Russie est ainsi devenue le 156^{ième} membre de l'Organisation. En ces années 2010, la nation bénéficie alors d'une position centrale dans l'échiquier géopolitique mondial en tant que membre du G20, membre de l'OMC et membre du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Même les Beatles pourront se produire sur la place rouge pour jouer le mythique « Back of the URSS... ». Tout n'était donc pas sans espoir.



« Back in the URSS » Paul Mac Cartney Live in Red Square Moscow (You Tube, 4'56)

V. Poutine serait-il finalement un inconditionnel des Beatles ?
La réponse se trouve en 13^{ième} secondes du concert mythique de la Place rouge.

Certes, et malgré ses richesses notamment géologiques, sur le plan économique le pays reste au stade d'un pays en voie de développement. Le niveau de vie de la population est en effet faible bien qu'en significative progression.

Il s'agit là d'un apparent paradoxe car l'industrie est pourtant très développée en Russie suite à l'héritage soviétique, et avec les excellences scientifiques et techniques que nous connaissons. Pensons aux

¹⁰ Ce retard d'adhésion de la Russie à l'OMC provenait principalement d'une activation par le pouvoir de Washington de l'amendement Jackson-Vanik qui était de longue date une barrière visant les importations des pays du Comecon -et en particulier celles de l'URSS- vers les Etats-Unis.

positions dans les secteurs de l'aéronautique et de la défense avec Rostec¹¹, du nucléaire avec Rosatom, de l'aérospatial avec le cosmodrome de Baïkonour, de l'aluminium avec le géant Rusal,

Mais les allocations de ressources restent principalement orientées vers les secteurs de la défense, et non pas au bénéfice de la société civile.

Puis, par ses choix d'investissements et de position géopolitique, la Russie de V. Poutine se lance dans une renaissance de l'axe rouge. La nostalgie des temps anciens est la marque du maître du Kremlin. Des interventions sur de multiples questions géostratégiques à des fins opaques sinon totalitaires vont ainsi se faire jour. La face sombre du nouveau pouvoir V. Poutine est bien là, et la Syrie du printemps arabe en représente l'un des cruels témoins.

Macabre danse



A partir de 2011, la Russie va opposer à répétition son droit de veto au Conseil de Sécurité de l'ONU contre la résolution d'intervention des Etats membres visant à stopper les exactions commises contre le peuple syrien. En accord avec le maître du Kremlin soutenant Bashar al-Assad se trouve également le régime Xi Jinping.



Depuis 2011, scène ordinaire de guerre civile en Syrie.

En 2022, guère d'avancées positives sont constatées en la question. L'Occident semble pourtant comme surpris de la nature de l'invasion russe en Ukraine ... Mais n'est-ce pas là oublier la violence que ce régime avait adopté vis-à-vis des populations d'Alep et autres villes de la Syrie ? La marche du tacticien Poutine dans l'appropriation illégale des territoires et dans le contrôle totalitaire des populations s'explique aussi par le laisser faire occidental sur les exactions commises par le nouveau régime post-fasciste du Kremlin. La politique dévastatrice de l'autocrate Poutine est en cela tristement lisible et elle ne devrait pas s'arrêter tant qu'aucune forte opposition de l'Occident lui sera signifiée. La crise Georgienne a éclairé également à sa manière cela, et est riche pour comprendre la suite possible du conflit ukrainien : un pouvoir violent muselant les peuples et faisant fi des règles élémentaires du droit international.

¹¹ Un des géants mondiaux de l'industrie de l'armement, avec en Russie plus de quarante filiales spécialisées sur les différents segments de la défense Terre-Air-Mer (aéronautique, électronique, informatique, matériaux, balistique, ...). Une entreprise d'Etat comptant environ 500.000 personnes, et témoignant d'un niveau de technicité très élevé sur les applications notamment duales. 75% du chiffre d'affaires du conglomérat est estimé être dédié à des applications militaires.

« Le veto abject sino-russe ».



Syrie, Russie, Chine :
la danse macabre des trois autocrates

De nouveau en 2020, dans une danse de couple entre la Syrie de Bashar al-Assad, la Russie et la Chine, le couple sino-russe va opposer son droit de veto à l'ONU sur une extension du droit d'entrée de l'aide humanitaire transfrontalière apportée aux Syriens. Selon Amnesty Internationale¹², cette aide est pourtant vitale pour des millions de civils en Syrie.

Plus largement, suite aux conséquences du printemps arabe et de son extension en Syrie (2011), les deux régimes sino-russes vont continuellement apporter leur soutien au régime de Bashar al-Assad, ce dernier engageant pourtant une guerre civile contre son peuple. En 2022, dans un relent de stalinisme, la Russie de Poutine en est à son 14^e veto contre les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Intensifiant la verticale du pouvoir, la danse macabre sino-russe avait commencé en 2012 et au regard des événements ne devrait cesser de s'intensifier.

RÉPRESSION SYRIENNE : Après le veto sino-russe, la consternation

(Source : Le Matin.Ch, 4 février 2012)

La Russie et la Chine ont opposé leur veto samedi au Conseil de sécurité de l'ONU à un projet de résolution présenté par les Occidentaux et des pays arabes et condamnant la répression sanglante en Syrie.

Le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a exprimé sa profonde déception après le veto sino-russe empêchant toute résolution onusienne sur la Syrie.

Ce projet exprimait le "soutien sans réserve" du Conseil au plan de Ligue arabe pour parvenir à une transition démocratique en Syrie et dénonçait les "violations flagrantes et généralisées" des droits de l'Homme commises par le régime syrien. La Chine et la Russie ont opposé leur droit de veto tandis que les 13 autres pays du Conseil ont voté en faveur du texte.

Malgré dix mois de violences qui ont fait au moins 6.000 morts selon les militants, le Conseil a été incapable jusqu'ici d'adopter une résolution sur la Syrie.

¹² « Nations unies. La Russie et la Chine opposent un veto abject à une aide vitale pour des millions de civils en Syrie », 7 juillet 2020, Amnesty International.

(...)

Londres «consterné»

L'ambassadeur allemand Peter Wittig a accusé le Conseil "d'avoir une nouvelle fois failli à ses responsabilités" et le britannique Mark Lyall Grant s'est déclaré "consterné".

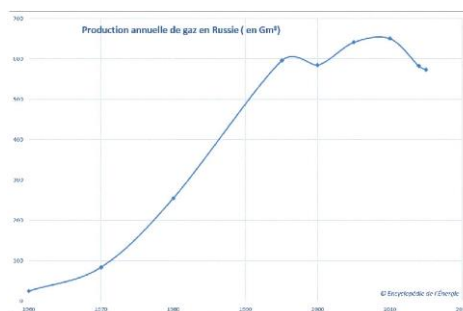
L'ambassadeur marocain Mohammed Loulichki, seul membre arabe du Conseil, a exprimé sa "déception et son grand regret".

Les USA «écœurés»

Les Etats-Unis sont "écœurés de ce veto qui nous empêche de traiter une crise de plus en plus grave en Syrie", a déclaré l'ambassadrice américaine Susan Rice. Elle a accusé la Chine et la Russie "d'abandonner le peuple syrien et de protéger un tyran". "Toute nouvelle effusion de sang sera de leur responsabilité", a-t-elle estimé.

"Cette intransigeance est d'autant plus scandaleuse, a-t-elle martelé, qu'un de ces membres (la Russie) continue de livrer des armes à Assad".

(...)

Autocratie contre promesse de prospérité**Production de gaz en Russie**

Axe des ordonnées : 100 à 700 Gm³
Axe des abscisses : 1960-2020

Graphique présentant l'évolution de la production de gaz en Russie, incluant notamment la production du géant mondial Gazprom¹³. Sur le plan de la propriété du capital, cette entreprise d'Etat est cotée à la bourse de Londres et sur la base d'une majorité du capital détenue par l'Etat Russe (50,1%), le reste se répartissant entre divers investisseurs nationaux et étrangers.

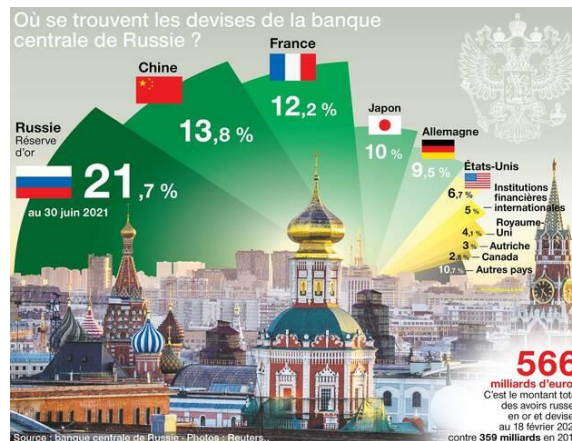
Composée d'environ 500.000 salariés et réalisant un chiffre d'affaires de 130 milliards USD pour un résultat comptable de 20 à 25 milliards USD, Gazprom représente la première source de devises pour la Russie. Ensuite se trouve la société d'Etat Rosneft, spécialisée elle aussi sur le secteur de l'énergie, mais sur la filière pétrolière. Contrairement au lobbying exercé en son temps au profit de Gazprom et du Kremlin par le chancelier allemand G. Schroeder, la décision européenne prise en 2022 de se passer dans un horizon proche des approvisionnements russes est une décision complexe pour l'économie russe qui devra trouver une réorientation majeure vers la Chine afin d'assurer ses débouchés. Sur le plan des infrastructures, et concernant des distances couvrant des milliers de kilomètres, un gazoduc ne se construit toutefois pas du jour au lendemain. Quant au plan stratégique, cela signifie une dépendance accrue du Kremlin au pouvoir de Pékin.

Pour faire oublier les critiquables actions perpétrées tant sur la scène nationale qu'étrangère, le régime Poutine va acheter la paix sociale du peuple en redistribuant une partie des richesses naturelles de la nation. La manne financière issue des matières premières est le meilleur allié du pouvoir. Cela est particulièrement constaté durant la période de hausse des cours, avec un apogée durant la période post-Covid où la Russie va multiplier par quatre ses excédents commerciaux ; et gonfler par là même ses réserves de change et son stock d'or, ainsi que réduire son endettement public.

¹³ Pour une analyse du secteur, le lecteur peut se reporter à Locatelli, C., « L'industrie du gaz naturel en Russie : des réformes en débat », Encyclopédie de l'énergie, 2015.

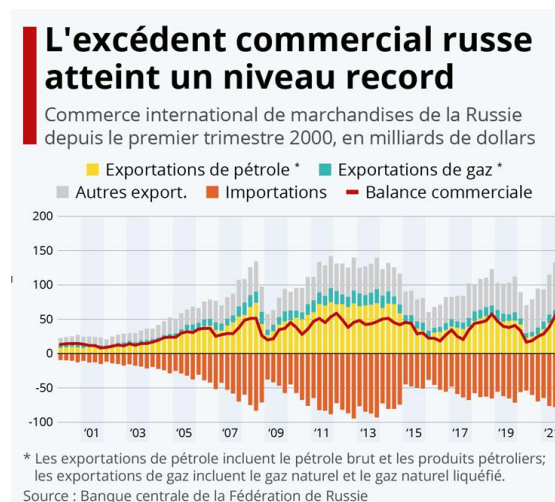
Ce dernier est l'un des plus faibles mondialement : 20% de son PIB comme précédemment noté. La Russie avant le début de la guerre 2022 bénéficiait ainsi de très bons fondamentaux macroéconomiques et de la présence de nombreux investisseurs étrangers participant à une modernisation de l'économie. La nation dispose notamment de fortes réserves de changes à l'international notamment placées en Chine et en France¹⁴.

La suite du conflit va toutefois se traduire par une très forte détérioration de l'ensemble des fondamentaux russes (un effondrement économique digne de l'été 1998 ? Cela c'est l'avenir qui pourra nous le dire), sans parler de l'ampleur des droits de réparation de guerre qu'il faudra engager pour la reconstruction de l'Ukraine¹⁵. 2022-2025 devraient être des années particulièrement critiques pour le peuple russe. Et avec un risque d'implosion à ne pas sous-estimer.



Source : Banque Centrale Russe (2022) / photo Reuters.

Avant cette grave erreur géopolitique de seconde invasion de l'Ukraine, la dette publique n'est que de 20% en Russie. En France ou aux Etats-Unis, à titre comparatif il s'agit de 120% de leur PIB (2022)...



Source : Statista (2022)

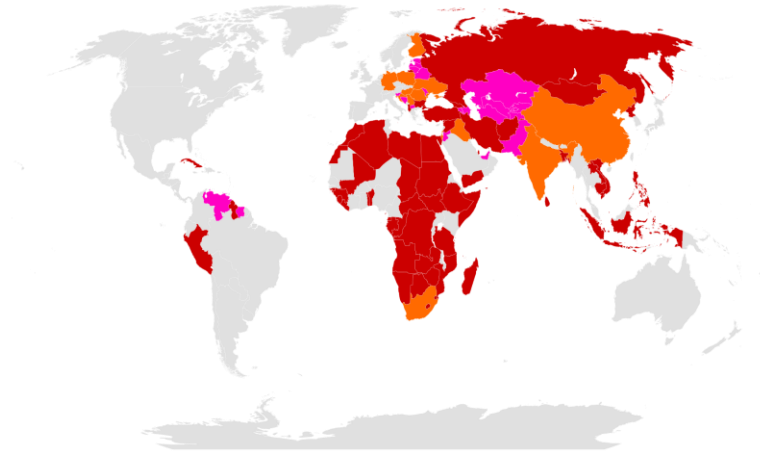
¹⁴ Cela se traduit principalement par l'achat d'OAT et de bons du Trésor français. Les obligations d'Etat français bénéficient en effet, d'une part, d'une très bonne notation par les principales agences internationales de rating (notation de la Fr en AA) tout en rémunérant, d'autre part, mieux les obligations en comparaison de celles émises par l'Allemagne du fait de fondamentaux macro-économiques de moins bonne qualité par rapport à son voisin d'outre-Rhin.

¹⁵ Contrairement à la gouverneure de la Banque Centrale Russe Mme Elvira Nabiullina, V. Poutine est réputé pour sa notable incompétence sur les questions économiques et financières.

De 2000 à 2021, après avoir essuyé l'historique crise économique des années 1991-1999, la population russe va ainsi connaître à la fois une refondation politique de la nation et une croissance économique jusqu'ici jamais connue.

Cela provient, comme nous l'avons vu, d'une réappropriation pertinente par l'Etat des empires industriels soviétiques auparavant privatisés sous la période B. Eltsine, avec notamment l'oligopole* des hydrocarbures : Gazprom, Rosneft, Lukoil et TNK-BP¹⁶.

Et puis l'armement bien sûr toujours... Ne l'oublions pas, la troisième source de financement de la nation se trouve là, avec l'AK47 en symbole universel. Mais ce dernier produit d'armement ne doit pas cacher la forêt, c'est-à-dire comme en France, l'ensemble des autres marchés de la défense terre-air-mer. Toujours de nos jours, le géant russe en la matière se nomme Rostec, et représente une source considérable de devises pour le Kremlin. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.



Taux de concentration des ventes de Kalachnikov dans le monde

AK 47 Kalachnikov, le fusil mitrailleur le plus répandu dans le monde. L'arme également symbole des enfants-soldats.

Une classe moyenne va ainsi se développer sous les présidences de V. Poutine - D. Medvedev et peu à peu découvrir l'accès à des conditions de vie plus favorables. 1999-2021 s'expose ainsi comme une période témoignant d'un bilan économique et social positif pour le nouveau pouvoir. Du fait des errements passés liés à l'hasardeux choix de la politique néo-libérale (1991-1998), le contraste se révèle en 2021 sans appel.

Gardons toutefois les ordres de grandeur à l'esprit. De nos jours, la Russie ne figure pas parmi les nations développées, mais est catégorisée comme un pays à statut intermédiaire.

Il est encore très éloignée des standards des pays occidentaux. La nation a certes progressé sur la plupart des agrégats et en particulier au niveau du pouvoir d'achat, mais sur un régime de croissance lent, avec une forte inflation¹⁷ et un mauvais coefficient de Gini*. L'économie russe était pauvre -la population disposait du strict nécessaire et sur la base d'un panier de marchandises souvent de piètre qualité- mais relativement égalitaire quant à la répartition des revenus jusqu'en 1990 (faible coefficient de Gini¹⁸ : 0,26). Elle deviendra ensuite plus riche mais avec une répartition très inégalitaire depuis le

¹⁶ Il s'agit là des quatre géants du gaz et du pétrole russe.

¹⁷ Ce qui se traduit par une évolution en pouvoir d'achat réel faible sur longue période.

¹⁸ Pour savoir si une distribution, par exemple de revenus, est plus ou moins inégalitaire, on a recours à des indicateurs synthétiques dont le plus connu est l'index Gini. Compris entre 0 et 1 il mesure l'écart entre la distribution observée et une

début des années 2000 (Gini autour de 0,4), et dans le haut du classement au niveau de la corruption comme nous l'avons auparavant vu.

Mais ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain et profitons-en pour stabiliser un point : la régulation capitaliste -ici sous contrôle de l'Etat central- génère aux populations un bien-être collectif préférable au système collectiviste de type soviétique. Sur longue période, le libéralisme nous l'apprend sans conteste.



Il serait erroné de considérer la théorie néo-libérale comme un facteur de sous-développement.

La mise en place de marchés libres témoigne en effet de nombreux atouts favorables à un accroissement des richesses des nations. Par ailleurs le libéralisme va généralement de pair avec une gouvernance démocratique et s'accompagne d'un faible niveau d'indice de corruption en comparaison de régimes plus ou moins totalitaires.

Si une interrogation persiste en nous, remontons dans l'histoire : en 1989-1991, le constat entre les Etats-Unis et l'URSS représente un cas d'école : en matière d'indicateurs, pensons à la croissance du PIB et aux indicateurs de richesse par habitant (PIB/habitant, Indicateur de Développement Humain IDHI¹⁹, Indicateur de pauvreté IHP), à l'importance et à la qualité des infrastructures publiques disponibles, au nombre de brevets déposés orientés vers la société civile (et non pas uniquement vers le secteur de la défense), à l'accès à une offre de produits nationaux ou étrangers, aux possibilités de financement d'activités par ouverture au système financier international (bancaire et boursier), etc.



Dit autrement, en 1989 il faisait meilleur vivre aux Etats-Unis -une nation symbolique d'une régulation libérale- qu'en URSS, nation symbolique d'une régulation collectiviste. Quant au respect des libertés, là aussi le constat s'affiche sans nuance. Les plus belles pages de Woodstock s'écrivaient outre atlantique pendant que les goulags sévissaient en Sibérie. Toujours aujourd'hui ...

distribution parfaitement égalitaire. L'inégalité augmente quand on va de 0 à 1.

0 signifie ainsi une parfaite répartition de la richesse dans la population (la population ne serait représentée que par une classe moyenne partageant une richesse par individu identique, et 1 une parfaite inégalité.

0.65, sinon plus : quelques personnes très riches et beaucoup de grands pauvres au sein de la population : l'Afrique du sud, la Namibie, Guinée équatoriale, ...etc.

¹⁹ L'IDHI est un Indicateur statistique de Développement Humain ajusté en termes d'Inégalité et reposant sur quatre critères : PIB/habitant ; Espérance de vie à la naissance ; Taux de scolarisation à partir de 17 ans ; Inégalité au sein de la population (en matière de genre, de santé, de revenu et d'éducation). Afin de caractériser le niveau de développement d'un pays, il permet d'avoir une analyse beaucoup plus complète comparativement à une seule analyse par PIB.

Sur le plan théorique, l'analyse de F. Hayek détient aussi quelques vérités majeures. Il n'est d'ailleurs pas neutre que le père de cette théorie néo-libérale ait construit son analyse au début du contexte de la guerre froide. Un de ses ouvrages maîtres va rester « *Les routes de la servitudes* », un vibrant plaidoyer pour le libéralisme individuel et contre un Etat plus ou moins oppresseur. Mais c'était toutefois ignorer l'importance de la loi de Wagner²⁰. F. Von Hayek va considérer l'Etat principalement comme une structure institutionnelle pouvant conduire au totalitarisme. En 2022, notons que les régimes de Moscou et de Pékin n'infirmes pas totalement l'analyse sur le plan des libertés... Mais prenons garde aux malhonnêtes raccourcis : cela ne signifie aucunement que le développement de l'Etat engendre le totalitarisme. L'Europe n'en offre-t-elle pas une illustration ? La puissance publique et les libres marchés ne s'opposent pas, ils sont deux leviers permettant le développement d'un bien-être collectif.



Friedrich von Hayek

Tel le tournage du film « *Le Rideau déchiré* » (A. Hitchcock), il y a Berlin-Est et Berlin Ouest.

Et derrière ce fait se trouve deux conceptions distinctes de la science économique.

Au XXI^e siècle, gardons-nous toutefois d'approches binaires. Ne serait-ce qu'en matière de capitalisme, toute une déclinaison de formes possibles de régulation capitaliste existe, allant de sa forme anglo-saxonne à sa forme de capitalisme d'Etat central.

Conclusion sur l'économie russe : une nation témoignant d'un poids économique modeste.

Sur le plan des données économiques, en 1989 le constat entre les Etats-Unis et l'URSS est ainsi clair : ces deux nations sont relativement comparables en bien des points. Elles disposent d'une très grande superficie, de fortes démographies, d'abondants gisements en ressources naturelles, le tout avec une prime à la Russie d'ailleurs, cette dernière disposant d'une démographie plus modeste (150 millions contre 320 millions aux Etats-Unis) mais d'un territoire beaucoup plus vaste (le double des Etats-Unis) et de richesses naturelles la plaçant au 1^{er} rang des pays les mieux dotés.

Pourtant en termes de PIB par habitant, la donnée est d'un rapport proche de 1 à 10 ... En 2021, un PIB/hab. de 8.000 USD en Russie contre 64.000 USD pour un habitant résidant aux Etats-Unis. La Russie est au final une nation témoignant d'un poids économique modeste, pour ne pas dire faible. Et cela, contrairement au grand frère chinois qui, depuis la décennie 1980, va témoigner de son côté d'une vitalité hors norme.

La Russie sur ces quatre dernières décennies serait-elle parvenue à décider des bons choix de politique économique ? Rien n'est moins sûr. Quant à l'analyse comparée avec la puissance chinoise, elle n'est sur ce point sans appel :

²⁰ Loi de Wagner : selon l'économiste socialiste allemand Adolph Wagner (1835-1917), la croissance économique s'accompagne d'une hausse de la part des dépenses publiques dans le PIB, et ce en raison du développement de l'économie, qui requiert infrastructures et services publics, et de l'importance croissante accordée par la population à l'éducation, à la culture et à la protection sociale. Les néo-libéraux vont porter un regard critique sur les dépenses budgétaires hors fonctions régaliennes, mais tout cela est en réalité une construction de bien public favorable au plus grand nombre. Les moindres déséquilibres de richesses proviennent de ses acquis collectifs, et non pas des rémunérations salariales qui elles, à l'échelle mondiale, se discriminent et précarisent de manière croissante les collectifs sur la période 1990-2020.

-Hors secteurs de l'armement et du spatial, la Russie ne dispose d'aucune puissance industrielle significative sur le plan des biens intermédiaires comme des produits finis ;

-la population russe ne témoigne que d'une très faible progression de son pouvoir d'achat ainsi que des principaux indicateurs traitant d'une augmentation de son niveau de vie ;

-la spécialisation des ressources du pays sur le seul complexe militaro-industriel témoigne pourtant en ce début de conflit ukrainien d'une armée présentant de sérieux signes de faiblesses, pour ne pas dire de profondes désorganisations. La soi-disant seconde armée mondiale ne semblerait-elle pas avoir de cela que son nom ? Pour un tel résultat, quelle mauvaise allocation de ressources alors sur longue période ...

Au final le diagnostic socio-économique du pays paraît bien sombre.

A l'inverse de cela se trouve la Chine.

4. La naissance du grand frère chinois



Bref retour sur l'histoire

Nous nous limitons ici à esquisser les grandes lignes de l'évolution du pays à partir de 1978. Que cela n'omette toutefois l'histoire longue de cette nation riche d'une culture de 3000 ans, sinon de 5000 ans.

Vers une politique d'ouverture sélective (1978-2001)

Suite au décès de Mao Zedong (1976) et de la condamnation de « La bande des quatre », la Chine de son côté n'a pas jugé utile de prêter une oreille attentive aux thèses néo-libérale. Elle s'est tenue loin des sirènes anglo-saxonnes et a préféré opter pour une ouverture sélective sous la forme d'un capitalisme d'Etat central. Une économie contrôlée, administré, d'interventionnisme keynésien et faisant fi de la plupart des règles de la concurrence. Y compris à l'international.

Il s'agit là d'un choix judicieux consistant à épouser son ennemi -le marché- sans renier ses principes d'interventionnisme public. Sur le plan politique, le maître à penser de cette approche se nomme Deng Xiaoping.

Le petit géant Deng Xiaoping



Deng Xiaoping va mettre en place une politique d'ouverture sélective à partir de 1978 et qui reste présente jusqu'à nos jours. A l'origine, elle se construit autour de quatre principales zones économiques spéciales accueillant les investisseurs étrangers. Elle s'étendra en 1984 à 14 zones. L'ouverture sélective de la Chine va durablement être lancée. Economiquement, c'est la fin du communisme, on parle de « socialisme de marché », le tout sous le contrôle politique du Parti communiste.

Sa politique économique sera ensuite poursuivie par Jiang Zemin et Hu Jintao qui vont approfondir son approche. Les trois présidences majeures de la Chine sont ici. Et Shenzhen en image d'Epinal. Du petit port de pêche durant les années 1970, c'est là que Deng Xiaoping va lancer le programme des quatre modernisations dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale et de la science et des techniques. Trente ans plus tard, cette cité va s'imposer comme le plus gros cluster industriel et technologique mondial. Pour une immersion cinématographique dans cette transformation historique, invitation au chef d'œuvre de Wang Xiaoshuai « *So long My Son* ».

Le grand peuple chinois

« *So long my son* »



Yong Mei
Wang Jingchun



Pour un plongeon de tout premier plan durant les trente glorieuses chinoises 1980-2010, « *So Long my son* », un film monument relatant dans un sommet d'esthétisme quelques trajectoires du grand peuple chinois entre

dramas et magnificences durant ces années de profonde transformation sociale, culturelle, économique et politique.

Ours d'argent à la Berlinale 2019 pour les acteurs principaux Wang Jingchun et Yon Mei.
Un film de Wang Xiaoshuai (2019)



Shenzhen, du village à la mégapole du delta des perles.
Une croissance supérieure à 20% par an. 13 millions d'habitants en 2022.



Le petit géant Deng Xiaoping

Source : Boissin, O., « *La Dame de Shanghai : Souffle d'Asie* (Vol. 2) », Bod. Ed., 2019.

En 1976 Mao décède, quant à la « bande des quatre » elle est placée devant les tribunaux. L'implacable bilan est exhumé. Plus ou moins car demeurant placé sous l'œil d'un Parti viscéralement inquisiteur. Jiang Qing en emblème du néant, le verdict va se révéler sans appel, mais l'impardonnable peut-il se pardonner ?



Le procès de « la bande des quatre » et des généraux de Lin Biao

Le défunt aide bibliothécaire dorénavant réduit à la poussière, le fidèle compagnon Deng Xiaoping va prendre les rênes du pouvoir au côté de Hua Guo Feng. C'est la pauvreté absolue, la fin de Mao, la fin de la « Bande des quatre » et l'écriture d'une nouvelle page de nouveau possible. Puis deux ans après, le petit géant va impulser ses quatre ambitieuses réformes²¹. Elles vont être historiques, celles qui vont conduire l'empire à sa modernité, à sa domination possible à venir du monde.

La décennie charnière scellant la dynamique mondiale pour le demi-siècle à venir est bien celle-ci : 1980. Avec du côté de la Chine les personnalités centrales de Deng Xiaoping, mais aussi de R. Reagan, de M. Thatcher, et de M. Gorbatchev un peu plus à l'Ouest de Pékin. Pour le meilleur comme pour le pire : une dérégulation économique sans nuance, la sur-financiarisation à venir du monde.

Après avoir balayé le néant ayant sévi en particulier sur la période 1959 - 1976, Deng Xiaoping ne va avoir de cesse que d'éviter l'éclatement de l'empire, puis de le faire rentrer de plein pied dans la modernité ; de lui donner sa juste place dans le concert des grandes nations. En le modernisant par une habile politique d'ouverture sélective qu'il convenait de faire accepter par les « éternels » et le Parti. Le pari n'était pas gagné.

Un nouveau souffle va ainsi être lancé, mais cela va se traduire peu après par une halte durable dans ce vent de liberté. Alors que la décennie 1980 initiait tous les possibles, en fin de décennie la réalité va d'un coup violemment s'assombrir. Sur le plan des remaniements politiques, deux faits illustrent cela :

- la mise à l'écart de l'historique réformateur Hu Yaobang ;
- puis peu de temps après, et suite aux événements de Tiananmen²² le retrait du second pilier du cercle des modérés : Zhao Ziyang.



Zhao Ziyang

Sur ces décombres politiques, l'urgence pour Deng Xiaoping était de parvenir à maintenir une unité la moins pire possible. D'éviter l'implosion de la nation. La décision va alors être prise de pousser l'ascension de Jiang Zemin. Durant ce printemps de plomb 1989, Deng va ainsi stopper l'élan de liberté qu'il avait pourtant initié une poignée d'années plus tôt. En particulier durant ces années 1984-1989 qui vont s'afficher comme une possible longue marche du pays vers la démocratie. La Chine ne va plus retrouver cet élan, et cela tristement durablement. Loin de la richesse culturelle ancestrale de la nation, elle va à l'inverse s'enfoncer dans un capitalisme de princes rouges accouchant d'une société où le rêve consumériste s'impose, effaçant peu à peu la préoccupation de l'autre.

Et ce ne sera point sous la présidence du « second Mao » Xi que les choses devraient s'inverser. Décennie 2010, les réformateurs vont en effet être évincés du gouvernement œuvrant sous Li Keqiang, tels Lou Jiwei en 2016 qui occupait le poste de ministre des finances, ou encore Liu Shiyu en 2019, un des hauts dirigeants de la banque populaire de Chine. A la place vont se voir placer des nationalistes partageant une idéologie commune avec l'autocrate Xi, le tout affublée de la douceuse terminologie « d'un rêve chinois ». Tout cela sans surprise n'est qu'une vaste supercherie au profit d'une verticalité du pouvoir. En bien des points similaires au poutinisme

²¹ Peu après le décès de Mao Zedong (1976), Deng Xiaoping va décider en 1977 d'ouvrir sélectivement la nation autour de quatre grandes modernisations (défense, industrie, agriculture, et zone économique spéciale) afin de la faire rentrer dans la modernisation économique. Ce pari hautement périlleux tant les forces en présence étaient complexes à gérer, sera une pleine réussite. La voie retenue consistera à attirer les investissements directs étrangers (IDE) dans des zones expérimentales. Ces profondes réformes seront impulsées en 1978 et conduiront à l'ouverture de quatre premières Zones Economiques Spéciales (ZES) autour d'HK puis d'une extension de cette politique en 1984 avec 14 nouvelles zones le long de l'ensemble de la zone côtière chinoise. Sur le plan économique, un nouvel horizon s'ouvrira alors. Du petit port de pêche Shenzhen, cette cité deviendra ainsi 30 ans plus tard le plus gros cluster industriel et technologique mondial.

²² 3 et 4 juin 1989

derrière les murs rouges du Kremlin.

Mais retour et honneur ici au petit géant de la Chine : Deng Xiaoping. Rétrospectivement et sur le plan politique, à partir de la fin des années 1980 Pékin va décider de renouer avec une trajectoire placée sous le signe du conservatisme. En tant que premier ministre et à la suite des événements de Tienanmen, Li Peng va incarner une ligne dure en inscrivant les années 1989-1998 sous le signe du Parti. Objectif ? Renouer avec la voix du communisme, c'est-à-dire déployer un programme politiquement éloigné d'un socialisme à visage humain. Quant au volet économique, épouser l'ennemi occidental en développant un capitalisme d'Etat central. Le temps des libertés cher à Hu Yaobang, à Zhao Ziyang et autres réformateurs historiques a ainsi été consommé.

Certes, suite aux événements d'acier du printemps 1989 Deng va, dans sa volonté de poursuite de l'ouverture sélective, tenter de renouer avec l'esprit des réformes. Un vide politique régnait suite au massacre de la place Tienanmen : en interne, qui pouvait sérieusement prendre la suite sur tant de décombres politiques ? Et en externe, comment redonner une crédibilité à une nation mise au ban de la communauté internationale ?

Dans ce contexte de crise particulièrement aigüe, la carte que va jouer Deng Xiaoping va se révéler être la bonne : assurer l'ascension de Jiang Zemin à la fonction suprême, celle de la Présidence de la RPC. Avec en ligne directrice l'attractivité des investisseurs étrangers, une privatisation partielle des conglomérats d'Etat, le développement des marchés financiers et une intensification de l'ouverture sélective du pays sur son plan politique.

Sur le plan économique, c'est durant cette période que la nation va connaître son fulgurant développement, notamment orchestré par le Ministère de l'Industrie et celui des Sciences et des Technologies. Un pari réussi.

La France, un partenaire privilégié par Pékin sur de nombreux secteurs industriels clés.



Le barrage des trois gorges (Chine, 2009).

sur le plan de la réalisation industrielle, la France n'a pas été absente du projet avec d'importantes contributions technologiques en matière notamment de turbinages (Alstom Power, ex Neyrpic). Une partie des grandes compétences mondiales en hydrauliques ne sont souvent guère plus éloignées qu'en France (Grenoble notamment).

La politique repose en grande partie sur une audacieuse volonté de transferts technologiques en provenance de l'Occident : Etats-Unis et Europe en tête -le Japon ne se faisant pas attraper aussi facilement, et puis le poids du passé restant tant présent-, et avec une place privilégiée pour la France sur les secteurs clés de l'énergie notamment nucléaire et de l'hydraulique, sur les moyens de transport -ferroviaire et terrestre mais aussi aérien avec l'aéronautique dédié au gros porteurs-, les travaux publics, la cimenterie, la papeterie, la métallurgie (ferreux et non ferreux), le décolletage, les produits électriques de basse et de moyenne tensions, ... entre autres. La liste élaborée derrière les murs rouges de Pékin est en réalité bien plus étoffée.

Tout cela va se trouver méthodiquement planifié, et avec une attention particulière sur l'identité des partenaires occidentaux à privilégier. C'est-à-dire ceux détenant les compétences nécessaires pour assurer au pays la remontée des filières productives fléchées.

C'est durant les deux décennies 1990 et 2000 que l'essentiel des remontées de filières vont ainsi se réaliser. Dans la droite ligne du programme initial Torche (1988), les VIII^e, XI^e, X^e et XI^e plan quinquennaux (1991-2010) vont se révéler des modèles d'orfèvrerie en la matière. Quant aux investisseurs étrangers impliqués, ils ne vont pas toujours bien savoir évaluer les effets concurrentiels en boomerang à venir... Ni le fait qu'une fois la technologie maîtrisée par les consortiums chinois, leurs présences étrangères ne seront plus les bienvenues sur le territoire. En Chine, le mot de patriotisme économique n'est pas vide de sens. Les investisseurs étrangers seront alors peu à peu évincés des marchés notamment publics, et là aussi l'analyse des rendus d'appels d'offres s'affiche sans appel, y compris de nos jours.

Surtout de nos jours.

Il aura fallu attendre près de trois décennies (1984-2013) pour que les investisseurs étrangers comprennent peut-être les tenants et les aboutissants de la stratégie nationale poursuivie par le Parti. Son Système National d'Innovation.

Les sous-sols d'archives

Concernant les chancelleries, la sphère d'influence croissante d'une Chine soucieuse d'hégémonie économique comme politique -les deux étant inextricablement liées- semble elle aussi parfois avoir été sous-estimée durant la période 1984-2013. Du côté de l'Hexagone, ce fait ne provient pas tant d'un personnel d'ambassade souvent très éclairé politiquement au niveau du prestigieux poste de Pékin, mais par l'Elysée et le Quai d'Orsay. Mais il est vrai, avec de significatives différences selon les présidences.

Dans le feutré des ambassades, et autres antennes d'institutions en demande d'éclaircissements, la remise d'un rapport d'étude sur l'analyse d'un plan quinquennal, ou encore sur l'analyse des enjeux et perspectives à venir sur un secteur industriel donné conduit toujours le(s) auteurs à la même interrogation : au-delà de l'amabilité de circonstance d'un personnel consulaire plus ou moins au fait des rationalités industrielles effectives sur le territoire, l'on imagine le futur possible du rapport d'étude accompli : sans doute localement le chapitre de synthèse sera lu par quelques décideurs ou observateurs, mais ces derniers sont placés sous des hiérarchies d'instances décisionnelles qui elles ne sont guère au fait des réalités, travaillent à un niveau de granularité bien distinct, avec d'autres priorités, et restent le plus souvent localisées dans l'Hexagone.

Alors ensuite l'on imagine la suite : le rapport réalisé devrait possiblement être condamné à connaître la poussière des sous-sols d'archives. Cela est un sort possible, et sans illusion le plus probable.



Sans naïveté, l'on se console alors en songeant que la décision sur le devenir d'une filière technologique, d'un rachat de groupe ou d'un transfert engagé n'est pas tant dans la main des autorités du Ministère des Affaires Etrangères ou d'autres services œuvrant à la géopolitique, mais dans celle des parties prenantes économiques.

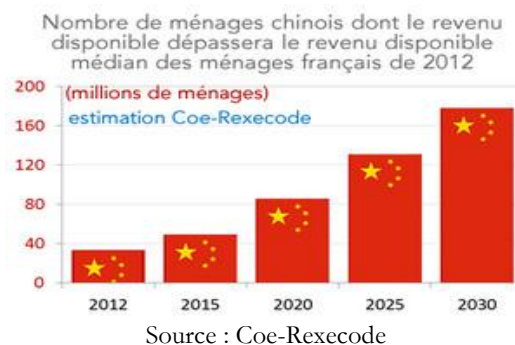
Mais c'est là que réside le problème...

* * *

Durant cette période, une spectaculaire réussite économique du pays va être enregistrée. Juste le ciel bleu, les abeilles et les oiseaux en moins. Cela provient de cette audacieuse politique d'ouverture sélective associée à d'importants flux d'investissements étrangers (FDI). La décennie 1990 sera

notamment décisive et va permettre la croissance fulgurante de la nation. Une croissance annuelle à 8% sinon à deux chiffres du PIB sur longue période.

Chine 1992-1998 ? Nous ne sommes ainsi pas en Russie : la nation va témoigner d'une multiplication par deux de son PIB, environ 25% de la population va sortir de la grande pauvreté et en 2022 ce capitalisme d'Etat n'en est qu'à son début.



Toutes les grandes sociétés du monde vont s'implanter en Chine sous les deux présidences de Jiang Zemin et de Hu Jintao. Que ce soit dans les secteurs de l'hydraulique, de l'aéronautique, de l'automobile, du médical, de la pharmaceutique, des télécommunications, de la sidérurgie, de l'électronique, des services, ... Nous pouvons désigner cette période celle des vingt glorieuses chinoises : 1993-2013.

Exemple du parc scientifique de Haidian (Zhongguancun Haidian Science Park).

(Source : ambassade de France)



Le parc scientifique de Haidian, actuellement l'un des 10 parcs scientifiques de Pékin réunis sous le nom de Zhongguancun, a été le premier parc scientifique chinois labellisé dans le cadre du programme TORCH en 1988.

Situé dans le district de Haidian, il regroupe en son sein toutes les plus grandes universités, laboratoires et entreprises de hautes technologies de la municipalité de Pékin. Fortement spécialisé dans les technologies de l'information et de la communication, il a vu naître certaines de plus grandes entreprises chinoises du domaine, telles que Lenovo, Stone ou Founder.

Il a également attiré les centres de R&D des plus grandes entreprises internationales, comme Microsoft, IBM, Samsung... Dès 1988, les entreprises innovantes s'installant dans le parc ont pu bénéficier d'avantages fiscaux importants : exonérées d'impôt sur le revenu pendant les trois premières années, celles-ci ne payaient que 7,5 % de taxes entre la quatrième et la sixième année, puis 15 % à partir de la septième année. En 2006, un fonds spécial pour la coopération internationale a également été créé, et a financé 192 projets entre 2006 et 2009 à hauteur de 32 millions de yuans (environ 4 millions d'euros).

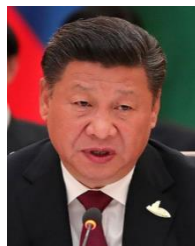
Les politiques du parc ont connu un tournant en 2009 lorsque celui-ci est devenu la première National Innovation Demonstration Zone, un nouveau statut approuvé par le CAE, et a lancé son système dit « 1+6 ».

La mission du parc est de créer un centre d'innovation mondial en s'appuyant sur un jeu de politiques dans 6 domaines particuliers : droit des actionnaires, réductions de taxes, propriété des résultats de la recherche, reconnaissance du statut d'entreprise technologique, financement de la recherche et ventes.

Puis à partir de 2013, cinq faits majeurs vont apparaître sur la scène internationale. Il va en découler de profonds changements géoéconomiques pour en arriver à la Chine et à la Russie que nous connaissons de nos jours.

5- 2013-2022 : naissance d'une nouvelle guerre froide ?

Sous cette période, cinq faits vont profondément modifier la donne. En conséquence, en dix ans les prémisses d'une nouvelle guerre froide vont s'étendre et une bi-mondialisation s'amorcer.



Xi J. : non pas un Second Deng Xiaoping mais l'hypothèse d'un second Mao ne cesse de s'affirmer depuis 2013.

-Xi Jinping va prendre la suite de la présidence de Hu Jintao (2013).

-D. Trump va être élu aux Etats-Unis (2017).

-L'Inde va s'imposer comme la seconde superpuissance en formation pour le monde indo-asiatique.

-Une crise Covid à répétition va s'abattre sur le monde (2020).

-V. Poutine va décider de l'entrée en guerre contre l'Ukraine (2022).

Ces faits vont réorienter en profondeur les dynamiques économiques et géopolitiques mondiales. De nouvelles racines se font jour dans l'émergence de rivalités croissantes entre grandes puissances. De même, une prise de conscience se fait jour sur la dépendance de l'économie mondiale à la Chine. Une redistribution des cartes géostratégiques semble ainsi s'opérer, et la montée en puissance de l'Inde invite à repenser le primat de la région indo-asiatique.

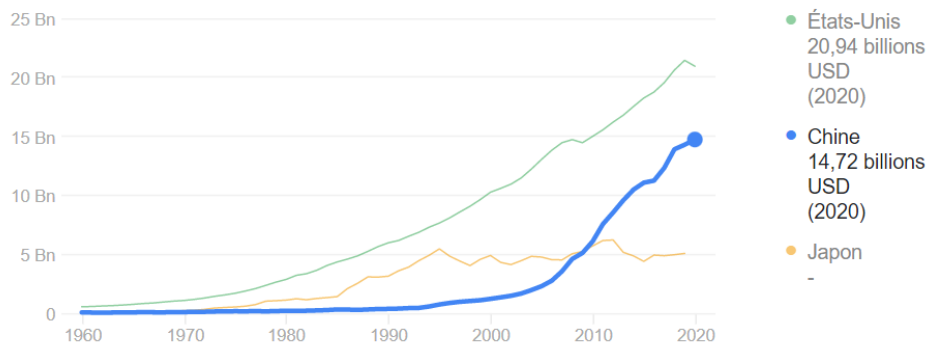
Discrète, la nouvelle puissance montante se nomme l'Inde

Face à une Chine économiquement de plus en plus protectionniste et témoignant de ruptures d'approvisionnement dans des filières de production qui ont été majoritairement positionnées au sein de cette nation depuis 1993, les investisseurs étrangers modifient leur rationalité géostratégique notamment au profit de l'Inde. A partir de 2015, la plus grande démocratie du monde, mais aussi la plus grande démographie à venir, dépasse ainsi la Chine sur le montant des investissements étrangers effectués sur le territoire. Et il en est de même au niveau de la croissance du PIB²³ de la nation.

²³ Ce dernier fait statistique se comprend aussi au regard des montants de valeur ajoutée en jeu. Il est aisé pour l'Inde de dépasser dorénavant le régime de croissance chinois.

En projection 2030 et aux côtés du Japon, l'Inde et la Chine vont représenter ainsi les trois géants de l'Asie, même si en 2022 l'économie indienne reste comparativement de taille modeste face à la puissance chinoise. Avec environ 3000 milliards USD de PIB, elle représente seulement deux fois la taille de l'économie russe, et moins d'un cinquième de l'économie chinoise... De son côté, la Chine est de loin la seconde puissance économique mondiale, avec une croissance fulgurante de son PIB enregistrée depuis 1993, et surtout 2002.

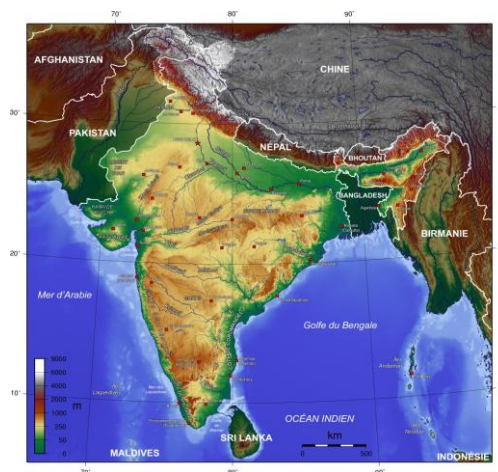
Evolution des nations en PIB



(Source : Banque mondiale)

Depuis 2013 et surtout 2018, date d'intronisation d'une présidence à vie de Xi Jinping²⁴, l'on constate un fléchissement des IDE de l'Occident en Chine conjointement à une nouvelle priorité donnée à l'Inde dans les secteurs notamment de la haute technologie : électronique, médical, service, automobile, ferroviaire, nucléaire, Ce mouvement va s'accroître suite au choc de la crise Covid. Du fait de son statut de démocratie et surtout de l'ampleur des marchés à couvrir, à l'inverse de la Chine au régime Xi qui inquiète les investisseurs, l'Inde bénéficie d'un crédit politique important vis-à-vis de la communauté internationale.

**Une Chine au régime Xi s'inscrivant dans une dynamique de fermeture.
Conjointement, la montée en puissance de l'Inde ne cesse de s'intensifier depuis 2012.**

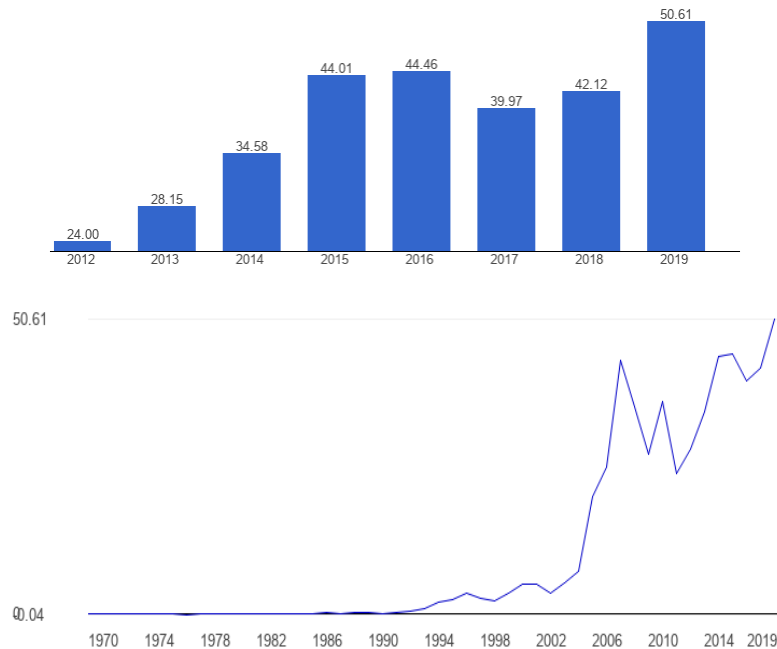


Plus grande démocratie mondiale, 5^e puissance économique et demain première démographie du globe.

²⁴ Sur le papier et pour la presse, cette intronisation nécessite toutefois un processus de réélection officiellement validé par la tenue des congrès du Parti.

Aujourd'hui encore pauvre, une grande partie de l'avenir va se jouer en Inde.
 Grand puissance agricole, industrielle et de services connectés,
 elle pourrait apprendre notamment à l'Occident le pouvoir des *Low Tech*,
 ainsi que des modes de résiliences face aux mutations à venir.

Flux d'Investissement Direct Etrangers en Inde (FDI - Inde)



Source : Groupe Banque Mondiale, OECD et alii.

La crise Covid et les ruptures d'approvisionnement qui en découlent vont accélérer la dynamique de répartition des IDE entre les grandes régions. Une décision de relocalisation des investissements stratégiques est dans le même temps retenue par de nombreuses nations occidentales, notamment sur les secteurs clés. En Europe, pensons notamment à l'électronique, au numérique et à l'énergie.

A l'origine, cela s'inscrit dans un contexte où l'ancienne présidence D. Trump va conduire à partir de 2017 de manière plus ou moins cohérente une rivalité croissante avec la Chine. La guerre commerciale sera lancée afin de réduire les déséquilibres commerciaux entre les deux pays.

Balance commerciale des Etats-Unis avec la Chine



Balance commerciale Etats-Unis / Chine 1985 – 2017 (Banque mondiale)

En plus de pics tarifaires sur certaines familles de produits, pour des raisons suspectées de pratiques d'espionnages de nombreuses entreprises chinoises vont se trouver interdites d'exercer leurs activités aux Etats-Unis et plus largement en Amérique du nord (Canada) ainsi que dans d'autres nations (Australie, Japon, Allemagne, etc.). Ce mouvement est lancé par l'administration D. Trump et va

s'intensifier sous l'administration J. Biden. De même, une réduction des partenariats en R&D est constatée et la déclaration de guerre avec l'Ukraine va intensifier le mouvement.

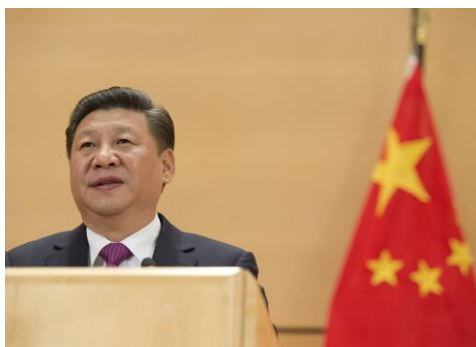
Aux Etats-Unis, trois pays sont particulièrement ciblés : la Chine, la Russie et l'Iran. Les applications se font sentir dans les secteurs sensibles susceptibles de développements de technologies duales (civile-militaire) : notamment l'aérospatiale, l'électronique et le numérique. Il s'agit également là de signaux illustrant les tensions grandissantes entre les nations libres et les nations ayant décidé d'une gouvernance totalitaire. En marche vers une bi-mondialisation. Depuis 2017, l'erreur majeure du régime Xi ?

Mise à jour novembre 2022

« Le gâchis chinois »

Par Michel Santi, économiste.

Source : la Tribune, 23 octobre 2022



« Plus personne n'ose désormais prétendre que la Chine deviendra prochainement la première économie au monde. De Goldman Sachs qui annonçait il y a une quinzaine d'années qu'elle serait numéro 1 en 2026, à Nomura qui le prévoyait pour 2028, à JP Morgan qui le voyait à l'horizon 2031... La question auprès des experts n'était donc pas tant si, mais quand, l'économie US serait supplantée dans sa pole position. Cette perspective semble aujourd'hui fort incertaine – plus d'actualité du tout en fait – tant les cartes ont été rebattues ces mois derniers, remettant ainsi foncièrement en cause l'ensemble des paramètres.

D'emblée, une constatation impossible à rater : tandis que l'ensemble des banques centrales remonte ses taux d'intérêt, la Chine est l'unique nation à l'économie majeure à l'échelle planétaire qui les baisse. Les autorités chinoises ne peuvent désormais plus masquer le fossé qui se creuse de plus en plus avec les Etats-Unis et qui est de l'ordre de 8.3 trillions de dollars actuellement contre 5.3 trillions encore l'an dernier, selon des calculs effectués par l'ancien patron de la Banque Mondiale, Bert Hofman. L'inflation insignifiante et la faible croissance nationales chinoises, mais surtout l'affaiblissement du Yuan et l'appréciation substantielle du billet vert, font même subir à l'économie de ce pays une récession dès lors que les paramètres sont exprimés en dollars ! Elle ne peut même plus se targuer d'être la locomotive asiatique car – et pour la première fois depuis 25 ans -, la croissance de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines et du Vietnam dépassent celle de la Chine.

A l'extérieur, la crédibilité de Xi est donc à présent remise en question, lui qui n'avait de cesse à la moindre occasion de déclarer que l'Est dépasserait très prochainement un Ouest déclinant, et de marteler que son pays était sur le point de surclasser les USA. Vu de l'intérieur, le Congrès du Parti Communiste qui vient de se terminer consacre bien-sûr sa main mise absolue. Son pouvoir est effectivement total aujourd'hui, suite à sa campagne anti-corruption retentissante ayant principalement consisté à purger ses adversaires en même temps que ceux qui doutaient de sa gouvernance. Après trente ans de formidable essor – le plus impressionnant au monde ! -, après l'édification de villes au gigantisme étonnant, la fabrication de trains à grande vitesse, le système mis en place par le grand Deng Xiaoping est désormais rendu caduc par Xi qui n'est – de loin – guère plus un

premier d'entre les égaux car il érige autour de sa personne un culte digne de l'époque Mao.

Quand le Parti récompensait la compétence, quand les successions s'effectuaient par consensus, quand la stratégie industrielle s'élaborait dans les provinces, la gouvernance de Xi a essentiellement consisté à privilégier la loyauté au mérite, induisant à l'évidence une profonde distorsion au sein de tout le processus décisionnel. En supprimant ce ruissellement qui distinguait les talents au travers du pays, en matant toute critique, des erreurs humaines, celles d'un seul homme – en l'occurrence lui – se sont transformées en échecs aux conséquences désastreuses : sa décision contestable d'abandonner le marché immobilier à son effondrement, sa chasse aux sorcières contre les géants technologiques du pays, son invraisemblable entêtement à poursuivre la Zéro-Covid allant de pair avec une surveillance totalitaire, la mise sous sa botte de Hong Kong... Des fleurons comme Alibaba et Tencent – aujourd'hui cassés – étaient pourtant une preuve indiscutable de créativité de la part de la Chine.

Et si Xi était fondamentalement en train de changer la société chinoise ? »

Une Inde qui s'affirme, mais qui reste encore une nation économiquement modeste comparativement à l'économie chinoise.



Malgré de fortes avancées depuis le début de la décennie 2010, l'Inde ne figure pas dans la liste des nations les plus faciles dans la conduite des activités pour les investisseurs étrangers. Loin de là.

Que cela ne masque la grande difficulté actuelle pour un investisseur étranger de développer ses activités sur le territoire indien. A bien des égards, il est plus facile de conduire des activités en Chine. Il existe plusieurs raisons à cela :

- une présence d'infrastructures publiques de grande qualité ;
 - des arcanes administratives réelles mais moins complexes qu'en Inde ;
 - un déploiement d'activités logistiques beaucoup plus facile à conduire sur le territoire chinois ;
 - de moindres barrières culturelles entre les provinces, et l'absence de castes complexes à gérer sur le plan des RH et du pilotage des activités ;
 - des capacités d'industrialisation beaucoup plus étendues, et cela sur l'ensemble des secteurs ;
 - la présence d'un tissu industriel extrêmement dense ;
 - la présence de compétences sur le marché du travail ;
- ...

L'Inde de nos jours, et malgré sa mise en place de zones économiques notamment côtières ou encore dans le nord-est du pays, ou encore de sa politique de « guichet unique » dans le cadre du « *Doing Business in India* »²⁵, reste pour l'investisseur étranger une nation témoignant d'importants manques et freins dans la conduite des activités comparativement à la Chine. Cela est particulièrement vrai dans certains secteurs d'activités : pensons à l'industrie de la microélectronique où l'essentiel des activités reste concentré de nos jours en Chine, à Taiwan, en Corée du sud et au Japon²⁶. Plus largement,

²⁵ Mise en place d'infrastructures et de dispositifs notamment organisationnels et fiscaux afin de faciliter l'implantation et le développement des investisseurs étrangers.

²⁶ Ne pas en conclure à l'absence de la nation indienne sur le secteur, des développements fulgurants sont en effet constatés,

d'importants manques sont souvent enregistrés en Inde, et sur des éléments de première nécessité telle la présence d'un réseau fiable d'électricité approvisionnant les sites de production. De multiples solutions en back-up doivent aussi être pensées afin d'assurer une résilience des systèmes productifs et de Supply Chain.

Le « *Made in India* » enregistre certes à grand pas des succès technologiques et économiques, mais le géant de la région indo-asiatique se nomme encore la Chine. Comme nous l'avons vu, l'implantation et le développement des activités n'est pas toujours aisée, et d'autres raisons peuvent également être soulignées. D'une part, et sur longue période depuis 1993, cela provient d'une croissance exponentielle des positions chinoises en de nombreux secteurs clés. Pensons aux domaines des Réseaux-Telecom, de la mécanique, du textile, des biens de consommation intermédiaires, du BTP, des moyens de transports, de l'énergie, ... Il en découle un déficit commercial structurel outre-Atlantique, mais aussi en Europe, Inde, Afrique, etc. Les familles de produits en téléphonie mobile en représente un cas d'école, même si le leader chinois Huawei va connaître une perte de ses positions à partir de 2019. D'autres compétiteurs chinois sont toutefois là pour prendre le relais, à l'instar de Xiaomi, Novo ou Oppo.

En 2022, les positions chinoises sont dominantes dans de nombreux secteurs.
Par exemple ici avec Huawei, Oppo et Xiaomi dans l'électronique grand public.
Il en découle la balance commerciale la plus excédentaire mondialement.
En Chine, la téléphonie est le premier produit d'exportation.



En l'espace de 10 ans, le secteur de la téléphonie mobile a vu émerger,
puis s'imposer de nouveaux leaders chinois sur le marché mondial.
Et il en est de même sur de nombreux autres secteurs. Illustration ici avec la téléphonie mobile.

Source : Boissin, O., « Développement de l'industrie chinoise de l'électronique & Telecom sous le XIII^e plan / Segment de la téléphonie mobile: Situation et perspectives » REAWP-C n°10-2 (2018. a2022- XIV^e plan).
(...)

Concernant Huawei, nous pouvons au final résumer la situation ainsi : cette société est un symbole de ces nouveaux acteurs dominants le monde des Telecom et du numérique. Sur le plan de sa gouvernance, le groupe -comme la plupart des autres grands groupes chinois positionnés sur des secteurs stratégiques-, se trouve directement placé sous le contrôle du Parti Communiste et de sa NDRC, du Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information, du Ministère de la Sécurité de l'Etat et enfin de l'APL notamment au niveau de la gestion de ses relations externes.

Sur le plan des pratiques, le groupe témoigne d'une culture cloisonnée et d'une stratégie à odeur de soufre durant l'ensemble de son fulgurant développement, et en particulier sur la période 2003 à 2019 : vol de propriété intellectuelle -avec Cisco notamment, mais pas uniquement comme nous avons pu le voir-, pratiques corruptives, non-respect du droit européen de la concurrence sur la plan notamment de pratiques de dumping, suspicions d'introduction de logiciels espions dans ses produits grand public (smartphones-tablettes-laptop), mais aussi au niveau des infrastructures cœur-réseaux impactant les entreprises de grande taille et des Etats. (...)

A partir de 2016-2018, 1^{ère} entreprise mondiale en matière de dépôt de brevet, elle se situe à la pointe de la technologie,

notamment à Bangalore -la Silicon Valley indienne-, Chennai, ou encore à Noida / Yamuna qui hébergent des concentrations de tout premier plan de start-up, d'entreprises, d'universités et de centres de recherche notamment liées à l'électronique et à l'informatique. Les plus grands investisseurs mondiaux -notamment asiatiques et américains- sont ainsi présents dans ces zones, et avec des diversifications dans l'énergie et les EnR, l'industrie aérospatiale et aéronautique, les biens d'équipement, les bio-technologies, l'industrie automobile, le textile, ...

notamment sur les segments de la téléphonie et de la 5G, bien que Huawei témoigne encore de larges retards sur certains segments de la microélectronique. Les sociétés Intel, AMD, Samsung, TSMC, SK Hynix, Nvidia et Qualcomm dominent largement le domaine des microprocesseurs, le composant central situé au cœur de l'avantage technologique des produits ; et cela, de très loin devant Hi-Silicon, l'unité de production intégrée des puces Kirin sous la licence britannique ARM des produits Huawei sur son site de Wuhan.

Conjointement au développement de l'OS Harmony, la montée en compétences de ce site figure parmi les priorités absolues du siège de Shenzhen depuis 2019. En attendant et dans l'urgence, un redesign de ses produits grand public sur la base de puces Qualcomm est envisagé par le groupe.

L'ambitieux développement du fondeur SMIC

En 2022, l'industrie chinoise témoigne il est vrai d'un retard significatif sur le domaine du design des composants, l'architecture et le bloc IP résident au cœur des microprocesseur et plus largement en fonderie en comparaison des Etats-Unis, de la Corée et de Taïwan, nations qui ont placé par ailleurs Huawei en liste noire. A ne pas minimiser toutefois la montée en compétences rapide du fondeur chinois SMIC qui est parvenu à produire en 2020 des processeurs gravés en 7nm, c'est-à-dire un design produit figurant parmi les plus hauts standards mondiaux. Un approvisionnement national en puces pourrait ainsi se substituer durant le XIV^e plan à TSMC, ce dernier assurant encore de nos jours la majorité de l'activité de fonderie dont a besoin la Chine. Bien que la société soit sous statut d'une société par action au capital ouvert, le soutien de l'Etat central à SMIC est entier afin de pallier au retard de la nation. Les profonds remaniements au sein de la direction depuis 2020 témoignent d'une divergence des positions sur probablement trois chapitres. (...).

Plusieurs Fab sont ainsi en planification à Shanghai, Shenzhen et Pékin durant ce XIV^e plan mais reste soumis à une difficulté d'accès aux technologies avancées notamment d'origine américaine et taiwanaise. SMIC est en effet placé outre Atlantique sur la liste des entreprises de haute technologie à vocation duale. Les fondeurs, mais aussi les équipementiers de type Applied Materials pour la déposition métallique et la gravure, ASML en photolithographie, Lam Research sur les résines, KLA Tencor, TEL ... sont ainsi contraints sinon purement en interdiction de coopérer avec les entités chinoises du secteur (...).

L'accès à l'amont de la filière sur les lingots de silicium, mais aussi en Fab sur les biens d'équipement en lithogravure représentent notamment une des faiblesses importantes de SMIC ainsi que de Hi-Silicon dans la conduite de leurs projets de développement. Concernant la gravure des circuits intégrés, l'équipementier ASML (Hollande) est ciblé afin de permettre un approvisionnement de ces machines traitant de ces étapes cruciales du process en Fab.

(...)

Honor en position de contournement ?

De même, suite à la vente par Huawei de sa filiale Honor, cette dernière est surveillée afin d'éviter une stratégie de contournement de la part de l'ancienne maison mère. Les coopérations technologiques sont donc dorénavant difficiles pour Huawei -et plus largement pour les groupes chinois placés directement sous contrôle de l'Etat central- avec les leaders mondiaux notamment américains et taiwanais. Ce n'est pas la présence du régime Xi qui devait par ailleurs modifier la donne dans le court et moyen terme. Bien que de taille beaucoup plus modeste, notons qu'en Europe la sortie des produits continue de s'effectuer -mais sous contrainte temporelle dure face au calendrier des sanctions- de la part du groupe ST Microelectronics et de Soitec qui adoptent une stratégie moins pénalisante vis-à-vis des producteurs chinois pour deux principales raisons (...).

La stratégie commerciale agressive de Huawei à l'international, grâce à l'excellence de son offre en matière de rapport qualité-prix sur son pôle en particulier produit grand public se traduit par une majorité de son CA réalisé en dehors de la Chine. Autour de 65% en 2018 (en données approximées au regard de la complexité de connaître les données réelles internes) et en perspective planifiée à 80% sous le XIV^e plan, notamment via le continent africain et la nation indienne. Comme auparavant souligné, ce résultat est le fruit :

-de la conduite d'une intégration verticale entre 2010 jusqu'à nos jours sur la majeure partie de la filière sur ces trois départements de produits (en dehors d'un positionnement amont a forte criticité concernant les lingots où le groupe reste dépendant notamment des compagnies taiwanaises et japonaises pour l'obtention de silicium à très haut niveau de pureté - Shin Etsu Chemical en tête (Japon) ; La Chine est de loin le plus grand producteur de silicium métal (environ 70% de l'offre mondiale), mais témoigne encore d'un retard en matière de technicité d'affinage et transformation). La course à la taille et aux performances technologiques est engagée à grande vitesse au sein de cette filière qui connaît mondialement une double stratégie d'intégration verticale et horizontale.

-du déploiement de réseaux commerciaux agressifs sur ces trois départements de produits et de prescripteurs de la marque à son plus haut niveau institutionnels, y compris sur le plan politique en France (surtout en France)- depuis 2014 jusqu'à nos jours. (...).

Sur les produits grand public, à travers sa filiale Honor une priorité a été donnée aux marchés émergents sur la base d'une offre complémentaire aux séries haut de gamme Huawei P40, avec un positionnement en entrée de gamme et en gamme moyenne-inférieure commercialisée sous la marque Honor. Concernant les pays émergents, l'Inde et le continent africain figurent en tête de la stratégie commerciale, et cette stratégie a particulièrement bien fonctionné pour deux raisons principales. (...)

2018 représente ainsi la possible année zénith du groupe de Shenzhen. L'arrestation de Meng Wanzhou signe l'acte symbolique de la fin de l'empire, sur son segment en particulier du marché de l'électronique grand public, mais pas uniquement. Le jeu de domino s'est en effet mis en place depuis cette date, et une à une les sanctions tombent à l'encontre de ce groupe qui a dépassé trop fréquemment le respect des règles du jeu, et perdu une grande partie de son capital réputation :

- non-respect des droits de propriété intellectuelle et industrielle ;

- de la protection des données personnelles, mais aussi des informations confidentielles des entreprises et des Etats.
Et cela, non point uniquement au Canada, mais à travers de nombreuses nations sur l'ensemble des continents.

- par ailleurs, sur le plan de la RSE, le groupe se livre en particulier depuis 2013 à des comportements condamnables : implication directe du groupe dans le soutien au régime autocratique sur sa politique généralisée de surveillance de la population chinoise à travers le programme de « Crédit social ». De même, une étroite collaboration avec le régime Xi est relevée vis-à-vis de la traçabilité des minorités et de la déportation d'un (deux ?) million(s) de personnes -notamment des Ouïghours- dans les « camps de rééducation » au sien de la province du Xinjiang, alors même que le génocide est acté et condamné sur son plan international.

La suite à venir du groupe s'écrit aussi de manière assez prévisible, même si la direction songe encore à dominer mondialement le secteur de l'électronique grand public via son OS Harmony. C'est là une projection pour la moins optimiste au regard de trois éléments. (...)

Une éviction du groupe à l'international devrait aussi s'intensifier dans le court et moyen terme. Cela est particulièrement vrai concernant les contrats et AO d'équipements en B2B sur les systèmes Réseau-Telecom portant atteinte à la sécurité des Etats, mais aussi vis-à-vis des offres orientées dans les deux segments de marché Entreprise et Electronique grand public. La chute des parts de marchés en 2021 témoigne de l'ampleur des sanctions internationales décidées par les principales puissances économiques du G8, hormis la France comme nous l'avons vu avec pour cette dernière l'autorisation donnée à l'implantation en 2021 du premier site de production Huawei à Brumath (Alsace). Il s'agit là de la première unité de production du groupe réalisée hors de Chine, ici dédiée sur l'assemblage de stations de base 4G et 5G. Au-delà de l'autorisation de cette présence territoriale, le développement européen semble toutefois compromis du fait d'une prévention des risques des opérateurs et des entreprises sur la sécurisation de leurs données. Le constat sur les Backdoors implantés dans les terminaux Huawei et générant illégalement les transferts de données client en Chine en est l'un des marqueurs forts ayant généré l'aversion. En Allemagne, les prometteurs partenariats avec SAP vont s'en trouver impactés, de même que de multiples contrats développés par le groupe auprès d'opérateurs européens de Telecom à partir de 2018.

Sur la téléphonie mobile, l'échec d'un P50 privé de l'accès à Google / Google Play témoigne à l'international de la chute des positions du groupe. En 2022, une discrimination des marchés selon les trois segments Entreprise, Opérateur et Electronique grand public, puis par famille de produits Cloud & LTE / Infrastructure réseau, routeur & commutateur) / Téléphonie mobile-lunette-tablette-laptop doit toutefois être retenue afin de mieux comprendre la situation actuelle de la société et ses possibles évolutions sous le XIV^e plan, avec un virage à prendre en particulier sur une IA orientée véhicule autonome, IoT et stockage de données.

(...)

Sur le segment de la téléphonie mobile, le groupe Huawei qui tenait la deuxième position mondiale en 2018 en matière de part de marché, a ainsi été décimé en une poignée de mois suite à la décision de l'administration D. Trump d'interdire de livrer les sous-systèmes informatiques d'origine américaine, (mais aussi de TSMC) et notamment l'OS Androïde et de ses applications associées. La fin notamment de l'accès à You Tube portera le coup fatal à toute tentative d'offre commerciale pouvant être conduite auprès d'un public étranger. Outre Atlantique, dès la décision juridiquement actée, la rupture commerciale a été immédiate et va conduire le groupe dans la situation de crise que l'on connaît de nos jours.

Au regard de son excellence en matière de rapport qualité/prix et de la poursuite de ses ambitieuses activités en RD sur ses trois segments de marché (en moyenne 13% de son CA dédié à la RD sur longue période), cette société était pourtant amenée à occuper de manière probable la première place mondiale du podium en fin de XIII^e plan. En 2022, il en est toutefois différemment : mondialement le groupe ne représente plus dans le court et moyen terme une menace pour les deux leaders Samsung / Apple, notamment sur le segment des produits grand public. L'effet domino par ailleurs devrait

s'intensifier pour Huawei face à une réduction forte du trafic de données, et donc aussi de son impact sur l'activité Data center du groupe.

(...)

BBK, Xiaomi et Novo détiennent ainsi les atouts faisant défaut au géant déchu, ce dernier devant dorénavant composer avec une considérable et défavorable structure bilantaire d'actifs immobilisés, conjointement à une drastique réduction de ses entrées financières à l'international sur le segment notamment de la téléphonie mobile. L'on ne peut connaître toutefois précisément les données internes de par l'historique discrétion du groupe sur la communication des données comptables et financière permise par la structure juridique non côté de la société. Il y a tout lieu toutefois de penser à une sévère dégradation des positions sur l'ensemble des KPI notamment comptables et financiers. Les principaux indices des achats convergent en 2021 vers une chute de 50 à 60% des achats de composants par Huawei. Entre 2020-2021, le CA du groupe est estimé régresser d'environ 140 MM USD à 100 MM USD. Officiellement, la société va toutefois annoncer en 2021 une légère augmentation de ses positions sur le plan des bénéfices comme du CA, de l'ordre de trois pourcents, ce qui pose là trois questions. (...). Face au déséquilibre bilantaire enregistré à partir de 2019 et à l'intensité de la situation de crise, en 2020 la vente de sa filiale Honor se comprend dans ce contexte d'urgence de la réorganisation du groupe.

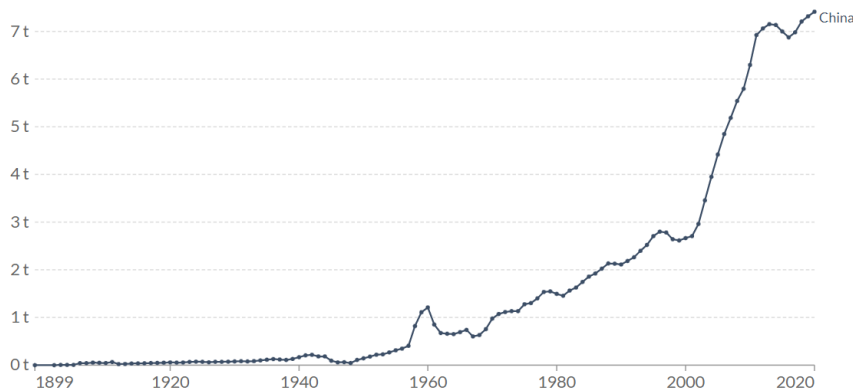
(...)

Sur le plan national, l'OS Harmony en tant que pâle déclinaison d'Androïde en politique de P.I.I. grise (sinon noire) pourrait ouvrir une possible reprise de marché, mais cela dépendra de l'évolution du degré d'ouverture des internautes résidents en Chine aux applications externes. Il s'agit là d'une décision placée non pas dans les mains de la direction du groupe, mais dans celles du Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information et des autorités de la Sécurité de l'Etat. (...). La mise sous contrôle du groupe sous le Parti et de sa NDRC ne devrait que s'accroître, car si Huawei reste détenu par ses salariés, son développement reste en large partie dépendant des sources financières de l'Etat central et la période du XIV^e plan ne devrait pas désavouer. (...)

Une autre voie possible consiste à écouler par canaux indirect les offres de produits via d'autres groupes chinois, et notamment la PTAC (China Postal Appliance). A l'international, la réussite d'une telle opération est toutefois peu probable au regard de l'intensité et du périmètre de surveillance porté sur Huawei. La vigilance la plus notable émane de l'administration Biden via notamment les deux organismes du *Comités des Investissements Etrangers* et du *Directorate of Defense Trade Contrôle*. L'avenir pour les positions chinoises -et cela sur les trois segments de marché- se trouve davantage dans les mains des concurrents directs de Huawei, BBK Electronics en tête. Ainsi, dans le domaine de l'électronique grand public, les deux nouveaux acteurs chinois non frappés par la sanction de la précédente administration Trump ont bénéficié de la chute de l'historique groupe de Shenzhen. Reposant sur des offres technologiquement clones d'Apple en bien des aspects (bien que sous format OS d'Androïde), la société BBK de Shenzhen/Dongguan opérant sous marque Oppo et le groupe Xiaomi (Pékin) sont les deux nouveaux compétiteurs majeurs pour Samsung et Apple sur les segments haut de gamme de la téléphonie en approche généraliste. BBK Electronics est ainsi depuis 2021 le troisième groupe mondial en part de marché sur le segment de la téléphonie mobile. Quant à Xiaomi, le groupe va être déclassé en 2021 de la liste de l'administration Biden des sociétés de la « *Communist Chinese Military Companies* » et connaître une croissance très soutenue de ses positions. Comme auparavant vu, sur les trois périmètres d'activité, le groupe ZTE non frappé par l'interdiction d'une coopération avec Google bénéficie tout à la fois du soutien de l'Etat central, mais aussi de la chute du géant Huawei.

(...) De lourdes suspicions d'introduction ou encore les constats de logiciel espions / blackdoors vis-à-vis des utilisateurs continuent toutefois de peser lourdement sur la réputation de la plupart des sociétés chinoises Lenovo, ZTE, Huawei, ... et en particulier avec Xiaomi, société historiquement pointée du doigt à partir de 2014 sur sa politique de spyware. Ces contres éléments réputationnels représentent pour les groupes de Séoul et de Cupertino un solide atout commercial à venir. Trois raisons peuvent être avancées dans ce sens, les deux premières sont d'ordre entrepreneuriales et la troisième d'ordre géopolitique au regard du rapprochement sino-russe ne cessant de s'intensifier entre Pékin et Moscou (...).

-D'autre part, l'excédent chinois de la balance commerciale émane en grande partie d'une nation américaine vivant au-dessus de ses moyens. Cela est notamment permis par l'avantage monétaire détenu par les Etats-Unis, mais n'est pas sans risque sur les équilibres macroéconomiques du pays. Par ailleurs, rajoutons qu'une consommation américaine très élevée par habitant génère de fortes émissions (17 tonnes eq CO²/hab en 2021) issues de biens importés souvent produit au sein d'une Chine au mix énergétique particulièrement carboné. Ce dernier est en effet essentiellement composé de pétrole et d'une électricité issue du charbon thermique. La nation chinoise représente de loin la première nation climaticide mondiale, et cela devrait tristement selon très forte probabilité se prolonger sur longue période. Quant aux émissions par habitant chinois, elles restent en deçà des mauvais élèves nord-américains mais connaît une progression fulgurante depuis 2002. Autour de 10 tonnes de nos jours.

Evolution des émissions de CO²/hab en ChinePer capita CO₂ emissionsCarbon dioxide (CO₂) emissions from the burning of fossil fuels for energy and cement production. Land use change is not included.
 Add country
 Relative change


Source: Our World in Data based on the Global Carbon Project

OurWorldInData.org/co2-and-other-greenhouse-gas-emissions/ • CC BY

La Chine pollue en partie pour le reste du monde

(« Développement durable : des chiffres et des étoiles », Vol. 2. Grenoble-INP, 2022)

(…)

Lorsqu'une balance commerciale est fortement excédentaire, on peut parler d'une pollution délocalisée au détriment de la nation exportatrice. Ici avec la Chine donc. Si l'habitant monde vivait comme un américain, (hypothèse certes impossible de par le manque de ressources disponibles qu'il y aurait sur terre), il est estimé qu'il faudrait disposer de 3,2 planètes terre pour cela.



Sur le territoire chinois, selon la méthodologie retenue, les émissions par habitant varient entre 7 et 11 tonnes. Et ne pas omettre que la nation pollue pour le compte des autres nations, dès lors qu'elle exporte une partie de son PIB, ce qui est le cas vis-à-vis des pays de l'OCDE en particulier. Ces derniers sont en effet généralement des importateurs nets vis-à-vis de la nation.

Ces statistiques d'émissions doivent toutefois être relativisées notamment pour les pays témoignant de fortes exportations de matières premières tels que l'Afrique, la Russie, la péninsule arabique et le Brésil vers la Chine. La Chine pollue pour les nations de l'hémisphère nord, mais les nations de l'hémisphère sud polluent au profit du développement chinois.

Sur la période 2013-2022, le contexte géoéconomique de la Chine domine ainsi l'échiquier mondial notamment sur le plan industriel, mais diffère toutefois de la période précédente quant aux décisions des investisseurs étrangers. En comparaison de la période 1993-2012, en 2013 s'arrête la progression des Foreign Direct Investment (FDI) dans le pays et cela ne cesse de s'intensifier jusqu'à nos jours, bien qu'une reprise des IDE ait été enregistrée en Chine en 2021-2022. Ces données sont notamment explicites si l'on rapporte le montant des FDI au pourcentage du PIB chinois.

Depuis 2017 le grand bond en arrière du régime Xi conduit la nation à rentrer structurellement dans une période de contraction économique, sinon de crise économique et géopolitique.

Ses principaux moteurs de développement ne cessent en effet de s'enrayer durant la décennie 2020 :

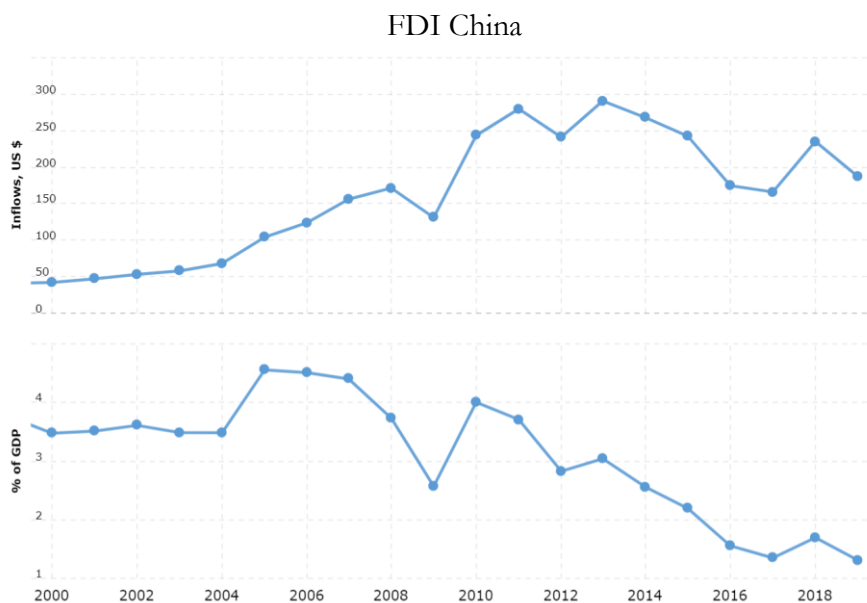
- crise immobilière aiguë alors que ce secteur contribue à environ 1/3 du PIB de la nation,
- demande interne en berne,
- hausse critique du taux de chômage notamment des jeunes populations,
- chute des IDE chinois notamment en Occident,
- dynamique de retrait des investisseurs étrangers en Chine. Pour ces derniers, la problématique n'est plus celle de la délocalisation des activités industrielles en Chine, mais bien souvent l'inverse : celle de l'exfiltration des capitaux en Chine au profit d'autres nations indo-asiatiques.

Depuis l'arrivée de la présidence Xi Jinping, une perte relative des positions est ainsi enregistrée et pourrait s'intensifier suite aux crises Covid (Covid sanitaire doublé d'un « Covid géopolitique ») et à la décision de Pékin d'une non opposition à la politique d'invasion de l'Ukraine par l'autocrate Poutine.

En route vers une bi-mondialisation ?

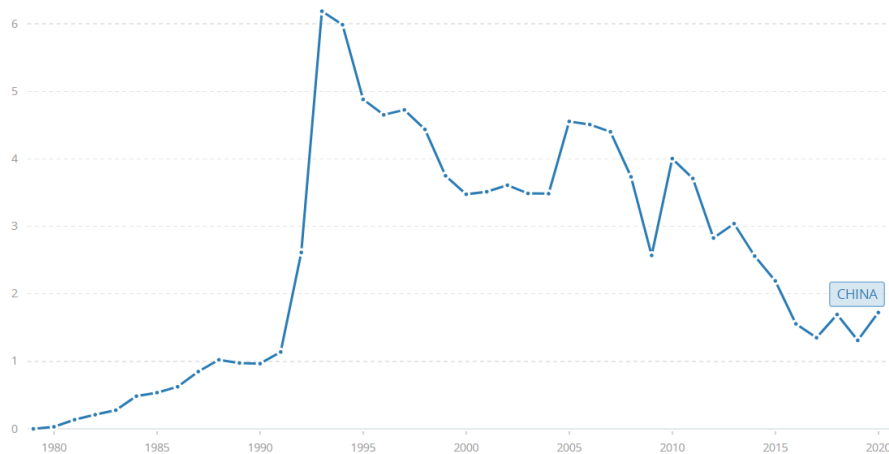
A partir de 2013 et en matière d'attractivité des investisseurs étrangers (FDI),

l'Inde prend le dessus sur la Chine et devrait sans doute la conserver sur longue durée. Cette question est importante car la remontée des filières technologiques passent pour les pays émergents en grande partie par les investissements directs étrangers. Ainsi, la Chine est parvenue à témoigner d'une rapide hausse de son niveau de frontière technologique du fait d'une puissante localisation des FDI sur le territoire sur la période 1993-2013.

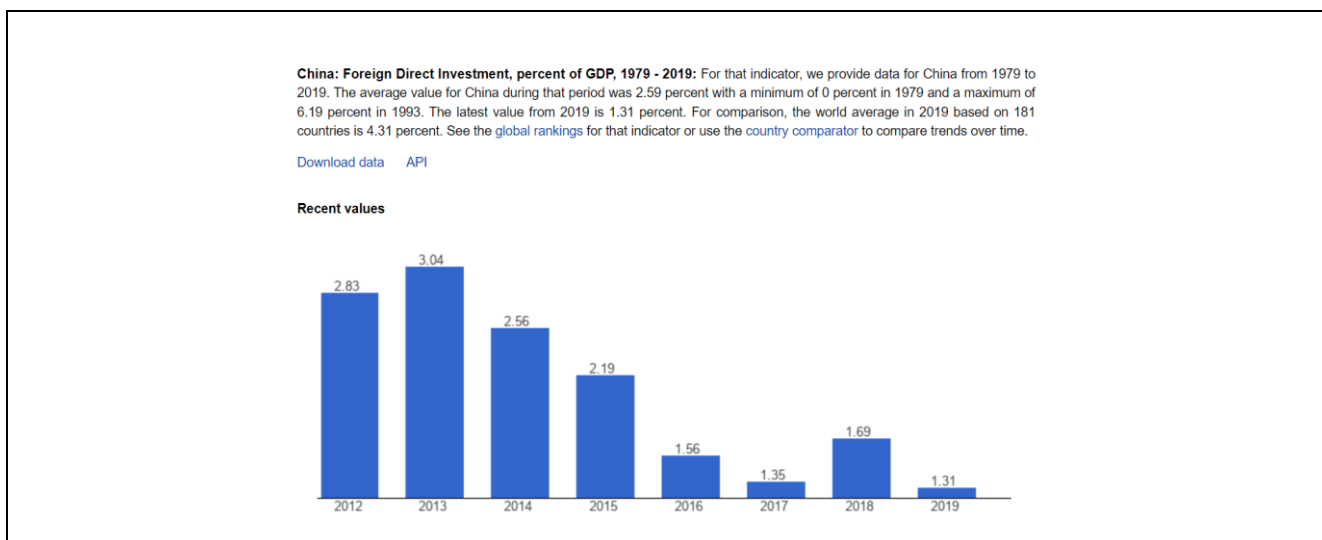


Flux d'Investissement Direct Etrangers en Chine (FDI China)
(Source : Banque mondiale)

Flux d'investissement direct étranger (FDI) China 1979-2020



FDI en % de PIB – Source : FMI – Banque Mondiale



Source : Groupe Banque Mondiale, OECD & alii.

Une chute prononcée des investissements enregistrés en Chine à partir de 2013.

Le soutien chinois formulé au pouvoir du Kremlin à bas mot (une position de neutralité politique mais non pas économique) plonge en effet le monde dans un probable clivage entre les démocraties et les nations à gouvernance totalitaire. Pour les temps à venir, les conséquences d'une telle fracture seraient majeures à l'échelle mondiale car la Chine n'est pas la Russie : elle représente une économie centrale -la 2^e nation la plus puissante mondialement- et qui est en interdépendance avec de nombreuses régions, et notamment avec l'Europe et les Etats-Unis.

Sur le plan de la stratégie des entreprises, la question de la réorientation et de la diversification de la localisation des sites de production est à l'ordre du jour dans de nombreux sièges sociaux de grands groupes. Dans le secteur de la microélectronique par exemple, pensons aux géants mondiaux des semi-conducteurs, TSMC en tête, mais aussi INTEL, Samsung, AMD... qui renforcent leurs positions aux Etats-Unis, ST en Europe ou encore à Foxconn en Inde avec le choix de New Delhi et en partenariat avec le groupe minier indien Vedanta.

De même, Apple déplace une grande partie de ses pôles d'industrialisation de la Chine au profit de l'Inde, dans la ville notamment de Chennai.

Dans le contexte de la géopolitique de la décennie, il ne s'agit là de dynamiques qui ne devraient que s'intensifier et concerner d'autres secteurs d'activités. Le grand gagnant du conflit russo-ukrainien

pourrait alors s'appeler l'Inde.

En 2022, Apple va décider du déplacement d'une grande partie de ses activités productives fournisseurs de la Chine à l'Inde.



En 2022, le groupe Apple va décider de basculer sa production d'IPhones 14 de ses unités chinoises de Shenzhen et Chengdu au profit de l'Inde (Chennai). Cette décision sera prise tout en gardant son panel de fournisseurs historiques, principalement des entreprises taiwanaises comme ici Foxconn, ou encore les autres géants de l'ODM Pegatron ou Wistron. Plus largement, pour la firme de Cupertino l'industrialisation des familles de produit se voit confiée à des nations comme l'Inde ou encore des pays d'Asie du sud-est comme le Vietnam. Deux éléments importants ayant conduit à cette réorientation stratégique sont les dysfonctionnements logistiques enregistrés en Chine depuis la crise Covid, ainsi que les tensions politiques entre Pékin et Taiwan/Washington.

7- Chine : superpuissance mondiale

Bien que malmenée depuis la décennie 2020, sur son plan économique la puissance de la nation provient de quatre principaux facteurs explicatifs :

- une démographie lui permettant de s'appuyer sur une demande interne considérable ;
- une spécialisation industrielle de tout premier plan doublée d'une forte compétitivité qualité-prix ;
- une balance commerciale structurellement excédentaire, la plus importante mondialement ;
- une politique monétaire reposant sur une convertibilité partielle du yuan, et permettant ainsi d'engager des investissements étrangers colossaux grâce à une manne de devises étrangères.

Le privilège monétaire chinois : une convertibilité partielle du yuan

Source : Boissin, O., « *Chine : le bouleversement du monde* », Série Off, 2022.



Le gouverneur de la banque populaire chinoise Yi Gang se trouve depuis 2018 dans une position délicate entre, d'une part, un besoin de croissance planifiée par Pékin et, d'autre part, une dangereuse croissance des dettes de la nation et de l'inflation.

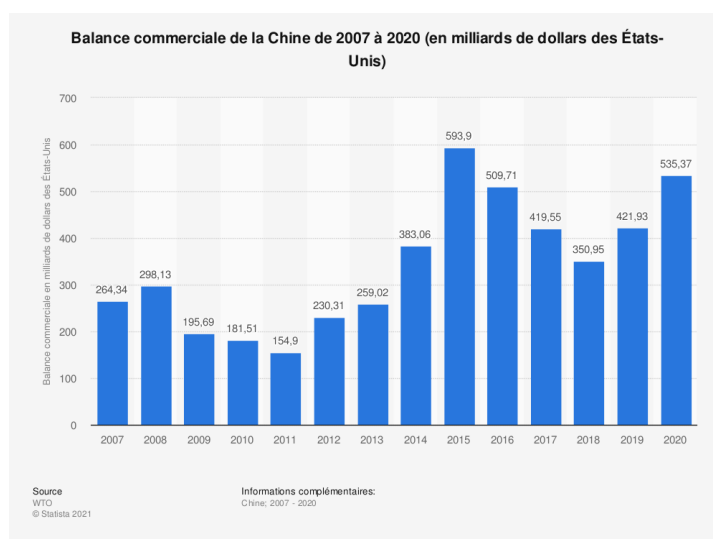
Le tout avec des activités en *Shadow Banking* et des pratiques corruptives déployées à grande échelle.

Dans un tel contexte, la politique monétaire est périlleuse à conduire. La guerre de la Russie avec l'Ukraine devrait par ailleurs pousser fortement l'inflation sur les produits alimentaires et énergétiques comme nous le savons. Autant de défis à relever. Un atout majeur demeure toutefois dans sa poche : de très fortes réserves de change issues d'une balance commerciale structurellement excédentaire. Le tout en régime de convertibilité partielle du yuan. C'est là le privilège monétaire chinois inscrit sous contrôle de la NDRC.

Le gouvernement central chinois a décidé de longue date de refuser un marché libre des changes, contrairement aux autres nations. Car la Chine est une puissance exportatrice de tout premier plan et cela conduirait les investisseurs du monde à arbitrer au profit de la devise chinoise sur le marché des changes.

De ces achats, il en aurait alors découlé une hausse du yuan comparativement à l'USD, et cela, le pouvoir de Pékin ne le voulait pas²⁷. La raison en est simple : si le yuan augmente (on parle d'une appréciation de la devise chinoise), il va en découler une plus grande difficulté pour les entreprises chinoises à exporter.

Par ailleurs, le choix de non convertibilité du yuan permet au gouvernement central de bénéficier de fortes réserves de change en devise étrangère (des balances USD principalement). Cela provient d'une balance commerciale du pays structurellement excédentaire.



Source : OMC (2021)

L'ampleur de son commerce international place la Chine comme première puissance exportatrice mondiale. La Russie est loin derrière, avec seulement 100 milliards USD environ bon an mal, et principalement sur la base d'exportation d'hydrocarbures.

En Chine, les exportations se situent à des niveaux annuels d'environ 2300 milliards USD, et dégagent un excédent commercial entre 400 et 600 milliards USD annuellement (contre 50 milliards environ pour la Russie).

Ces avoirs des exportateurs chinois restent libellés dans la devise étrangère qui sont ensuite domiciliées en Banque centrale via les banques de second rang contre du yuan. Ces derniers sont reversés en interbancaire aux banques de second rang domiciliant les comptes clients des exportateurs chinois. Par un jeu d'injonctions et de taux de réserve, ces banques de second rang sont toutefois souvent contraintes de geler une grande partie de ces avoirs libellés en yuans afin d'éviter de fortes dérives inflationnistes sur le territoire. Un montant colossal de devises étrangères est ainsi présent dans la BCN, entre 3000 et 4000 milliards USD selon les années (données « *State Administration of Foreign Exchange* »). Cela provient également du fait qu'il est interdit dans la nation d'obtenir une convertibilité du yuan dans une devise étrangère²⁸.

²⁷ Plus précisément, la balance des transactions courantes constitue l'une des deux composantes essentielles de la balance des paiements- elle-même largement déterminée à court terme par les échanges de biens et services. Une forte compétitivité internationale tend à améliorer le solde des échanges, et donc à apprécier la monnaie nationale sur le marché des changes. Inversement, un recul de la compétitivité des biens et services nationaux tend à détériorer le solde des échanges et donc à déprécier le taux de change.



La convertibilité partielle du Yuan : une manne considérable de devises étrangères pour le financement d'investissements chinois à l'international.

Certes, quelques exceptions demeurent afin de bénéficier d'une convertibilité du yuan sur quelques transactions spécifiques. Il est aussi plus juste de parler d'une convertibilité partielle du yuan, et non pas d'une non convertibilité totale. Les possibilités de convertibilité restent toutefois très marginales au regard du montant des devises étrangères détenues sur le territoire (la convertibilité est partielle, car pour des raisons incitatives d'investissement et de liquidités, quelques transactions sur des marchés libres sont possibles. Par ailleurs, quelques défaussements peuvent avoir lieu via les crypto-monnaies, mais pour des raisons principalement de sortie de capitaux de la Chine).

Le Ministère du Commerce Extérieur, la Banque Populaire (BCN) et la China Banking Regulatory Commission sont les acteurs centraux dans l'architecture du dispositif monétaire en place afin de contrôler les flux de devises étrangères. Sur la base de cette masse monétaire quasiment gratuite, l'objectif du financement d'opérations à l'international se trouve grandement facilité. C'est là un élément central dans la compréhension de l'ampleur des investissements chinois conduit à l'international, notamment à partir du début des années 2000. Sur le plan de la politique monétaire et de change, l'on peut qualifier ce système de profondément asymétrique en matière de protectionnisme entre les BCN du fait qu'aucune des grandes autres puissances économiques traitant avec la Chine n'a adopté cette politique de non convertibilité de sa devise.

Au final, ce dispositif monétaire judicieusement encadré par l'Etat central de longue date (1994 s'il nous fallait en retenir une date symbolique) permet de conduire des opérations de croissance (notamment externe) de grande ampleur à l'international. L'essentiel des rachats d'entreprises ou d'appropriation d'actifs stratégiques se comprennent ainsi. Pensons aux infrastructures portuaires, aux aéroports, aux terres agricoles, aux investissements dans les grands groupes tels les rachats de Pirelli, Syngenta, Kuka, Smithfield, Le Club Med, ... et autres investissements déployés dans le cadre des Routes de la soie (OBOR) et du programme « *Made in China 2025* ».

(Pour une analyse de cas de rachat à travers ce dispositif, cf. annexe 4, avec ici le groupe Allemand Kuka),

Evolution du cours Renminbi – USD

Une situation de forte dévaluation maintenue par la BCN de 1994 à 2010.



(1 Renminbi = 0,16 USD / 1 USD = 6,32 Y)

Une politique de forte dévaluation menée sur longue période (1994-2010) a permis à la Chine, d'une part, d'être une zone attractive internationalement car peu coûteuse pour les investisseurs étrangers et, d'autre part, de favoriser les exportations qui bénéficient d'une prime artificielle monétaire de compétitivité-prix. L'essentiel des implantations (FDI) et des transferts technologiques ont été conduits sur le territoire durant cette période 1994-2010.

Cette politique est par ailleurs doublée d'un autre avantage du fait que la BCN est placée sous tutelle du pouvoir central de Pékin. L'ensemble des outils de la politique monétaire peuvent ainsi travailler dans l'atteinte des objectifs géoéconomique et géopolitique définis par le Parti :

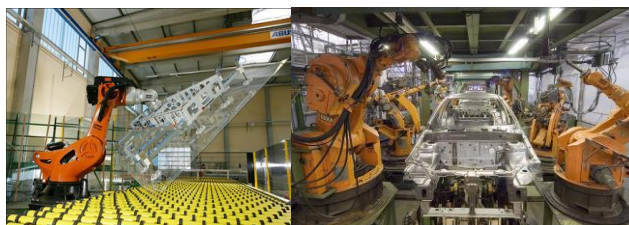
- des devises de clients exportateurs qui vont transiter des banques de second pour être placés sous contrôle de la Banque Populaire ;
- un taux de change fixé par les autorités monétaires et excluant la présence d'un marché libre entre les devises ;
- un taux d'intérêt nul sur la masse des devises étrangères domiciliées en banque centrale.

Ces armes monétaires de tout premier plan permettent ainsi la conduite d'opérations de croissance interne ou externe planifiées à l'international, et sans réelle contrainte de retour sur investissement pour l'Etat et ses entreprises publiques engagées.

Il en est bien évidemment différemment pour les compétiteurs internationaux qui doivent sans cesse veiller à leur retour sur investissement. L'on comprend ainsi pourquoi la Chine peut s'engager sur des investissements stratégiques ambitieux, bien que non rentable dans le court et moyen terme.

En cela, l'on peut avancer que la forme du capitalisme d'Etat central est dominant sur les autres formes de capitalismes plus ou moins dérégulés dans une voie anglo-saxonne. De longue date, l'hypothèse d'efficacité des marchés chère à la science économique standard prévalant en Occident n'a guère de sens dans la conduite de la politique économique chinoise. Les fonctionnements de la plupart des marchés sur le territoire restent placés sous un contrôle étroit de la puissance publique à ses différents échelons. Quant aux objectifs visés, ils sont définis par le Parti à travers son plan quinquennal. Dans un tel cadre d'asymétries entre acteurs, il y a aussi tout lieu de penser que la Chine sera la première puissance économique mondiale au tournant de la décennie 2030²⁹.

Le syndrome Kuka



Exemple d'implantation de la robotique Kuka en milieu industriel

Ligne robotisée ici dans une industrie verrière, Les progrès de l'industrie sont tout autant à rechercher sur les produits que sur les process. Ici une industrialisation en robotisation Kuka, un des fleurons mondiaux du secteur de la robotique. La société allemande va être rachetée en 2016 par l'entreprise chinoise Midea dans le cadre du programme développé par Pékin, « *Made in China 2025* ». Ce programme vise le contrôle de l'ensemble des secteurs de l'industrie du futur. Cette option est clairement affichée dans le XIII^e comme dans le XIV^e (2021-2025) plan de la nation.
(Pour une analyse du cas, cf. Annexe 4).

Chine : une rapide croissance de la frontière technologique sur la période 1993-2012, puis depuis 2013, une stagnation.

Source : Boissin, O., « *Chine : le bouleversement du monde* », Série Off, 2022

Bien qu'en retard par rapport à la Corée du sud en analyse comparée, une hausse tendancielle des frontières

²⁹ Pour un approfondissement sur ces questions, Boissin, O., « *Chine : le bouleversement du monde* », Série Off, 2022 (disponible sur votre intranet).

technologiques est constatée de 1993 jusqu'à nos jours en Chine, et en particulier entre 2000 et 2007 selon de nombreux travaux. Un rattrapage est ainsi constaté vis-à-vis des pays de l'OCDE et notamment des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe. Rappelons que par frontière technologique est désigné le niveau le plus élevé atteint par la recherche technologique à un instant donné.

En Chine, cette hausse du niveau au niveau des biens exportés par la nation se comprend par une ambitieuse politique scientifique et technique menée depuis la décennie 1990, par une remontée de filière en termes de valeur ajoutée, ainsi que par une modification de la spécialisation industrielle sur le territoire. Les délocalisations opérées vers des pays à plus faibles coûts par les acteurs tant chinois qu'étrangers sur les familles de produits à faible intensité technologique et forte intensité de main d'œuvre, à l'instar de ceux de la branche textile-habillement, illustrent cela.

En évolution, après une forte augmentation 1993-2007, la nation rentre dans un régime moins soutenu, puis proche d'un plateau de 2012 à nos jours, avec un trend en très faible progression des exportations à haut contenu technologique. Dans le même temps, les exportations à faible contenu technologique diminuent légèrement contrairement à celles à contenu technologique de niveau moyen qui témoignent d'une significative croissance.

Sur ces questions traitant des frontières technologiques notamment appliqués en Chine, cf. les travaux de Darangosse, F., (2022), Guilhon, B., (2012) Fu, X., Gong, Y., (2011) ; Li, L., Liu, B., Liu, W., Chiu, Y., (2017) ; Sanidas, E., (2009) ; Boissin, O. (2018) ; Tao Qi-you, H Xiao-h., Hu Y., (2011) Yang et al (2009) ; Xi, X., Miao, C., Yu, R., Xie, J., et alii (2022) ; Wang, Q., Zhao, Z., Zhou, D., (2013).

Le bouclage salaire-inflation : dans une dynamique de perte de compétitivité-prix.

Un taux d'inflation élevé conduit à une perte de compétitivité-prix de la nation. La Chine n'échappe pas à cela, et en particulier depuis la décennie 2010.

Lorsqu'un pays enregistre un taux d'inflation plus faible que celui de ses partenaires commerciaux, le pouvoir d'achat relatif de sa monnaie s'améliore. Autrement dit, les étrangers ont intérêt à convertir leurs capitaux dans cette monnaie pour effectuer leurs achats dans le pays à faible inflation. En effet, les prix des produits étrangers sont de moins en moins compétitifs par rapport aux produits de ce pays : ses importations sont donc freinées et ses exportations stimulées. La balance commerciale devient ainsi excédentaire.

Sur le marché des changes, il s'ensuit une forte demande pour la monnaie à faible inflation qui tend donc à s'apprécier, tandis que les monnaies à plus forte inflation tendent à se déprécier³⁰. C'est là une question importante en Chine car les facteurs notamment du travail (le salaire) augmentent rapidement depuis 20 ans. La nation est ainsi moins compétitive depuis 2008-2010 que beaucoup d'autres nations d'Asie du Sud-Est, de l'Inde ou de l'Afrique. Cela est normal car le pays devient plus riche : le niveau de vie augmente (c'est-à-dire aussi les salaires), de même que l'inflation.

Usine textile en Inde

³⁰ Pour un approfondissement sur ces questions, Boissin, O., « Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire », Ed. Campus Ouvert, 2021 (disponible sur votre intranet).



Photo : Max Pixel

En particulier depuis 2010, de nombreux investisseurs, y compris chinois, délocalisent leurs productions textiles en Inde, en Ethiopie ou au Bangladesh de par des structures de prix beaucoup plus attractives qu'en Chine. Le coût de la main d'œuvre s'y trouve en effet 3 à 7 fois moins coûteux.

Le point positif est un pouvoir d'achat accru pour la population si l'inflation évolue sur un régime inférieur à celui du salaire net. Le point négatif est une perte de compétitivité-prix de la nation par rapport aux pays à faible coût. Il peut alors en découler des fermetures d'usines et des délocalisations des investisseurs jouant au profit de ces derniers pays. Pensons à l'Inde, à la Malaisie, à de nombreux pays africains, pour fabriquer par exemple des Jeans, des biens électroniques, l'électroménager, des jouets, etc. C'est bien souvent le cas, et cette dynamique devrait s'intensifier durant la décennie 2020.

Dans le même temps, la Chine parvient à développer des produits technologiquement plus sophistiqués qui échappent à la concurrence des pays émergents à bas coûts. Elle se situe dans un stade concurrentiel dit « intermédiaire ». Parfois même en avance dans certains secteurs mondiaux, tel celui de la 5G avec des groupes comme Hua Wei ou ZTE qui sont les mieux placés mondialement sur les Télécom. Une des raisons qui a permis cela est l'attractivité de la Chine pour les investisseurs étrangers du fait d'une politique de change fortement dévaluée sur la période 1994-2010. Non seulement cela permettait un investissement direct étranger sur le territoire à très bon marché, mais également facilité les exportations chinoises. Pour les investisseurs, la Chine a ainsi été identifiée comme la région du monde à privilégier ; et cela tant du côté des firmes européennes qu'américaines ou indo-asiatiques pour deux raisons.

- (i) D'une part, cela permet aux firmes globales d'œuvrer en logique de « *Processing Trade* ». Par *Processing Trade*, nous désignons un territoire retenu dans les chaînes de production où les intrants sont industrialisés afin d'être réexportés vers les pays destinataires. Pour ces derniers, il s'agit des régions Europe et Amériques du nord principalement. Par exemple dans les domaines de l'informatique et de l'électronique, les sociétés comme Apple, Microsoft, HP, Dell, ... font réaliser leur phase de production et d'industrialisation en Chine par des entreprises du composants et des équipementiers comme Foxconn, Kye Corporation, Primax, Chicony Electronics, etc. Puis les familles de produits sont ensuite réexportées vers les pays de consommation. En cela, les filières productives sont mondialement fragmentées.
- (ii) D'autre part, la nation représente un pôle central de consommation de par l'importance de sa population et des demandes publiques adressées sur tout un ensemble de marchés à haute intensité technologique (infrastructure énergétique, de transport terrestre et ferroviaire, sidérurgie, aéronautique, pharmaceutique et santé, ...). L'essentiel des transferts technologiques vont alors être apportés par l'Occident durant cette période des présidences Jiang Zemin et Hu Jintao (1993-2013)³¹.

³¹ Sur ces questions, le lecteur peut se reporter aux deux manuels de cours « *Mondialisation : outils, méthodes et applications* » (vol. 2), Grenoble-INP, 2022 ; « *Chine : le basculement du monde* », Grenoble-INP, 2022. (disponible sur votre intranet).

Le LGV chinois

Source : Boissin, O. « *Le marché du ferroviaire en Chine sous le XI^e plan : situation et perspective 2011* »
REWP-C / n°11-2009 - a 2017b)



III-Segment du LGV

(...) Sur la base des transferts technologiques, la Chine va ainsi détenir à partir de 2010 la plupart des compétences sur le domaine du LGV. Le programme va être lancé à partir de 2004. Les transferts opérés par les sociétés Alstom, Siemens, Hitachi-Kawasaki et Bombardier au niveau des partenaires de rang 1 seront complexes à conduire sur le plan notamment des modèles organisationnels retenus par le gouvernement central. (...) A cela, il faut compléter la filière de production par de nombreux autres équipementiers étrangers impliqués sur d'autres segments du ferroviaire, comme des systèmes d'automatisme par exemple avec Westinghouse, (...).

A l'origine, sur la base du modèle français de génération 2, la nation avait voulu développer son propre train à grande vitesse, le « China Star ». Ce dernier va se heurter toutefois à de multiples problèmes et se soldera au final par un échec. ... Sur la base du constat de cet échec, le gouvernant central à travers la NDRC et de ses deux ministères va opter pour la voie d'un transfert global par les sociétés étrangères de rang 1 contracté avec la China Railway (CNR et CSR). On retrouve ici une stratégie assez similaire à celle retenue sur le KTX opérée 12 ans auparavant par la Corée du sud avec un panel d'acteurs souvent similaires. Alstom a ainsi de nombreux REX pour savoir les portées et limites à de tels transferts. Par ailleurs, la société est présente de longue date en Chine et s'est heurtée par le passé à de multiples problèmes de propriété intellectuelles et industrielles, notamment à grande échelle avec ses motrices diesel (...).

Nationalement, la stratégie va être identique à celle déployée dans le nucléaire civil, de même que dans l'hydraulique ou l'industrie automobile : identification des entreprises leaders mondialement et permettant une compréhension puis maîtrise des principaux standards dominants. Dans le ferroviaire sur le segment LGV, quatre acteurs seront retenus avec Bombardier (Zefiro), Hitachi et Kawasaki sur le Shinkansen (série E2), Siemens Mobility (série Velaro) et Alstom Transport (avec le Pendolino). (...). A partir de 2007, sur cette base vont être déclinés les CRH1 (Bombardier), CRH2 (Shinkansen), CRH3 (Siemens) et le CRH5 au niveau d'Alstom Transports (déclinaison de la série TGV ETR 600). Les contrats seront toutefois distincts selon les constructeurs, allant du transfert global sur une base de JV, de réalisation en nom propre de composant de rang 2 sur le territoire, jusqu'à la livraison en CKD de modèle ferroviaire de rames ou de sous-systèmes spécifiés à l'exportation.

Pour les partenaires sélectionnés en rang 1 se trouvait une obligation de livraisons des dossiers techniques, ainsi que la formation du personnel technique chinois en échange de l'accès au marché. Les dossiers de transferts sont particulièrement précis et exigeants sur les différents chapitres techniques. Comme nous l'avons auparavant vu sur d'autres segments, la méthode déployée sous contrôle du gouvernement central auprès du consortium CNR et CRS se révèle en de multiples points similaires à celle retenue par le consortium d'hydrauliciens chinois sur le barrage des trois gorges avec Alstom Power, ABB et Siemens. (...)

On retrouve ce degré de précision au niveau du matériel roulant, sur les motrices et le type de motorisation à concevoir puis à produire, avec des arbitrages internes sous-jacent complexes. Cela est notamment issu des coordinations concurrentes entre les deux constructeurs de matériels ferroviaire CNR/CRS. Les deux sociétés se trouvaient souvent en conflit avant leur fusion CRRC (2015) : quel choix de motorisation et de puissance retenir, comment gérer les contraintes de charges à l'essieu, les systèmes de contrôle freinage, les circuits électriques de commande, etc. Sur de nombreuses options, les différents

étaient présents et les contraintes d'interopérabilité rendaient particulièrement difficiles les solutions à retenir pour permettre un redéploiement interne le plus générique possible (...).

Sur l'ensemble des chapitres de l'analyse fonctionnelle, les composantes, les nomenclatures et leur coût vont être déclinées de manière rigoureuse, et sur la base de diagrammes de type Fast. De même, les procédures de réalisation sur l'ensemble des composants et des sous-systèmes ont été formalisées par famille (câblage électrique, boogies, coffre de traction, ...). (...) Les spécifications sont définies dans une approche de dimensionnements inscrite dans une problématique nipponne/coréenne plus que d'une approche par fonction. Les procédures de réalisation et des modes opératoires sont quant à elles rédigées de manière précise mais avec des différences significatives selon les informations transmises par les investisseurs, le tout sur la base de planning le plus souvent très serrés pour l'ensemble des parties prenantes. Et cela des deux coté sino-étrangers (...).

Dans certains contrats -c'était notamment le cas pour le CRH2-, contrairement au choix d'un transfert global sur le territoire retenu par la société Alstom Transports dans une lignée KTX, le schéma retenu par l'investisseur pouvait être un choix d'assemblage en CKD comme ce fut le cas pour le Shinkansen dans une version spécifiée à la Chine (série E2).

En l'espace de 6 ans, les acteurs du consortium chinois vont s'approprier la majeure partie des pôles de compétences des quatre constructeurs de rang 1 en focalisant l'approche sur les composantes techniques, mais aussi en recherchant à rationaliser une structure organisationnelle nationale peu efficace entre la CNR et CRS. L'opération CRRC décidée en 2014 va être un grand pas en avant pour permettre une fabrication et amélioration des technologies étrangères, y compris sur le Shinkansen sur la base d'ingénierie inverse. (...)

La CRRC parviendra ainsi avec son réseau de partenaires externe et par un doublement des transferts à relever la plupart des défis posés pour améliorer les générations à venir du LGV. Coté CRH5, il sera proche des 100% de VA en 2017 sous contrôle d'entreprise d'Etat central ou provincial. On peut ainsi conclure à une maîtrise complète du modèle, avec notamment les nouvelles séries CR400. Que cela ne masque toutefois de multiples problèmes de compatibilité au regard de solutions techniques hybrides de par la complexité du mécano industriel retenu initialement. Les questions de différences de normalisation génèrent également des points bloquants. A l'origine, les deux ministères avaient pourtant souligné l'importance de veiller à une logique d'interopérabilité entre les différentes technologiques issues des constructeurs étrangers (...). Au niveau des choix de conception à arrêter et du degré d'exigence sur les spécifications techniques à retenir, les arbitrages sont loin d'être toutefois aisés (...).

Les défis à relever sont d'autant plus importants sur le territoire -en particulier jusqu'en 2005/2010- que des retards sont présents sur le plan du génie des procédés et la maîtrise de process techniques. Pensons par exemple à la qualité des traitements thermiques sur les pignons d'engrenages, la compréhension des matériaux à mobiliser sur certains isolants électriques, (...). Les problèmes de production sont multiples et vont concerner les différents volets des motrices, des wagons, des infrastructures ferroviaires liées à la signalisation et des systèmes de régulation du trafic : (...).

Sur le seul plan du matériel roulant, un nombre considérable en effet de sociétés et de filiales de groupes d'Etat central sont en effet impliquées dans le dispositif depuis 2004, le tout démultiplié par un choix d'appropriation des quatre standards techniques mondiaux (allemand, canadien, français et japonais). Par exemple, au niveau de Siemens, les partenariats étaient conduits avec la Changchun Railway Vehicles (CRC) et la société Tangshan Railway Vehicles ; côté français par (...)

Aujourd'hui, à travers son entreprise CRRC, la nation détient le leadership incontesté sur le nombre de km de ligne installés, et cela non seulement sur le territoire national, mais sur l'ensemble des continents comme nous le savons. Les données sont ainsi : 35.000 km de réseaux ferroviaires de ligne à grande vitesse pour la Chine contre 2700 km pour la France, 1500 km pour l'Allemagne ou encore moins de 1000 km pour les Etats-Unis. (...)

Beaucoup d'enseignements sont à retenir de ce segment LGV au niveau tant technique que des choix d'organisation industrielle et de gestion politique des contrats en amont du projet. Aux antipodes d'un droit de la concurrence d'inspiration néo-libérale prévalant en Europe et qui va interdire le rapprochement de Siemens avec Alstom Transports, le gouvernement central saura conduire avec intelligence cette remontée de filière du ferroviaire, et en particulier sur son segment des trains à grande vitesse. Ce dernier est l'un des plus complexe techniquement (sinon le plus complexe au niveau des motrices) à conduire.

(...) Environ 80% des transferts sont estimés être réalisés et nationalement intégrés par le consortium chinois dès 2010, de même que dans la plupart des autres secteurs technologiquement clés.

Depuis la fusion des principaux acteurs nationaux au sein de la CRRC, pour trois raisons il y a tout de penser à une extension rapide du réseau des LGV sur le plan national comme international. Cette dernière va s'effectuer sur une offre en version exportation, notamment à partir du XIII^e plan. Un des enjeux clé se situe autour des normes internationales du ferroviaire sur lesquelles la Chine avance ses positions de manière forte sous contrôle de la NDRC. Les principaux enjeux se situent en effet à ce stade. (...)

Sur les volets techniques, de normalisation & de maintenance à l'international, de la négociation commerciale, des pratiques grises et noires, du montage organisationnel à retenir selon le code des investissements, et enfin des questions de géopolitique, six natures d'obstacles se posent toutefois au nouveau leader mondial CRRC. Cela est présent de la phase amont à la réponse à l'AO jusqu'à la mise en service de la nouvelle infrastructure. Très peu de REX sont actuellement possibles par ailleurs pour la partie chinoise. Le cas Russe doit être étudié avec soin, la CRRC en contrebalancement d'une offre sérieuse allemande par Siemens (...). Comprendre l'extension possible des marchés à venir pour la CRRC, et qui devrait se révéler particulièrement soutenue dans les deux zones Afrique/Moyen-Orient et Amérique Latine nécessite une partition par pays au regard des spécificités techniques et réglementaires, et de décliner l'approche au regard des six critères préalablement cités. (...)

Sur de nombreux secteurs et à partir de 2010-2013, l'on considère que la Chine est dans une situation d'appropriation et indépendance technologique réalisée³². Les frontières technologiques sont souvent atteintes malgré encore un retard dans quelques segments (aéronautique notamment). La puissante NDRC tente sur ces segments d'engager les actions pertinentes.

Un acteur étatique central dans la politique de maîtrise des filières stratégiques:
la NDRC



La NDRC, the « *National Development & Reform Commission de la RPC* » est un organe central dans la stratégie de maîtrise, de remontée de filières et de diffusion des compétences aux autres secteurs. Elle identifie et planifie les canaux formels et informels pour l'acquisition des compétences manquantes à la RPC et réglemente les secteurs y compris sur le plan tarifaire et des quotas. Quatre leviers sont principalement privilégiés pour l'acquisition des compétences :

- à travers la structuration du code des investissements étrangers (FDI), elle favorise la construction de JV sino-étrangères ainsi que les transferts technologiques avec des investisseurs étrangers ;
- par l'accès aux informations par des fournisseurs notamment de rang 1 au sein des filières productives ;
- par le rachat de sociétés étrangères disposant des compétences identifiées comme stratégiques et œuvrant sur des segments où la Chine enregistre un retard en matière de frontière technologique ;
- par un maillage des acteurs nationaux, des universités et de l'Académie des sciences afin de permettre les valorisations technologiques, les transferts scientifiques et technologiques et les effets de diffusion sur le territoire.

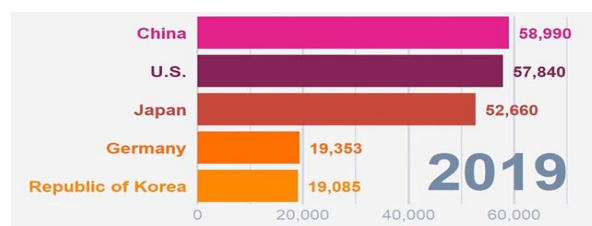
³² Pour une analyse de cette question relative aux transferts technologiques opérés en Chine, le lecteur peut se reporter au manuel de cours Boissin, O., « *Economie mondialisée (Vol. 2) : Pilotage de projet à l'international* », Grenoble-INP, 2022. Disponible sur votre intranet.

D'autres fonctions sont également sous le contrôle de cette commission : jouer sur les volets réglementaires avant le lancement des appels d'offre. Cela favorise ainsi un protectionnisme économique au profit des sociétés notamment placées sous contrôle de l'Etat central. Par ailleurs elle est en charge du Plan National de Développement économique, écologique et social qui est communiqué à l'Assemblée Nationale. Il s'agit au final d'un organe central de l'Etat.

Sur le plan de son organisation, elle est structurée de manière hiérarchisé et précise en une trentaine de départements et aux fonctions multiples tant scientifiques que techniques, économiques, énergétiques, sociales et environnementales.

Le nombre de dépôt de brevets en est l'un des témoins même si cette question mérite en réalité quelques nuances. Avec les Etats-Unis et le Japon, la Chine s'impose sur la scène internationale, bien loin devant la Russie.

Dépôt de brevet d'inventions par pays.



(Source : OMPI - 2020)

Bien sûr, il manque encore à la Chine de nombreuses compétences, notamment dans le domaine militaire malgré une forte progression du budget de la défense. Cela est particulièrement visible dans les domaines de la défense sous-marine ou encore dans l'aéronautique. Sur ces questions, c'est pour le coup toujours la Russie qui s'affiche être le leader par rapport à la Chine.



Sukhoi SU-57

Le régime Xi doit alors composer avec la Russie afin d'apprendre à réaliser des avions de chasse ou des sous-marins. Le chasseur chinois (pensons notamment au Shenyang J-11D, avion résultant d'un partenariat avec la Russie sous licence Sukhoi-27) se révèle en effet de piètres performances techniques par rapport aux derniers standards internationaux. Pékin doit ainsi chercher à savoir réaliser les avions russes de dernière génération, ainsi qu'au niveau de son armement embarqué, à l'instar du Sukhoi SU-35 ou SU-57 afin de renforcer sa défense.

Dans le domaine de l'aviation civile, il en est de même. Une co-entreprise sino-russe sur la conception et production d'avion à fuselage large est ainsi développée afin de bénéficier des avancées russes de longue date reconnues dans le secteur. Il va s'agir ici de la joint-venture CRAIC orientée sur le modèle C 929 afin de concurrencer les offres de Boeing et d'Airbus. Notons que ce dernier groupe européen sera également mis à contribution via une JV initialement développée avec un consortium chinois afin de réaliser sur le territoire le modèle A320 (site de Tianjin en JV avec Airbus).



Dans les domaines de l'aéronautique en particulier, des co-entreprises sont développées entre la Russie et la Chine. Cela concerne également le secteur de la défense, segment où les partenariats de la Chine avec les pays démocratiques sont beaucoup plus difficiles à opérer. Dit autrement, en France les groupes Thalès-Naval Group ou Dassault ne vont pas apprendre à des entreprises d'Etat chinoises à fabriquer des sous-marins nucléaires ou encore des avions de chasse de type Rafale. Car avec la Russie, la Chine est dorénavant identifiée comme la principale menace militaire pour l'Occident.

Chine-Russie, la danse est alors de couple, même si en réalité la Russie regarde « en chien de faïence » son partenaire chinois qui n'est là principalement que pour s'appropriier les compétences en conception. Chine-Russie, sur de nombreux dossiers, l'union n'est en réalité que de façade.

Une fois les compétences acquises, la seconde phase est de se lancer dans une phase d'extension des positions à l'international. Le programme OBOR lancé en 2013 se comprend ainsi, et dans la bonne temporalité requise. Sur l'ensemble de ces questions, la puissance chinoise dépasse ainsi sans commune mesure la Russie. Le grand frère soviétique des temps passés n'est devenu qu'un petit frère, et qui sera bientôt placé sous domination économique par le pouvoir de Pékin. Selon une forte probabilité, ce n'est donc pas une danse de couple qui attend la Russie, mais un rapport de force qui pourrait s'effectuer au détriment du peuple russe. Surtout si demain ce dernier aspire à des libertés... En cela, le choix de la présidence Poutine laisse en suspend nombre de question sur l'avenir du peuple russe.



Prendre le leadership commercial sur les Etats-Unis

Afin de parvenir au statut de première puissance mondiale, Pékin continue d'accroître ses positions sur le reste de la planète de par des pratiques et politiques commerciales asymétriques : dumping, subventions étatiques aux exportations, mesure protectionniste interne par voie tarifaire et non tarifaire, marchés publics protégés, etc.

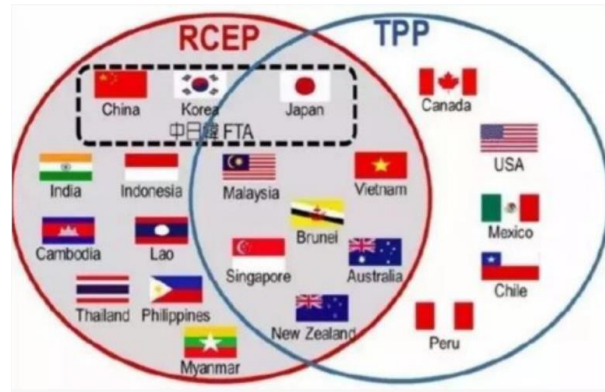
Le tout en se faisant le promoteur d'une libéralisation capitaliste massive pour la zone Asie-Pacifique. Nous trouvons ici les accords du RCEP³³ initiés en 2012. En 2020 ils visent à créer la plus grande zone de libre-échange mondiale peu régulée, sous domination chinoise et faisant fi de toutes questions environnementales. *Business is Business*, et il est prioritaire pour Pékin d'exporter le PIB chinois stocké dans des surplus de capacité de production chronique. Le RECP, c'est 15 pays, près de la moitié de la population mondiale, le tiers du PIB mondial. Cet accord va être signé en novembre 2020 suite à l'incohérent détricotage opéré par l'administration Trump du Traité Transpacifique initialement mis en place par son prédécesseur B. Obama (TPP).

Sur le plan économique, l'empire du milieu n'est ainsi aucunement communiste mais profondément

³³ Partenariat économique régional intégral.

capitaliste. Un capitalisme non pas anglo-saxon mais minutieusement planifié et sous un total contrôle de l'Etat central. Sur le plan économique, le communisme n'est plus, Mao a été enterré de longue date. La Chine est le premier pays des milliardaires, dorénavant devant les Etats-Unis donc, et l'indice Gini* lui aussi témoigne d'un niveau très élevé d'inégalités dans la répartition du revenu national de la nation. C'est seulement dans le registre de la politique que demeure le mot de communisme. *Le Parti* dirait peut-être George Orwell ?

L'Accord de Partenariat Economique Intégral RCEP Plaidoyer pour un accord de libéralisme non régulé



(Source : Vietnam +, 12/2/2021)

Une fois traversée la plus belle des crises depuis 1929, le commerce devrait être stimulé par la reprise des économies et par la mise en œuvre de l'accord de libre-échange de la région Asie « RECP » signé en 2020³⁴.

Ce RCEP promu par la Chine afin d'asseoir ses positions en zone Asie est un archétype d'accord de libéralisme sauvage faisant fi notamment des critères relatifs à la protection des travailleurs et de la protection environnementale. Contrairement à l'ancien accord TPP (Trans Pacific Partnership) promu par la présidence B. Obama et qui sera stoppé en 2017 sous l'amateurisme de la présidence D. Trump, l'accord RCEP n'exige aucune obligation de RSE aux pays signataires.

Cet accord va se trouver au cœur de multiples tensions géopolitiques, notamment avec la puissance indienne. Début 2021, il va être mis entre parenthèse par les pays membres de par les complexités du dossier notamment relatives aux exemptions de taxes et à l'ouverture demandée par la Chine aux secteurs des services.

L'Inde va ainsi refuser en 2019 de rejoindre ce traité redoutant la main mise croissante de la Chine sur la zone Asie-Pacifique. Bien que membre de l'OMC, la Chine lui paraît par ailleurs rester un pays protectionniste comparativement aux autres nations et en particulier vis-à-vis de l'Europe.

Chapitre 1 : Hier

Conclusion

De 1990 à 2021, la Chine est parvenue à s'imposer sur le plan à la fois économique et politique. Elle est dorénavant la deuxième puissance mondiale derrière les Etats-Unis, par un jeu de Go et de transferts technologiques habilement conduit notamment sous les présidences Jiang Zemin et Hu Jintao.

³⁴ Promu par le pouvoir de Pékin et en pleine crise Covid, le RECP signé en novembre 2020 représente le plus grand accord commercial mondial. Il regroupe plus de 2 milliards d'individus et représente le plus gros PIB consolidé à l'échelle mondiale.

Dans cette volonté de stimulation du commerce international, soulignons également l'accord de l'OMC « AFE » qui est entré en vigueur en 2017. L'objectif de ce dernier est de rationaliser les procédures douanières et d'accélérer la circulation des marchandises à travers les frontières. Selon les estimations de l'OMC, la pleine mise en œuvre de l'AFE pourrait entraîner une augmentation de 2,7 points de pourcentage/an de la croissance du commerce mondial d'ici 2030.

L'Arrivée de la présidence Xi Jinping va rebattre toutefois les cartes au profit d'autres nations et notamment de l'Inde. Cela car la Chine inquiète de plus en plus les puissances démocratiques depuis 2013-2017 et surtout depuis la crise Covid où les nations ont pris conscience de leur dépendance à une seule nation, qui de surcroît affiche une ligne politique dure. L'Administration Trump et surtout Biden ont réagi afin de réduire, sinon isoler la Chine de l'accès aux frontières technologiques sur les technologies notamment duales. Nombre de nations ont suivi ce mouvement (Canada, en partie l'Europe, le Royaume Uni, le Japon, ... dans des choix parfois cornéliens pour certaines nations à l'instar de l'Australie. Une bipolarisation du monde Chine / Etats-Unis est en marche et ne devrait cesser de s'intensifier avec le conflit russo-ukrainien.

La Russie quant à elle est passée du stade de grand frère soviétique au petit frère de la Chine. A l'issue de la profonde période de récession 1992-1998 et de son point d'orgue aligné avec la crise asiatique de 1998, V. Poutine va prendre le pouvoir. Dans un premier temps, son bilan économique et politique va plutôt se révéler positif puisqu'il est parvenu à recomposer la nation Russie sur la période 2000-2021 en réintégrant dans le périmètre de Moscou les Etats de la communauté et leurs exceptionnelles richesses naturelles. Par ailleurs, il va bénéficier de recettes d'exportation croissantes sur les marchés énergétiques, ce qui va participer au rétablissement des fondamentaux macroéconomiques de la nation.

Comme nous allons dorénavant le développer, par son erreur d'analyse géostratégique majeure (la guerre en Ukraine), il va toutefois placer, d'une part la nation dans une situation de dépendance économique et politique croissante à la Chine et, d'autre part dans l'isolement vis-à-vis des autres grandes puissances démocratiques : Etats-Unis, Japon et Europe en tête. En 2022, la propagande du Kremlin va masquer un temps cette réalité au peuple russe, mais ce dernier devrait se heurter rapidement aux faits et à sa dépendance accrue au régime de Pékin.

* * *

Chapitre 2

Aujourd'hui.

L'irréparable erreur géopolitique de V. Poutine

« Ce qui commence dans le mal s'affermir par le mal ».
William Shakespeare. (*Macbeth*).

Sommaire

- 1- Chine 2022 : 1ere puissance industrielle et commerciale mondiale.
- 2- A la recherche du temps perdu.
- 3- L'entrée des chars en Ukraine ... et une crise majeure et durable probable de l'économie russe.
- 4- Sanctions économiques : de quoi parlons-nous exactement ?
- 5- La Russie dans un isolement croissant.
- 6- La Chine au secours du petit frère russe ?
- 7- Matière première alimentaire et arme alimentaire.
- 8- Ukraine : sur le plan économique, de quoi parlons-nous ?

Introduction

Après avoir dressé un état des lieux des données économiques actuelles des deux nations chinoise et russe, nous avançons dans ce chapitre 2 l'hypothèse que le régime post-fasciste mis en place par V. Poutine commet une erreur centrale de géopolitique pour l'avenir de son pays en déclenchant en 2022 la guerre à l'Ukraine.

Pour cela, commençons par dresser le bilan de la situation actuelle. Et si l'objectif est de comprendre la situation de l'économie Russe et son avenir possible, alors il nous faut commencer par la Chine... Et plus l'économie russe va chuter -scénario loin d'être au désavantage du pouvoir de Pékin-, plus l'empire du milieu pourra demain vassaliser la Russie. Là est la carte inavouée du régime Xi.

1- Chine 2022 : première puissance industrielle et commerciale mondiale³⁵

³⁵ Pour une analyse de l'économie chinoise, le lecteur peut se reporter à quelques grandes signatures : Aglietta, M. et Bai, G., « *La voie chinoise : capitalisme et empire* », Odile Jacob, 2012 ; Cabestan, JP., « *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?* », Gallimard, 2018 ; Domenach, J.L., « *Les fils de princes. Une génération au pouvoir en Chine* », Fayard, 2016 ; Donnet, P.A., « *Quand la Chine achète le monde* », Ph Picquier, 2020 ; Donnet, P.A., « *Chine le grand prédateur, un défi pour la planète* », Ed. de l'Aube, 2021 ; Eckman, A. (sous la direction) « *La Chine dans le monde* », CNRS Ed., 2018 ; Frachon, A., Vernet, D., « *La Chine contre l'Amérique* », Grasset, 2012 ; Huchet, JF., « *La crise environnementale en Chine* », Presses de Sciences Po, 2016 ; Lemoine, F., « *L'économie de la Chine* », La découverte, 2006 ; Maréchal, JP., (sous la dir.) « *La Chine face au mur de l'environnement ?* », Ed du CNRS, 2017 ; Michel, S., Beuret, M., « *La Chinafrique* », Grasset, 2008 ; Niquet, V., « *La puissance chinoise en 100 questions* », Tallandier Ed., 2017 ; Roland, N., « *China's Eurasian Century ? Political and Strategic Implication of the Belt and Road Initiative* », National Bureau of Asian Research, 2017.



Comme nous l'avons vu, la nation témoigne sur longue période d'un régime de croissance très soutenu par l'investissement notamment étranger et public. Là est le premier moteur de l'économie chinoise afin de répondre aux objectifs du plan : un taux de croissance du PIB compris entre 6 et 10 % en moyenne sur la période 1994-2021.



La construction d'un barrage, d'un aéroport ou d'une autoroute en Chine permet de promouvoir des activités industrielles et de services. Pensons par exemple aux bureaux d'études des entreprises du secteur BTP, aux travaux de terrassement menés sur le terrain, en amont la production et les achats des matériaux comme l'acier, le ciment, le bitume, ... la location des engins de chantier, etc. Dans le cas d'une infrastructure de génie civil -ici la construction d'une jonction d'autoroute pour l'aéroport de Shenzhen- cela s'effectue avec de faibles importations pour la nation. Il en découle une création nette d'emplois sur le territoire par les entreprises du BTP, mais aussi par les groupes d'Etat central comme Conch', Petro China, Bao Steel, King Long, China Hongqiao, Dong Feng Motors, Cosco, , ... qui vont enregistrer un flux d'affaire grâce à cet investissement public. C'est l'ensemble de la société qui va au final bénéficier de cette dynamique.

Quant aux inconvénients, ils sont doubles :

-D'une part, cela conduit à une dépense budgétaire additionnelle pour l'Etat. A l'instar des Etats Unis, du Japon ou des nations européennes, la Chine est une nation beaucoup plus endettée que la Russie (en pourcentage rapporté au PIB du pays).

-D'autre part, la croissance du PIB se traduit par de forts impacts environnementaux (émission de CO² notamment). Là est le plus grand défi à relever pour la Chine d'ici 2040.

Puis plus largement, les données cadres du pays sont les suivantes. Loin de la modeste économie russe, l'économie chinoise s'affiche sans commune mesure écrasante sur l'ensemble des indicateurs.

Chine : données générales du pays

Source : Wikipédia / Données Banque mondiale / OMC

Population : environ 1,4 milliard d'hab.

Espérance de vie : 72 ans

Population active : 800 millions, soit environ 60% de la population

Taux de fécondité : 1,7

Taux d'alphabétisation des +15ans : 86% (hommes 92,2%, femmes : 78,8%)

Superficie : 9 597 995 Km², soit 17,5 fois la superficie de la France.

Climat : Extrêmement diversifié de tropical au sud du pays à subarctique au Nord.

Données politiques :

- Nature de l'Etat : République Populaire
- Nature du régime : régime socialiste à parti unique
- Chef de l'Etat et titre : Xi Jinping (élection 2013). Président à vie de la République
- Secrétaire général du Bureau politique du Comité central du Parti Communiste Chinois : Xi Jinping
- Premier ministre : Li Keqiang
- Composition du Parlement : l'Assemblée nationale populaire (A.N.P.) est composée de 2970 délégués élus par les provinces, municipalités, régions autonomes, régions administratives spéciales et l'armée, et, qui reçoivent un mandat de cinq ans.

Données économiques :

- PIB : environ 17.000 milliards USD (2021) / 2^e rang mondial en PIB nominal
- croissance PIB : environ 5%/an (2021) / En moyenne annuelle sur la période 1993-2014 : 8%/an ; Puis 5% en 2015-2021
- Inflation 2013-2021 : environ 4% an (en donnée officielle)
- Taux de chômage : env. 4% dans les villes (donnée officielle)
- Dette totale (publique + privée) : environ 290% du PIB (2021)
- PIB / hab : env 10.000 USD et 18.000 en Parité de pouvoir d'achat
- IDH : 0,76 soit le 85^e rang au niveau mondial (2019) (Indicateur de développement humain)
- Population active : 800 millions d'habitants se répartissant entre (environ) :

Agriculture : 40 %

Industrie : 27 %

Secteur tertiaire : 33 %

-Balance commerciale : environ 2300 MM USD d'importations et 1600 MM USD.

-bon an/mal an, environ 500-600 MM d'excédents commerciaux.

Pour approcher de manière plus complète un pays, ayons ensuite le réflexe de compléter ces données par l'histoire, la culture, le cinéma, ... et les statistiques plus fines selon le sujet à traiter. S'il s'agit de la géoéconomie du pays, il convient alors de comprendre comment la nation avance ses pions sur l'échiquier.

Jeu de Go Une Chine sous un régime Xi à odeur de soufre.

Source : O. Boissin, « *Chine : le basculement du monde* », Série Off, 2022.

(...)

Glissons dorénavant la focale sous l'angle géopolitique et géoéconomique. Pour les autorités de Pékin, outre l'accord de la plus grande zone de libre-échange signé en 2020 (TPP), sur le plan des politiques régionales une priorité sectorielle se détache : l'agriculture autour de la région du grand Mékong³⁶.

De même, à l'international, des accords importants sont passés avec la Russie et l'Ukraine, notamment cette dernière représentant l'un des principaux pays producteurs mondiaux de céréales. Il s'agit en effet du grenier à blé européen de par la qualité de ses terres noires fertiles. Le pouvoir de Pékin veille aussi à sécuriser ses approvisionnements alimentaires. Des accords vont être signés en 2021 avec la présidence ukrainienne sous le mandat de V. Zelensky. Concernant l'orge, l'huile de tournesol et surtout le maïs afin de nourrir les élevages de porc, l'Ukraine représente un pays central pour l'approvisionnement du marché chinois. Environ 30% des importations de maïs provient ainsi de l'Ukraine.

³⁶ La proximité géographique rend ce bassin du Grand Mékong propice à des coopérations renforcées, le Yunnan, bien que durement frappé par des sécheresses en 2009-2012 ayant vocation à devenir une véritable plaque tournante du commerce entre la Chine et l'Asie du Sud Est. Mais un point critique est à souligner dans cette zone régionale : les nouvelles sécheresses.

Plus largement, l'agriculture est une pièce majeure du puzzle face aux défis à venir. Sur les quelques 10 milliards d'habitants estimés peupler la planète en 2050, la grande majorité de cette population devrait être localisée en Asie. La plupart des scénarii des démographes convergent vers ces données. S'achemine-t-on alors vers des nations indo-asiatiques de plus en plus urbanisées, et vers une agriculture de plus en plus intensive ? Oui, sans guère de doutes.

Le futur devrait également témoigner d'une forte augmentation des investissements chinois en Asie du Sud-Est³⁷ et région indo-asiatique, mais aussi au Proche et Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique Latine³⁸. Malgré les fortes incertitudes qui demeurent sur l'évolution de l'économie mondiale 2022-2030, un fait semble s'imposer : dans le moyen et long terme, la zone indo-asiatique articulée autour des pôles Chine-Japon-Taiwan-Corée du sud-Inde et Singapour va ainsi représenter le pôle central des activités de l'économie-monde. Et en son cœur l'Empire du milieu, mais ce dernier cristallisant l'ensemble des tensions de par les volontés hégémoniques de la nation.

La Chine détient nombre de caractéristiques d'une Economie-monde visant une suprématie, si tant est qu'elle ne se coupe pas du reste du monde au regard des lourdes dérives politiques prises depuis 2018 par le régime Xi. Et cela en interne, mais aussi en externe avec ses liens avec ses partenaires traditionnels : pensons notamment à la Russie de Poutine, à la Biélorussie de Loukachenko³⁹, la Birmanie de la Junte militaire de Min Aung Hlaing, la Syrie de Bashar-al-Assad, la Corée du Nord, le Nicaragua et l'Iran d'E. Raïssi.

« Le Clan des 7 »

Le cercle des principaux alliés de Poutine :
éloges de la citoyenneté et de la démocratie.
Vers un processus de bipolarisation ?



Xi J.

Bashar-al-Assad

Kim Jong-un

Ebrahim Raïssi

A. Loukachenko

Min Aung Hlaing

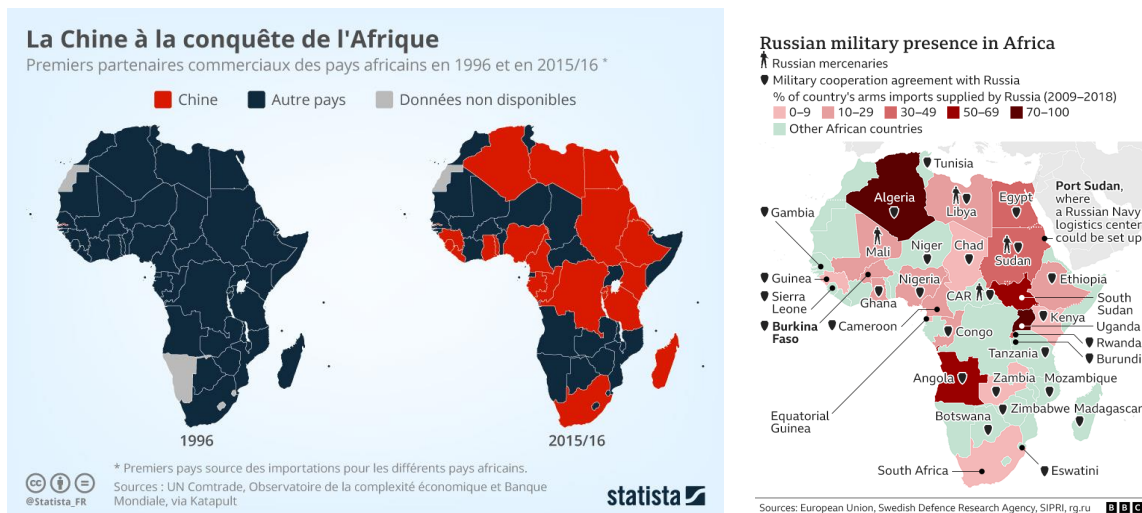
Face aux démocraties, un nouvel ordre totalitaire s'impose depuis 2013 sur la base du couple sino-russe. La guerre en Ukraine 2022 est un marqueur fort de ce dynamique. Depuis l'ouverture du conflit, aucun signe de condamnation n'a en effet été affiché par le régime Xi vis-à-vis du régime Poutine. L'alliance explicite depuis les événements syriens confirme l'alliance. Dans la lignée du projet des deux dictateurs Xi-Poutine, c'est l'ensemble des nations à régimes totalitaires qui sont peu à peu intégrés au dispositif sino-russe, que ce soit au Proche/Moyen-Orient, dans de nombreuses nations africaines, en Birmanie, au Nicaragua, ... « Le Clan des 7 ». 2022 : vers une nouvelle guerre froide ? Sans doute serait-il plus pertinent de parler d'une bi-mondialisation.

L'Afrique, une course entre la Chine et la Russie pour des prises de positions géoéconomiques et politiques

³⁷ Les investissements chinois en Asie du Sud-est représentent actuellement moins de 10% des investissements chinois à l'étranger, l'essentiel des autres flux d'IDE chinois allant aux Etats-Unis, à Hong Kong, au Canada et en Allemagne.

³⁸ La Chine n'a rien à perdre à coopérer : une étude de la Banque Asiatique du Développement a montré que, selon les scénarios de libéralisation, les exportations de la Chine 2020 ont enregistré une croissance de l'ordre de 3 points de pourcentage par rapport au scénario de base qui prévalaient lors de l'entrée de la Chine à l'OMC.

³⁹ Pensons ici à la création d'une ville-atelier par la Chine en Biélorussie sous la présidence d'A. Loukachenko. Localisé aux portes de l'Europe via une entrée par la Pologne et la Lituanie, il s'agit ici d'un gigantesque hub industriel et logistique placé à proximité de Minsk et directement placé sous influence chinoise.



Source : Statista / BBC

L'intensification du totalitarisme est sur ce point explicite et pour le moins inquiétant. En particulier à partir de 2017, le programme OBOR « *One Belt One Road* » des nouvelles routes de la soie s'inscrit dans une volonté de « Solution chinoise » visant un leadership mondial bien opaque quant à ses finalités réelles. Dans l'esprit du régime, il ne s'agit non point d'un « destin d'harmonie » -cela c'est le langage pour la presse cachant une stricte volonté de stabilité du peuple sous un pouvoir autocratique,- mais une volonté d'hégémonie sur la base d'une gouvernance totalitaire. Date symbolique planifiée : 2049. Pour le pouvoir actuel de Pékin, le plus tôt serait le mieux. D'où une fuite en avant dans une sacro-sainte croissance exacerbée d'un PIB -au grand dam de l'écologie- doublé d'une domination technologique sur l'ensemble des secteurs clés afin de prendre le leadership sur les Etats-Unis. Etre le maître du capitalisme numérique, d'un capitalisme de surveillance. Sur le plan économique, mais aussi technologique, tout cela devrait être accompli non pas en 2049, mais au tournant des années 2030.

« 1984 » ?

Durant cette période, la population chinoise se trouve placée sous une communication de propagande et soumise à un contrôle des pensées de plus en plus intensifié depuis 2014. Le Ministère de la Sécurité Publique témoigne d'un pouvoir sans commune mesure beaucoup plus étendu que sous la présidence notamment de Jiang Zemin. Cette question est grave en interne, mais également en externe. En interne, piégée dans une politique dite de Crédit social, un étrange « meilleur des mondes » de facture Huxleyien-orwellien s'est mis en place sous le régime Xi. En externe, une volonté de Solution chinoise en lutte contre les démocraties (Cf. document n 9 fuité du Parti en chapitre 3)

Le sursaut d'un monde libre ?

A l'international, les démocraties se laisseront-elles peu à peu dominer par une Chine témoignant d'une volonté de plus en plus hégémonique ?

Sans doute non car elles savent la signification du mot liberté. En périphérie de la Chine, un corridor Inde-Japon-Australie-Asie du sud Est se met ainsi en place à partir de 2015-2017 et ne devrait que s'intensifier internationalement au regard des options prises par les régimes Xi-Poutine. Cela est particulièrement explicite sur les dossiers géopolitiques traitant de la Syrie, de Hong-Kong, de la Géorgie, de l'Ukraine, des routes de l'Arctiques, de Taiwan, des prises de positions et militarisation en mer de Chine, et de l'extension des positions militaires chinoises et russes avec certains pays africains. La guerre de l'Ukraine est un accélérateur sans précédent d'une refondation des forces de l'Otan. Au grand dam de Poutine, mais aussi ... de Xi. Et là est l'erreur du Kremlin. La présidence Poutine n'aura fait que déclencher une nation américaine reprenant le leadership mondial sur le plan de la géopolitique.

Vers une seconde guerre froide ?

Le monde ne rentrerait-il pas alors dans une seconde guerre froide entre des nations à gouvernance démocratique et d'autres inscrites dans une gouvernance totalitaire ? L'hypothèse n'est pas à écarter d'un revers

de main. Telle les villes-monde Venise ou Amsterdam en leurs périodes, Pékin tente ainsi de s'imposer sur l'échiquier international, mais à une différence près par rapport aux temps passés : non pas par une partie d'échec, mais sur la base d'un jeu de Go. A partir de 2022, son jeu est toutefois fortement contrarié par le choix du pouvoir de Kremlin de jouer sur un mode exacerbé et frontal une partie de jeu d'échec. Il s'agit là de deux cultures géopolitiquement distinctes.

Jeu de Go et jeu d'échec, Xi n'est pas Poutine.

Sur le plan de la politique intérieure, en Chine les choses sont toutefois beaucoup moins nuancées qu'une partie de jeu de Go. Le génocide mené sur la population ouïghour en représente un point saillant ; mais pensons aussi à la difficulté pour les membres du Parti d'émettre actuellement des positions contraires au président Xi. En 2022 ce dernier s'achemine probablement vers son troisième mandat alors même que ses options politiques prises sont non partagées par une large partie des élites du Parti, mais aussi par une part croissante de la populations chinoise : gestion critiquée de la politique zero-Covid à partir de 2022, ou encore sur l'intensification du contrôle des pensées à travers la généralisation du programme de « Crédit social », sur le rapprochement explicite vis-à-vis d'une Russie paria depuis la guerre lancée contre l'Ukraine). Cela enseigne sur le prisme politique du régime actuel de Pékin : un contrôle direct sur la population comme sur les élites.

Sur le plan de la politique, la Chine du dedans et la Chine du dehors ne peuvent ainsi se confondre.



Le jeu de Go chinois : une volonté hégémonique du régime Xi sur de nombreuses nations ?
En Asie, dans sa partie orientale, du Sud et de l'Asie centrale ?
L'Afrique aussi ? Puis demain la Russie par le flanc Est ?

Dans le langage de Pékin, on désigne cela « la diplomatie du pourtour de l'Empire du milieu » érigée sous un soi-disant principe d'harmonie, c'est-à-dire une recherche de stabilité autocratique.

Face au prisme politique sous-jacent, en cette décennie 2020 de multiples tensions devraient en découler à l'échelle mondiale. Vers une bi-mondialisation opposant la Chine et les Etats-Unis ?

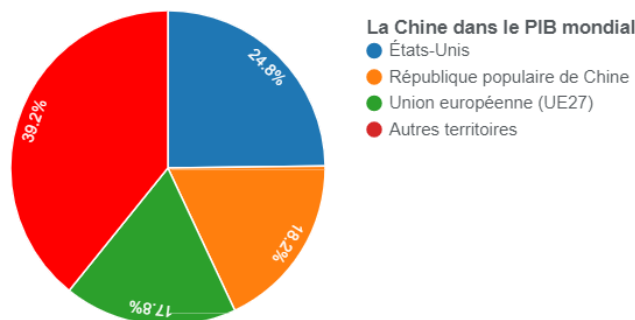
Une nouvelle géopolitique de guerre froide ?

Sur le plan opérationnel, de lourdes interrogations sont là aussi posées :

Va-t-on vers une extension du contrôle des populations sous une surveillance numérique ?

Quel degré de liberté pour les populations sous contrôle d'exprimer une autre voix, d'autres alternatives ?

En 2022, un fait s'impose donc : la Chine est devenue la première puissance industrielle et commerciale mondiale. Comme nous l'avons vu, elle puise cette force d'une politique industrielle et scientifique de tout premier plan, notamment conduite à partir de 1984 jusqu'à nos jours.



Source : FMI (World Economic Outlook, 2021)

« La Chine : usine du monde ? »

En l'ouverture de la décennie 2020, cette hypothèse est exacte. Cela s'applique à la grande majorité des nations, dont notamment la France.

Source : Boissin, O. « *Chine, masque, dette et CAC 40 : les leçons de la crise Covid* », série « Off », 2020.

Concernant la question d'un monde « *Made in China* », la dépendance de la France à la Chine est importante. Elle est grave. En tant que Commissaire européen à l'Industrie, l'on peut aussi s'interroger sur la décision initialement prise par T. Breton sur la question de la présence sur le territoire européen du fournisseur de télécommunication Huawei. Au-delà de la dépendance stratégique à laquelle cette décision va conduire, Huawei a de longue date été suspecté de doter ses infrastructures de logiciel espions. Il en est de même pour ZTE, Xiaomi et la plupart des équipementiers électroniques chinois qui sont directement pilotés par le Ministère de la Sécurité de l'État chinois.

A l'âge de l'ère de l'information où les données représentent un élément stratégique central, cela pose question. Pourtant, T. Breton de par ses fonctions passées notamment dans les sociétés Thomson et à France Telecom, est l'une des personnes connaissant très bien les méandres du dossier. Pourquoi ne pas privilégier le renforcement de groupes européens tel Nokia ou Ericsson ? Cette décision sera au final prise dans le cadre d'un grand plan européen du numérique. La crise Covid aura au moins un élément positif : une Europe repensant sa souveraineté industrielle.

« Liberté, nous chérissons ton nom »



En ces temps de libertés tant menacées, faut-il permettre aux groupes chinois d'implémenter leurs technologies notamment de la 5G sur le territoire européen ? Menez votre analyse, vous êtes en Occident, les données circulant sur la Toile sont libres. Cette question est plus complexe à instruire en Russie ou en Chine.

Concernant l'entrée de Huawei nous ne connaissons le dessous politique des cartes d'une décision d'acceptation d'une implantation en France. Bouygues et Free notamment vont garder dans leur panel l'équipementier chinois⁴⁰. De leur côté, l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis, l'Australie, ... se montreront beaucoup plus réservés en refusant l'accès du groupe Huawei sur leur territoire.

Nous pourrions étendre la réflexion à bien d'autres secteurs, mais cette fois sur le plan du leadership technologique. Ainsi, la France va se trouver être un des acteurs privilégiés à partir de 1984 (et surtout 1993) pour transférer des technologies notamment duales dans les domaines de l'électronique et télécommunication, mais aussi de l'aéronautique, de l'automobile et de l'énergie. D'autres segments industriels seront également privilégiés autour de l'hydraulique, du ferroviaire, des matériaux, de la biologie, et de la pharmaceutique. La liste exhaustive sur des technologies y compris duales ciblées par le pouvoir de Pékin et sa NDRC est en réalité beaucoup plus fine et longue. Elle est discriminée par branches d'activité puis ensuite par familles de produit.

⁴⁰ De même qu'Orange pour son réseau mobile au niveau de ses filiales situées hors France.



Par extension, au-delà des masques en papier, segment d'activité assez aisément redéployable, bien d'autres activités plus complexes ne sont plus localisées ni maîtrisées dans les pays historiquement développés. Dans le cadre de la crise du Covid, ce sera notamment le cas de nombreuses familles de biens d'équipement médicaux, mais aussi de principes actifs de l'industrie pharmaceutique. En 2020, la quasi-totalité de la pénicilline mondiale est par exemple fabriquée par la Chine. Heurté de plein fouet par la crise, une dépendance de l'Occident à cette nation n'est pas sans poser des problèmes d'approvisionnements.

Des documents précis et coordonnées par le NDRC et le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information chinois réglementent les présences étrangères, et spécifient les actions à mener. Le secteur des terres rares en représente un cas d'école. Dans une temporalité plus récente, nous retrouvons des logiques similaires afin de mener à bien les objectifs du programme « *Made in China 2025* ».

La situation de quasi-monopole chinois sur les terres rares



Le quasi-monopole acquis par la Chine sur le domaine des terres rares aux stades aussi bien de l'extraction que du raffinage et de la fonte vient d'une stratégie inscrite dans la longue durée, et en particulier durant les années 1995 à 2010.

La maîtrise de la filière permet la réalisation d'un grand nombre de produits finis dont principalement des batteries électriques, des aimants pour les moteurs électriques, l'éolien, des composants dans les panneaux solaires et de nombreuses autres applications dans l'électronique et la défense (technologie duale). Sous l'organisation et le contrôle de la NDRC, cette maîtrise est passée par le rachat d'acteurs miniers et des transferts techniques majeurs notamment des Etats-Unis et de l'Europe avec notamment Gamesa en Espagne, ainsi que par une politique tarifaire agressive en amont du secteur afin de rendre non rentable les compagnies minières internationales. La stratégie mise en place représente un cas d'école de la politique industrielle chinoise, et l'on va retrouver cela décliné sur d'autres filières avec notamment celle du photovoltaïque ou encore de la sidérurgie ou des métaux non ferreux. La période d'or de cette stratégie est la 2000-2015 avec notamment d'explicites réussites en matière d'atteinte des frontières technologiques.

La dynamique de bipolarisation du régime Xi et les conséquences de la crise Covid rendent dorénavant plus complexe la conduite de cette stratégie auprès des acteurs internationaux, notamment avec les pays anglo-saxons.

En cette décennie 2020, la Chine s'impose ainsi comme une économie dominante. Ces éléments énoncés, n'omettons toutefois qu'en 2022 l'environnement économique et politique du pays n'en demeure pas moins complexe pour le régime Xi. De lourds nuages pèsent en effet sur la nation. Outre le plus important relatif aux changements climatiques, il convient de ne pas sous-estimer le marasme économique actuel depuis la crise Covid 2020, une crise immobilière ainsi qu'une montée des tensions socio-politiques de la population vis-à-vis du régime. Analysons ces points.

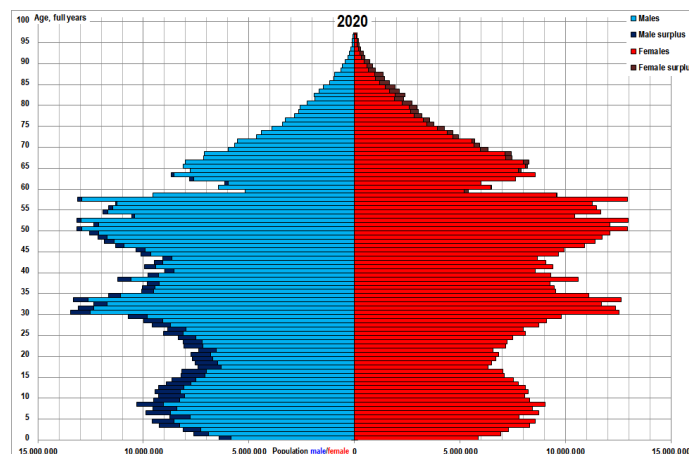
Troisième mandat du régime XI : où en est la Chine ?

Un pays à statut intermédiaire

Sans grande modification sur longue période et malgré la forte croissance enregistrée par l'économie chinoise depuis 1993, le dispositif de protection sociale reste de nos jours très précaire pour l'essentiel de la population. Les gains socio-économiques acquis ne proviennent pas de mesures de politiques sociales (hormis quelques amortisseurs sociaux décidés à minima et visant une lutte contre des situations de grande pauvreté), mais principalement d'un régime de PIB élevé durant deux décennies qui vont générer des effets de richesses à travers les salaires perçus. Une classe moyenne et moyenne-inférieure d'ampleur vont ainsi se développer sur la période 1993-2022.

Non sans lien, sur la longue période va toutefois demeurer une aversion des ménages sur le futur. Une épargne de précaution est alors privilégiée au détriment d'une dynamique interne de consommation. La Chine reste l'un des pays témoignant sur longue période du plus haut taux d'épargne nationale, et cela à l'échelle mondiale : 42%. A titre de comparaison, ce taux en France est de 18%, 20% en Inde ou encore 08% aux Etats-Unis.

Malgré la considérable démographie du pays (1,4 milliards d'individus en 2022), cette faiblesse de la demande interne rend complexe la transition de la nation vers un statut d'économie dite développée. C'est l'une des raisons majeures expliquant la position stagnante de la nation à ce niveau intermédiaire depuis dix ans.



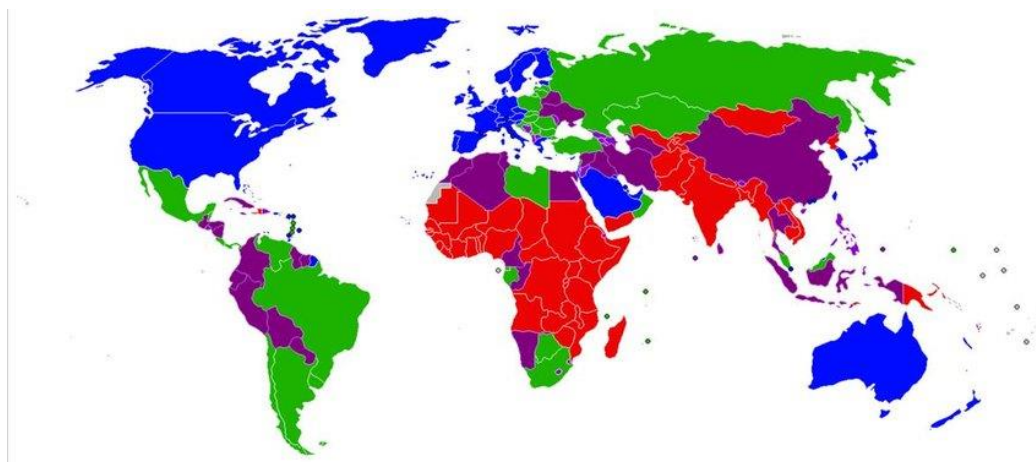
Répartition de la population chinoise par sexe et âge (2020)

Rappelons qu'historiquement elle a connu une spectaculaire croissance sur la période 1993-2010. Comme nous l'avons vu, 1993 est la date à laquelle la Chine va impulser sa spectaculaire croissance, mais en partant d'une situation de pays à faible revenu contrairement à 2010, date où la nation va se distinguer comme étant la première puissance industrielle mondiale.

Elle reste de nos jours dans cette position économique centrale (2^o puissance économique mondiale au regard du critère du PIB) mais tout en étant catégorisée comme un pays à revenu intermédiaire de 2010 jusqu'à nos jours. C'est une position inconfortable dite en ciseau -encore nommée la trappe des pays à revenus intermédiaires- où la nation se trouve prise dans un étau entre des pays émergents à faible coût de main d'œuvre positionnés sur des secteurs à faible intensité technologique, et des pays développés à hauts revenus et positionnés sur des familles de biens et services situés aux frontières technologiques.

La Chine n'est pas la seule à être dans ce piège des pays à revenu intermédiaire, selon la banque

mondiale c'est près de 70% de la population mondiale qui réside dans ces échelles de revenus compris entre 10.000 et 14.000 USD/habitant. Or, c'est la demande effective interne qui permet généralement à ces nations d'évoluer vers un statut de pays développé.



Bleu : pays à hauts revenus
 Vert : pays à revenus moyen-supérieurs
 Violet : pays à revenus moyen-inférieurs
 Rouge : pays à faibles revenus

Source : D. Serra (2012).

La répartition reste sans grand changement depuis l'accession au pouvoir de Xi J. en 2013.

Sans une forte demande nationale vers des biens à plus haute valeur ajoutée et consommés en interne, la croissance de la nation sur ces familles de produits est alors dépendante des demandes adressées par le reste du monde : Amérique du nord, Europe et Japon en tête. En cela, les gouvernements sous les deux présidences de Hu Jintao et de Xi Jinping tentent depuis vingt ans de promouvoir une dynamique interne de consommation mais avec des résultats mitigés concernant la vente de produits dotés d'une forte compétitivité-qualité.

Cette faiblesse relative⁴¹ de la consommation se comprend du fait de ménages placés sous de fortes pressions socio-économiques. D'une part, il leur faut assurer l'accompagnement de leurs aînés au soir de leur vie. La Chine est une nation vieillissante et avec un faible taux de fécondité. Une minorité active de la population devra ainsi supporter en 2040 une très large partie de la population inscrite dans une longue espérance de vie (80 ans), le tout sans réel présence de systèmes de retraite.

Par ailleurs, au regard de l'intense compétition prévalant dans l'éducation afin d'accéder au système de l'enseignement supérieur, les familles doivent consentir des efforts importants pour accompagner scolairement leur enfant. Cela se traduit au final par un cercle vicieux où l'enfant unique reste de mise malgré le relâchement des contraintes pesant sur la natalité. Malgré l'assouplissement du dispositif sous le régime Xi, le taux de fécondité ne cesse ainsi de chuter sur longue période. En 2040, selon les scénarii des démographes, la Chine devrait ainsi être une nation vieille, ce qui est là un élément additionnel dans une moindre confiance de la population dans l'avenir et son arbitrage retenu au profit de l'épargne.

⁴¹ « Relative » car la consommation en Chine reste colossale sur les biens de première nécessité et les biens catégorisés en gamme moyenne-inférieure. De même, elle témoigne d'une très forte consommation résidente sur les produits de luxe ; la raison en est simple : loin devant les Etats-Unis, c'est la société chinoise qui comptabilise le plus de milliardaires à l'échelle mondiale. Concernant cette dernière famille de produit, il s'agit toutefois de produits principalement importés : véhicule de luxe, joaillerie-horlogerie, haute couture, ... On parle de « capitalisme rouge ».



Le troisième mandat du régime Xi s'inscrit dans un contexte sous haute tension et d'une mondialisation croissante.

Depuis 2020 et heurté de plein fouet par une politique Zero Covid aux résultats pour les moins contestables, le second levier de la croissance est l'exportation. Cette dernière représente sur la longue durée environ 20% du PIB de la nation, mais enregistre elle-aussi une situation morose pour de multiples facteurs endogènes et exogènes à la Chine. Après la faiblesse de la demande de consommation interne, c'est là le second facteur explicatif de la mauvaise situation économique actuelle. Cela se traduit par une croissance molle et en deca de l'objectif planifié : 3% à la place des 5,5% planifié, et le tout logiquement corrélé avec un très haut taux de chômage.

En 2022, ce taux est d'environ 10% de la population active globale, et représente 20% dans la classe des jeunes.

Ces mauvais chiffres proviennent d'une crise majeure prévalant dans le secteur du BTP depuis trois ans et frappant notamment des emplois peu qualifiés, mais aussi d'une difficulté à développer les secteurs de la high tech contraint par des multiples barrières gouvernementales à l'entrée. Seules quelques géants proches du pouvoir de Pékin (des groupes comme Hua Wei, Tencent, Alibaba, ZTE, ...) bénéficient de facteurs favorables à leur développement, mais cela s'effectuant au détriment des initiatives privées. L'économie chinoise est de longue date fortement discriminée, et cela au profit des acteurs publics et autres grands acteurs proches du pouvoir central. Pour les ménages et les structures privées notamment PME-PMI, il en va différemment, avec un accès difficile par exemple aux sources de financement.

Enfin, avec la consommation interne et les exportations, le troisième et dernier levier de la croissance est l'investissement. Il est lui aussi soumis à une situation particulière.

Au préalable, rappelons qu'il convient de distinguer les investissements internes des investissements étrangers.

Concernant les investissements internes, la FBCF⁴² est depuis deux ans entravée par une situation interne partiellement paralysée par la Covid. Par ailleurs, les faibles perspectives de croissance dans une économie morose depuis 2020 sont peut incitatives à des prises de risques de la part des investisseurs privés. Cela ne doit toutefois pas masquer de possibles fortes initiatives de l'Etat central afin de relancer l'économie, notamment dans les secteurs traditionnels et le BTP.

D'autre part, concernant l'investissement en provenance de l'étranger (IDE), il témoigne là aussi d'une situation contrastée. D'un côté, de considérables flux d'IDE sont enregistrés depuis 2020. La Chine est la seconde nation derrière les Etats-Unis sur ce critère d'accueil de l'IDE. Pensons par exemple aux investisseurs allemands dans le secteur de l'automobile (groupe VW, Daimler, BMW).

D'un autre côté, les arbitrages sont en partie entravés par la Covid et par des interrogations croissantes sur la politique du régime Xi. Notamment au niveau de l'Amérique du nord, du Japon, de l'Australie, ...

⁴² Acronyme de l'investissement en comptabilité nationale (Formation brute de capital fixe)

la ligne dure de Pékin interroge de plus en plus et se traduit par un déplacement d'une partie des flux d'IDE vers d'autres nations, et notamment de l'Inde pour la région indo-asiatique. Un corridor et une politique protectionniste s'échafaude ainsi sous l'impulsion de l'administration Biden avec la mise en place de multiples accords de relocalisation, d'interdiction d'exportation de technologies sensibles, de renforcement de coopérations entre l'Europe et les Etats-Unis, de normalisations techniques excluant la Chine sur des technologies notamment duales. L'objectif est de découpler l'économie nord-américaine et plus largement occidentale de la Chine. Bien qu'à marche plus lente, l'Europe s'engage également depuis 2021 vers une reconsidération de sa dépendance à la nation notamment sur des secteurs sensibles de l'électronique et semi-conducteurs, du câblage et des Telecom, de la santé, etc. Contrairement à son prédécesseur Hu Jintao qui témoignait d'une ligne politique beaucoup plus fine sur l'ensemble de son mandat, l'erreur majeure du régime Xi est double :

D'une part d'avoir réveillé l'aversion des puissances occidentales vis-à-vis de Pékin. La Covid en est certes un des éléments déclencheur, mais sa politique de soutiens à bas mot de l'invasion de l'Ukraine par le régime Poutine intensifie cette défiance. La dynamique d'une bi-mondialisation est d'or à présent engagée, et cela se traduit par une réorientation des investissements par exemple de Taiwan sur les semi-conducteurs au profit du territoire américain. Ou encore d'Apple vis-à-vis non plus de la Chine mais de l'Inde. Et plus largement dorénavant par une plus grande difficulté de la Chine à avoir accès aux frontières technologiques alors même qu'elle est dépendante encore en de nombreux domaines.

D'autre part, d'avoir conduit sa propre population à un mécontentement croissant sur ses choix politiques. Alors même que les habitants se trouvent placés sous un contrôle technologique permanent du programme « Crédit Social », les manifestations du mois de novembre 2022 sont les premières à avoir éclatées depuis les événements de la place Tien-amen (1989).

Le fait n'est pas anodin.

Xi a non seulement décidé du maintien durant près de trois ans d'un drastique confinement, mais de surcroît change d'un coup de direction sur sa politique zero Covid sans pour autant s'assurer de protéger l'ensemble de la population sur la base d'un vaccin fiable en ARN messenger. N'est-ce pas là une stupéfiante erreur ? Quelles conséquences peut-il découler de tout cela ?



Etudiants de Chengdu – 15 novembre 2022

Xi, vaccin et manifestations contre la politique zero-Covid.

Mise à jour 30 novembre 2022



Photo Sipa/Stringer/TASS/Sipa USA

Fin 2022, l'autocrate Xi fraîchement réélu pour son troisième mandat fait perdurer sa ligne dure relative à la politique zero Covid. Le temps écoulé permet de constater que le vaccin chinois qui ne reposait pas sur l'ARN messenger mais sur le principe d'un vaccin inactivé n'a pas témoigné d'une protection efficace contre le virus sur la période 2020-2022.

Depuis, les laboratoires pharmaceutiques chinois se sont tournés vers un nouveau vaccin ARN messenger, mais là aussi au regard de résultats disponibles en septembre 2022, il s'avère encore peu probant. Ce vaccin ne témoigne guère d'un taux de protection efficace comparativement aux vaccins issus des laboratoires Moderna et Pfizer.

Le débat est hautement politique car, pour le régime Xi c'est là reconnaître d'une part le retard du pays sur ce terrain de la recherche médicale et, d'autre part une politique zero Covid se révélant au final problématique pour la nation. Le tout avec des risques sanitaires majeurs si la politique de confinement était relâchée.

Fin 2022 le pays se trouve ainsi dans une situation singulière par rapports aux autres nations : la Chine regroupe une population n'ayant pas encore été infectée, et le tout sans vaccins national suffisamment protecteur pour enrayer une possible pandémie à venir.

Dans le pays et pour une très large partie de la population, le temps est au mécontentement, sinon à l'exaspération. Depuis 2020 la politique zero-Covid témoigne de son inefficacité à en juger ce qui se passe dans le reste du monde. Malgré une population placée sous un constant contrôle, des contestations vont émerger en novembre 2022, initialement dans la ville-usine Foxconn de Zhengzhou (Henan) puis s'étendre aux autres grands centres urbains de Wuhan, Pékin, Shanghai et Canton. En revendication, un assouplissement des mesures de confinements, mais sur le fond il s'agit plus largement d'une contestation du régime Xi intensifiant une politique dure contre les libertés.

Associée à une situation de marasme économique du pays et sur fond d'une crise immobilière majeure dans de nombreuses villes, une partie de la population -notamment les étudiants, les ouvriers et la classe moyenne- n'hésitent plus à revendiquer ouvertement leur désaccord avec le régime. Le tout dans une nation qui réalise à travers la diffusion des matchs de football de la coupe du monde au Qatar que les autres populations de la planète ne subissent pas ces mesures de confinement.

Pour Pékin, l'équation politique est difficile à résoudre. D'une part, au regard de la faible protection du vaccin actuel, un haut taux de vaccination n'offre pas en soi une garantie permettant d'éviter un possible drame sanitaire dans le pays. 80% de la population a certes été vaccinée mais sur la base du vaccin Corona Vác inactif avec son faible taux de couverture. Par ailleurs, face à l'ampleur de la démographie chinoise et de la nature de sa pyramide d'âges (population vieillissante), de nombreuses personnes sont dans des situations potentiellement critiques. Cela émane également de l'absence d'une défense immunitaire collective du fait d'une population n'ayant pas encore été au contact du virus.

Dans ce contexte, fin 2022 le gouvernement va devoir dans l'urgence faire marche arrière sur sa politique Zero Covid, le tout dans un contexte d'une population mal protégée par un vaccin non ARN messenger, et par ailleurs sans immunité collective suite au choix de confinement drastique conduit sur longue période. Une explosion de cas devrait en découler en 2023, avec son lot de paniques sanitaires

et sociales au regard de l'ampleur des masses démographiques en jeu.



Suite à sa réélection, à l'issue du XX^e congrès du Parti (2022), Xi se retrouve ainsi en 2023 dans une situation grave pour plusieurs raisons tant économiques que sanitaires, sociales et politiques :

-la population chinoise reste socialement faiblement protégée, pour ne pas dire dans l'absence d'une couverture sociale et de santé lui permettant d'envisager le futur sous des horizons prometteurs. Les deux années de confinement ont par ailleurs accéléré cette chute de la confiance vis-à-vis d'un pouvoir censé les protéger. Cette situation est par ailleurs exacerbée dans un contexte où des vagues de Covid pourraient s'abattre en 2023 sur la nation.

-Y compris au sein du Parti, ne multiples tensions émergent entre ceux soutenant la ligne dure Xi et les modérés qui se voient écartés des instances décisionnelles. La clôture du XX^e congrès ne dément pas l'analyse mais au contraire l'intensifie. Le Parti se trouve ainsi renouer avec ses anciens démons avec un Xi pouvant être désigné de second Mao et non pas de second Deng Xiaoping, ce dont elle aurait pourtant besoin.



Xi Jinping et Hu Jintao (2022)

Lors du XX^e congrès du Parti, Xi va demander aux gardes la sortie de Hu Jintao.
Une perte de face peu commune dans la tradition culturelle chinoise.

Quid de la question taïwanaise dans un tel contexte ? Afin de masquer les erreurs de la politique interne et de renouer un élan patriotique au sein de la nation, une solution pourrait consister à jeter l'opprobre sur un élément externe. La question du timing reste toutefois posée.

Le BTP est la priorité, l'environnement attendra

-la crise immobilière qui frappe le pays depuis deux ans est par ailleurs dans ce contexte le catalyseur d'un mécontentement interne qui couve de longue date. Ce secteur génère en effet près du 1/3 du PIB de la nation et mobilise quelques 40 millions de travailleurs, souvent à faibles qualifications. Une chute du secteur représente aussi le facteur premier d'une crise socio-économique majeure possible. En cela il y a une urgence pour le régime de parvenir à un redressement de la situation, car ce sont les classes moyenne et moyenne-inférieure qui se trouvent ici de plein fouet frappées. C'est-à-dire celles représentant le premier soutien politique de Pékin.

Par ailleurs, il existe un second enjeu important pour le gouvernement dans la mesure où l'atteinte du taux de PIB planifié par le Parti repose en interne sur deux principaux leviers : l'immobilier et les investissements publics. Ces derniers sont toutefois principalement réalisés dans des secteurs traditionnels dominés par des entreprises d'Etat : secteur minier, métallurgie, cimenterie, construction navale, ... Or, de longue date ces secteurs témoignent d'une suraccumulation du capital et de fortes surcapacités de production. Il devient aussi difficile d'étendre davantage l'action publique sur ces segments qui par ailleurs ne sont guère rentables -pour ne pas dire en perte- pour l'Etat central. A cela s'ajoute le fait qu'ils sont fortement émetteurs de CO², un des éléments de complexité additionnelle posés sur les bureaux de Pékin. Mais sur ce volet, la priorité du gouvernement ne sera sans doute pas là ...



Face à la chute des taux de PIB depuis 2020, il y a aussi tout lieu de penser que le régime actuel va redoubler d'efforts dans son registre lexical habituel d'un « destin d'harmonie » et autre « prospérité commune »⁴³ -il s'agit là du langage de la presse officielle pour la population mais masquant principalement une recherche de stabilité du régime- et de nouveau avoir recours à la médication classique du pays reposant sur deux leviers, hautement carbonée il est vrai depuis 2002.

Le premier concerne le BTP et le second l'investissement public sur le plan tant domestique qu'en externe à travers le programme OBOR. L'objectif est de stabiliser les tensions socio-économiques croissantes et de parvenir à sortir d'un régime de faible croissance.

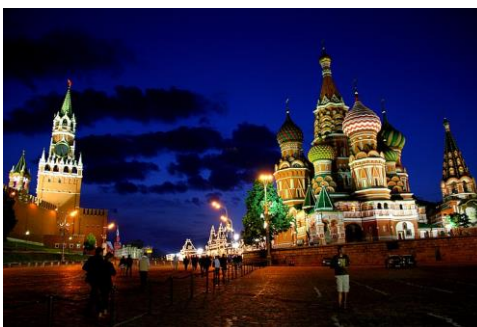
Quant à la question environnementale, cela attendra ...

Quant à la Russie, le présent comme le futur ne va être non plus sous le signe d'un long fleuve tranquille. Elle ne devrait se révéler que dorénavant dépendante au grand frère chinois.

Analysons plus en détail cela, voyage en Russie.

2- Russie (2022) : « à la recherche du temps perdu »

⁴³ Si tel était l'objectif, le gouvernement aurait mis en place une politique de protection sociale et de santé digne de ce nom à l'échelle nationale, et non pas laisser la population dans une situation de profondes inégalités tant inter-provinces qu'intra provinces quant à la répartition des fruits de leur travail. La Chine est dorénavant le pays des milliardaires et autres « *Red Chip* » alors que l'essentiel de la population se heurte à des conditions de vie difficiles : inflation élevée, coût prohibitif de l'immobilier, pénibilité au travail, absence de protection sociale, etc. L'index GINI* traduit ce déséquilibre avec en Chine un seuil comparable bon an - mal an avec celui des Etats-Unis (env. 0,43). A titre comparatif, dans les nations soucieuses d'une juste répartition des fruits de la croissance au plus grand nombre, les niveaux tournent autour de 0.23-0.28, à l'instar de nombreux pays européens.



Kremlin et St Bazile

Nous avons vu la spectaculaire ascension de l'économie chinoise durant ces trois décennies 1990-2020, comparativement à une Russie qui va témoigner de trajectoires de développement erratiques et victime du syndrome d'un empire éclaté à partir de 1991. La nation se trouve au final dans une situation d'économie en développement.

Pourtant, et c'est là un paradoxe, comme mentionné en chapitre premier, la nation dispose d'extraordinaires dotations factorielles sur les trois marchés des matières premières énergétiques, minérales et alimentaires. Par ailleurs, elle bénéficie d'une excellence scientifique et techniques. Comme nous l'avons vu, cette dernière est toutefois principalement mise au service d'un complexe militaro industriel et que très partiellement au bénéfice de la société civile. En 2022, ce constat reste sans appel. Mieux que des mots, place aux photos.



Le budget militaire russe est de l'ordre de 65 milliards USD en 2021. Il est ainsi quatre fois supérieur au budget de 1998 (16 milliards). En ordre de grandeur, en 2022 ce budget est 10 fois supérieur à celui de l'Ukraine. Une proportion que l'on retrouve dans les dispositifs militaires engagés dans le combat : dix fois plus de moyens d'intervention, que ce soit en force terre-air mer. En cela, l'invasion russe de l'ensemble du territoire ukrainien pourrait avoir lieu dans une temporalité courte. Cela étant dit, pour l'instant nous assistons à de multiples dysfonctionnements laissant penser à une préparation visiblement bien hasardeuse du conflit.

Envahir un pays par la force, cela ne signifie toutefois pas obtenir une victoire sur le pays. La résistance du peuple ukrainien pourrait en effet perdurer sur longue période. Au regard de la tournure du conflit de ces deux premières semaines où le courage national s'expose au monde, un scénario syrien ou afghan semble davantage le scénario à venir et non pas une guerre et une conversion du peuple à l'idéologie du Kremlin comme le pensait sans doute le président Poutine. Ce serait alors là une erreur d'analyse majeure. La guerre devrait être tout sauf une « opération éclair ».
Vers une situation de guérilla ?

En 2021, en Russie l'on estime qu'environ 50% de l'industrie est ainsi dédiée au complexe militaro-industriel, avec une polarisation des ressources sur ces domaines. Toujours en 2022, le faible taux de motorisation⁴⁴ de la population en est l'un des marqueurs symboliques. La nation est capable de produire depuis 1980 des avions de chasses hautement perfectionnés de type Sukhoi 27/57 ou encore des Mig 29/35, mais la population reste face à un marché souvent obsolète sur le plan de l'industrie nationale automobile. Il faudra attendre l'arrivée des groupes Renault-Nissan (Avtovaz/Lada) ou Hyundai-Kia pour voir se développer une véritable offre d'automobiles pour la classe moyenne.

⁴⁴ Environ 300 véhicules pour 1000 habitant, un taux faible à comparer de l'Espagne par exemple qui est à 620 véhicules.

L'économie russe témoigne, d'un côté, d'une excellence scientifique et technique et de l'autre, d'une situation d'obsolescence sur de nombreuses familles de produit. L'élément clivant est la nature des marchés visés : sont-ils liés ou non au complexe militaro-industriel de la nation ?



Lada / Avion de chasse Mig 35 / L'Antonov 225, le plus gros porteur mondial.

L'emblématique véhicule russe Lada. Il va falloir attendre le XXI^e siècle pour voir se développer sur le marché russe des véhicules modernes. Ils seront issus de constructeurs étrangers, en 2022, principalement les groupes Nissan-Renault et Hyundai-Kia. Quant aux marchés militaro-industriels, en héritage de la période soviétique, l'expertise est la plus souvent contrôlée de longue date par la nation.

Puis prenons de la hauteur macroéconomique et esquissons les principaux agrégats du pays :

Economie russe : données cadres

L'économie russe bénéficie d'exceptionnels gisements de matières premières agricoles, minières et énergétiques mais reste en 2021 une économie de taille modeste mondiale. Elle représente 1,5% du PIB mondial et 2% des exportations mondiales. Elle témoigne du syndrome des pays rentiers. Puis elle sera frappée de plein fouet en 2022 pour se retrouver dans une situation proche du chaos économique si une sortie de guerre n'est pas rapidement trouvée.

Source des données : adaptée d'après Wikipédia et données Banque mondiale (mars 2022)

PIB : env. 1500 MM USD (2021)

PIB/hab : env. 8.000 USD

Dette publique : env. 25% du PIB

Inflation : env. 8%

Balance commerciale russe : excédent d'env 110 MM USD annuel, majoritairement sur base de MP énergétiques.

Exportation : environ 400 MM USD /an, principalement effectuées en Chine, Allemagne, Pays Bas, Etats-Unis et Turquie.

A souligner également des flux importants d'exportations d'armements envers les pays émergents (Inde, Chine, Afrique, Iran, ...)

Importations de biens industriels et de consommation courante (électronique, automobile, pharmaceutique).

Principaux clients et fournisseurs : Allemagne et Chine.

Importante réserve de changes par les exportations d'hydrocarbures et de gaz. Placement de la BCN en Chine, Europe et Etats Unis.

Croissance PIB : env. 2% / an

Indice de dpt humain : 0.81

Indice Gini : erratique, entre 0.36 et 0.42 bon an-mal an.

Membre de l'OMC (depuis 2012)

Population : 146 millions, 75 millions en pop. Active. Une démographie vieillissante et une faible espérance de vie masculine.

Taux de fécondité : 1,5
Taux de chômage : env. 6%

Répartition de la pop. active :

-agriculture : env. 10%
-industrie : env. 27%
-service : env. 63%

A minima, lors d'une analyse pays, il nous faut savoir identifier ces grandeurs macroéconomiques en jeu. En une poignée de minutes, une simple consultation d'un site de type Wikipédia permet cela. C'est une connaissance simple et éclairante sur des éléments structurants le pays. Puis un peu de lumière, tentons d'approcher la grandeur du peuple du malheur russe à travers ici le cinéma.

« Moscou ne croit pas aux larmes ».



Magnifique peinture d'un Moscou des années 1950 et 1960, du dégel khrouchtchévien puis de l'entrée dans l'ère brejnévienne. Au cœur de mélodrames humains, d'existences singulières, de leurs espoirs, d'une si touchante sensibilité, le monde du travail, de l'attente, les temps longs du totalitarisme, puis au final, plus fort que la solitude, la force du lien trouvé. Un très beau film sur la féminité aussi.

Ce film se compose en deux parties, il est long, mais si le temps vous semble trop précieux, alors glisser sur sa seconde partie qui nous plonge dans un horizon plus proche de nous, tout en conservant le profond de l'âme russe. Au final, il nous semble comprendre un peu mieux la grandeur de ce peuple et la profondeur de sa culture. Comprendre un peu mieux les existences vécues aussi durant les années de rideau de fer. Un magnifique film signé V. Tchermykh. Oscar du meilleur film en langue étrangère.

Mise à jour juin 2022

Du cercle polaire à la mer Noire, le nouveau « rideau de fer » européen

Source : Pierre Haski – Nouvel Obs (14 juin 2022)

Avec la guerre en Ukraine, deux mondes se font face, comme au temps de la guerre froide. Reste à déterminer le tracé de cette ligne de fracture.

Il va falloir mettre à jour la fameuse phrase de Winston Churchill : « De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer s'est abattu sur le continent. » Des mots prononcés en mars 1946 à Fulton, dans le Missouri, par celui qui venait de perdre les élections britanniques l'été précédent. Cette ligne Nord-Sud à travers l'Europe allait façonner le continent européen jusqu'à la disparition de ce « rideau de fer », en 1989.

Le 1^{er} mai 1989, je me trouvais à la frontière entre la Hongrie, membre du Pacte de Varsovie, l'alliance militaire communiste, et l'Autriche neutre. Au cours d'une cérémonie soigneusement mise en scène, le « rideau de fer » fut sectionné par un officier soviétique multimédaillé : j'en conserve un bout chez moi... Mais personne n'y crut : encore un bluff de Moscou,

pensions-nous, blasés. Il nous fallut attendre six mois pour y croire, avec la chute du mur de Berlin. Le « rideau de fer » était bel et bien mort.

(...)

3- L'entrée des chars en Ukraine ... et l'isolement croissant d'une économie russe en vassalisation de la Chine.

Retour au sombre, Poutine.

En réponse à l'entrée des chars en Ukraine, et face à cette violation formelle du droit international quant à l'intégrité territoriale d'un Etat, des trains de sanctions économiques et politiques vont être infligées par la communauté internationale à la Russie.



Selon Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, remettre en cause l'intégrité territoriale d'un Etat représente une violation formelle du droit international. Et il en est ainsi avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

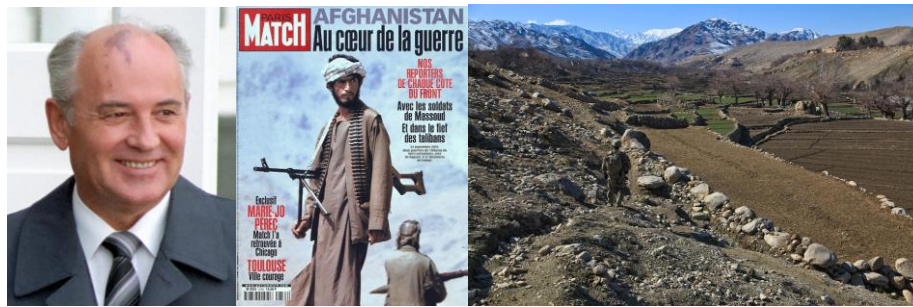
La principale réponse apportée se situe dans l'immédiat ici : différentes vagues de sanctions économiques vis-à-vis du régime du Kremlin. Objectif visé ? Une crise majeure de l'économie russe, ce qui devrait être le cas en ces années 2022-2024. Probablement d'ailleurs dans une temporalité plus courte qu'on ne pourrait le penser, mais cela c'est l'avenir qui nous le dira.

Les interdépendances économiques sont en effet profondes et les anticipations rationnelles rapides. Une banqueroute du pays (c'est-à-dire une situation de défaut de paiement) est une hypothèse très probable dans le court terme, sous deux conditions toutefois :

- 1-que le Kremlin persiste dans sa volonté d'invasion de l'Ukraine ;
- 2-que la Chine ne soutienne pas l'économie Russe.

Par voie de conséquence, sans ces deux solutions, la situation de crise majeure qui pourrait s'abattre sur la nation devrait conduire à une prise de conscience du peuple russe sur la non soutenabilité économique, sociale et politique du régime Poutine.

Allons plus loin : sur son volet plus sombre, l'aile politique droite de l'administration Biden -des fervents partisans d'un soutien militaire sans limite au président Zelenski et qui sont non sans lien avec les anciens faucons œuvrant sous JW Bush ou encore D. Trump-, pourrait entretenir la volonté en Ukraine d'un scénario « à l'Afghanistan ». Ce dernier échec militaire et son coût économique associé avait grandement contribué en effet en son temps à l'effondrement de l'URSS.



M. Gorbatchev (1985-1991)

Certes, une telle transposition à l'Ukraine reste en 2022 à nuancer au regard d'éléments contextuels distincts, mais la thèse n'est pas à écarter d'un revers de main. La Russie sous Poutine ne pourra probablement pas tenir sur longue période un régime de crise économique sévère et généralisée dans le pays, ainsi que de fuites des talents. L'autocrate par ses erreurs d'analyses ne signe-t-il pas une crise sans précédent pour la Russie ? Dans ce contexte, quid de son avenir ?

« Les fautes de Poutine sont nombreuses et, à la réflexion, incompréhensibles pour beaucoup ».

Serguei Jirnov



Serguei Jirnov

« Poutine lors de son court passage dans les services extérieurs du KGB avait été recalé. Le commentaire justifiant cette mise au placard de l'institut Andropov est sans appel : *Inapte au service, incapable de mesurer le degré de danger réel ; ses décisions pourraient avoir des conséquences négatives, pour lui, pour le service.* Chaque jour qui passe valide un peu plus ce que pensaient de lui ses formateurs du KGB »⁴⁵.



100.000 morts. Peut mieux faire.

En décidant le 21 février 2022 d'engager en violation du droit international une guerre contre l'Ukraine, le régime néo-fasciste poutiniste va être à l'origine de plusieurs dizaines de milliers de morts, de cohortes de blessés, de destructions massives et irréversibles du patrimoine de l'Ukraine, de crimes contre l'humanité et de crimes climatiques.

⁴⁵ Jirnov, S., « Poutine : l'engrenage », Albin Michel, 2022.

En décidant le 21 février 2022 d'engager en violation du droit international une guerre contre l'Ukraine, le régime néo-fasciste poutiniste va être à l'origine de plusieurs dizaines de milliers de morts, de cohortes de blessés, de destructions massives et irréversibles du patrimoine de l'Ukraine, de crimes contre l'humanité et de crimes climatiques.

Dans une rationalité témoignant d'une déconcertante stupidité, le tyran va tenter de justifier ses crimes en avançant que les ukrainiens sont des russes. Et qu'en toute bonne logique, il convenait donc d'envoyer l'armée russe tuer ainsi leurs propres frères russes. Selon Pierre Servent⁴⁶, V. Poutine est ainsi en passe de devenir après Staline le second plus grand fossoyeur de l'héritage soviétique. L'avenir nous le dira.

Quant au plan économique, l'erreur majeure d'analyse de l'autocrate du Kremlin devrait conduire la Russie dans une crise critique et durable et au final à une dépendance centrale au pouvoir de Pékin. En 2022, l'héritage du régime Poutine devient ainsi dramatiquement lisible : une grande nation devenue dorénavant paria et demain vassale au régime xiiste chinois.

Quant aux Etats-Unis, un renforcement géopolitique inespéré de l'OTAN et plus largement des voies démocratiques de l'OCDE au détriment des nouveaux totalitarismes, le tout sans la perte d'un seul homme américain sur territoire ukrainien. Avec l'Inde et la Turquie, les Etats-Unis seront probablement l'un des grands gagnants politiques de ce conflit.

quant à V. Poutine, son avenir s'arrête selon forte probabilité ici.

Plus largement, c'est l'Inde, la Chine, la Turquie, les pays de l'Est (Pologne notamment) et les Etats-Unis qui devraient sortir les grands bénéficiaires de cette guerre. Et non point la Russie dont le grand peuple du malheur devrait renouer avec les grandes heures noires de son histoire.

En attendant, sur le plan dramatiquement quotidien, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes climatiques se multiplient. Habitations, gares, écoles, églises, hôpitaux, cafés ne sont épargnés des exactions et des frappes, avec également des prises de risques effroyables sur les installations nucléaires de Tchernobyl et de Zaporijia.

Mise à jour 7 juin 2023

Guerre en Ukraine : la responsabilité de la Russie dans la destruction du barrage de Kakhovka se précise



⁴⁶ Spécialiste des questions Défense et géopolitique, P. Servent est journaliste international du quotidien « *Le Monde* ».

Source : Ouest France, 9 juin 2023.

Trois jours après la destruction partielle du barrage de Kakhovka en Ukraine, le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, a jugé vendredi 9 juin 2023 que « **tout (paraissait) indiquer** » que la Russie était derrière la destruction du barrage de Kakhovka, dont Moscou et Kiev se rejettent la responsabilité, rapporte l'agence France-Presse (AFP). « **Le barrage n'a pas été bombardé. Il a été détruit par des explosifs installés dans les zones où se trouvent les turbines. Cette zone est sous contrôle russe** », a-t-il dit sur la télévision publique espagnole.

En Ukraine, le barrage de Nova Kakhovka détruit, une catastrophe environnementale en cours ?

Source : Huff Post, 6 juin 2023.

Alors que 18 milliards de mètres cubes d'eau vont se déverser sur une dizaine de villes ukrainiennes, des habitants doivent fuir, des animaux meurent, et les risques nucléaires planent autour de Zaporijjia.

Crimes contre l'humanité, crimes de guerre, crimes environnementaux : Des interrogations sur la santé mentale de Poutine

CREATED BY VECTORPORTAL.COM
ORIGINAL FREE VECTORS SINCE 2005



Le fossoyeur Poutine
Source : Vector

Sur le plan comportemental, chaque geste de l'autocrate va se voir minutieusement étudié par des spécialistes et donner lieu à de multiples interprétations, spéculations, interrogations : un regard vide et froid, des mains plus ou moins inertes, des prises de décision isolées d'un dirigeant coupé du monde et retranché dans son bunker, une rupture avec son état-major qui le mettait en garde contre l'erreur d'envisager une telle guerre, une mégalomanie et une tendance paranoïaque croissante d'un dirigeant déchu. En 2022, nombre d'analystes et de psychologues s'interrogent au final sur l'état de santé mentale du despote⁴⁷.

⁴⁷ L'une des personnes les mieux placées pour éclairer la psychologie de V. Poutine est probablement l'ancien officier supérieur du KGB Sergueï Jirnov. Ce dernier a pu suivre l'ensemble de la trajectoire de V. Poutine au KGB et ses révélations dans ses derniers ouvrages « *L'éclaircur* »(*) et « *Poutine : L'engrenage* » ne manquent pas de poser quelques interrogations. Durant son passé, V. Poutine va être fréquemment mis sur la touche par la hiérarchie de l'organisation du fait de fautes graves et d'un manque notoire de compétences dans l'évaluation des risques. Il va être au final considéré par le KGB comme un agent insignifiant, « *La petite frappe de Léninegrad* » comme le surnommaient en son temps les élites de l'organisation. Il va être interdit d'exposition sur des missions complexes.

Après son passage dans le service de renseignements, l'obscur agent du KGB va toutefois parvenir à se hisser aux fonctions suprêmes de l'Etat par une stratégie continuelle de mensonges auprès d'un B. Eltsine à la clairvoyance relative, et aidé il est vrai par une classe d'oligarques qui voyaient en V. Poutine une marionnette facile à actionner au profit de leurs intérêts. C'était là commettre une grave erreur d'analyse. Poutine va se révéler être ce que l'on connaît, c'est-à-dire un autocrate et mythomane à tendance paranoïde. Selon certaines des personnes le connaissant bien, l'individu serait obsédé par une revanche personnelle sur son passé. L'ensemble de ces opposants seront alors peu à peu écartés sinon supprimés, et la classe d'oligarques sera également fortement malmenée.

Vladimir Poutine est-il atteint du syndrome d'hubris ?

Source : Doctissimo par Sihem Boultif, en collaboration avec Rodolphe Oppenheimer, psychothérapeute et psychanalyste (09/03/2022)

D'après certains médecins, le dirigeant russe Vladimir Poutine serait atteint du syndrome d'hubris. Ce terme vient de la Grèce antique et caractérise les excès dans le comportement d'un individu, généralement dus au caractère orgueilleux de celui-ci.

L'importance de l'image de soi

Pour Rodolphe Oppenheimer, ce syndrome est lié "à une démesure, une violence et in fine, une paranoïa" pour les personnes qui en sont atteintes. "Ce sont des personnes qui ont une importante estime d'elles-mêmes, pour lesquelles l'image est très importante. Pour prendre l'exemple de Vladimir Poutine, cela passe par des images où on le voit torse nu, faisant du cheval, par exemple, ou très sportif au judo" explique le psychanalyste.

"Incapables d'entendre raison"

Pour les personnes touchées par le syndrome d'hubris, "elles refusent d'entendre raison, estimant que leur décision est la bonne et qu'il n'y a pas à discuter" explique Rodolphe Oppenheimer. "Il y a un sentiment de toute-puissance, qui fait que la remise en question n'est pas une option pour ces individus".

Russie, 8 mars 2022 : sur le plan économique -c'est-à-dire un élément dérisoire au regard des crimes de guerre et du crime contre l'humanité actuellement supporté par le peuple ukrainien- de fortes tensions économiques devraient se faire jour mondialement, avec notamment un régime d'inflation soutenu sur de nombreuses commodities. Cela est déjà enregistré sur les matières premières alimentaires, minérales et énergétiques. Pensons notamment à la très forte hausse du cours du pétrole en seulement deux semaines. Le tout dans un contexte de crime climatique qu'engendre cette guerre, comme si la planète n'était pas déjà si malmenée de nos jours.

Mise à jour 17 novembre 2022

Petit exercice : quelle est l'ACV d'un tank ? Application avec un char russe.



Tank russe T80.



Et Post-mortem ?

Dans le noir du contexte de guerre russo-ukrainienne, exercez-vous à un petit exercice ludique et formateur : calculez à

grande maille l'ACV d'un char russe T 80 sur les trois phases de la conception, de l'exploitation et de sa vie post-mortem.

Extraction-Production : bien que très impactant, faisons fi ici de l'armement embarqué (42 obus/char avec une nomenclature de composant particulièrement émettrice) afin de se focaliser sur l'ACV d'un char nu T 80 ou T-90 de 46 tonnes sur une base principalement d'un montage en mécano-soudé de plaques d'acier de haute dureté issue d'une première fusion. Sur les 43 tonnes de métal, plus précisément l'inventaire est le suivant :

- env. 15% sont issus de métaux high-tech d'une émission de 25 tonnes CO² / par tonne de métal,
- env. 10% en métaux d'alliage de 6 tonnes CO² / par tonne de métal,
- env. 10% en aluminium,
- et les 65% autres pourcent étant constitué d'acier de base vierge à 3 tonnes d'émission CO²/t.

Concernant l'aluminium, l'origine du métal provient du territoire russe sur un process à hauteur d'env. 30% issue d'une seconde fusion (4 t eq. CO²/tonne d'aluminium) et 70% sont issues du producteur Rusal, là aussi localisé en Russie sur la base d'une première fusion émettrice de 13 t eq. CO²/tonne de métal produite. Enfin, à cela s'ajoute 3 tonnes de matériaux non métalliques qu'on pose avec une hypothèse de 3t CO²/t (câblage, sellerie, électronique, ...)

Exploitation : moteur V12 de 1000 chevaux à 2000 tr/mn, avec une consommation de carburant de 212 gr/kWh. En litre diesel/km, l'exploitation peut se réduire à une consommation d'env. 220 litres de gazole routier / 100 km. Retenons l'hypothèse d'une distance moyenne parcourue de 2000 km avant d'être mis hors service sur le champ de bataille en Ukraine.

Post-Mortem : posons l'hypothèse de 75% des métaux ferreux et non -ferreux du char retraité en seconde fusion (ferreux : fonte par four électrique avec un mix électrique Russo-ukrainien reposant à 60% sur de l'énergie fossile. Un gain d'une tonne de CO² peut être retranché au final du bilan global d'émission d'un char par chaque tonne de métal ferreux recyclée. Et pour le non ferreux : env. 4 t eq. CO²/tonne de métal.

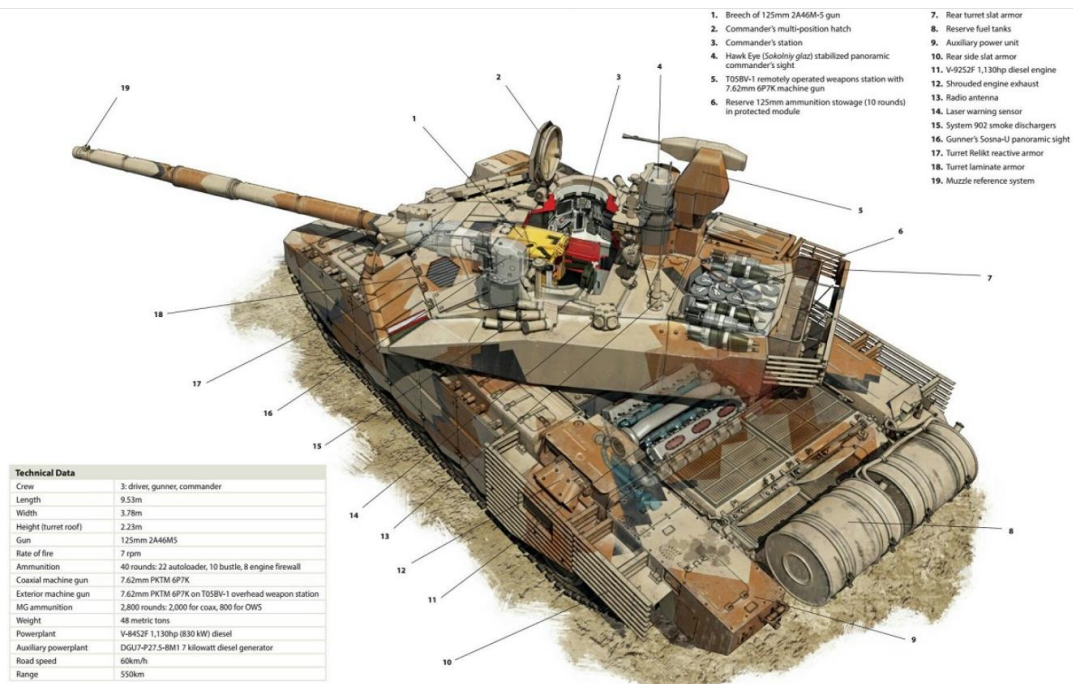
Question : en ACV, quel est le tonnage en eq. carbone d'un char russe ?

Puis en global, en retenant la statistique de 1200 tanks russes T72 - T 80 et T 90 détruits durant le conflit de février à novembre 2022 (soit près de la moitié de la masse de char de combat de la nation selon les données de l'*International Institutes for Strategic Studies*), quelle est l'émission d'eq. carbone relative à cette famille d'armement mise HS ?

Les tables de facteur d'émissions des carburants ainsi que celles des matières premières (ici principalement des métaux) en première fusion et en recyclage seconde fusion sont disponibles dans le manuel « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* », Grenoble-INP, 2022 (Vol. 1 - chapitre 1).

Quant au volet financier, à titre d'information, la destruction de valeur équivaut à un coût de fabrication estimé à env. 3 millions d'USD pour un T 80 ou T 90.

Une ACV est généralement au mieux approximée en émission d'eq. CO² car elle est complexe à conduire de manière précise par un manque d'informations lors de l'inventaire notamment des flux entrants.



Une véritable ACV nécessiterait de travailler sur l'ensemble de la nomenclature (tourelle, transmission, chenille, nature du blindage, aciers spéciaux (notamment du fut), électronique embarquée, armement principal et secondaire, câblage, hydraulique, batterie, ...) et de connaître les émissions relatives aux lieux d'extraction du minerai ferreux et non ferreux ainsi que le mix énergétique relatif aux lieux où sont situés les sites de production de l'ensemble de la nomenclature d'un char et de son armement. Enfin, de prendre en compte l'ensemble des flux logistiques afin d'extraire, de produire, de distribuer et de gérer la fin de vie de ce bien.

Nous réduisons aussi ici l'analyse aux seules grandes masses et en posant l'hypothèse qu'un char russe se résume finalement principalement à une masse d'acier de première fusion issue des sites sidérurgiques de Severstal et d'aluminium de Rusal, là aussi sur sol russe.

A vous de jouer !



Prise de recul : sur l'ensemble des registres environnementaux, le conflit russo-ukrainien va se traduire par un désastre écologique. Pensons à l'ampleur des reconstructions qu'il conviendra de mener à l'issue du conflit, à la destruction des espaces, des terres agricoles de l'Ukraine, à la production des armements terre-air-mer que l'on sait tant impactant en termes d'émission de CO2 en phase de production mais aussi d'exploitation, aux polluants libérés lors des bombardements des villes, des infrastructures publiques et industrielles, à la remise en marche de centrales thermiques au charbon afin de répondre au déficit énergétique mondial, etc. Au final, monsieur Poutine n'est pas seulement coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, mais aussi d'un crime environnemental majeur.

« De Boutcha à Izioum, les accusations de crime de guerre contre la Russie en Ukraine se multiplient »

Source : Léo Durin, « *La Croix* », 16 septembre 2022

Chaque reconquête ukrainienne est rapidement suivie par des découvertes macabres, traces de possibles crimes de guerre commis par l'occupant russe. Après le retrait des forces du Kremlin du nord du pays, qui avait révélé le massacre de Boutcha, c'est désormais la contre-offensive réussie autour de Kharkiv qui lève le voile sur de nouvelles exactions.

Volodymyr Zelensky a annoncé la découverte d'une fosse commune à Izioum, jeudi 15 septembre. La présidence ukrainienne a ensuite dénoncé la présence de centaines de tombes – au moins 450 – aux alentours de cette ville stratégique, récemment reprise aux Russes.

L'ONU a réagi en annonçant l'envoi prochain d'une équipe sur place pour enquêter, alors que Kiev et les Occidentaux réclament avec insistance que les responsables russes de crime de guerre soient traduits en justice. Les faits qui leur sont reprochés sont multiples.

La Russie est notamment accusée d'avoir visé des maisons, des écoles et des jardins d'enfants.

Torture et violences sexuelles

L'armée russe a été accusée de torture à plusieurs reprises. *The Independent* a par exemple partagé en avril 2022 le témoignage de survivants évoquant la présence d'une chambre de torture à Trostianets, situé au nord-est de l'Ukraine. Dix autres ont été découvertes dans la région de Kharkiv vendredi 16 septembre.

Les soldats russes auraient aussi recours au viol comme arme de guerre. « *Le viol est un instrument de guerre utilisé contre la population civile pour détruire la nation ukrainienne* », a expliqué Alyona Krivulyak, qui dirige un groupe luttant contre la violence sexiste en Ukraine, à CNN.

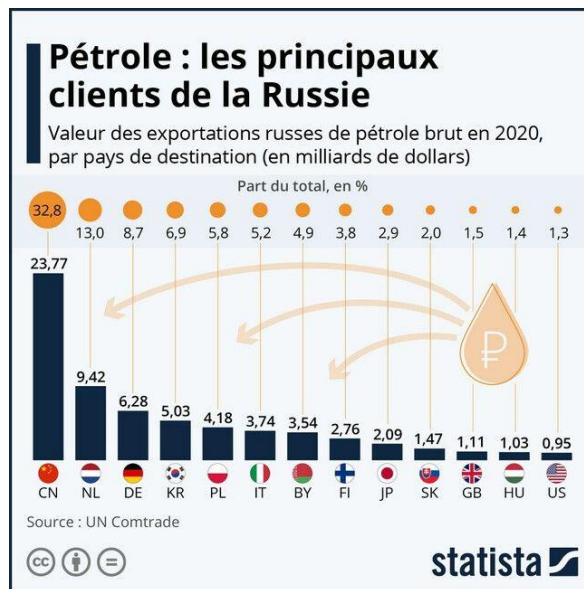
(...)

Le peuple russe va être le premier frappé par l'ampleur des sanctions internationales, mais l'impact devrait également être mondial : une inflation en très forte croissance (c'est-à-dire avec une perspective de hausse généralisée des taux d'intérêt) doublé d'une rupture d'approvisionnements sur de nombreuses matières premières issues de la Russie et de l'Ukraine.

La raison en est double.

D'une part, une décision d'embargo a été prise par les occidentaux notamment sur le pétrole et le gaz russe. Or, concernant le gaz, la majorité des exportations russes est historiquement destinées à l'Europe. Un cruel manque à gagner devrait aussi se faire jour sur cette famille de produits.

De même, le pétrole représente lui aussi une manne centrale qui devrait connaître une significative contraction en valeur d'exportation dans les années qui arrivent. 30% environ des exportations du pétrole était en effet destinées à l'Europe. Les sanctions décidées vont ainsi se traduire par un lourd et durable impact pour l'économie russe car comme nous l'avons vu la nation est avant tout une économie reposant sur une rente d'hydrocarbures.



Si en termes de nation le premier client du pétrole russe est de loin la nation chinoise, l'Europe représente quant à elle environ 30 des exportations russes et la première région du monde en termes de valeur d'exportations.

D'autre part, la nation ukrainienne est dorénavant en situation de black-out. Un des tout premiers greniers à blé mondiaux se trouve ainsi touché de plein fouet.

Cours du Brent Crud Oil Un doublement du cours en quelques semaines.



Source : Boursorama (10 mars 2022)

Evolution sur 1 an. Sous une hypothèse de non résolution du conflit dans le court terme, hypothèse très probable selon de nombreux spécialistes, les anticipations début mars table sur un Brent à 200 euros, sinon plus. Sur le plan environnemental, c'est là une mauvaise nouvelle dans le court terme, au regard d'une substitution du pétrole et gaz par une énergie issue de la combustion de charbon. Une nouvelle donne énergétique est en marche, avec une Europe qui devrait se détacher d'ici environ deux ans d'une dépendance aux hydrocarbures russes. La bonne nouvelle : un accélérateur inespéré en faveur d'une transition énergétique de l'UE pour l'horizon 2030-2035 sur une base notamment d'EnR.

Suite à la décision d'entrée en guerre -erreur géopolitique majeure y compris sur le plan de sa temporalité, car pour ce type d'objectif d'invasion, il lui aurait été sans doute préférable d'engager une

telle offensive sous la présidence de D. Trump-, une crise majeure et durable de l'économie russe n'est pas à écarter. Sans une sortie rapide du conflit ou encore un soutien massif de la Chine à l'économie russe, là est l'hypothèse la plus vraisemblable. La nation se retrouve en effet isolée et condamnée par la grande majorité des plus grandes puissances économiques internationales alors même :

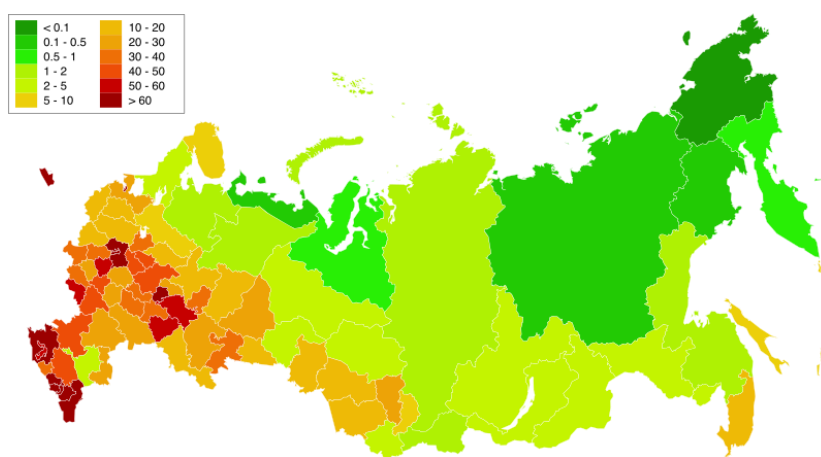
- qu'elle est dépendante d'exporter ses matières premières, notamment énergétique à l'Europe notamment ; mais aussi son armement et ses centrales nucléaires ;
- quelle est dépendante de nombreuses importations pour le fonctionnement de son économie ;
- que les investisseurs occidentaux vont se retirer massivement de la nation ;
- que les jeunes talents de la nation devraient eux aussi migrer vers d'autres destinations ;
- que le peuple russe témoigne d'un très faible taux d'épargne et devrait se trouver par ailleurs plongé dans un régime de forte inflation sans augmentation de salaires, c'est-à-dire dans une significative perte de pouvoir d'achat réel ;
- que les recettes liées au tourisme devrait s'effondrer ;
- que le budget de la défense devrait impacter de manière majeure et durable les finances de la nation ;
- qu'au sein de ce pays la crise sera non seulement économique et sociale, mais aussi politique du fait d'une fracture croissante entre (i) les pro-Poutine issue principalement d'une classe âgée peu connectée et (ii) une population opposée au conflit, les jeunes générations notamment.

En signal premier, en ce début de mois de mars la monnaie du pays -le rouble, une monnaie convertible depuis 2006- va s'effondrer en moins d'une semaine, laissant supposer la suite à venir sur le plan des autres agrégats macroéconomiques.

Bien sûr, la BCR pourra un temps lutter contre cela en :

- fermant la convertibilité de la devise russe ;
- en contrôlant strictement les entrées et sorties du rouble de la nation ;
- en bénéficiant des entrées en devises issues de la hausse du prix des hydrocarbures ;
- en haussant le niveau des taux d'intérêts directeurs.
- en redéployant au maximum ses relations avec la Chine, l'Inde, la péninsule arabique et la Corée du nord.

Mais cela ne fera que renforcer dans le moyen terme un étranglement d'une nation économiquement isolée, en proie à un manque d'approvisionnements sur des composants parfois essentiels, à une rupture de la demande tant interne qu'externe et à une spirale inflationniste. Au final, la population russe -qui est historiquement et culturellement fortement axée sur l'Europe et non pas sur l'Asie- devrait être la première victime d'une crise économique durable.



Densité de la population, incluant la Crimée (2020)

Avant la guerre, cette économie témoignait déjà d'une taille modeste à l'échelle mondiale. Malgré ses considérables richesses naturelles, cette nation pèse en effet d'un faible poids sur l'échiquier mondial : 1.500 milliards USD de PIB/an comme nous l'avons vu. C'est-à-dire l'équivalent de l'économie espagnole. Un petit pion finalement dans le paysage de l'économie mondiale. Le tout avec une population vieillissante et avec une fuite des talents qui ne devrait que s'intensifier si le conflit perdurait.

Sur le plan de la comptabilité nationale, en PIB/habitant, un habitant russe ne représente ainsi que 8.000 USD, c'est-à-dire le même niveau qu'un habitant de la Guinée équatoriale⁴⁸. Un habitant espagnol est comparativement beaucoup plus riche que son homologue russe, avec 29.000 USD/an (donnée Banque mondiale).

















































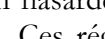

Si l'on poursuit cette analyse comparée, au niveau des pays développés, la donnée est d'une toute autre métrique : 45.000 USD pour un habitant allemand, 63.000 USD pour un habitant américain, 40.000 USD pour un français, etc.

Ou encore en PIB nominal, les Etats-Unis réalisent un PIB non pas de 1.500 milliards USD mais de 23.000 milliards USD (2021). Quant à l'Europe (Royaume-Uni compris), le PIB annuellement réalisé est proche de 18.000 milliards USD.

En d'autres termes et tous secteurs confondus en dehors de l'énergie fossile et de la métallurgie, les plus grands groupes mondiaux ne sont pas russes mais américains, européens, japonais et chinois. V. Poutine a-t-il connaissance de ces ordres de grandeurs économiques ?

⁴⁸ Selon la méthode de calcul, cette donnée de PIB/h doit toutefois être soumise à la prudence, certaines estimations allant jusqu'à 17.000 USD / h en 2021.

SECTION TWO

Brand	Category	Brand Value 2020 \$MIL.	Brand Contribution	Brand Value % Change 2020 vs. 2019	Bank Change	Country of Origin
1 	Retail	415,855	4	+32%	0	
2 	Technology	352,206	4	+14%	0	
3 	Technology	326,544	4	+30%	1	
4 	Technology	323,601	4	+5%	-1	
5 	Payments	186,809	4	+5%	0	
6 	Retail	152,525	3	+16%	1	
7 	Technology	150,978	4	+15%	1	
8 	Technology	147,190	4	-7%	-2	
9 	Fast Food	129,321	4	-1%	0	
10 	Payments	108,129	4	+18%	2	
11 	Telecom Providers	105,833	3	-2%	-1	
12 	Telecom Providers	94,662	4	+0%	-1	
13 	Beverages	84,022	5	+4%	1	
14 	Technology	83,667	4	-3%	-1	
15 	Tobacco	58,247	3	-19%	0	
16 	Retail	57,585	3	+8%	3	
17 	Technology	57,578	3	+0%	-1	
18 	Alcohol	53,755	4	+58%	17	
19 	Luxury	51,777	4	+10%	3	
20 	Logistics	50,748	4	-8%	-2	
21 	Apparel	49,962	4	+5%	0	
22 	Entertainment	48,802	4	-14%	-5	
23 	Payments	48,453	5	+10%	3	
24 	Fast Food	47,753	4	+4%	0	
25 	Telecom Providers	46,973	3	-4%	-5	

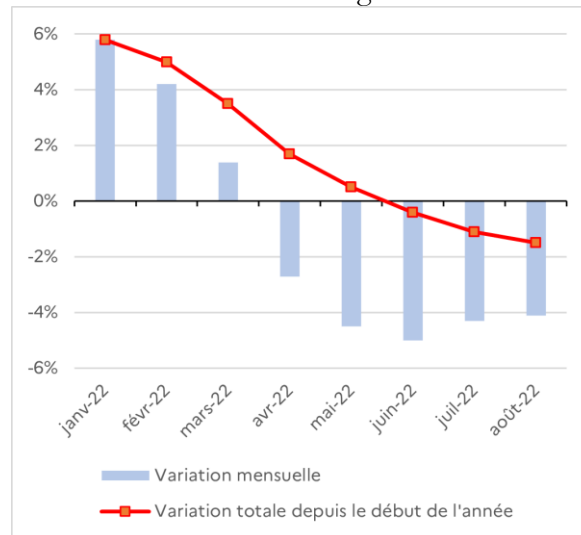
Source: BrandZ™ / Kantar (including data from Bloomberg)
Brand contribution measure: the influence of brand value on financial value, on a scale of 1 to 5, 5 being the highest

Dans un monde placé dans un jeu d'interdépendances économiques croissantes, la Russie s'oppose ainsi de manière bien hasardeuse aux deux plus grandes régions économiques mondiales : l'Amérique du nord et l'Europe. Ces régions témoignent d'un poids économique environ 50 fois supérieur à la Russie. Dans le moyen et long terme, ni les Amériques, ni l'Europe n'ont en réalité besoin de ce pays pour vivre. Ou alors seulement pour quelques nations européennes tributaires des approvisionnements énergétiques russes sur la période 2022-2024. L'adaptation pourrait être dans le court terme douloureuse, mais dans le moyen terme des voies de substitution se mettront en place. Puis sur le long terme une nouvelle géopolitique de l'énergie devrait voir le jour, au détriment de la spécialisation économique russe. Le 10 mars, la présidente de la Commission Européenne U. Von der Leyen va ainsi se prononcer pour une sortie de l'Europe sur le gaz et le pétrole russe à l'horizon 2027.

Même sur ce volet énergétique, le maître du Kremlin commet ainsi une erreur d'analyse : une fermeture du robinet énergétique vis-à-vis de quelques nations européennes ne conduira dans le court/moyen terme qu'à précipiter la Russie dans :

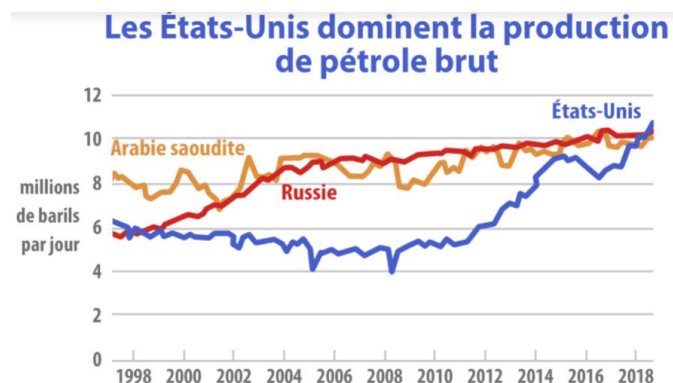
- une réduction de son PIB et de ses recettes budgétaires ;
- un arrêt des investissements occidentaux sur le territoire, et par voie de conséquence une contraction des emplois et une chute du PIB ;
- une dépendance accrue à la Chine qui sera non seulement son principal fournisseur mais aussi son principal débouché notamment sur les hydrocarbures.

Variation du PIB russe en glissement annuel



Source : ministère russe du développement économique

L'Allemagne, la Suède, la Finlande, le Royaume Uni et l'Italie vont certes devoir repenser en profondeur leur mix énergétique, mais dans le moyen et long terme, une résilience sera vraisemblablement trouvée. Ce qui représente par ailleurs un atout pour les Etats-Unis, mais aussi pour la Norvège, le Maghreb (Algérie), l'Amérique centrale (Venezuela) et la péninsule arabique. En effet, ces pays européens pourront être approvisionnés par d'autres pays producteurs. L'Amérique du Nord représente notamment la deuxième plus importante région mondiale en termes de gisements de pétrole et de gaz.



Source : Energy Information Administration (2020)

Le marché du pétrole est mondiale ; Aussi, la rupture des approvisionnements de l'Europe par la Russie pourrait trouver d'autres sources de fournisseurs au niveau des hydrocarbures. Notamment, face à une Chine qui devrait trouver davantage de débouchés auprès d'une Russie contrainte de vendre ses ressources à prix bradés, les pays de la péninsule arabique par un jeu de vase communicant devraient pouvoir réallouer leur surplus vers l'Europe.

Mais il est vrai, dans le court terme si le conflit perdure, l'hiver 2022-2023 devrait se révéler difficile en particulier pour les pays Baltes, l'Italie, la Suède et l'Allemagne. Une alternative pourrait toutefois amoindrir le problème des approvisionnements : la réduction drastique des importations énergétiques des nations vis-à-vis de la Russie (du fait de l'embargo décidé par les nations) va conduire le Kremlin à écouler son offre vers la demande chinoise. Par un jeu de vases communicant, cela signifie autant d'importations en moins adressés aux exportateurs traditionnels d'hydrocarbures à la Chine. Les approvisionnements notamment de la péninsule arabique pourraient alors s'orienter vers les pays européens en demande d'hydrocarbures. Au final, de ce conflit les problèmes impacteront

structurellement la Russie et non pas tant l'Europe qui devrait connaître un coup d'accélérateur dans sa transition énergétique. Ce n'est là qu'une hypothèse et à analyser plus finement sur le plan des temporalités. Face aux solutions de substitution à trouver dans le court terme, il est probable que des énergies « sales » prennent dans l'urgence le relais. Pensons aux centrales thermiques au charbon dans les pays Baltes notamment, mais pas uniquement (Allemagne).

4- Sanctions économiques : de quoi parlons-nous exactement ?

Sur le plan des sanctions, en ce début de mars, l'exclusion de la plupart des banques russes du système Swift* va être décidée. Pensons notamment à Alpha Bank et Sberbank, VET Bank, Novikombank et VEB qui sont particulièrement dans le viseur de la Maison Blanche. Les transactions financières à l'international ne sont alors plus possibles, ou seulement à la marge⁴⁹.

De même, les réserves étrangères de la banque centrale russe (BCR) vont être bloquées. A cela s'ajoute la saisie des avoirs du clan d'oligarques proche de V. Poutine.



Une mesure importante dans le train de sanctions infligées à la Russie consiste à l'exclure de manière plus ou moins forte de l'accès au réseau SWIFT. Ce dernier système permet le règlement des paiements internationaux entre les banques, et cela de manière sécurisée à travers un code BIC. Lors d'une transaction financière, ce code permet de vérifier l'exactitude de l'identité bancaire impliquée, et ainsi de sécuriser les envois de fonds entre les agents.

La liste ne s'arrête pas là : un arrêt dans la fourniture des composants a été décidé ainsi qu'un retrait de la plupart des grands investisseurs en Russie. Conjugué à un embargo sur les composants stratégiques concernant les marchés de l'électronique, de l'aérospatial, de l'aéronautique, de l'énergie, de l'automobile, ... et sur les matières premières – de loin la première recette de devise pour la Russie-, de nombreux dysfonctionnements devraient rapidement frapper la nation.

Associé à une non possibilité d'accès aux marchés des capitaux étranger et aux circuits de financement, la nation devrait ainsi se retrouver dans une situation de récession, puis de possible cessation de paiement. Ce qui n'est pas sans contradiction car cette nation figure dans le même temps parmi la moins endettée mondialement. La Russie serait-elle condamnée à être un Etat-continent à part ?

Cette question monétaire est toutefois plus complexe qu'elle n'y paraît car elle doit être comprise dans une géopolitique globale, avec notamment le pouvoir croissant du monde indo-asiatique et notamment de la Chine dans le système monétaire international. En rupture avec les accords de Bretton-Woods, le pouvoir de Pékin avance en effet ses positions dans les règles de fonctionnement financier à l'international. Le Yuan prend en effet peu à peu sa place dans le dispositif, ce qui peut légitimement se comprendre au regard de l'importance de l'économie chinoise. Et cela ne devrait que s'intensifier durant la décennie 2020 au regard des ambitions de Pékin concernant le programme des routes de la

⁴⁹ Nous retrouvons ici la Chine qui peut permettre des transactions avec son partenaire russe à travers un réseau financier spécifique. De même, un défaussement monétaire (notamment pour les oligarques russes) peut passer par les crypto-monnaies. Les sommes en jeu enregistrées sont toutefois très faibles au regard des transactions permettant de faire fonctionner l'économie russe. Il s'agit principalement d'une tentative de fuite de capitaux russes qui s'effondrent sur le marché des changes ; Par ailleurs des mesures ont été prises par l'Occident pour remonter la traçabilité des transactions russes passant par les crypto-monnaies.

soie. L'exclusion de la Russie du réseau SWIFT ne devrait elle aussi qu'accélérer cette tendance : une connexion en faveur du système financier chinois CIPS (*China International Payments System*) permettant aux agents de régler leurs transferts financiers sur une base dorénavant de Yuans et non plus d'euros ou d'USD. C'est une solution de substitution possible et fortement vraisemblable que nous devrions voir s'affirmer suite à ce conflit avec l'Ukraine. En toute logique, il devrait en découler une dépendance accrue de la Russie à la Chine, cette dernière devenant la maîtresse du jeu financier et des informations collectées, comme c'est le cas actuellement avec les Etats-Unis et son agence CIA.

Au final, les années 2022-2023 vont se révéler centrale sur l'échiquier mondiale et particulièrement critiques géopolitiquement et économiquement pour le peuple russe. Le tout avec une prise de conscience de cette population sur la réalité du conflit et de son soubassement, c'est-à-dire sur l'erreur stratégique majeure de Poutine et ses mensonges contrairement à la propagande véhiculée au quotidien par les canaux du Kremlin.



Affiche circulant sur les réseaux et en Ukraine

« La dénazification de l'Ukraine »,

L'autocrate Poutine devrait se méfier de son registre lexical car dans l'inconscient collectif le terme pourrait se retourner non sans fondements contre lui.

Le plus dur devrait donc être pour le peuple russe, dans l'attente actuellement. Certes, ne pas oublier que cette population est habituée de longue date à résister.

La Russie est un état aux ressources colossales notamment sur l'ensemble des biens fondamentaux. Et puis comme le dit l'adage populaire, « Avec du gaz, des pommes de terre, du pain, du sel et des oignons, cela suffit pour vivre ». Et tout cela, la Russie en dispose à foison. Une résilience est alors possible, notamment en dehors des villes.

La Russie n'est pas la Somalie ni le Syrie ou le Mali.
Même plongé dans une crise durable, le peuple russe saura toujours être résilient.



De longue date le peuple russe sait vivre avec peu de choses, et la nation dispose de toutes les ressources alimentaires

nécessaires. Oignons, pommes de terre, choux, eau, ... et la soupe Solianka sera toujours là. Quant au chauffage dans les logements, le gaz lui aussi ne saura faire défaut face à l'ampleur des réserves du territoire. Gaz, pétrole et charbon, la nation est l'eldorado des ressources fossiles. Sur ces bases, la résilience du peuple russe sera toujours possible.

Mais vivre dans la pauvreté sera l'une des conséquences très probable, ce que n'avait plus guère connu cette population durant les 20 dernières années. Les temps ont changé.

« La fin de l'homme rouge »

Source : Svetlana Alexievitch, « *La fin de l'homme rouge* », Actes Sud, 2013

Mes petits enfants ? (d'un ton ironique). Ils lisent le dalaï-lama, au lieu du « Capital » de Marx, ils ont le Mahâbharata, la Kabbale ... Maintenant, les gens croient tous en des choses différentes. Et oui, c'est comme ça... Les hommes ont toujours envie de croire en quelque chose. En Dieu ou dans le progrès technique. Dans la chimie, dans les molécules, dans une raison supérieure... Aujourd'hui, c'est dans le marché. Bon, admettons, on va se remplir le ventre, et après ? Dans la chambre de mes petits-enfants, tout vient de l'étranger : les chemises, les jeans, les livres, la musique, même leur brosse à dent n'est pas fabriquée chez nous ! leurs étagères sont remplies de canettes vides de Coca-Cola et de Pepsi. Ce sont des Papous. Ils vont au supermarché comme on va au musée. Fêter son anniversaire chez McDonald's, ça, c'est cool ! « Grand-père, on est allés à Pizza Hut ! » C'est leur Mecque. Ils me demandent : « Tu croyais vraiment au communisme ? » Mon rêve, c'était la paix dans les chaumières et la guerre dans les palais. Mais eux, ils veulent devenir millionnaires. Les magasins sont remplis de saucissons, mais il n'y a pas de gens heureux. Je ne vois personne avec une flamme dans les yeux.

Aussi, selon forte probabilité, un retour aux années de grande crise s'annonce. Celle des années 1998, pour ne pas dire 1917 si le rouble venait à s'effondrer, l'inflation à exploser et le pays était placé en défaut de paiement. Certes, la Chine pourrait très bien financièrement soutenir cette petite économie mais ce jeu serait fort dangereux pour le régime de Pékin vis-à-vis des puissances de l'Occident. Japon compris. Les ordres de grandeurs économiques ne peuvent échapper aux économistes du BNS de Beijing. L'usine Chine a besoin avant tout des Amériques et de l'Europe pour absorber ses excédents chroniques. Et de l'Asie aussi avec le Japon et les NPI (Corée du Sud, Taiwan, Singapour, ...).

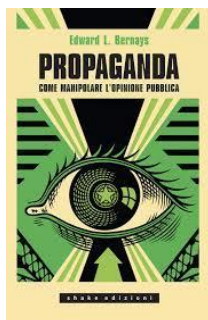
Le choix d'une seule interdépendance géopolitique avec une Russie où l'économie ne pèse guère sur l'échiquier de ses outputs serait un jeu dangereux pour Pékin. La Russie ne lui est principalement utile que pour l'approvisionner en ressources principalement énergétiques. D'un point de vue géopolitique, V. Poutine se croit peut-être Yvan le Terrible mais le risque est grand qu'il ne soit au final que l'autocrate ayant fait basculer la nation en pays Paria et le peuple russe sous une domination politique chinoise et dans une pauvreté durable à venir...

Mise à jour 21 septembre 2022

Source : « *20 minutes / Monde* »

Le pape François a dénoncé mercredi 21 septembre «les monstruosité, les cadavres torturés» en Ukraine où se trouve actuellement son représentant, le cardinal Konrad Krajewski. «Je voudrais parler de la terrible situation de l'Ukraine martyrisée. Le cardinal Krajewski y est allé pour la quatrième fois, il aide dans la zone d'Odessa (sud) et ses environs, a déclaré le pape à l'issue de l'audience générale. Il m'a raconté la douleur de ce peuple, la sauvagerie, les monstruosité, les cadavres torturés qu'ils trouvent. »

Selon les mots de Françoise Thom⁵⁰, « Le despote et petit gangster Poutine, ou l'homo KGBicus ».



Depuis le début des années 2000, le peuple russe se trouve au quotidien soumis à une propagande russe xénophobe, homophobe, nationaliste et anti-occidentaliste d'une rare intensité de la part du régime poutiniste.

Comme tout dictateur -c'est la désignation dorénavant retenue par nombre d'observateurs des pays occidentaux⁵¹-, son objectif est de s'afficher telle une figure héroïque des tsars de la Russie, mais aussi de masquer l'illégalité du conflit engagé contre l'Ukraine (« *en violation formelle du droit international* » selon les mots d'Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU), ainsi que les dramatiques conséquences prévisibles sur l'avenir de la Russie qui devrait se retrouver vassalisée par la Chine.

Renouant avec l'héritage soviétique d'un communisme de la déprime, à partir du mois de février l'ensemble des réseaux de communication vont être fermés sur l'extérieur et placés en interne sous l'autorité de la censure. Poutine ou le retour de l'homo-KGBicus.

Dans le même temps, via les canaux officiels de communication le pouvoir du Kremlin va déverser au quotidien un flot de litotes à la louange du dirigeant et conduire les arrestations envers les journalistes indépendants tentant de transmettre les informations réelles sur la réalité du conflit engagé. De nos jours, le poutinisme ne se révèle être qu'une cleptocratie de voyous. Et c'est toutefois ignorer de la part de ce régime que l'histoire fera la lumière sur les mensonges et sur cette grave erreur de géopolitique de l'autocrate.

Son aveuglement vient peut-être du fait qu'il demeure un personnage isolé et nostalgiquement ancré sur les années de la défunte URSS. Tel l'obscur agent passé du KGB, V. Poutine n'est pas en phase avec son siècle : il reste cloîtré dans son bunker, non connecté au monde, sans compréhension de la culture des nouvelles générations et de l'interdépendance majeure des nations du monde.

A l'inverse et d'une manière profondément sous-estimée par V. Poutine, le président V. Zelenski se révèle la figure héroïque du conflit. Au côté de son peuple dont le courage se trouve salué par de nombreux observateurs externes.



⁵⁰ F. Thom est l'une des meilleures signatures de l'Hexagone pour une compréhension de la Russie contemporaine. Invitation notamment à la lecture de son ouvrage « *Comprendre le poutinisme : pour sortir du mensonge* », Desclée de Bower, 2018.

⁵¹ Cette question de désignation reste toutefois à analyser avec esprit critique sur le plan de la sémantique. Le terme d'autocrate serait sans doute plus pertinent à retenir afin de caractériser V. Poutine, bien que de nombreuses décisions et actes commis nous invitent à penser que nous sommes durant ce XXI^e siècle face à une figure centrale de la dictature et de la tyrannie. « *Le petit gangster de Léningrad, à l'esprit corrompue et sadique* » comme le caractérise un fin connaisseur du personnage.

Anticipation rationnelle

Sur un plan économique, les ratings formulées par les plus grandes agences mondiales de notation Fitch, Standard & Poor et Moody's sur la Russie anticipent déjà cette crise, avec une cessation de paiement du pays à venir durant l'été. Il en résulte une chute drastique des notations de la nation par un jeu d'anticipations rationnelles (rupture de la demande, chute des recettes budgétaires, inflation, chute de la bourse, chômage, chute du PIB, etc.).

Sur le plan politique, les principaux leaders des nations démocratiques ont décidé de réagir avec réactivité. L'ampleur de l'agression nécessitait à minima cela. C'est semble être une surprise pour les régimes Poutine comme Xi qui ont pour habitude de conclure généralement à une politique de non décision d'un Occident jugé décadent.

En 2021 va arriver la nouvelle administration J. Biden.

A l'instar de F. Roosevelt suite à la crise de 1929,

le mot d'ordre économique va être « *pour un nouveau New Deal* ».

Quant au plan de la politique étrangère, l'attention est dorénavant concentrée sur la Chine.

En marche vers une bi-mondialisation ?



Contrairement aux désastreuses incohérences décisionnelles de l'administration Trump, la nouvelle équipe de J. Biden ouvre de nouvelles perspectives plus cohérentes pour un monde qui doit affronter en 2022 le conflit ukrainien avec son soubassement de seconde possible guerre froide. Ou tout au moins d'un processus de bi-mondialisation. Du côté de l'Amérique comme de l'Europe avec en particulier la présidence d'U. von der Leyen, concernant la question ukrainienne l'Occident bénéficie d'un alignement des positions dans ces moments charnières.

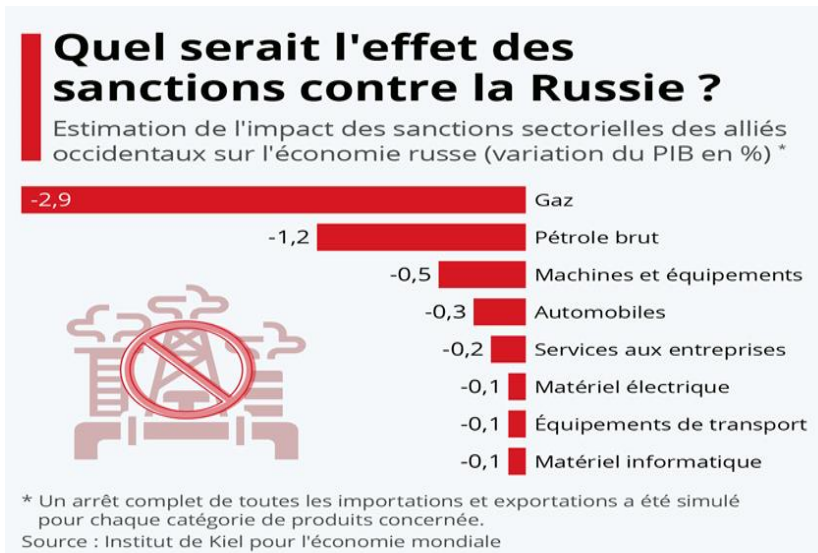
Quant à la question de la bipolarisation du monde, les analyses sont moins convergentes. L'Amérique du nord s'engage clairement dans un processus de bi-mondialisation vis-à-vis de la Chine alors que l'Europe reste plus nuancée.

Dans un contexte de bipolarisation, aux Etats-Unis, la réaffirmation du *Buy American Act*.



Le BAA est un ensemble de lois américaines qui réglementent les achats destinés aux marchés publics. Derrière se trouve une volonté de la maison blanche de privilégier les entreprises résidentes et de promouvoir une politique industrielle placée sous le signe d'un patriotisme économique. Historiquement, c'est l'administration H. Hoover qui avait impulsé le premier *Buy American Act* en 1933, mais cela va rester présent jusqu'à nos jours et va connaître un nouvel élan sous les administrations D. Trump et J. Biden. Pays ciblé ? A demi-mot, la Chine.

Retour à la Russie. Dans les temps à venir, la crise économique devrait être sans nuance pour le peuple russe car les jeux de sanction sont majeurs et déployées à grande échelle par la plupart des grandes puissances internationales, hormis la Chine : Amérique, Europe, Japon, Australie, Suisse, Nouvelle Zélande, Corée du Sud, ... (pour une analyse détaillée des sanctions en place le 8 mars 2022, cf. Annexe 2. Puis annexe 7 pour une actualisation des données).



Source : Institut de Kiel / Statista (2022)

Seul le pouvoir de Pékin pourrait amoindrir la crise à venir, mais cela signifierait une prise de position du régime Xi en faveur de Moscou. Pour l'heure, la nation affiche une neutralité tout en ne désapprouvant pas la position politique de V. Poutine sur son plan militaire. Sans surprise, car le régime Xi n'a jamais désavoué Poutine dans les conflits menés, que ce soit sur la guerre en Géorgie (2008), les interventions en Syrie depuis 2013, l'annexion de la Crimée (2014) ou encore du Donbass (2014).

V. Poutine a toujours témoigné d'une position jusqueboutiste lors de ses précédents conflits. Si le régime Xi n'arrive pas à le stopper, l'on peut aussi craindre le pire pour les populations notamment civiles. Chaque jour qui passe engage ainsi une lourde responsabilité du Kremlin mais aussi de Pékin dans l'escalade de la violence, car seul Xi devrait pouvoir stopper les choix barbares de son allié historique. Il n'y a guère à attendre en effet des négociations conduites par U. von de Leyen, J. Biden, le chancelier allemand O. Scholz ou autre E. Macron pour qui V. Poutine, dans sa rectitude toute talibane ne peut que nourrir une haine vis-à-vis de toute personne défendant la démocratie.

Régimes Xi-Poutine : pour une extension des régimes totalitaires ?
L'hypothèse peut-être avancée.



Sur les conflits engagés par V. Poutine sur de multiples fronts, le régime de Pékin n'a jamais désavoué l'autocrate du Kremlin, y compris dans ses actions les plus illégales. Mieux, il a le plus souvent apporté son soutien. Sur ce point, la danse de couple sur la violation du droit international est complète.

Au regard du conflit actuel, une bonne nouvelle est toutefois présente. La seule mais elle est de taille : V. Poutine devrait avoir une écoute attentive de la position de son homologue Xi J. D'ici un ou deux ans, une Russie isolée du monde et qui devrait se trouver plongée dans une situation de crise économique durable ne pourra en effet compter que sur le seul soutien de Pékin.

Mise à jour avril 2022

« Chine et Russie poursuivent leurs campagnes de désinformation sur l'Ukraine »

Source : N. Guibert du journal « Le Monde » (1 avril 2022)

Malgré un léger reflux, les campagnes de Moscou n'en restent pas moins massives, et coordonnées avec Pékin.

Très denses depuis l'invasion de l'Ukraine, le 24 février, les opérations de désinformation de la Russie sur la guerre ont un peu reflué après un mois de conflit, au moment où Moscou a entrepris de réorganiser ses forces armées sur le terrain. Ces campagnes informationnelles n'en restent pas moins massives, et coordonnées avec la Chine.

En témoigne le baromètre Hamilton 2.0 du groupe de réflexion German Marshall Fund of America (GMF). Ses toutes dernières données montrent qu'entre le 24 et le 30 mars l'activité des comptes chinois sur Twitter épouse toujours parfaitement la courbe de leurs homologues russes sur le sujet Ukraine, avec entre 2 000 et 3 500 nouveaux messages par jour pour chacun. L'OTAN est le premier mot-clé diffusé, à égalité par les acteurs des deux pays. Le message de fond, rappelle le GMF, consiste à critiquer les Etats-Unis et l'OTAN.

5- 2022-2023 : la Russie dans une crise économique sans précédent depuis 1998 ? Aspects monétaire et financier.

Face à l'émergence de la crise financière russe et à l'assèchement des liquidités dans ses banques de second rang, les faillites bancaires en cascade devraient avoir lieu⁵². En ce 8 mars 2022, c'est déjà le cas.

⁵² La banque centrale intervient sur le marché monétaire pour prêter du rouble (monnaie banque centrale) aux banques moyennant paiement d'un intérêt dorénavant élevé (20%), et presque toujours en contrepartie d'une créance détenue par les banques (bons du Trésor, effets de commerce, lettre de change, ...). Elle peut moduler ses concours en définissant la liste des créances qu'elle accepte de refinancer sur le marché monétaire; elle étend la liste si elle veut faciliter la création monétaire, ou restreint cette liste, dans le cas contraire. Elle détermine ensuite le taux d'intérêt auquel elle prête la monnaie banque centrale et, ce faisant, elle joue un rôle directeur pour les taux d'intérêt pratiqués entre banques. Par exemple, en théorie, rien n'empêche la BCR de prêter sa monnaie à un taux d'intérêt presque nul, comme on a pu le voir après la crise

Il s'agit là d'une situation de très grande crise qui se prépare pour la gouverneure de la Banque centrale Russe (BCR) madame Elvira Nabiullina. De même que pour le président Poutine. La gouverneure de la BCR doit aussi tenter d'amoinrir le plus possible le choc financier, l'effondrement des indices boursiers, de la monnaie nationale (rouble) et plus gravement celui du PIB de la nation.



Mais si la situation est dès à présent complexe pour les autorités monétaires, le plus dur reste à venir et devrait s'inscrire sur la longue durée. Cela notamment par un manque durable à gagner sur la première ressource en devises du pays : ses exportations de matières premières énergétiques.

2008. A l'opposé, rien (en théorie) n'empêche la banque centrale d'emprunter la monnaie offerte par les banques qui disposent d'excédents en monnaie banque centrale à un taux d'intérêt toujours supérieur à celui offert par les banques emprunteuses. Ce ne peut toutefois être le cas dans le cas présent, la problématique étant de parvenir à refinancer des banques de second rang russes qui se trouve de plus en plus en défaut de liquidité. Le maître du jeu reste la BCR pour tenter de les refinancer, mais en faisant cela, elle va intensifier la dynamique inflationniste déjà très forte de par les ruptures d'approvisionnement, la chute du rouble et les très fortes tensions sur le marché des matières premières. Pour une analyse de ces questions, vous pouvez vous reporter au manuel de cours « *Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire* », Ed. Campus Ouvert, 2021 (disponible sur votre intranet).



La bourse de Moscou, symbole du capitalisme, ici sous sa forme d'une régulation capitaliste sous contrôle de l'Etat. Officiellement, on ne parle pas de capitalisme en Russie mais, à l'instar de la Chine, d'un socialisme de marché.

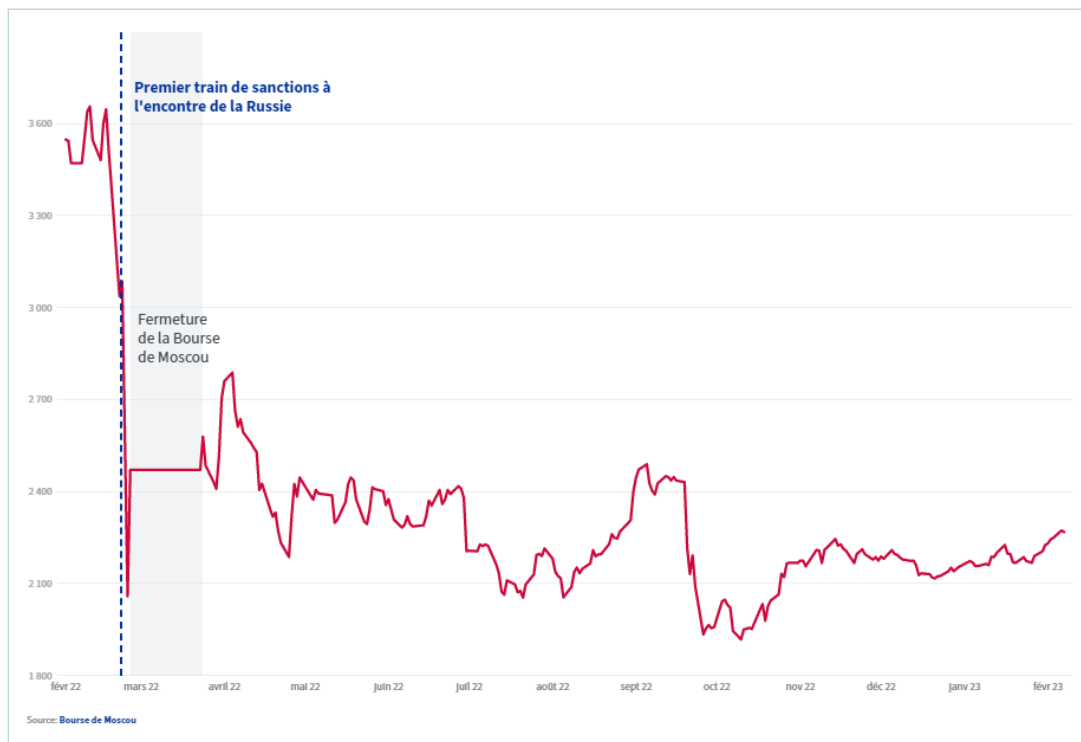


La bourse de Moscou a été créée en 1992 suite à la fin de l'URSS. Elle cote environ 250 sociétés russes. Son indice phare, le Moex compte 41 des plus grandes capitalisations boursières du pays, pour une valorisation d'environ 600 milliards d'euros. Sa chute puis sa fermeture aux échanges extérieurs va être acté quelques jours après le début du conflit. Plus largement, avec cette guerre c'est l'ensemble des canaux de financements extérieurs à la Russie qui vont se tarir. La Russie devrait se retrouver en situation de pays paria dans un horizon de court terme. Défaut de paiement sur ses engagements financiers, puis déclin généralisé progressif de la nation sur son plan macroéconomique pourrait en résulter : 2030 ?

Mise à jour 17 mars 2023

Evolution de l'indice phare de la bourse de Moscou

Indice MOEX Russie



Source : Bourse de Moscou (2023)

La place de Moscou a enregistré une chute de plus d'un tiers, le tout doublé d'une perspective sombre de l'évolution de l'indice au regard d'un PIB qui devrait connaître selon la Banque Mondiale une significative contraction en 2023.

Sans une sortie rapide de la guerre, ces éléments ne devraient qu'empirer dans les mois et les années qui arrivent. Le cercle vicieux est engagé : dans le court terme les agents s'attendent à une dépréciation du rouble et plus largement de l'ensemble des valeurs mobilière de placement (action et obligation* sur les marchés financiers), ils cherchent à se défaire le plus rapidement de leurs actifs, hormis ceux anticipés à un marché haussier par le jeu d'une forte inflation : pensons notamment aux marchés des matières premières alimentaires et énergétique qui devraient jouer en faveur de l'économie russe.

Plus largement, à l'échelle mondiale, ces tendances sont particulièrement à l'œuvre depuis l'ouverture du conflit. En Russie les éléments sont toutefois beaucoup plus complexes car face aux vagues de sanctions et à l'anticipation de la crise à venir, il en découle dans le court terme un effondrement de la devise russe. Si cela perdure, cela va alors intensifier la spirale de l'inflation dans le pays. Et donc aussi, par voie de conséquence, la tentative de fuite des capitaux vers des places et actifs estimés sécurisés. Mais cela reste un enchaînement complexe à prévoir car la plupart des transactions sont dorénavant interdites à l'étranger. Quant aux informations réelles sur la situation actuelle, elles sont complexes à connaître.

Rosstat : le service fédéral des statistiques russes

Des informations comptables et financières sous haut contrôle et qui sont probablement soumises à de multiples biais sur directive du pouvoir du Kremlin.



Les statistiques et les scénarii sur la situation réelle de l'économie russe sont à prendre avec prudence et pourraient se révéler beaucoup plus graves que ceux affichés officiellement du fait d'informations biaisées par l'organisme des statistiques russes, l'institut fédéral Rosstat. Non seulement beaucoup d'informations sont classifiées sous le sceau « secret défense », notamment les données du commerce extérieur et celles de la banque centrale sur l'état de ses réserves de changes par exemple, et d'autres part concernant les données diffusées, de fortes manipulations sont soupçonnées d'être conduites par l'institut. Ce qui ne serait pas sans surprise au regard de l'état de propagande prévalant de longue date sous le régime notamment poutiniste.

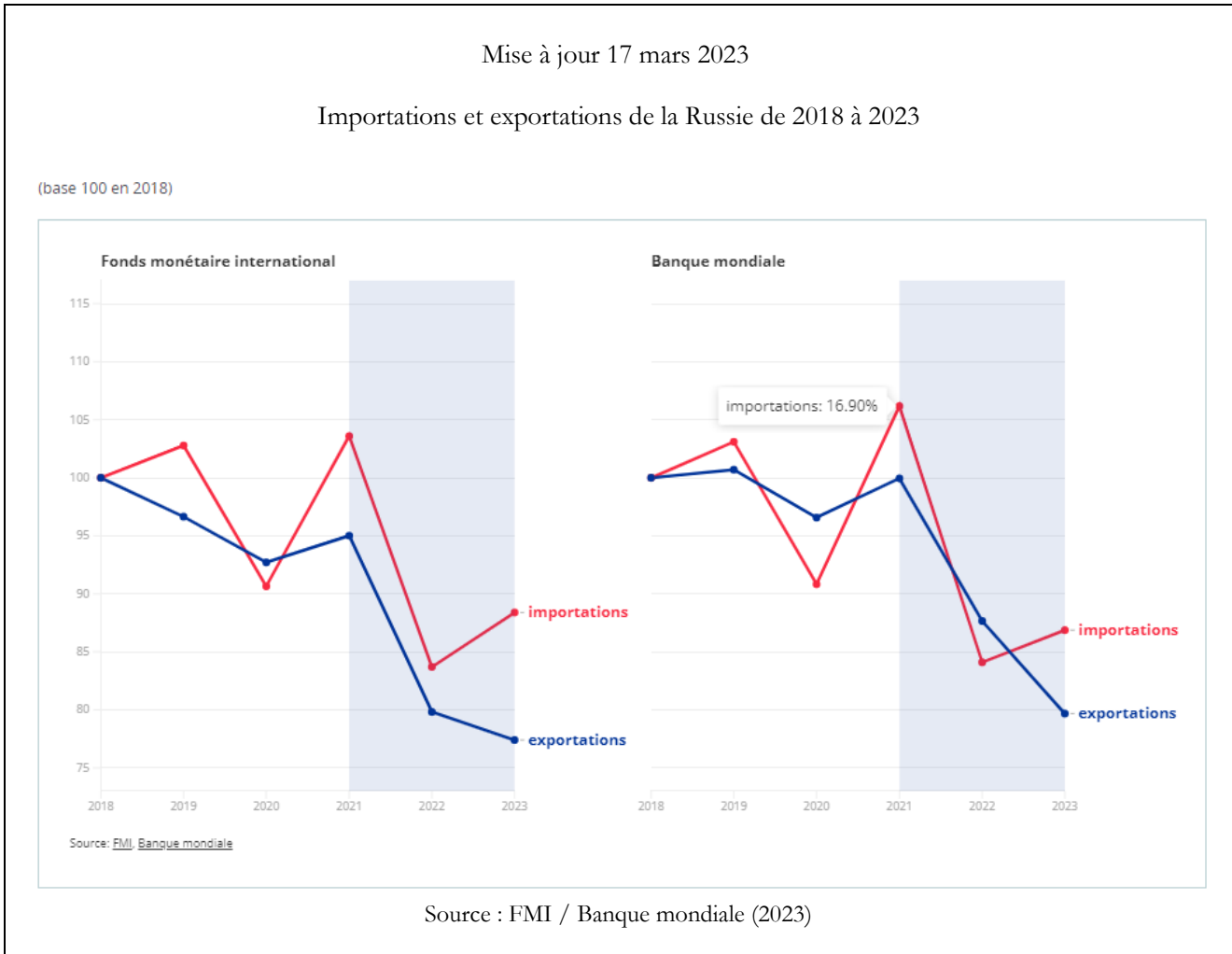
Hormis quelques fuites par les crypto-monnaie, les russes sont alors pris au piège de la contraction du PIB de la nation et du haut régime inflationniste. La balance commerciale devrait continuer de bénéficier toutefois de deux leviers en sa faveur : une hausse du cours des matières premières et une fermeture des échanges monétaires avec le reste du monde. Cela pourrait se traduire par une capacité de la devise russe à résister dans le court et moyen terme.

D'une part, cela provient en effet de la très forte augmentation à venir sur l'ensemble des cours des matières premières, et notamment énergétiques. La Russie étant l'un des principaux exportateurs mondiaux de gaz et de pétrole, il devrait en résulter un excédent financier significatif⁵³. Et il en est de

⁵³ En rouble si la facture est réglée par les importateurs en devise russe. Un des enjeux monétaires dans ce conflit se trouve là car si la Russie se trouve privée d'un paiement en rouble, il en découlera une très forte tension sur le cours de sa devise.

même sur les autres marchés des matières premières minérales et agricoles dont le pays reste sans conteste un exportateur net.

D'autre part, le retrait des positions étrangères en Russie ainsi que l'anticipation rationnelle d'une situation de crise économique majeure à venir va conduire à une sévère contraction des importations. La balance commerciale russe pourrait alors connaître -conjointement à un appauvrissement drastique du niveau de vie de la population russe- une situation commerciale excédentaire sur le court et le moyen terme. Mais non pas sur le long terme.



Cours du rouble suite à la décision d'entrée en guerre



Elvira Nabiullina

La gouverneure de la Banque Centrale Russe (BCR) Elvira Nabiullina va devoir en urgence relever drastiquement ses taux d'intérêt pour limiter l'effondrement de la devise russe. En une semaine, le principal taux directeur de la BCR va ainsi passer de 10 à 20% le 4 mars 2022, ce qui signifie dans le même temps un blocage de toute perspective de croissance et d'investissement en Russie, ainsi qu'une dangereuse augmentation du coût des remboursements des crédits. Face à la chute de la devise, le relèvement des taux directeurs était toutefois la décision à prendre dans l'urgence⁵⁴. A ce seuil, cela ne sera sans doute pas suffisant car l'économie est attaquée de tout côté : sur le plan monétaire, des changes, financier (fermeture de la bourse), industriel (arrêt des approvisionnements sur les marchés stratégiques, donc une forte croissance du chômage anticipée), arrêt des rentrées de devises (embargo), impossibilité d'opérer des transactions financières à l'international, etc. Dans un tel contexte et en seulement trois semaines de conflit, l'hypothèse d'une cessation de paiement de la Russie devient hautement probable.

E. Nabiullina -une personne réputée pour sa grande compétence en matière de politique monétaire- va relever début mars les taux d'intérêt directeurs à un très haut niveau, et dans l'urgence. C'était là la bonne décision à prendre⁵⁵. Mais cela va-t-il se révéler suffisant ? Non selon toute vraisemblance. En ce 8 mars, la BCR va d'ailleurs demander aux banques de ne plus diffuser leurs informations comptables et financière. La faillite d'une partie des banques russes est ainsi en route ou actée en seulement une poignée de jours. Quant à la petite histoire, selon Sergueï Jirnov - l'un des meilleurs spécialistes sur le personnage V. Poutine- face à la tempête économique à venir et qu'elle ne partage sans doute pas quant à ses causes originelles, Mme Nabiullina aurait demandé à quitter son poste, mais il ne fait guère bon de s'opposer à l'isolé et non contrôlable autocrate du Kremlin. Elle sera donc condamnée à rester aux commandes.

Sans une décision d'arrêt de conflit ou de mise sous perfusion de l'économie russe par le pouvoir de Pékin qui devrait savoir négocier à son avantage la situation afin de bénéficier d'un accès bradé aux matières premières russes, énergétiques mais pas uniquement, dernière hypothèse très probable, l'extension devrait affecter d'ici peu l'ensemble du système monétaire, bancaire et financier russe⁵⁶.

Puis très rapidement ce sera ensuite les secteurs primaires, industriels et des services, c'est-à-dire l'économie globale du pays. Le 8 mars c'est déjà le cas même si la désinformation véhiculée par le Kremlin triomphe dans l'énoncé de mensonges sur la situation effective des données de la comptabilité nationale du pays.

L'exclusion du réseau interbancaire Swift⁵⁷ représente l'un des maillons amont déclencheur de la crise financière. Ce non accès génère une entrave, sinon l'impossibilité, pour passer des transactions

⁵⁴ Pour une analyse des mécanismes prévalant entre la politique monétaire, la politique de change et la croissance d'une nation, le lecteur peut se reporter au chapitre 3 et 4 de l'ouvrage O. Boissin « *Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire* », Ed. Campus Ouvert, 2021 (disponible sur votre intranet).

⁵⁵ Modifier la politique des taux d'intérêt représente le principal bras armé d'une banque centrale. Une BCN peut en effet lutter contre une trop forte dépréciation de sa monnaie par rapport à une monnaie étrangère en relevant ses taux d'intérêt : la hausse des taux d'intérêt nationaux par rapport aux taux étrangers attire ainsi les capitaux étrangers, ce qui stimule de fait la demande pour la monnaie nationale. Cela permet de stabiliser le taux de change tout en économisant des réserves de change de la BCN. En Chine, cela est par ailleurs facilité par le fait d'une convertibilité que très partielle de la monnaie. En Russie, la situation actuelle est par contre beaucoup plus critique pour la BCR car l'ensemble des marchés monétaires et financiers étrangers sont dorénavant fermés pour opérer des émissions ou des transactions sur la nation. En conséquence, la banque centrale ainsi que le marché financier (bourse de Moscou) n'ont plus les moyens de faire appel à des financements externes alors même qu'ils sont en besoin de financement tant au niveau de la tenue de la monnaie que des titres financiers sur les places de marchés (actions et obligations*). Un soutien externe par des investisseurs internationaux n'est plus possible. Du côté de la BCR, elle doit donc compter sur les seules ressources internes de la nation, et éventuellement sur la Chine si Pékin accepte d'offrir son soutien à la BCR. Quant au marché financier, il reste pour l'instant fermé. Si les autorités de la régulation de la place de Moscou décidaient de son ouverture, une majorité des valeurs mobilières de placement -action comme obligation- s'effondreraient en une poignée d'heures car l'ensemble des acteurs chercheraient à vendre leurs titres.

⁵⁶ Pensons notamment aux principales banques du pays comme

⁵⁷ Swift (*Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*) est une plateforme de transactions interbancaires. Elle est domiciliée en Belgique et facilite les paiements de 7500 institutions bancaires réparties dans l'ensemble des pays de la planète. C'est le plus grand réseau de paiement présent à la fois sur les mouvements de titres comme d'espèces.

financières internationales. Les liens commerciaux de la Russie avec le reste du monde (hormis avec la Chine) sont donc là fondamentalement entravés sinon stoppés.

Mais les raisons de la profonde crise économique à venir sont plus profondes et structurelles :

-d'une part, une exclusion étendue des liens commerciaux de la Russie avec les nations sur de nombreux marchés -et notamment sur celui des hydrocarbures- coupe la nation de sa source première de rentrées financières. Les seules exportations de gaz et de pétrole représentent en effet le tiers du budget russe. Avant la crise Covid, c'est l'UE qui représentait la première destination des exportations russes -soit 40% des exportations⁵⁸-, principalement sur le poste des hydrocarbures.

Si l'invasion s'installe en Ukraine, ces sanctions et embargo vont perdurer et peu à peu les nations européennes vont déployer d'autres canaux d'approvisionnements. Certes, dans le court terme certains pays européens sont placés dans une situation critique de par une forte dépendance au gaz russe : pensons à l'Allemagne, à l'Italie, au Royaume-Uni et aux Pays Baltes en particulier. Oui, l'année 2022 et son hiver 2022-2023 en particulier devrait se révéler bien complexe.



En Europe, certaines nations sont très dépendantes du gaz russe. En particulier l'Italie avec 40% de ses approvisionnements, l'Allemagne avec 60%, les pays Baltes avec près de 90%. La sortie du gaz russe ne pourra se faire en Europe que sur un échéancier d'environ 3-5 ans. C'est l'objectif affiché par U. Von der Leyen.

Mais dans le même temps, V. Poutine précipite la recherche d'un nouveau mix énergétique qui va conduire l'Europe à se passer des ressources énergétiques de la Russie⁵⁹. Gaz et pétrole russe vont peu à peu -sinon rapidement- s'effacer des approvisionnements européens. 2023-2024 ? Où pouvoir redistribuer alors l'ampleur de ces réserves énergétiques ? Selon forte probabilité, la Chine et l'Inde seront alors sur les rangs afin de bénéficier de ressources au final bradées par la Russie.

Dans le moyen mais aussi le long terme, il ne devrait exister en effet guère d'autres solutions pour le Kremlin.

Côté européen, l'urgence de repenser la nature de son mix énergétique s'avère là une bonne nouvelle pour les acteurs positionnés sur les EnR, le nucléaire et l'hydrogène. Jamais une Europe de l'énergie se serait alors mise aussi rapidement en marche. Cela ne peut toutefois masquer une période d'ajustement 2022-2023 qui devrait se révéler complexe sinon douloureuse par un manque d'approvisionnement en gaz russe, et par un recours à des centrales thermiques charbon.

⁵⁸ Selon Eurostat, la Russie a exporté en 2021 158 milliards d'euros vers l'UE.

⁵⁹ Sur les questions énergétiques russes, se reporter notamment aux travaux de C. Locatelli (GAEL, Université Grenoble-Alpes) et plus largement sur les questions énergétiques fossiles touchant au gaz et au pétrole à B. Sadek (Locatelli, C., Sadek, B., « Les producteurs face à l'obsolescence annoncée du pétrole », Ed. Campus Ouvert, 2022.



Source : Alternative économique, sept 2014.

Dans toute analyse, il est primordial de garder à l'esprit les ordres de grandeur en jeu : en 2021, dans le mix global européen, le gaz représente environ 25 % de la consommation énergétique de l'UE, principalement à des fins de chauffage et de climatisation. Quant à la Russie, dans ce mix elle représente environ 10% des approvisionnements. Aussi, se passer dans une grande partie de cette nation dans un horizon allant de 1 à 3 ans pour l'UE n'est sans doute pas un objectif inatteignable.

L'inverse sera par contre particulièrement douloureux pour l'économie russe -qui reste une économie de rente- et qui n'aura guère d'autres débouchés vis-à-vis de cette commodité énergétique. La très grande majorité de ses exportations gazières reste en effet dépendante du réseau de pipeline établi avec l'Europe, et ne peut être transporté différemment car l'essentiel du gaz russe n'est pas produit sous une forme liquéfiée⁶⁰. Une réorientation vers l'Inde ou la Chine ne pourra aussi s'effectuer que dans un horizon de moyen et long terme avec des réseaux de type « Force de Sibérie » face à l'ampleur des distances et des investissements en infrastructures de gazoducs à installer.

De nos jours, il est estimé qu'environ seulement 10 à 20% du gaz russe est transportable sous une forme liquéfiée.

L'essentiel de la production du gaz de la nation doit ainsi recourir à une contrainte de réseaux en pipelines. Comme nous pouvons le voir sur cette carte, ce réseau a essentiellement été développé sur une longue période et à destination des pays européens.

-D'autre part, dans le lot des sanctions, l'arrêt des exportations de composants essentiels pour le bon fonctionnement de l'économie russe a été décidé notamment par l'Europe, les Etats-Unis, Taiwan et le Japon. Cela concerne différentes familles de produits : télécommunication, énergie (turbines, technique d'extraction d'hydrocarbures en off-shore et en arctique, ...), maintenance aéronautique et automobile, robotique, accès aux médicaments, accès aux techniques et logiciels de l'agriculture en 4.0, etc.

Ces sanctions européennes sont depuis une semaine prises très au sérieux par le Kremlin car le fonctionnement des secteurs primaires (minier & agriculture) et secondaires (industrie) de la Russie passe depuis 30 ans principalement par des liens développés avec l'Europe. Les pays partenaires clés sont notamment l'Allemagne, mais aussi les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Suède, la France, la Norvège, la Finlande et les Pays-Bas.

⁶⁰ Il est estimé qu'environ seulement 10% du gaz russe est transportable sous une forme liquéfiée. L'essentiel de la production du gaz russe doit ainsi recourir à un réseau de pipelines. Ce réseau de gazoduc a essentiellement été développé sur une longue période à destination des pays européens.

V. Poutine a visiblement sous-estimé l'ampleur des dysfonctionnements qui devraient impacter le secteur énergétique et plus largement l'ensemble du secteur industriel. L'expertise technique est en retrait, les sites de production plus ou moins condamnés à l'arrêt, alors même que de nombreux marchés industriels avait été délocalisés en Russie par les groupes occidentaux (Caterpillar, Renault-Nissan, Siemens, Danone, LVMH, ...). Les investissements directs étrangers (IDE) en Russie sont en effet majeurs depuis les années 2000 et principalement du fait des pays occidentaux, Europe en tête. La Chine et l'Inde quant à eux ne représentent guère moins qu'1% des flux d'IDE en Russie. Cette dernière a ainsi clairement son centre de gravité ancré avec les puissances européennes, c'est-à-dire avec des nations ayant signé les trains de sanction à l'égard de la Russie de Poutine. Les conglomérats et les équipementiers russes sont ainsi face à une chute drastique de leurs activités, et il en est de même au niveau des partenariats industriels et scientifiques.

Le géant Shell se retire ainsi du pays en rompant son partenariat avec Gazprom. C'est aussi l'arrêt du projet Nord Stream 2, le gazoduc géant reliant la Russie à l'Allemagne. Wintershall Dea, société là aussi pétrolière et gazière allemande, de longue date engagée dans des coopérations avec la Russie, est contrainte de repenser sa stratégie. De même, le major pétrolier norvégien Equinor stoppe ses investissements en Russie. Après plus de soixante années de présence en Russie à travers sa filiale UNIPER (environ 7.000 emplois sur le territoire russe), le géant énergétique finlandais Fortum, l'un des tout premiers investisseurs étrangers en Russie, est lui aussi dans une stratégie de retrait de ses positions en Russie.

Dans les transports, le constructeur allemand Daimler Truck se retire de sa coopération avec le constructeur russe Kamaz, Siemens Transport doit repenser l'ambitieux projet de TGV Moscou-St Pétersbourg avec son partenaire russe Sinara, Volvo et Renault stoppe également leur production dans leurs sites russes et doivent repenser en profondeur leur stratégie vis-à-vis de la Russie, Stellantis-PSA arrête sa production d'utilitaires sur son site de Kaluga (sud de Moscou) face à la pénurie de pièces, etc.



Le premier constructeur automobile en Russie est la société Avtovaz-Renault. Le groupe français détient le contrôle majoritaire du groupe suite à son rachat en 2017 (deux tiers du capital sous contrôle Renault et un tiers sous Rostec). Renault-Nissan emploie en Russie 40.000 salariés, dont l'essentiel sont sur les deux sites de Togliatti et de Ijevsk. Il s'agit d'un volume de production d'environ 400.000 véhicules/an. Face à l'invasion russe, la direction du groupe a décidé de fermer la porte de ses deux sites, en attendant de voir l'évolution du conflit et de s'ajuster en fonction de l'impact des sanctions sur l'économie. La filière industrielle est bloquée au regard d'importants sous-systèmes qui doivent être importés en Russie afin de pouvoir réaliser ces véhicules.

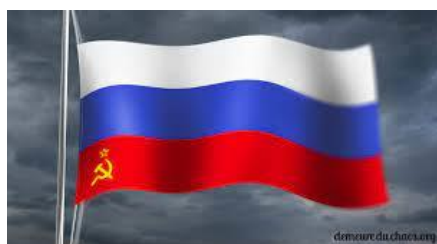
20% de la valeur ajoutée est issue d'importations dorénavant bloquées pour réaliser une Lada, et 40% pour une Logan. Les sites Avtovaz-Renault sont dorénavant incapables de conduire l'industrialisation. Un plan de cession des deux sites russes pour le rouble symbolique est sur la table au siège du groupe Renault-Nissan, avec une option de rachat possible à plus long terme. Cela devrait conduire à une arrivée forte d'investisseurs chinois afin de reprendre le groupe.

De Renault à Jianghuai Automobile Co. (JAC)



Une fois le retrait du groupe Renault acté par la revente à la municipalité de Moscou pour le rouble symbolique, l'investisseur chinois JAC va pénétrer le marché en 2022 en réalisant dans l'usine de Togliatti (l'ancienne usine historique de Lada) le modèle nommé Moskwitsch qui, contrairement à son nom n'a rien de russe mais témoigne seulement d'un assemblage en CKD du modèle de véhicule chinois de la JAC (modèle S4).

Le nouveau drapeau russe ?



Application industrielle : dans le prolongement de l'analyse d'Avtovaz, vis-à-vis de la Russie, le risque stratégique est majeur pour la firme au Losange. Si un désengagement du groupe sur la Russie était acté, le seul repreneur possible des sites serait vraisemblablement un constructeur chinois. L'investissement de Renault -environ 2 milliards d'euros- serait ainsi caduc et au seul profit de la Chine, le tout avec une perte de marché significative car le marché russe représente le second marché du groupe français en nombre de véhicules écoulés. Si le groupe Avtovaz venait à passer sous le contrôle d'un capital sino-russe, Xi et Poutine seraient alors dans une danse de couple. Et ce serait la confirmation d'une alliance des deux régimes.

Dans l'urgence de multiples plans de retraits sont également en œuvre chez Safran, Alstom, Décathlon, Auchan, Total, Engie, Schneider, ... au niveau de leurs implantations russes. Mais c'est de l'Allemagne où les décisions prises sont les plus impactantes, car ce pays représente le premier investisseur européen sur le territoire depuis les années 1990-2000. La plupart des secteurs clés sont concernés : énergie, transport routier, transport ferroviaire, aéronautique, télécommunication, robotique et bien d'équipement, métallurgie, ...

Inversement, les plans d'investissements russes à l'étranger sont également stoppés, comme ceux par exemple du groupe nucléaire Rosatom qui devait construire des centrales à l'international. L'entrée en crise de l'économie russe est engagée et ne pourra se résoudre rapidement de par la perte profonde de confiance de cette nation dorénavant isolée. Une chute massive des importations comme des exportations devraient en résulter à partir de 2022-2023. C'est-à-dire les poumons de l'économie de rentes russe. De même que la fuite des talents russes. C'est-à-dire de l'avenir de la Russie. Comme l'énonce le proverbe russe, « *Les malheurs vont par troupes* ».

6- La Chine au secours du petit frère russe ?



Economiquement et politiquement, peut-on parler d'une danse de couple ou d'une mise sous perfusion chinoise de l'économie russe ?

Au regard des décisions retenues par V. Poutine, l'avenir devrait s'orienter sur cette seconde hypothèse. Et avec une intervention de la Chine pour tenter de solutionner sur le plan diplomatique le conflit.

Un rapprochement important sino-russe a eu lieu depuis 10 ans, notamment dans les domaines militaires, économiques et financiers. Le resserrement de l'alliance transatlantique va exacerber de son côté les tensions entre les grandes puissances de l'Est et de l'Ouest. Un bloc sino-russe sous les deux régimes Xi-Poutine va se confirmer ainsi sous l'ensemble des volets militaires, industriels, miniers, etc.

En 2022, face au désastre économique en route sur les plans tant économiques que politiques et monétaires de la Russie, la Chine peut-elle représenter la solution économique dont aura besoin V. Poutine ? Oui, en partie de par sa puissance économique et par la proximité politique entre les deux régimes. Les intérêts communs sont par ailleurs nombreux : livraison de matière première de la Russie à la Chine, notamment via le projet du gazoduc géant reliant les deux nations et qui a été signé le mardi 2 mars .



Wang Yi, chef de la diplomatie chinoise multiplie les relations avec l'autocrate Poutine. Depuis le début du conflit, il n'y a pas de condamnation de la Russie par la Chine, mais plutôt l'inverse. Un soutien économique n'est pas à exclure de la part de la Chine, ce qui signifierait, au-delà d'une neutralité diplomate affichée à l'ONU, que le régime Xi a pris le parti de soutenir V. Poutine.

Le projet du Gazoduc « Force de Sibérie »



Chine et Russie viennent de signer en ce début de conflit ukrainien un contrat pour la réalisation d'un gazoduc permettant de transporter 50 milliards de mètres cube par an vers la Chine, soit environ l'équivalent du projet Nord Stream. Ce projet d'environ 70 milliards USD permettra à l'empire du milieu de sécuriser ses approvisionnements énergétiques dans un contexte où la nation se heurte à des problèmes d'énergie pour faire fonctionner ses infrastructures.

Les deux acteurs majeurs mobilisés sur cette infrastructure de plus de 3000 km sont Gazprom (le géant russe contrôlant la quasi-totalité de la production de gaz naturel du pays) et la China National Petroleum Corporation. Pour un pouvoir du Kremlin isolé sur la scène internationale, c'est là le soutien d'un allié de poids, et le signe d'une Chine en accord avec la Russie. Cette politique a été engagée dès 2014 par Xi J. et V. Poutine. Sur les questions économiques, entre les deux régimes, la danse est de couple même si de tels projets vont nécessiter du temps et vont conduire à une dépendance majeure du Kremlin à Pékin.

Mais ce jeu de soutien explicite est dangereux pour le pouvoir de Pékin qui a d'autres projets dans les cartons avec la Turquie, la Finlande, la Suède, etc. Déjà malmené par sa gestion de la crise Covid, Xi Jinping par son soutien au Kremlin rentre dans des impasses tant à l'international que dans sa propre nation.

Impasses à l'international, notamment dans le cadre de ses ambitions des routes de la soie, des nouvelles voies de l'Arctique, du nucléaire civil avec l'Europe et le Royaume-Uni, etc. ; sans oublier ses contrats passés avec l'Ukraine afin de sécuriser ses approvisionnements alimentaires.

Par ailleurs, elle risque de perdre en grande partie sa crédibilité politique et économique vis-à-vis d'une communauté internationale majoritairement engagée contre la guerre. Le soft power du régime Xi est sévèrement impacté. Et la question n'est pas légère : c'est la réorientation de la stratégie des investissements en Chine qui est également en jeu.

Dans le cadre de ce conflit, la cartographie mondiale est riche d'enseignement, avec seulement cinq pays qui soutiennent directement la Russie, 140 pays le condamnant, et une trentaine s'abstenant pour des raisons principalement de dépendance alimentaire ou de relations militaires avec la Russie.

La position de neutralité affichée par l'Inde se comprend dans ce cadre : un accès aux armes vis-à-vis d'un régime Xi menaçant. De même, une ouverture aux hydrocarbures russes ne sera pas de trop au regard des perspectives de développement de la nation indienne.

Quant à la Chine, sans guère de surprise, le régime Xi va afficher lui aussi une neutralité. Ainsi, les deux plus importantes nations sur le plan démographique -et de très loin- adoptent une position similaire. Près de trois milliards d'individus sont ainsi plongés dans cette posture vis-à-vis de V. Poutine. c'est-à-dire un quart de la population mondiale. Ainsi, l'important déséquilibre en termes de nombre de nations opposées à l'invasion ukrainienne (140) se trouve à nuancer si l'on rapporte cela en termes d'habitants. Un flou demeure ainsi mais pour des raisons multiples et différentes selon les dirigeants.

Le régime Xi se dit neutre mais partage en réalité une idéologie commune avec le régime néo-fasciste de V. Poutine. La présidence Modi quant à elle cherche à se protéger grâce à une relation militaire

privilegiée avec V. Poutine vis-à-vis d'une Chine menaçante sur l'Inde et sa région.

Quant aux quelques pays en soutiens du régime Poutine, c'est-à-dire la Birmanie, la Biélorussie, la Syrie, l'Iran et la Corée du Nord, ces pays n'ont guère, sinon aucun, poids économique à l'échelle internationale. Ils ne représentent qu'environ 0,3% du PIB mondial. Or, si la Russie pèse, quant à elle, environ 1,3% du PIB mondial, l'Amérique du nord et l'Europe réunies représentent à elles deux près de la moitié du PIB mondial. Sans parler de l'économies du Japon -la 4^o plus importante économie mondiale-, l'Australie, l'Inde, l'Amérique latine, ... autres régions économiquement majeures sur l'échiquier mondial.



En cela il est possible que Xi Jinping tente de rester économiquement réservé sur un soutien à apporter à la Russie. Cette position devrait s'imposer de raison. La neutralité témoigne de l'embarras actuel de Pékin vis-à-vis de son partenaire historique. Les deux semaines qui arrivent vont être décisives pour savoir la réelle position de Xi J. Cela étant dit, la récente signature en grande pompe du gazoduc « Force de Sibérie » parle d'elle-même...

Depuis 2014, la coopération avec la Russie a été renforcée, elle est entière et s'inscrit toujours en opposition avec l'Occident, et en particulier avec les Etats-Unis. Elle porte sur le développement de multiples partenariats technologiques, notamment militaire et spatial, domaines dans lesquels la Russie dispose encore de significatives avancées comparativement à la Chine.



En particulier depuis 2014, de multiples partenariats technologiques sino-russes sont passés, mais qui sont le plus souvent en situation d'asymétries de position entre les deux nations.

Du grand-frère soviétique (1950) au vassal russe (2022) ?

Sur le plan économique, les temps ont changé.

La Russie d'Eltsine et de Poutine témoigne d'un profond échec économique en comparaison du développement qu'a connu la Chine sur la même période 1991-2022.

Xi-Poutine : une donnée politique reste toutefois constante : une union idéologique affichée par les deux autocrates, bien qu'elle ne soit en réalité que de façade tant les rivalités sont importantes sur de nombreux dossiers et par le poids de l'histoire.



De 1949 à 1959, l'URSS était la nation centrale pour aider le « petit frère chinois » à se développer. L'expertise technique

notamment provenait essentiellement de l'Union Soviétique. On parlait d'un développement chinois soviétique. Sur le plan interpersonnel, notons que le président Mao était toutefois faiblement considéré par J. Staline, outre le fait que la Chine était importante en tant que pays satellite soviétique afin d'étendre l'idéologie marxiste-léniniste de l'Union soviétique.

A partir de 2000, il en sera très différent. C'est la Chine qui est dorénavant la puissance économique très majoritairement dominante par rapport à la modeste économie russe. En 2022, économiquement l'empire du milieu s'affiche ainsi quinze fois plus importante que la Russie. Et y compris en matière d'expertise technologique. C'est elle qui domine dorénavant l'essentiel des secteurs clés et des marchés ; les atouts sont dans les mains du pouvoir de Pékin et non plus du Kremlin. En matière de régimes autocratiques, le temps de la Russie est passé et la fin de règne de Poutine ne va qu'accroître ce déficit, la donne a été inversée et cette dynamique ne devrait que s'intensifier suite au conflit russo-ukrainien lancé. Un pouvoir russe « paria » aux yeux notamment de l'Occident n'aura vraisemblablement d'autres solutions que de se placer sous la dépendance du pouvoir de Pékin.



Président ukrainien V. Zelensky

Bombardement russe de l'hôpital des enfants et de la maternité de Marioupol
9 mars 2022

Contrairement à la Russie pour qui la Chine est le premier partenaire commercial, la réciproque n'est ainsi pas vraie : la Russie ne représente qu'environ 80 milliards des importations chinoises bon an – mal an, soit environ 3% du montant total des importations chinoises (données statistiques Banque ANZ). Quant aux exportations chinoises vers la Russie, sur longue période, cela ne représente là aussi qu'environ 2%. La Russie n'est donc qu'une modeste nation économique pour l'empire du milieu. La Russie ne représente que le 18^e partenaire économique de la Chine. En d'autres termes, l'essentiel des conteneurs chinois partent non pas vers la Russie, mais vers les deux géants économiques : Amérique du nord et Europe. Il faut alors ménager les débouchés à l'usine chinoise...

C'est en grande partie pour cela que le régime Xi n'affiche qu'à demi-mot à Moscou depuis l'ouverture du conflit, mais cela ne le dispense de le faire plus ou moins par la bande. Plus ou moins, car sur le projet du gazoduc « Force de Sibérie » le pouvoir de Pékin affiche sans détour son soutien à V. Poutine.

Et par la bande sur d'autres actions économiques non jugées pertinentes d'être communiquées.

L'évolution des données macro-économiques russes seront les meilleurs témoins sur la question. L'intensité de la crise devrait en effet conduire à une chute dans le court-moyen terme de l'économie russe. Si tel n'est pas le cas, pour des intérêts bien compris c'est que la Chine aura engagé des actions afin de soutenir son allié historique. Le régime de Xi J. a toujours été proche de V. Poutine, y compris sur de nombreux dossiers politiques à partir de 2014 suite à l'annexion de la Crimée.

Face à cette guerre ukrainienne qui bouleverse les rapports Est-Ouest et qui s'accompagne d'une ampleur médiatique à fort coût réputationnel pour les alliés de V. Poutine, Xi J. se trouve face à une situation géopolitiquement complexe, et le tout à l'orée de la tenue du XX^e congrès du Parti afin d'acter son troisième mandat (automne 2022).

L'objectif recherché du pouvoir sera alors d'éviter l'opprobre de l'opinion internationale -notamment européen et américain- afin de continuer à écouler les conteneurs de la Chine vers l'Ouest, tout en soutenant son allié politique russe afin d'accroître le développement de la puissance chinoise et de

garder le soutien russe sur les dossiers géopolitiques à venir. Pensons à Taiwan notamment.

Chine : l'importance de garder une suprématie commerciale avec le reste du monde, et notamment avec les deux géants Etats-Unis et Europe.



Ningbo-Shanghai, le plus grand port maritime mondial. De nos jours, environ 2000 bâtiments porte-conteneurs sont accueillis mensuellement. Le port dispose de 125 postes d'amarrage et d'une capacité de manutention d'environ 800 millions de tonnes. La majorité des conteneurs partent en direction de l'Amérique du nord et de l'Europe. D'où une importance centrale pour le pouvoir de Pékin de garder un semblant de cordiales relations avec l'Occident.

Mise à jour avril 2022

Design de rupture ?

Source : Boissin, O., « *Chine : le basculement du monde* », Série Off, 2022.



Container dans le port de Ningbo (1^{er} port maritime mondial).

En 2020 puis en 2022, des ruptures majeures d'approvisionnement vont mondialement être constatées suite aux deux crises Covid enregistrées en Chine. Sur le plan du fret, les containers vont notamment rester bloqués durant de longues périodes au sein de leurs ports maritimes désorganisant en profondeur les Supply Chain mondiales. Bien tardivement il est vrai, ce sera la prise de conscience mondiale de la dépendance du monde à l'Usine Chine.

Le terme de rupture -parfois également nommé disruptif-, devrait moins être employé dans le domaine de la conception des produits que dans celui des organisations industrielles. En effet, depuis 2020, une urgence se fait jour afin de réorienter les entreprises, et plus largement l'ensemble de leur organisation industrielle dans le sens de structures agiles et résilientes. Les impacts relatifs aux ruptures d'approvisionnement sont en effet majeurs depuis les doubles crises de la Covid 2020, puis de la guerre lancée en Ukraine doublé du second confinement chinois de 2022.

Face aux sévères crises tant énergétiques qu'industrielles ou encore alimentaires qui en découlent, le monde est ainsi rentré dans une nouvelle problématique de la mondialisation. Les entreprises et les pays sont ainsi amenés à trouver des réponses -tant de court terme que de long terme- aux nouveaux défis posés. Notamment l'Europe, mais aussi les Amériques devraient ainsi connaître une réorganisation en profondeur de leurs économies en faveur d'une relocalisation d'activités estimées critiques en vue notamment d'une sécurisation de leurs

approvisionnement sur les biens et commodities fondamentales. Le terme de rupture dans les *Design d'organisation* est alors sans doute le mot pertinent.

Dans ce contexte, et visiblement mal anticipé, le pouvoir de Pékin va devoir tenter de jouer cette carte : celle du médiateur, un exercice d'équilibriste tant les rapports de forces et les dossiers sont nombreux, complexes, sinon critiques.



Par exemple, concernant l'Ukraine, depuis environ 5 ans le pouvoir de Pékin cherche à sécuriser ses approvisionnements alimentaires par des contrats passés avec le pouvoir du président Volodymyr Zelensky. Les superficies agricoles de la Chine sont faibles (environ 7% de terre arable pour une population représentant 17% de la population mondiale) ; elle a donc besoin du « grenier à blé européen » pour le soja, le colza, l'orge, le maïs et le blé. Cette question de la sécurité alimentaire - inscrite dans un horizon d'une année minimum- est de longue date une priorité pour Pékin. Sage décision au regard de l'ampleur de sa population et de l'imprévisibilité des récoltes futures au sein d'une nation de plus en plus malmenée sur le plan climatique (depuis 2015 en particulier et qui ne devrait guère s'arranger dans le moyen et long terme). Or, du fait du conflit actuel, ces projets de partenariats agricoles avec l'Ukraine vont être à l'arrêt.

7- Matière première alimentaire et arme alimentaire : la plus grande menace ?

De fortes tensions en particulier sur les prix agricoles devraient se faire jour sur les marchés, et pas seulement en Chine, mais mondialement. Le retour vers une inflation mondiale est engagé du fait d'une Russie et Ukraine représentant deux nations centrales sur les matières premières énergétiques, minérales et alimentaires.

Activation de l'arme alimentaire ?



Sur le blé notamment, l'Ukraine est une région majeure pour la Chine afin de sécuriser ses approvisionnements alimentaires.

Dans le court terme, mondialement l'inflation devrait s'intensifier. Les forts taux de croissances mondiaux suite à la sortie de la crise Covid additionné de la guerre en Ukraine vont en effet tirer à la hausse l'ensemble des prix dans le monde (matière première alimentaire, minérale, agricole).

Sur son plan humain le problème économique mondial le plus critique à venir est probablement moins

celui de l'énergie que celui traitant de la question agricole⁶¹. La raison en est simple : si l'on peut concevoir pouvoir se passer d'énergie (un pull-over peut par exemple se substituer à une absence de chauffage), il est plus difficile de pouvoir trouver du pain, le tout dans le contexte de modification climatique que l'on connaît.

2022-2023 : vers des émeutes de la faim ?



Emeute de la faim – Niger. Cela aurait pu être en Ethiopie en 2008, ou au Soudan en 2019.

La spécialisation de nombre de pays émergents vers des cultures d'exportation et leurs dépendances à l'évolution des cours sur le marché des matières premières agricoles rend complexe l'équation d'autosuffisance alimentaire. Cela est particulièrement vrai pour de nombreuses nations africaines le plus souvent en transition démographique. La crise ukrainienne 2022 ravive le problème de manière critique pour de nombreuses nations notamment africaines et du Proche et Moyen-Orient.

L'arme alimentaire est d'ailleurs sans surprise avancée par V. Poutine, et les données lui donnent raison quant à l'ampleur critique de la menace activée : l'Ukraine et la Russie totalisent environ un tiers des matières premières alimentaires mondiales (ce qui est également vrai sur d'autres matières premières énergétique et minérale, avec le gaz et le pétrole notamment comme nous l'avons vu, mais aussi l'or, le titane, etc.).

Le blé est notamment l'élément central dans l'équation alimentaire à résoudre. La démographie mondiale est en forte croissance, et bon nombre de pays sont dans une dépendance forte à la Russie et à l'Ukraine. C'est le cas notamment de l'ensemble des pays de l'Afrique du nord et de l'Afrique subsaharienne, mais aussi de nombreux pays du Moyen et Proche Orient et de l'Asie. Les sécheresses se font de plus en plus ressentir et l'année 2022-2023 risque d'être particulièrement difficile pour ces pays. L'Egypte, le Soudan, le Liban, les pays du Maghreb, l'Iran, l'Indonésie, ... ces nations sont à forte densité de population et seront sous dépendance des bons vouloir du régime de V. Poutine pour obtenir les vitaux approvisionnements.

La position de neutralité retenue par beaucoup de nations lors du vote de l'ONU se comprend en grande partie là (Maroc, Sénégal, les nations d'Asie centrale, ...), puis par les fortes relations militaires entretenues avec la Russie (Inde, Soudan, Algérie, Vietnam, République centrafricaine).

Associé à une probable forte hausse des prix sur ces commodities alimentaires (à l'inverse se trouve là une aubaine pour les grands pays producteurs comme le Brésil, l'Australie, les Etats-Unis, ...), le désordre économique mondial le plus grave à venir se trouve ici : l'accès aux matières premières alimentaires, avec son jeu d'effet domino. Et cela au niveau mondial, avec une montée des violences prévisible, des émeutes de la faim en hémisphère sud, etc.

Cette rupture d'approvisionnement est d'autant plus probable que les terres ukrainiennes se retrouvent

⁶¹ Même si la dépendance des nations européennes au gaz et pétrole russe est importante (environ 40% sur le gaz naturel par exemple), une source énergétique peut trouver d'autres substituts. Pensons au charbon par exemple -certes, guère une bonne nouvelle en termes d'émissions CO₂-, mais le fait est là. L'équation du problème à résoudre va par ailleurs bénéficier de vases communicant entre le pays. Il en est différemment pour l'alimentaire : si une météorologie est contraire aux récoltes, un manque de production va en résulter.

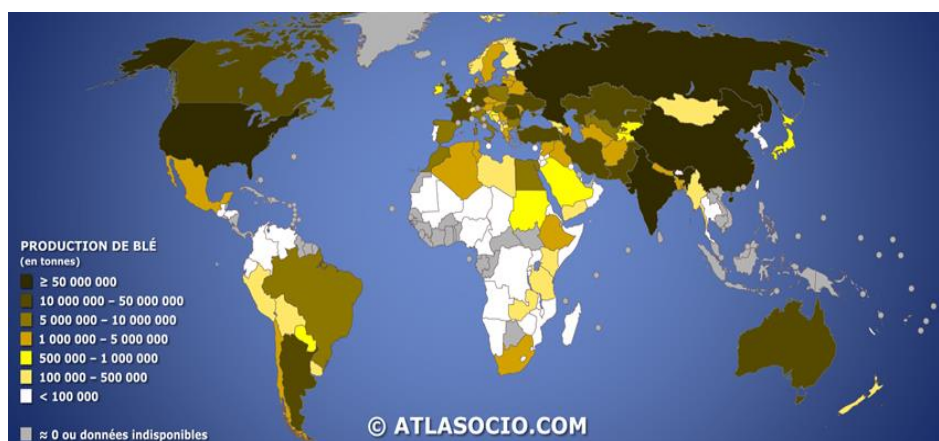
dans l'immédiat condamnées, avec des récoltes qui ne pourront être menées. Un pays en chaos et des terres noires envahies de mines antipersonnel, des chaînes logistiques rompues, des infrastructures agricoles détruites, ... mondialement un manque de production agricole notable est donc à prévoir. Le signal prix est dès à présent là pour nous le rappeler : une flambée des prix et une croissance de la pauvreté. Comme le mentionne un vieux proverbe russe, « *le pain est toujours cher quand l'argent manque* ». Quant au marché, il se révèle souvent être une bonne vigie des tendances à venir...

Du blé aux semences

Ne pas omettre par ailleurs que la Russie et la Biélorussie sont des nations clés dans les semences et les engrais. L'accès au potassium -l'un des trois éléments centraux intervenant dans la production des engrais-, est l'une des ressources qui devrait être soumise à une forte criticité si V. Poutine actionne l'arme alimentaire. Il est estimé en effet que la Russie et l'Ukraine réalisaient 30% des exportations de blé, mais aussi d'engrais dans le monde⁶². Le Kremlin détient donc une destructrice arme mondiale dans sa poche : ouvrir ou non les robinets de la production et de la distribution des matières premières agricoles et des semences pour une large partie de la population mondiale.

Sur son plan économique, la plus grande menace de cette guerre devrait être alimentaire.

Production de blé (2018)



Source : Food and Agriculture Organization / Atlasocio.com

La Russie et l'Ukraine représentent environ le tiers de la production mondiale de blé. Face au prévisible effondrement de la production ukrainienne, si V. Poutine actionne l'arme alimentaire russe, la crise internationale qui devrait en découler serait majeure notamment pour les nations à forte densité démographique et soumis au réchauffement climatique (Égypte, Indonésie, Iran, pays du Maghreb, ...). Une autre inconnue demeure par ailleurs : quelles seront les données météorologiques à venir ? La production des matières premières alimentaires ne peut en effet se confondre avec une production industrielle. Nous ne sommes pas ici dans une usine où il suffit de lancer un process, mais dans des espaces naturels dépendants des cycles de la météorologie. Mondialement, 50% de la production de l'huile de tournesol provient par exemple de l'Ukraine, quelles sont les solutions alternatives ?

Du secteur primaire au secteur secondaire

Quant à l'industrie, il ne nous faut pas oublier que l'Ukraine est une grande nation. L'excellence scientifique et technique se trouve de longue date dans ce pays sur beaucoup de segments industriels, notamment liés à l'acier.

⁶² Sur ces questions, le lecteur peut se reporter aux travaux de Ph. Chalmin, spécialiste sur l'analyse des marchés mondiaux des matières premières (cf. Bibliographie).

L'Europe, et plus largement l'Occident, sont par ailleurs dépendants non seulement des compétences ukrainiennes, mais aussi russes. Pensons au programmes aérospatial Soyouz en lien avec Arianespace, au satellites Galileo, aux approvisionnements en minerais pour des groupes comme Airbus, Safran, Boeing, Rolls-Royce, General Electric, Siemens, ...

En particulier sur le titane, de multiples applications sont présentes sur les moteurs, les fuselages et aérostructures, les trains d'atterrissage, ... La guerre engagée va ainsi générer des problèmes d'approvisionnements pour les groupes étrangers par un double tarissement des canaux ukrainiens et russes. Dans le spatial, l'Ukraine est par exemple le fournisseur d'importants éléments de propulsion.

Il en est de même avec le palladium, un des métaux essentiels utilisés dans les téléphones ou encore dans les lignes d'échappement. En la matière, c'est la Russie qui est traditionnellement le 1^{er} exportateur mondial de ce métal. De même sur le nickel qui détient de multiples applications industrielles et dont la Russie est l'un des premiers producteurs mondiaux.



Le groupe minier russe Avisma contrôle près de 30% du marché mondial du titane. C'est là un minéral central dans les secteurs notamment de l'aéronautique et de l'aérospatial. Des problèmes d'approvisionnements devaient en découler dans le court terme pour de nombreux groupes mondiaux. De même, les entreprises russes seront de leur côté de plus en plus affectées -sinon cloués au sol- du fait d'un embargo de l'Occident sur les composants de ces secteurs. L'économie russe sur la période 2000-2022 avait en effet développé de multiples partenariats technologiques avec en particulier les pays européens (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, ...).

8-Ukraine : sur le plan économique, quelles sont les grandeurs en jeu ?



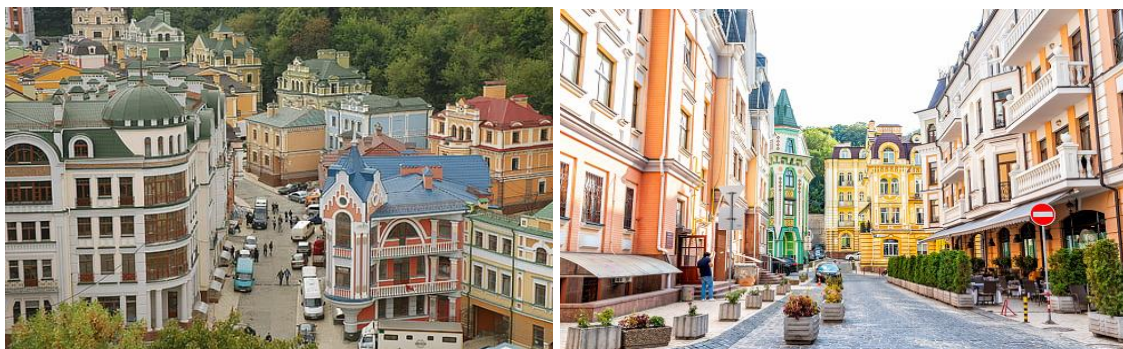
Dans le secteur primaire (agriculture et minier). Comme nous l'avons vu, la nation bénéficie d'importantes ressources dans l'agriculture (blé, maïs, pomme de terre, tournesol, colza, betteraves, noix, fruits et légumes, ...). On la désigne de longue date le grenier à blé de l'Europe. Elle dispose en effet des plus grandes superficies agricoles de l'Europe, et avec des terres noires particulièrement fertiles.

De même, de significatives ressources énergétiques sont présentes bien que la nation importe la grande majorité de son pétrole et gaz de la Russie voisine. Ses atouts sont surtout dans les gisements miniers avec le fer, titane, manganèse, graphite, potasse et uranium (la nation est aussi une puissance nucléaire, faut-il le rappeler... et avec une partie importante de son électricité issue de l'énergie nucléaire : plus de 50% du mix élec, le reste provenant du gaz, du charbon et des EnR).

Sur le plan industriel, c'est sur l'acier que la nation se distingue particulièrement. Elle est l'un des premiers pays mondiaux en termes de volume de production de l'acier. Le groupe Arcelor-Mittel ne s'y trompe pas, il était très engagé jusqu'en 2022 dans le domaine de la métallurgie. Plus généralement au niveau de l'industrie, la nation dispose d'importantes bases industrielles héritées de l'ère soviétique (machinisme agricole, bien d'équipement intermédiaire, chimie, etc.), ainsi que d'une main d'œuvre souvent très bien formée. De nombreux investisseurs étrangers s'étaient implantés sur le territoire, et c'est tout un pan de l'économie là aussi qui s'effondre face à leur retrait opéré dans l'urgence. La France était particulièrement présente avec quelques 160 entreprises générant 30.000 salariés localement. C'était le premier employeur étranger pour l'Ukraine.

Enfin, **les services** se développaient à un rythme soutenu, avec notamment des infrastructures de communication et de transport en rapide modernisation. Le tourisme et le commerce bénéficiaient de relations soutenues avec les pays, notamment européens et la Russie.

Sur les fondamentaux macroéconomiques, ils étaient de bonne qualité bien qu'un régime inflationniste important soit constaté sur longue période, ainsi qu'un niveau élevé de corruption dans la vie des affaires. Le taux de chômage était quasiment inexistant, la croissance soutenue sur un régime d'environ 3% par an, la dette publique était relativement contrôlée (75% du PIB contre 130 % du PIB par exemple en France) et la balance commerciale était équilibrée. Enfin, elle disposait d'un accès à la mer par la mer noire, avec le port d'Odessa notamment.



Kiev. Le rêve de Poutine ne serait-il de la couvrir de bombes ?

L'Ukraine est au final un pays bénéficiant d'une grande histoire et d'une profonde culture, d'une gouvernance démocratique et disposant de multiples perspectives de développement en interne et avec des partenaires tant du côté de l'Est que de l'Ouest.

Tout cela jusqu'à ce que V. Poutine arrive...

A l'Est, les développements étaient soutenues avec la Russie -son partenaire historique-, mais aussi avec la Chine qui a considéré en 2017 stratégique cette nation dans le cadre de son programme OBOR (nouvelles routes de la soie). La présence commerciale chinoise était ainsi vigoureuse dans la nation avant le déclenchement du conflit, et les projets à venir étaient multiples notamment dans les infrastructures et l'agriculture. En la matière, la danse n'est pas de couple entre les deux régimes Xi-Poutine.



Côté européen, la région continuait de représenter de très loin le premier partenaire commercial du pays, et cela tant du côté des importations que des exportations. L'Allemagne, la Pologne, la Roumanie et l'Italie sont notamment des pays entretenant de forts liens historiques avec le pouvoir de Kiev.

Au final, malgré un PIB qui reste bien modeste (130 milliards USD), ce pays dispose de puissants atouts pour poursuivre son développement, le tout dans la voie de la démocratie et en forte complémentarité avec notamment les nations européennes et la Russie. Depuis l'ouverture du conflit, un des éléments visiblement profondément sous-estimés par le régime Poutine est la revendication de la population à un Etat de droit et au respect des libertés.

Si V. Poutine gagne le conflit, hypothèse à ne pas écarter au regard de la disproportion des moyens militaires russes engagés comparativement à l'armée ukrainienne (guerre asymétrique), il est très probable que le régime s'enlisera ensuite dans le pays au regard des revendications des libertés. On peut certes gagner un conflit armé rapidement -ce qui ne semble d'ailleurs pas encore le cas avec l'Ukraine au regard d'une armée russe visiblement bien mal préparée à ce conflit-, mais la conversion d'un peuple de 45 millions d'habitants à un nouveau régime totalitaire ne sera pour le moins guère aisé à acter. On peut faire flotter un drapeau sur une capitale, mais cela ne signifie aucunement une conversion du pays aux volontés d'une dictature. L'idée d'une acceptabilité d'un régime autocratique par la population ukrainienne, là se situe aussi l'erreur géostratégique majeure de V. Poutine. Son irréparable erreur et sans doute lui aurait-il-été préférable de quitter le pouvoir sans cela. Au regard des paramètres en jeu et des premiers signaux de résistance, le conflit devrait se révéler long et sur une base de guérilla si une solution diplomatique de paix n'était pas trouvée rapidement.

A sa manière, l'Ukraine pourrait alors se révéler être le nouvel Afghanistan de l'autocrate. Une guerre de rue. Alors, au regard de la lourdeur du drame humain -quotidiennement enregistré, quotidiennement médiatisé- ce régime Poutine sera placé en paria du monde. En ces premiers jours de mars 2022, c'est déjà le cas. C'est-à-dire à une situation appelant la chute de l'isolé autocrate. Car là se trouve l'intérêt de l'ensemble des parties. De la population ukrainienne mais aussi de la population russe, de son armée, de son état-major, ... et aussi de la Chine.

Côté communauté internationale, Poutine ayant franchi la ligne rouge, si le régime Xi pense que le président Poutine va à son tour porter préjudice à l'avenir de la Chine, le maître de Pékin lâchera à bas mot le maître du Kremlin. En cela, le choix d'invasion de l'Ukraine devait signer la chute d'un autocrate paria et isolé du monde. Chine-Russie : la danse ne serait alors plus de couple, elle serait de mort.



Danse de mort

Mais tout cela, c'est demain qui nous le dira. En chapitre 3, esquissons alors quelques lignes possibles sur les suites à venir des relations sino-russes.

L'autocrate Poutine : « Ce n'est pas une guerre mais une opération spéciale »



Bombardement russe sur la ville de Dnipro le 12 mars 2022.

Puis suivront les bombardements sur les gares, les écoles et les hôpitaux.

Une fois l'odieux commis, l'autocrate du Kremlin va ensuite abreuver le peuple russe de sa communication habituelle : « L'opération spéciale se déroule comme prévu et nos objectifs sont atteints ». V. Poutine ne serait-il pas l'incarnation de l'infamie poussée à son paroxysme ?

Mise à jour 30 septembre 2022

Poutine, la chute.

En février 2022 va éclater aux frontières de l'Europe la guerre russo-ukrainienne, signant la chute à venir du régime Poutine, mais aussi de l'économie russe selon forte probabilité. Le 30 septembre 2022, jour d'annexion par la Russie de quatre provinces ukrainiennes, V. Poutine a en effet probablement signé la fin de son pouvoir. Le bilan de « l'opération spéciale » s'affiche au monde comme un échec sur l'ensemble des volets tant militaire que diplomatique, géopolitique ou encore interne à la nation.

-Le premier constat après six mois de conflit est en effet un échec militaire sans précédent au regard d'une volonté initialement affichée par l'autocrate de s'emparer de l'ensemble du territoire ukrainien. Sur le terrain, le constat se trouve bien éloigné de cela : une armée russe contrainte de se replier dans l'urgence sur la partie Est du pays et dans un état de désorganisation critique depuis l'été en particulier. L'opération spéciale ne s'avère être au final qu'une succession de crimes de guerre, d'erreurs stratégiques et de revers militaires. La soi-disant seconde armée du monde s'illustre avant tout comme une armée perpétrant des actes barbares sur des populations civiles, humiliée par ses positions de repli et se retrouvant au final en déroute sur la plupart des objectifs planifiés.

Les pertes humaines sont par ailleurs colossales : bien éloigné des quelques 5000 morts russes affichés par le Kremlin en septembre, ce serait côté russe environ 100.000 morts et blessés comptabilisés par la plupart des observateurs externes en cette fin d'année 2022. Suite à la mobilisation partielle décidée par le locataire du Kremlin, des bataillons de combattants non préparés sont placés en véritables « chair à canon ».

Sur le terrain les combattants russes sont démoralisés et ne comprennent guère les raisons de cette guerre menée contre leurs frères slaves ukrainiens. Les chaînes de commandement russes sont inefficaces, les manques de ressources pèsent en de nombreux points : armement désuet, logistique défaillante, corps intermédiaires militaire absent, absence de vêtements pour lutter contre l'hiver, ...

Conflit russo-ukrainien :

un cuisant échec militaire infligé à l'armée russe sur la soi-disant seconde armée du monde.

Une armée qui va se révéler incompétente et profondément désorganisée. C'est la milice privée Wagner qui va alors être appelée en urgence par le pouvoir poutiniste pour tenter de lancer des offensives.

Mondialement, la figure héroïque qui va s'imposer est l'armée ukrainienne.



-Le deuxième échec est la position de la Russie sur la scène internationale et l'extension d'une crise économique internationale. Après la Covid, le monde se trouve en effet plongé dans une crise énergétique et alimentaire majeure suite à cette escalade de violence décidée unilatéralement par l'autocrate. De graves ruptures d'approvisionnements sont constatées notamment sur les marchés céréaliers des nations de l'hémisphère sud.

L'inflation mondiale par ailleurs est à son plus haut niveau jamais atteint depuis des années, avec son corolaire de hausse des taux directeurs sur l'ensemble des places monétaires.

La Russie se trouve dorénavant placée au ban des nations et la Chine dans l'hésitation sur le soutien à apporter au petit frère russe. Dans un simulacre d'annexion, le Kremlin s'affiche en effet comme un pouvoir voyou en violation du droit international. Alors que 34 nations s'en tenait à une neutralité en début de conflit en février 2022, il ne reste au final qu'une poignée de nations approuvant l'annexion : l'Iran, la Syrie, la Biélorussie et la Corée du Nord. La nature de ces soutiens politiques atteste à lui seul du caractère affligeant de la situation.

Y compris parmi les plus fidèles et importants partenaires économiques, Chine et Inde en tête, ces derniers se détournent dorénavant progressivement de V. Poutine. Il s'avère dorénavant compliqué de s'afficher en proximité d'un pouvoir russe ayant décidé de se lancer dans une destructrice fuite en avant, ce dernier avançant même la menace de l'utilisation de l'arme nucléaire. Les actes d'annexions de l'Ukraine ne seront par ailleurs jamais reconnus par le droit international et ses principales institutions internationales, ONU en tête. Crimes de guerre, violation du principe de l'intégrité territoriale, erreurs majeures d'analyse géopolitique dans la gestion des risques, acte de sabotage sur des infrastructures européennes énergétiques, ... En l'espace de seulement six mois, le bilan sur le plan diplomatique de la Russie est non seulement accablant, mais de surcroît rentré dans un point de non-retour pour l'autocrate.

-Dans son prolongement, la situation sur l'échiquier international est un renforcement de l'OTAN. Alors que l'autocrate pensait que l'Occident ne réagirait pas à l'invasion de l'Ukraine, c'est l'inverse qui s'est produit : une unité de l'Occident dès le début de l'offensive et qui va se traduire au final par l'impensable pour le maître du Kremlin : un parfait alignement politique entre l'Amérique et l'Europe, un soutien militaire majeur apportés à l'armée ukrainienne notamment américain, des décisions de réarmement des nations européennes, la demande de rattachement de nouveaux pays européens aux forces de l'OTAN, de même que l'Ukraine en la journée symbolique du 30 septembre 2022.

Le tout au côté d'une Chine sous régime Xi qui assiste impuissant à un renouveau du mouvement atlantiste et qui ne peut que s'interroger sur les suites possibles si une décision d'annexion de Taiwan lui venait à l'esprit. Pour les régimes Poutine comme Xi, il ne pouvait y avoir de pire résultat à attendre sur le plan géopolitique. En particulier sur ces questions traitant de l'intégrité territoriale, Pékin à horreur de l'amateurisme dans l'évaluation géopolitique des risques dont témoigne V. Poutine depuis sa décision d'invasion le 24 février 2022. Tout cela porte au final dangereusement ombre au pouvoir de Pékin.

-Enfin, et pour la Russie il s'agit probablement là du problème le plus important en ces jours de nouvelle guerre froide -ou tout au moins de bi mondialisation- où la frontière du pays se ferme aux concitoyens du pays,

L'autocrate signe avec ce conflit un risque d'implosion de la société russe elle-même : fuite de ses talents, exode d'une population tentant d'échapper à une décision de mobilisation partielle conduite de manière incohérente et dans la précipitation, puis crise majeure économique qui devrait s'abattre sur le pays en particulier durant les exercices 2023-2025. En 2022 ce sera l'ensemble des plans de l'autocrate qui vont s'écrouler tel un château de cartes. Le pouvoir de Pékin sur ce point aura un avantage : la vassalisation de la Russie en sera d'autant plus facile. N'est-ce pas là la carte stratégique que va jouer le régime Xi ? L'hypothèse est plus que probable.

Quant au peuple russe, il va dorénavant se trouver impliqué dans les sombres destinées d'un V. Poutine dont la santé mentale questionne nombre d'observateurs. A juste titre.



La question qui se pose aussi est désormais celle de l'après Poutine. Qui pourrait prendre la suite ?

En la matière, tout est ouvert, allant du meilleur au pire.

Conclusion

La guerre de l'Ukraine marque un bouleversement international dans la prise de conscience de l'évolution des rapports géopolitiques et géoéconomiques mondiaux. Le régime Poutine a témoigné de sa volonté d'entrer en guerre contre les démocraties sur la base d'une extension d'une gouvernance néo-totalitaire. Depuis le début du conflit, la Chine de Xi J. ne désapprouve pas formellement cette option. Pourtant, côté Kremlin, cette guerre représente une grave erreur de géopolitique sur l'ensemble des données tactique, stratégique, de calendrier et d'une très forte sous-estimation du peuple Ukrainien à résister à une annexion illégale par le régime Poutine⁶³.

La question ouverte est alors la suivante : sans une rapide médiation réussie face au drame humain en marche -dont la Chine de Xi J. devrait être dans l'urgence le médiateur central pour stopper ce conflit- quel avenir pour l'autocrate V. Poutine ? Sa chute ?

Au final, si le pouvoir de Pékin n'apparaissait n'être qu'un acteur intervenant en fin de parti, il s'agirait alors d'un désastre humain et économique pour les peuples russe et ukrainien, mais aussi politique pour le régime Xi qui pourrait se retrouver enlisé dans une prise de position internationale n'ayant guère travaillée à son avantage. De surcroît, le tout malmené en interne par d'hasardeuses options quant à la gestion de la crise Covid à l'égard de la population chinoise.

* * *

⁶³ L'erreur centrale de l'autocrate se trouve là et se décline sur l'ensemble des registres. Sur le plan de la religion orthodoxe par exemple, V. Poutine pensait que la population ukrainienne allait se tourner vers le patriarcat de Moscou, lui-même subordonné au Kremlin. Profond manque de discernement, elle va rester farouchement opposée à cela, et aussi bien parmi les croyants de confession catholique qu'orthodoxe. Sur ces questions, le lecteur peut se reporter aux éclairantes analyses du spécialiste des religions J.F. Colosimo « *L'apocalypse russe - Dieu au pays de Dostoïevski?* », Ed. Lexio, 2021. Les analyses relatives au patriarche Kirill de Moscou concluent généralement à une honte pour l'église orthodoxe : ce chef de l'église russe n'est rien d'autre qu'un oligarque va-t'en guerre, un ex agent du KGB à la solde de Poutine (cf. « *Kirill de Moscou, « patriarche de toutes les opérations militaires* », Courrier International, mars 2022). Si V. Poutine chute, il y a tout lieu de penser à la chute également du patriarcat de Moscou, cela à l'honneur de l'église d'Orient.

Chapitre 3

Demain

La Russie, loin de l'Occident, un Etat vassal à la Chine ? Et l'Inde, la grande gagnante ?



Sommaire

- 1-Perspectives ouvertes par les nouvelles routes de la soie (OBOR) : un coup de frein pour la Chine ?
- 2-La nouvelle route maritime de l'Arctique : l'atout russe au profit de la Chine ?
- 3-Sibérie : un entre-deux sino-russe ?
- 4- Une seconde guerre froide ?
- 5- L'Ukraine du régime Poutine : un test grandeur nature « Taiwan » pour le régime Xi ?
- 6-Investisseurs étrangers en Chine : quelle solution en back-up ?
- 7-L'émergence d'une économie-monde totalitaire ?
- 8-Une reconstruction de l'Alliance Atlantique ?
- 9-Une Europe de l'énergie et du numérique ?
- 10-Qu'ils soient sous gouvernance totalitaire ou démocratique, les capitalismes sont-ils soutenables ?

Introduction

Sur la base des éléments énoncés lors des deux précédents chapitres, ce chapitre 3 interroge les horizons possibles en dix questions.

1-Perspectives des nouvelles routes de la soie (OBOR) : un coup de frein pour la Chine ?

Pour Pékin, ce conflit va rendre problématique le déroulement planifié d'OBOR passant par la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine dans le cadre de son VIX^e plan quinquennal. Certes, la nation va continuer de développer ce programme, ne serait-ce que pour trouver des débouchés à une économie nationale témoignant de surcapacités de production chroniques. Mais c'est un coup de frein par exemple sur le projet de « l'empire du ferroviaire » dans sa partie eurasiatique, ainsi que sur les partenariats agricoles de

la Chine avec l'Ukraine.

Les nouvelles routes de la soie (OBOR).
De multiples questions centrales sont posées.



Lancé en 2013, ce programme consiste à trouver des débouchés aux surcapacités chroniques de l'économie chinoise. Mais d'autres enjeux géopolitiques sont là, et bien des questions sont ouvertes :

-Quels scénarios géopolitiques et géoéconomiques sont possibles pour l'Afrique en 2030 ?
Coté Afrique, précisez votre analyse sur la base d'une nation de votre choix (Congo, Ethiopie, Cameroun, Soudan, ...)

-Pourquoi l'Inde est-elle en désaccord avec le programme OBOR ?

-Quelles sont les perspectives de développement de ces nouvelles routes via l'Eurasie du fait du conflit avec l'Ukraine ? (OBOR devait en effet traverser l'Ukraine et d'importants contrats avaient été signés en 2021 entre les présidences de la Chine et de l'Ukraine pour renforcer les partenariats entre les deux pays. La Chine est notamment le premier partenaire de l'Ukraine).

-Sur le plan environnemental, quelle évolution de l'empreinte écologique mondiale est-elle à venir, sachant que le programme repose sur une intensification d'un capitalisme thermo-fossile ? (majoritairement sur une base de charbon).

Puis en grand angle, c'est l'ensemble des données macroéconomiques de la Chine qui sont en réalité de nos jours malmenées. Plusieurs éléments à cela :

-Une chute sensible des régimes de la croissance du PIB suite notamment à l'hasardeuse gestion de la crise Covid par le pouvoir de Pékin (la politique *Zero Covid*). Cela se traduit notamment par une hausse significative du chômage même si les données officielles tentent de minimiser cela en avançant un taux de chômage de 5% environ. A l'échelle du pays, cette donnée est profondément sous-estimée du fait qu'elle n'intègre pas notamment les chômeurs localisés en dehors des grands centres urbains. Or, la crise Covid a porté de lourds préjudices pour les provinces pauvres, ainsi que sur les petits commerces et sur les emplois informels. A cela s'ajoute une réorientation de nombreux investisseurs étrangers qui optent pour la région indo-asiatique au profit de nations moins risquées que la Chine géopolitiquement et financièrement : le Vietnam, la Malaisie, la Thaïlande ... et surtout l'Inde. Nous y reviendrons.

-A cela s'ajoute en Chine une profonde crise immobilière, l'un des éléments le plus critique à surveiller pour le pouvoir s'il souhaite conserver un soutien de la classe moyenne chinoise. Si cette dernière est victime de fortes dépréciations sur les engagements immobiliers, c'est tout un pan de l'économie chinoise qui sera profondément impactée. En effet, aux côtés des exportations et de l'investissement public, le secteur de l'immobilier est le plus important moteur du PIB chinois.

Le coup de frein sur le programme des routes de la soie s'inscrit ainsi dans un contexte économique déjà placé sous de fortes tensions. Il existe une réelle probabilité d'intensification des déséquilibres durant les années à venir. En tant que vigie souvent fidèle des tendances à venir, l'évolution des indices des principales places boursières chinoises sera aussi l'un des éléments importants à scruter quant aux perspectives économiques de la nation.

2-La nouvelle route maritime de l'Arctique entre la Chine, la Russie et l'Occident : l'atout géographique russe au service de la puissance chinoise ?



En projection géoéconomique, il y a tout lieu de penser à une Russie en position de dominé par rapport à la Chine. Dès à présent c'est déjà le cas, et la crise ukrainienne ne devrait qu'intensifier cette position. La crise économique va nécessiter tôt ou tard le soutien de la Chine, mais en échange de quelle contrepartie pour le pouvoir du Pékin que l'on sait particulièrement difficile en négociation ? L'ouverture des routes de l'Arctique est un des éléments du dossier. Car ce sont les portes-containers chinois et autres bâtiments qui assurent l'essentiel du fret maritime mondial, et non pas la Russie.

Aussi, l'atout géostratégique russe de ces nouvelles routes maritimes liées au réchauffement climatique ne profiterait-t-il pas avant tout à la Chine ?



3-Sibérie : un entre-deux sino-russe ?

Du grand frère soviétique au petit frère soviétique

Source : Boissin, O., « *La Dame de Shanghai* » (Vol. 1), Série Off, 2022.

Orthogonal à la Chine se trouve, durant la même période charnière des décennies 1980 et 1990, la Russie. Loin des visées de Deng Xiaoping, M. Gorbatchev ne va parvenir de son côté à conduire la difficile transition tant

économique que politique qu'appelait son pays. Peu après son éviction du pouvoir, le pays va se trouver confronté à l'adoption d'une politique profondément libérale avec en figure de proue B. Eltsine. Le grand frère soviétique à l'agonie ne deviendra alors qu'un enfant en perdition. B. Eltsine va se trouver au milieu d'une cour de penseurs néo-libéraux plus ou moins imprégnés de fadaïses intellectuelles tant a-spatiales qu'a-historiques au sein d'un pays n'ayant connu, durant près d'un siècle, non pas le marché comme institution de référence, mais le seul *Gosplan* dirigé sous un autocratisme soviétique. Or, une coordination économique reposant sur le principe du libre marché ne s'effectue pas d'un claquement de doigts.

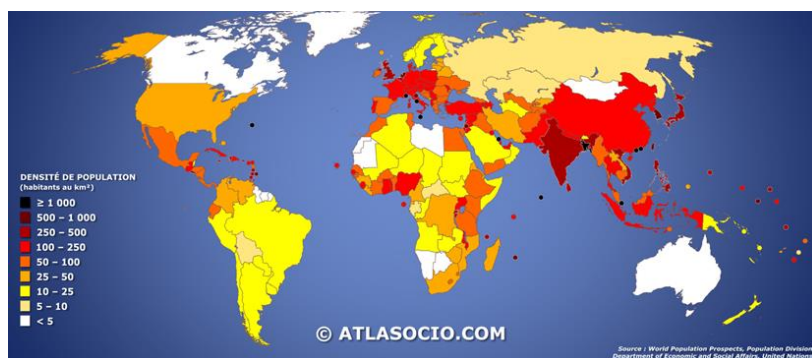
Durant la décennie 90, cette grave erreur de politique économique ne va faire que précipiter la chute de l'empire russe. Au regard du chaos de la nation fin 90, il va s'en suivre l'exacerbation des nationalismes et le retour à une ligne dure. La future prise de pouvoir de V. Poutine en découle, puis nous en connaissons la suite. L'Ukraine, première victime des visées du nouvel autocrate va être au première loge de la macabre réalité. L'économie est toujours une question sérieuse.

Par l'ironie des jeux de l'histoire, la chute de la mère Russie se trouve dorénavant protégée -plus ou moins à bas mots- par le pouvoir de Beijing. Le grand frère soviétique du temps de Mao n'est plus, il n'est de nos jours que le petit frère soviétique sous protection d'un grand frère chinois. Or, ce dernier a un appétit qui a probablement été dangereusement sous-estimé par le nouveau maître Kremlin au tournant du nouveau siècle. Entre l'est et l'ouest, V. Poutine a sans doute conservé quelques nostalgies de la puissance soviétique. Pourtant, le XXI^e ne peut aucunement se confondre avec le siècle dernier, le jeu de Go chinois en a décidé autrement.

Durant la seconde moitié à venir de la décennie 2020, A l'est de la Sibérie la Russie ne serait-elle pas une future région à venir vassale au pouvoir de Pékin ? Suite à la décision d'invasion de l'Ukraine et à la grave crise économique et géopolitique qui devrait en résulter pour la Russie sur longue période, le grand peuple russe pourrait alors connaître dans les années à venir la difficile réalité des faits.

Intensifié par la décision d'invasion de l'Ukraine, l'économie russe va selon forte probabilité se trouver placée sous une quasi exclusive dépendance au pouvoir de Pékin. Jusqu'à brader son énergie dont plus personnes ne voudra ? Cette asymétrie de position au profit du régime Xi se retrouve également au niveau des questions migratoires. Des populations Hans en recherche de nouvelles terres vierges représente dès à présent l'un des dossiers épineux entre les deux régimes Xi - Poutine.

Densité de population (2015)



Source : World population prospects – Nation Unies (2017) / Atlassocio

De quelle manière Moscou va-t-il parvenir à sécuriser la partie Est de son territoire ? Derrière se trouve de multiples enjeux, allant de l'accès à des espaces non peuplés et riches en matières premières, jusqu'à la question précédemment soulignée des nouvelles routes commerciales qui vont s'ouvrir avec l'Arctique.

La Chine est en effet une nation très peuplée (1,4 milliard d'habitants), et en recherche de matières premières énergétiques et agricoles. Or, l'Est de la Russie offre cette opportunité, et avec une densité quasiment nulle au niveau de sa population.



En ayant décidé de se tourner vers l'Est et non pas vers l'Ouest -alors que les ressources de la Russie, sa capitale et sa population ont clairement leur centre de gravité en Europe-, l'avenir de la Russie ne va-t-il pas se jouer en Chine ? Avec un risque d'être relégué tel un Etat vassal à la Chine ? De fortes tensions pourraient alors en émerger car les peuples chinois et russes ne partagent en réalité guère d'éléments culturels communs.

L'Oural ne s'annonce-t-elle pas en nouvelle frontière possible des zones d'influence entre les deux nations ? Le pouvoir Russe ne se souviendrait-il pas du différend historique qui l'oppose avec la Chine sur la question de la Manchourie⁶⁴ ?



Quels pourraient être les évolutions possibles des rapports sino-russes dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai⁶⁵ (OCS) ? L'échec géopolitique (et militaire ?) de V. Poutine sur l'Ukraine ne va-t-il pas redessiner les contours de l'Organisation ? Le désert sibérien laisse en effet un espace vaste et ouvert au régime de Pékin. Il est riche en matières premières et se traduit déjà depuis dix ans par des déplacements massifs de populations chinoises au nord de la Mongolie. On parle en millions d'habitants dorénavant, même si le Kremlin annonce strictement contrôler la situation. Mais, d'une

⁶⁴ L'invasion russe de la Mandchourie en 1900. Une large superficie de ce territoire située au nord-est et au bord de l'Océan Pacifique reste toujours de nos jours sous une appartenance russe.

⁶⁵ L'OCS est une coopération principalement sino-russe mais qui englobe également d'autres pays d'Asie Centrale et ayant pour objet la mise en place d'une barrière aux forces de l'Otan. Suite à l'effondrement de l'URSS, elle s'inscrit en droite ligne de la doctrine Primakov des années 1990 qui vise une relation forte de la Russie avec la Chine afin de réduire le pouvoir d'influence des Etats-Unis et de l'Europe. V. Poutine va renforcer ce virage géopolitique en faveur de la Chine durant l'ensemble de sa période de présidence.

part, Moscou se trouve bien éloigné de Vladivostok. D'autre part, la Russie est vide de naissance et la guerre ne va qu'accroître dans le futur ce problème démographique majeur de la nation.

De surcroît, demain, la nation russe va devoir affronter une crise économique majeure avec une possible extension mondiale de la crise et des tensions internationales.

Dans ce contexte, quid donc de l'évolution du rapport de force entre la Russie et la Chine ? Plus la Russie sera faible, plus la Chine sera la gagnante sur cette question. En cela le pouvoir de Pékin à un intérêt à un affaiblissement durable de la Russie.

4-Une seconde guerre froide ? Sans doute, mais le XXI^o siècle ne peut se confondre avec le XX^o siècle... Il nous faudrait plutôt parler d'un processus de bi-mondialisation entre un monde libre et un monde néo-totalitaire.

Sur son front Ouest, l'invasion de l'Ukraine ouvre un regain de débat sur une nouvelle guerre froide en formation. L'hypothèse n'est pas sans fondements tant la présence des deux blocs est explicite face à ce conflit. Le tout avec deux superpuissances s'opposant, les Etats-Unis en symbole d'un monde libre, et un bloc Russie-Chine placé sous une gouvernance totalitaire.



Il serait toutefois hasardeux -sinon erroné- de considérer la situation comme proche de celle prévalant au XX^o siècle du fait d'une interdépendance importante des deux blocs. Que ce soit en Russie ou en Chine, les liens commerciaux avec l'Occident sont en effet en plein développement, et cela notamment à partir du début de la décennie 1990 même si un frein va s'opérer à partir de la crise des subprimes (2008). En cette décennie 2020, il serait plus pertinent de qualifier sans doute ce processus d'une bi-mondialisation.

La situation était fondamentalement distincte durant la guerre froide, et notamment sous la période 1947-1989/1991. Plus que de longs discours, la grandeur du cinéma nous enseigne mieux que des mots cela. Nous aurions pu retenir un film tiré d'une œuvre de John le Carré à titre d'illustration, mais l'honneur sera ici rendu au maître du suspense A. Hitchcock avec « *Le rideau déchiré* ».



« Le rideau déchiré » (Hitchcock, 1966). Gisela Fisher, Paul Newman

Ce tournage est un plaidoyer pour un monde libre comparativement à un régime totalitaire prévalant derrière le rideau de fer. Non seulement sur le plan économique et social, mais aussi sur le respect des libertés. Durant les dernières scènes du tournage (la scène de la fuite réussie du couple Julie Andrew & Paul Newman en Suède), le cœur balance sans ambages sur

les légèretés de l'Ouest. Mais ce tournage est dans le même temps un florilège de clichés pro-américain. Finalement, sous l'œil du maître, un film de propagande antisoviétique à sa manière.

Ce film nous rappelle ainsi que le contexte actuel de guerre froide émergeant avec le couple sino-russe ne peut aucunement se confondre avec l'affrontement des deux blocs durant le XX^e siècle. Le bloc soviétique et ses pays satellites durant les années 1947-1991 était fermé, non intégré au GATT, regroupé au sein du COMECON⁶⁶, et avec une interdiction de marchés libres.

Il nous faut nous tourner vers les travaux des historiens sur cette question⁶⁷, mais au-delà de son esthétisme, *Le rideau déchiré* nous invite à quelques interrogations : durant la guerre froide, il était bien difficile de coopérer entre les deux blocs. L'espionnage était la seule voie pour s'appropriier les avancées scientifiques et technologiques de l'autre. De nos jours, les transferts technologiques se font toutefois massivement. De l'Ouest vers la Chine notamment. Avec quelques erreurs stratégiques commises sans doute il est vrai ...

Depuis 1990 en particulier, notre monde est transverse, interdépendant, en porosité ; en lien avec des régimes totalitaires caressant les nations du monde en gants de velours. Une fois formée par l'Occident (ce qui est dorénavant accompli depuis 2010), la Chine va-t-elle toutefois conduire à son tour ces transferts technologiques vis-à-vis des nations du monde ayant besoin de ces avancées organisationnelles, scientifiques et techniques ? Où ne sera-t-elle finalement qu'un équivalent de « trou noir » ? Limitons-nous ici à poser la question.



Julie Andrew, Paul Newman, « Le rideau déchiré »

Une histoire d'espionnage en Allemagne de l'Est nous rappelant l'importance des barrières géopolitiques, technologiques et

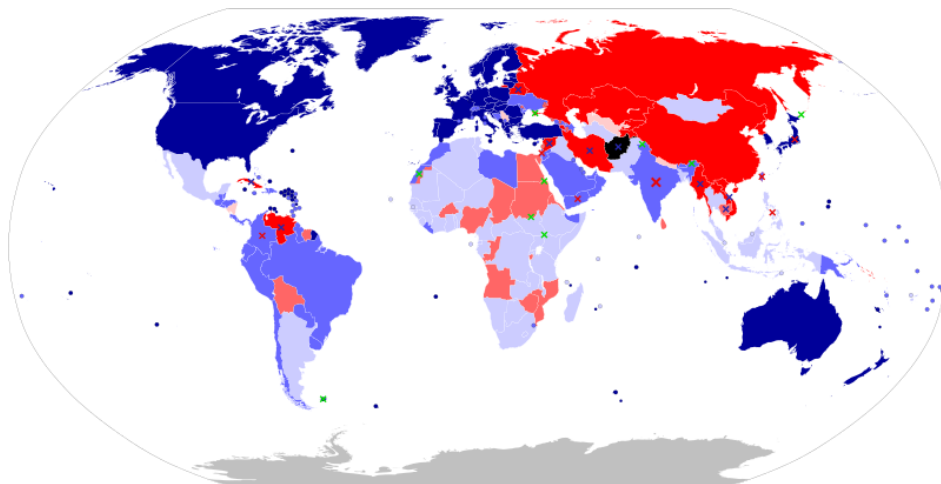
⁶⁶ Le COMECON est l'acronyme russe du « Conseil d'assistance économique mutuelle ». Cette organisation avait pour objectif d'aider les pays communistes dans leur développement économique. Il siégeait à Moscou et avait été créé par J. Staline en 1949. Les pays communistes et satellites de l'URSS faisaient partie de l'organisation, soit en tant qu'États membres soit en tant qu'États observateurs. La Chine faisait partie de cette seconde catégorie et se retira de l'organisation suite à la rupture des relations sino-soviétiques 1959-1961. Le COMECON va être dissout en 1991 lors de la chute de l'URSS.

⁶⁷ Dans les grandes signatures géopolitiques sur l'URSS et la Russie, notamment Alexandre Adler, François Benaroya, Zbigniew Brzezinski, Hélène Carrère d'Encausse, Jean de Gliniasty, Pascal Marchand, Jean Sylvestre Mongrenier, Anne Pinot, Christophe Reveillard, Jean Vercueil et Pierre Verluise. De multiples reportages historiques sont également disponibles. Par exemple sur J. Staline, son regard sur les sciences et les techniques notamment liées aux questions agricoles : Reportage Arte (11 février 2020) "*Le savant, l'imposteur et le dictateur*", reportage sur trois personnes centrales durant ces années de plomb. Cela nous éclaire également sur les raisons de la famine de 1931-33 liée notamment à l'hyper collectivisation de l'économie soviétique. Cette politique sera décidée peu après la mort de V. Lénine et l'éviction de L. Trotsky par J. Staline en 1929 (<https://www.programme-television.org/replay/le-savant-l-imposteur-et-staline>).

Plus généralement sur l'histoire du régime soviétique, d'autres remarquables reportages sur la base là aussi de vidéos d'époques sont disponibles sous You Tube. En économie, l'histoire enseigne que ces expériences d'hyper collectivisation se sont toujours soldées par des drames socio-économiques sans égal et restent toujours corrélées avec des régimes totalitaires parfois extrêmes tels l'URSS ou la Chine sous Mao. Bien que ces questions ne soient guères légères, dans l'allégresse ces films offrent l'avantage d'être de merveilleux supports aux compréhensions.

économiques dressées durant la guerre froide (1947-1989). Ici sur une question de connaissances à acquérir dans le domaine de la physique nucléaire. Une problématique d'arme nucléaire en toile de fond...

Vers une seconde guerre froide ?
Ou plus simplement d'une bi-mondialisation ?



Au regard des annonces faites début mars, des soutiens financiers considérables vont parvenir de l'Occident à l'Ukraine : on parle de 14 milliards d'USD de soutiens militaires apportés à la présidence de V. Zelensky. Selon les experts de la défense, l'armement livré ne concernera pas des équipements lourds mais va reposer sur des armes légères (fusil d'assaut, lance missile antichar, etc.). Contrairement au plan de V. Poutine, si une solution diplomatique n'est pas trouvée, la guerre risque aussi de s'inscrire dans la durée et sur la base de conflits particulièrement meurtriers.

Conjointement, l'économie russe pourrait drastiquement chuter en ces années 2022-2023, sauf si le pouvoir de Pékin s'affiche comme l'allié de V. Poutine sur le plan économique. Nous retrouvons ici les trois questions essentielles dans l'évolution possible du conflit :

- Le régime fachiste Poutine va-t-il perdurer dans cette guerre non légitime au regard du droit international ?
- Si oui, est ce que le régime Xi va soutenir l'économie russe, c'est-à-dire indirectement l'offensive militaire en Ukraine ?
- Qui sera l'après Poutine ? face à la très probable chute à venir de la nation russe, il sera en effet difficile à l'actuel maître du Kremlin de perdurer dans sa fonction. Au regard de la nature de son entourage direct, un personnage aux idées encore plus extrêmes de celle de l'autocrate actuel n'est en effet pas à exclure.

Si les réponses à ces questions sont positives, nous pourrions alors nous acheminer vers une nouvelle guerre froide entre deux blocs regroupant, d'un côté, l'essentiel des pays démocratiques, et de l'autre quelques pays totalitaires, Chine et Russie en tête, avec à leurs côtés le Club des 5 : Iran - Corée du nord – Biélorussie – Birmanie et Syrie. Sur le plan économique, notons toutefois que ces cinq dernières nations témoignent d'un poids très faible pour ne pas dire dérisoire, totalisant 380 MM USD de PIB, soit 0,4% du PIB mondial.



Musée de Munich

Andy Warhol / Hammer and sickle (1977)

Mise à jour 24 février 2023

Guerre en Ukraine

« Selon une enquête du « Spiegel », la Chine s'apprête à livrer des drones kamikazes à la Russie.

Source : « Courrier International » Géopolitique – le 24 février 2023
(date anniversaire d'une année de guerre menée contre l'Ukraine)

Après Téhéran et Pyongyang, c'est au tour de Pékin d'être pointé du doigt pour ses liens avec Moscou. Selon le journal allemand « Der Spiegel », des discussions pour livrer des drones ZT-180 à la Russie sont en cours avec une entreprise chinoise.

Lorsque Anthony Blinken a assuré avoir des informations selon lesquelles Pékin envisagerait de fournir des armes à la Russie, les autorités chinoises l'ont immédiatement accusé de désinformation.

Pourtant, estime Der Spiegel, le secrétaire d'Etat américain pour avoir vu juste. Une enquête menée par l'hebdomadaire allemande affirme même que « *la coopération entre Pékin et Moscou va plus loin que ce que Blinken a laissé entendre* »

Selon les informations du titre, l'entreprise chinoise Xi'an Bingo Intelligent Aviation Technology aurait accepté de construire et de livrer dès avril une centaine de drones ZT-180 à la Russie. Le tout via les Emirats arabes unis, grâce à des sociétés d'import-export contrôlées par l'Etat chinois.

Mise à jour 17 mars 2023

« La Chine envoie des armes et des équipements militaires à la Russie », selon Politico



L'information donnée par le site américain Politico tombe alors que le président chinois Xi Jinping annonce se rendre à Moscou la semaine prochaine pour y rencontrer son homologue russe Vladimir Poutine, sa première visite officielle en Russie depuis l'invasion de l'Ukraine.

C'est la première fois que l'on peut confirmer que la Chine envoie des armes, telles que des fusils, du matériel balistique - des gilets pare-balles - à des entreprises russes, même s'il est toutefois impossible de prouver qu'il s'agit concrètement de soutenir l'effort de guerre russe.

Pékin continue également d'envoyer des drones, des pièces détachées de drones et des équipements à « double usage » non déclarés auparavant, c'est-à-dire des articles commerciaux qui pourraient également être utilisés sur le champ de bataille en Ukraine.

Pas d'exposition de la Chine aux représailles occidentales

La vente d'articles à double usage permet à la Chine d'accroître son aide à Moscou sans pour autant subir les représailles des pays occidentaux. Les dirigeants américains et européens ont mis en garde Pékin contre tout soutien aux efforts militaires de la Russie en Ukraine.

Il y a quelques semaines, ils avaient averti que la Chine envisageait d'envoyer des armes à l'armée russe, ce qui pourrait potentiellement modifier la nature des combats sur le terrain en Ukraine.

L'ambassade de Chine à Washington a déclaré dans un communiqué que Pékin s'engageait à promouvoir les pourparlers de paix en Ukraine. Le porte-parole de l'ambassade a déclaré que « *la Chine n'était pas à l'origine de la crise et qu'elle ne fournissait d'armes à aucune des parties du conflit* ».

Pour un nouvel ordre totalitaire, Chine et Russie coopèrent clairement dans ce sens depuis 2013-2014 et s'inscrivent dans le sens d'une bipolarisation mondiale. L'OCS en représente le fondement institutionnel, l'autocratie son fondement idéologique, et les coopérations militaires son fondement applicatif⁶⁸. L'entrée en guerre contre l'Ukraine ne désavoue pas la nauséabonde tendance. En bien des points, la présidence Xi partage ainsi la même idéologie que celle de son homologue Poutine.

Cette intensification du clivage géopolitique que symbolise cette invasion de l'Ukraine pourrait toutefois évoluer dans un sens contraire à ce que recherche V. Poutine : non pas une guerre éclair à la gloire de l'autocrate, mais un enlisement dans une guérilla sans fin se retournant au final contre l'agresseur. De cette option, le scénario serait alors fatal pour le pouvoir du Kremlin, mais aussi dangereux pour le régime Xi. Coté Poutine, les reproches du peuple russe à son encontre ne devraient en effet pas manquer : avoir conduit la Russie à son isolement international, à une crise économique sans précédent, à une dépendance à venir à la Chine, à la fuite des cerveaux de la nation vers l'Occident, au renforcement de l'Otan et à la mort d'un grand nombre d'enfants du pays. Un bilan accablant.

Coté Xi, face à ce risque, ce dernier pourrait aussi prendre ses distances vis-à-vis à d'un président condamné à l'isolement, c'est-à-dire à sa chute à venir. Jouer la carte d'une stratégie d'équilibriste entre la sauvegarde de ses intérêts avec l'Occident et le maintien d'une relative proximité politique dans le cadre de l'OCS avec la Russie serait la feuille de route à tenir. Prendre position sur les richesses naturelles de la Russie est en effet un choix précieux pour la Chine. Si les intérêts avec l'Occident sont sauvegardés par la Chine, une seconde guerre froide ne serait alors pas le terme pertinent à retenir, mais davantage une bipolarisation géopolitique entre de grandes régions interdépendantes.

A l'inverse, si dans les mois à venir Xi renforce son rapprochement avec Moscou, le terme de nouvelle guerre froide serait sans doute le pertinent à retenir.

5- La guerre lancée en Ukraine par le régime Poutine : un test en grandeur nature « Taiwan » pour le régime Xi ?

⁶⁸ Depuis 2014, de nombreux partenariats militaires sont noués entre les deux régimes sur des programmes technologiques (balistique, aéronautique, défense navale, ...). De même, des manœuvres militaires communes sont conduites entre les deux régimes, en opposition aux forces de l'OTAN.



La conquête de l'île, au nom d'une soi-disant légitimité historique, fait partie de longue date d'un rêve nationaliste chinois. Du régime de Mao au régime de Xi il en est ainsi. Sur le plan du droit international, depuis 1949 et en tant qu'ancienne colonie japonaise, Taiwan dispose toutefois d'une pleine autonomie.

Pour Xi J., derrière ce conflit l'enjeu central ne se nomme pas Odessa ou Kiev, mais l'île indépendante Taiwan. Et sur cette question, les interrogations ne manquent pas : dans quelle mesure cette guerre russe va aider ou au contraire va rendre beaucoup plus délicate une éventuelle opération similaire lancée à l'encontre de Taiwan ? La seconde option s'affirme de jour en jour face à l'impact international du conflit ukrainien sur de nombreuses thématiques (drame humain, reprise soutenue de l'inflation sur des données de bases, crise alimentaire et énergétique à venir, condamnation internationale massive de l'offensive, repositionnement stratégique des investissements étrangers en Occident).

Pourtant -et c'est là un secret de polichinelle pour personne- le régime Xi a en ligne de mire une volonté d'intégration de l'Etat insulaire au sein de la RPC (même si pour Pékin, cette question officiellement n'a pas lieu d'être posée puisque Taiwan est de fait intégré à la Chine). La grande majorité des taiwanais ne l'entendent toutefois pas de cette oreille et restent fermement attachés à la démocratie. Pour dire les choses rapidement, le « rêve chinois » ne les fait pas rêver.

Par ailleurs, au regard du conflit ukrainien, l'union dont témoigne la communauté internationale et en particulier la refondation de l'alliance Transatlantique laisse envisager un déroulement d'une telle opération sur l'île beaucoup plus complexe que celle possiblement anticipée par le régime Xi.

Quelle pourrait être la situation suite à une possible invasion de Taiwan ? Là aussi, le cas ukrainien génère un faisceau de signaux défavorables au pouvoir de Pékin. Car en Ukraine, si l'invasion pourrait éventuellement être réalisée assez rapidement -bien que les premiers éléments conduisent à nuancer fortement cette analyse au regard de l'opposition témoignée par les troupes ukrainiennes et de l'inefficacité opérationnelle de l'armée russe en ce 12 mars-, l'après-guerre semble pour le moins guère acquis pour Poutine. Le peuple ukrainien oppose en effet une résistance héroïque, bénéficie du soutien de la communauté internationale, et va rester selon forte probabilité farouchement attaché à la défense de sa souveraineté et de ses libertés. Ses forces d'armement devrait par ailleurs se trouver soutenu par l'Occident. Le conflit devrait aussi se révéler long.

Sauf sous le scénario d'un arrêt rapide du conflit -l'option bienheureuse de paix que devrait proposer en urgence Xi Jinping auprès de son allié V. Poutine, Xi J. étant en effet le seul dirigeant dont V. Poutine devrait avoir bonne écoute-, il devrait en découler une guerre longue, dramatique sur son plan humain et conduisant à une condamnation croissante de l'opinion internationale. Et le temps s'écoulant, cela y compris au niveau du peuple russe et à l'intérieur du Parti⁶⁹...

⁶⁹ Et par ricochet il en est de même en réalité du côté de la Chine. Depuis l'ascension de Xi J., et notamment depuis sa

...comme du Parti chinois. Car si V. Poutine et Xi J. sont les maîtres du jeu sur la suite du conflit, il ne faut pas oublier que des tensions fortes sont actuellement présentes au sein du Parti, et cela aussi bien côté russe que chinois. Le tout dans un contexte où Xi J. doit dans le même temps œuvrer pour sa troisième réélection dans le cadre de son mandat à vie.

Au final, sous l'hypothèse d'un conflit engagé avec Taiwan, pour le pouvoir de Pékin il s'agit là d'éléments particulièrement éclairants et problématiques s'il advenait que la population de l'île s'inscrive dans une opposition durable à l'agression de l'APL, ce qui serait probablement le cas. La tournure que prend le conflit ukrainien travaille ainsi à l'avantage de Taiwan. Par ailleurs, Taiwan représente le cœur mondial de la microélectronique et le monde ne pourrait se passer de cette compétence. Y compris la Chine qui enregistre encore un grand retard par rapport à la domination taiwanaise dans ce secteur (beaucoup de systèmes industriels chinois sont sous dépendance d'importation de composants électroniques taiwanais, y compris pour faire fonctionner leur défense).

Enfin, Taiwan dispose d'un terrain naturel extrêmement complexe pour une invasion chinoise : une mer critique à traverser, une capitale extrêmement dense, de grandes étendues de forêts guère pénétrables, une connaissance du terrain travaillant au désavantage de l'APL, et une armée chinoise qui par ailleurs n'a aucune expérience de la guerre, contrairement à l'armée russe en Ukraine. La défense taiwanaise dispose par ailleurs d'armes très sophistiquées sur les trois volets Terre-Air-Mer, et le tout sous couvert du parapluie américain et de la plupart des nations situées à proximité de l'île, en mer de Chine ou dans le Pacifique (Corée du Sud, Japon, Australie ...). L'enlisement prévisible de Poutine dans le conflit en Ukraine devrait aussi conduire à la plus grande prudence le régime Xi vis-à-vis de Taiwan. Car si le pouvoir actuel du Kremlin pourrait très bien s'effondrer d'ici peu au regard de l'évolution de la situation ukrainienne, il pourrait en être de même du régime Xi si l'idée d'une telle offensive sur l'île germée dans l'esprit de l'autocrate.



Le conflit ukrainien est ainsi un révélateur géostratégique majeur et un test en grandeur nature des positionnements retenus pour de nombreux acteurs de la scène internationale. Le risque d'enlisement pour le régime Poutine qui semble s'amorcer en ce mois de mars génère ainsi son cortège de mauvaises nouvelles pour l'ensemble des parties.

Un échec de V. Poutine sur l'intégration de l'Ukraine -hypothèse probable dès ces deux premières semaines de conflit- représente un handicap majeur pour le déploiement dans sa version dure de la « solution chinoise » par le régime Xi. Notamment, le respect des souverainetés nationales sera davantage surveillé par les nations impliquées dans le programme OBOR. Chine-Russie : la danse n'est donc ici point de couple en cas d'enlisement du conflit, mais au contraire générant de très hautes tensions. L'union des deux autocrates n'est que d'apparence. Poutine par cette irrécupérable erreur n'aura fait que renforcer les forces de l'OTAN, les solidarités entre les nations démocratiques, et la puissance politique des Etats-Unis, l'ennemi viscéral du régime chinois.

Ce contentieux entre Xi et Poutine serait d'autant plus important que le maître du Kremlin semble

nomination en tant que président à vie (2018), les tensions sont fortes en internes du Parti, même si l'opposition ne peut s'afficher au regard de la rectitude du régime Xi dans son premier cercle.

avoir engagé ce conflit sans réel soutien de son état-major, et sans concertation forte avec le grand frère chinois.

Comme le relate Serguei Jirnov, ex officier supérieur du KGB et l'un des meilleurs connaisseurs de la psychologie de V. Poutine, « *Le général-colonel à la retraite Leonid Ivachov -un militaire réputé pour son franc-parler ainsi que pour son courage- avait publiquement averti Poutine le 31 janvier 2022. Dans une déclaration solennelle signée par plusieurs membres de l'Assemblée générale des officiers russes, celui-ci affirmait qu'attaquait l'Ukraine était une folie, et que l'armée n'était pas prête à mener à bien une telle opération militaire. Il parachevait sa déclaration en appelant à la démission de Poutine qui risquait, selon lui, de détruire définitivement l'Etat russe* »⁷⁰.

« L'opération spéciale » de surcroît a été décidé par l'autocrate dans un calendrier qui peut par ailleurs poser question : si urgence il y avait à commettre cette violation formelle du droit international, un tel conflit n'aurait-il pas dû être lancé sous la présidence D. Trump ?

Mars 2022 : enlèvement du conflit russe avec l'Ukraine
Réaction du régime Xi : deux choix possibles



Option souple :



Option dure :

Mais sur le fond, et jusqu'en ces jours de mars 2022 le régime Xi n'a-t-il pas lui aussi commis une erreur géopolitique grave vis-à-vis des grandes puissances mondiales en refusant de condamner le conflit lancé par l'isolé autocrate Poutine ?



Et une troisième option interne au pouvoir russe existe également : une révolution de palais.

Face à l'ampleur de l'erreur commise par le Kremlin, pour la grande majorité des parties -peuple russe compris- la solution la plus favorable ne serait-elle pas la mise à l'écart de l'autocrate par une révolution de palais ?

⁷⁰ Jirnov, S., « *L'engrenage* », Albin Michel, 2022.

Quant au volet diplomatique, l'option dure d'une sanction forte de la Chine sur la Russie de Poutine couperait Pékin de son allié historique et placerait la nation chinoise isolée sur l'échiquier mondial face aux forces de l'OTAN. Une stratégie d'équilibriste chinois semble donc à rechercher : tenter de ménager Poutine tout en tirant partie des richesses de la Russie, mais sans pour autant mettre la Chine au ban des puissances démocratiques. Ne pas faire figurer la Chine comme un acteur qui aurait décidé de se placer du mauvais côté de l'histoire...

De manière surprenante, depuis le début du conflit, tout en tentant d'afficher officiellement une position de neutralité, Xi J. se range implicitement du côté de V. Poutine sur cette question de souveraineté. Il fait ainsi courir à la nation chinoise un risque important pour ses développements futurs avec l'Occident. La géoéconomie mondiale est dès à présent profondément impactée et en voie d'être remodelé par ce conflit. Les investissements étrangers devraient connaître notamment, coté européens, une forte inflexion au profit d'autres nations de type Inde, Turquie et pays de l'Est notamment.

Dans quelle mesure l'opposition interne au sein du Parti communiste chinois pourrait-elle influencer un renversement de la position du régime Xi ?

Dans le cadre de sa présidence à vie -et Xi s'acheminant dorénavant vers son troisième mandat- la période 2022 va se révéler charnière s'il ne parvient à gérer intelligemment l'encombrant Poutine. L'irréparable conflit avec l'Ukraine rejaillie négativement sur la Chine de Xi. Tout va très vite depuis la Covid à répétition 2020 et qui se trouve dorénavant doublée des ruptures d'approvisionnements en provenance de la Russie et de l'Ukraine. Aussi, il n'est pas neutre que les tensions soient de plus en plus fortes au sein du Parti communiste chinois.

Par ailleurs, tactiquement, les étonnants ratés militaires russes dès les premiers jours du conflit (lignes de blindés stoppés trois jours seulement après l'invasion, problèmes logistiques visiblement conséquents, défaillance de communication entre les échelons militaires, bombardement aveugle sur des populations civiles, ...) ne sont pas sans poser quelques interrogations sur la compétence de la soi-disant seconde armée mondiale. Les cruels manques d'échelons intermédiaires dans la ligne de commandement en est sans doute un élément important.

Loin d'une guerre éclair, les retards pris et la sous-estimation de l'opposition ukrainienne annoncent un enlisement probable du conflit dans une guérilla. Cela joue fondamentalement en défaveur du régime Poutine, et plus largement en défaveur de l'ensemble des régimes totalitaires vis-à-vis des nations revendiquant un état de droit. Le régime Xi sait cela et ce n'est pas la continuelle propagande orchestrée par sa base 311 qui devrait modifier la donne, notamment sur la question taïwanaise (annexe 5).

Le maître du Kremlin aurait alors joué une carte bien hasardeuse vis-à-vis de son allié historique de l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS). S'il advenait un échec, les tensions qui en découleraient seraient profondes entre les deux pouvoirs. Disons en langage diplomatique, l'intensification d'une situation de cordiale mésentente entre le Kremlin et Pékin. Puis la chute du régime Poutine pourrait en résulter.

« À Taiwan, un optimisme mesuré face à la Chine »

Rémy Bourdillon / Le devoir, 12 mars 2022

De l'Ukraine à Taiwan

(...)

Leçons ukrainiennes

Dans le ciel taïwanais, des avions militaires chinois continuent de s'inviter, mais c'est devenu une habitude tant ces intrusions sont nombreuses — près de 1000 en 2021. Aucune tension n'est par contre palpable dans les rues de Taïpei. Ainsi peut-on résumer l'attitude des Taïwanais face à leur bruyant voisin : inquiétude oui, panique non.

« Je suis d'un optimisme prudent », précise Wen-Ti Sung, maître de conférences en études taiwanaises à l'Université nationale australienne. « La crise ukrainienne montre que même pour une puissance nucléaire comme la Russie, il est très difficile d'obtenir un succès rapide et peu douloureux. Si la Chine espérait faire de même à Taiwan, elle va certainement faire une pause pour y repenser. »

Autre motif de soulagement : face à Moscou, les Occidentaux ont fait preuve d'une union qu'on ne leur connaissait plus, et leurs lourdes sanctions économiques vont isoler la Russie. « Si Pékin doit en tirer une leçon, c'est qu'il va lui falloir bâtir une bien meilleure coalition sur le plan diplomatique afin de diminuer l'impact de telles sanctions », observe M. Sung. « Xi Jinping entend rester au pouvoir et veut donc éviter tout choc économique avant le prochain Congrès national du Parti communiste, prévu cet automne », ajoute M. Lin, professeur adjoint à l'Université nationale Sun Yat-sen et spécialiste de la défense taiwanaise .

Quel avenir possible pour Taiwan ?



Relation Chine-Taiwan - Quel avenir démocratique pour l'île ?

Suite à l'élection en janvier 2020 de Madame Tsai Ing-wen réaffirmant l'importance de l'indépendance de la nation, une option militaire chinoise est-elle possible ? A l'instar de V. Poutine, une volonté d'invasion du régime Xi est-elle possible à brève échéance ? Ne jamais se limiter aux seules données économiques dans les possibles scénarios à venir. L'économie est toujours conditionnée par les choix de la politique. L'enlèvement de Poutine en Ukraine va rendre dorénavant bien complexe pour Xi la possible volonté d'invasion de l'île-Etat. Par ailleurs, les obstacles militaires à relever pour espérer une invasion éclair de l'île sont colossaux. Une réussite d'une telle opération semblerait aussi bien hypothétique.

6-Investisseurs étrangers en Chine : quelle solution de Back-up ? Inde, la grande gagnante ?

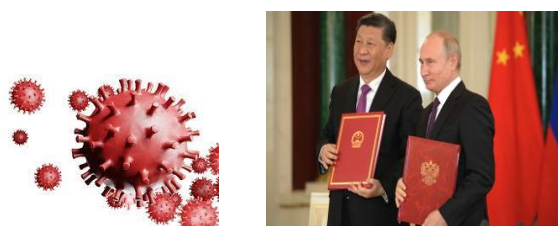


N. Modi

Changeons de focale et repositionnons-nous sur les questions économiques : quels vont être les impacts en Chine dès à présent des stratégies d'investissement des groupes mondiaux sur le territoire ? Si le mauvais rêve d'une invasion de Taiwan était mis à exécution par le régime (hypothèse à ne pas écarter trop rapidement), à l'instar de la Russie sous le régime de Poutine, le lot de désapprobations et de sanctions internationales s'abattrait sur Pékin, et cela dans des proportions beaucoup plus critiques et complexes à engager et à gérer mondialement. Notamment, au regard de leurs ampleurs, comment opérer des fermetures ou retraits des positions économiques étrangères sur le territoire ?

En prolongement du drame ukrainien, une nouvelle interrogation se fait ainsi jour : quid de la question taiwanaise vis-à-vis des volontés de plus en plus menaçantes du régime Xi ? Si un passage à l'acte était décidé sur l'île-Etat, quelles seraient la réponse de la communauté internationale vis-à-vis du pouvoir de Pékin ? Quelles seraient les conséquences à attendre de la part des investisseurs étrangers implantés en Chine et plus largement de l'avenir des relations commerciales qu'entretient la Chine vis-à-vis du G7⁷¹ ? La question est pour la moins épineuse.

En Chine, les investissements notamment industriels des groupes ne peuvent en effet se confondre avec ceux réalisés en Russie. Ils sont trente fois supérieurs, sinon plus selon les secteurs, et avec de fortes progressions. Les anticipations rationnelles travaillent toutefois dorénavant pour une sécurisation accrue des positions, et donc d'un redéploiement des investissements également en dehors de la Chine. Trois signaux militent dans cette voie :



Décennie 2020 : l'intensification d'une bipolarisation du monde.
Vers une bi-mondialisation ?

- 1-L'arrivée de Xi J. en 2013 qui intensifie une approche bipolarisée du monde ;
- 2-la pandémie de la crise Covid à partir de 2020 ;
- 3-le conflit lancé par le régime Poutine en 2022 sans désapprobation par le régime de Pékin.

Sur le plan géo-économique, quel est l'avenir possible dans ce contexte ?

Cet alignement de faits pourrait travailler selon forte probabilité à une aversion accrue des investisseurs vis-à-vis de la nation chinoise. Pour les compagnies, en dehors des positions visant la réalisation d'une offre sur le marché local, il devient préférable de réduire une dépendance géo-économique à la nation.

Cet élément est d'autant plus prévisible que sur de nombreux segments de marché les investisseurs étrangers ne sont plus forcément les bienvenus en Chine. Hormis s'ils apportent le transfert technologique manquant à la nation. Sur le fond, dès lors que la nation sait dorénavant réaliser par elle-même les prestations attendues, l'invitation à emprunter la porte de sortie est indiquée aux investisseurs étrangers. Le patriotisme économique n'est pas un vain mot en Chine, et cela ne devrait que

⁷¹ Allemagne, Canada, France, Italie, Etats-Unis, Royaume et Japon. Sur le plan économique, ces sept nations représente environ 50% du PIB mondial.

s'intensifier.

L'Inde là aussi, mais pas uniquement parmi les pays émergents, pourrait en sortir le pays gagnant. Très probablement. Plus ou moins vite, cela c'est l'avenir qui nous le dira.



Afin de renouer avec l'idée de réelles relations partenariales vis-à-vis de l'Occident, là aussi nous retrouvons l'hypothèse d'une urgence pour le régime Xi de jouer le plus rapidement possible le rôle de médiateur auprès de V. Poutine pour une sortie au conflit.

Comme précédemment noté, en ce 12 mars, ce n'est pourtant pas la voie qui semble prise. Il s'agit là d'une position historique majeure confirmant l'idée que Xi Jinping n'est ni Deng Xiaoping⁷², ni Jiang Zemin mais peut-être davantage un second Mao.

Ainsi, de ce conflit la grande gagnante du jeu ne pourrait-elle pas être l'économie indienne ? En effet, si le régime Xi continu à faire perdurer dans un grand bond en arrière un alignement idéologique avec la Russie de Poutine, une montée des tensions et une perte de crédibilité croissante du pouvoir de Pékin auprès des investisseurs étrangers en Chine ne devrait que s'intensifier. L'Inde apparaîtra alors comme la nation à privilégier par l'Occident pour la zone indo-asiatique. En réalité cette dynamique est déjà engagée depuis 2020 et le conflit russo-ukrainien ne devrait qu'intensifier le mouvement. Au final, l'économie indienne pourrait se révéler la grande gagnante du conflit lancé par Poutine.

Dans les années qui arrivent, il ne serait pas surprenant que les investisseurs en particulier américains, européens, australiens et japonais orientent de plus en plus leurs flux d'investissement vers cette nation et non plus tant vers la Chine. La raison en est triple.

1-Des surcapacités industrielles chroniques sont présentes en Chine dans la plupart des secteurs.

2-Comme auparavant souligné la crise Covid a fait prendre conscience des dépendances critiques sur de nombreux segments productifs. A minima et dans l'urgence, des solutions en back-up s'imposent aussi aux entreprises étrangères dans leur chaîne de valeur.



3-Le choix politique de l'intensification d'une ligne dure retenue par le régime Xi depuis 2013 accroît la défiance de l'Occident à la Chine. Elle va conduire à une redistribution des positions vers d'autres nations. La Chine « ne fait plus guère rêver », et cela semble également vrai à en écouter les souhaits des jeunes talents. C'est-à-dire les acteurs qui vont porter l'avenir.

En ces temps de réveil écologique, les modes de vie semblent à rechercher ailleurs, dans les pays à gouvernance démocratique, dans des approches permettant une souveraineté sur les secteurs

⁷² Deng Xiaoping s'opposait par exemple à l'idée de la conduite d'un troisième mandat possible par un président de la RPC.

stratégiques et davantage orientées en circuits courts. Cela y compris au niveau des grands groupes même si l'attractivité chinoise reste à étudier de près au niveau notamment du secteur de l'automobile (segment véhicule électrique et hybride principalement) et des marchés du renouvelable (PV, éolien, et hydrogène en particulier). La nation reste et restera une grande puissance industrielle, avec de fortes imbrications notamment avec l'Europe.

Afin de sortir notamment du piège de sa situation de pays à revenus intermédiaires, la Chine a une carte majeure à jouer sur les segments porteurs de l'écologie, et elle saura sans doute la jouer avec d'autres partenaires étrangers. Dans l'automobile, pensons aux grands constructeurs à l'instar de VW, Daimler, Renault-Nissan, etc.

Cela ne signifie donc pas une réduction des positions industrielles en Chine (la nation ne devrait cesser de s'affirmer économique sur l'échiquier mondial), mais une stratégie de positionnement des sociétés étrangères sur les marchés locaux : Siemens « Chine » pour la Chine, Siemens « Inde » pour l'Inde, Siemens « Allemagne » pour l'Europe, etc. L'hypothèse est ici posée.

Mise à jour 25 juin 2023

"J'ai reçu 200 inspections en un an »

De plus en plus d'entreprises européennes jettent l'éponge en Chine

Source : BFM Business / Frédéric Bianchi avec AFP (21/06/2023)

Dans un contexte de reprise molle et de climat des affaires politisé, un nombre croissant d'entreprises occidentales re-déplient leurs investissements en dehors de Chine. Si la deuxième économie mondiale reste incontournable, ce n'est plus L'Eldorado d'antan.

Une reprise incertaine, un casse-tête réglementaire et un climat d'affaire de plus en plus en politisé : même si la Chine a rouvert ses portes, les entreprises européennes ont l'humeur morose, comme le révèle une enquête publiée mercredi.

Pour deux tiers d'entre elles (64%), il est devenu plus difficile de faire des affaires en Chine, un niveau record, selon le sondage annuel de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine, réalisé en février-mars auprès de 570 entreprises. En conséquence, "11% de nos membres ont déjà transféré des investissements hors de Chine", explique Jens Eskelund, président de la Chambre, lors d'un briefing devant des journalistes. Ils ne sont pas les seuls à le faire: 38% d'entre eux disent avoir vu des clients et fournisseurs chinois faire de même.

Et "10% des entreprises (interrogées) envisagent de déplacer leur siège Asie en dehors de la Chine, ou l'ont déjà fait", ajoute Jens Eskelund, Singapour étant généralement plébiscité.

Pendant près de trois ans, la deuxième économie mondiale s'est fermée au monde, appliquant de strictes restrictions sanitaires qui ont régulièrement perturbé le fonctionnement des usines et des chaînes d'approvisionnement.

L'annonce de la levée totale des mesures, en décembre dernier, avait donc été accueillie avec espoir. Peine perdue: six mois plus tard, la reprise économique reste pousive et les tracas s'accroissent pour les entreprises étrangères établies dans le pays.

"Interférence"

Inquiètes, ces dernières notent, pour 59% d'entre elles, que l'environnement économique est de plus en plus politisé, dans un contexte de fortes tensions diplomatiques entre Pékin et Washington.

Et les incertitudes s'accumulent, qu'il s'agisse de la loi anti-espionnage aux contours flous qui entrera en vigueur le 1er juillet, ou encore du risque d'un conflit autour de Taïwan, que la Chine revendique comme une de ses provinces.

"Depuis la reprise (...), il y a de plus en plus d'interférence du gouvernement dans les affaires", avec "une préférence accordée aux groupes nationaux, au dépens des sociétés étrangères", témoigne le directeur d'un groupe industriel français installé dans la province du Shandong (est).

A la moindre incartade, "le bureau de l'emploi me tombe dessus, pareil quand il s'agit de sécurité, d'environnement...", déplore-t-il sous couvert d'anonymat, affirmant que les sociétés chinoises bénéficient de plus de clémence. Dans la province du Jiangsu (est), une entreprise raconte avoir reçu en un an plus de 200 inspections de la commission de l'environnement, de la santé et de la sécurité.

Le patron installé dans le Shandong soupire en évoquant des "frais portuaires en hausse de 300%" par rapport à 2019, alors que les autorités locales "ont signé des accords favorables avec deux groupes chinois qui installent leur usine à côté".

De quoi lui faire quitter la Chine, où il vit depuis 16 ans? "Non, l'investissement est trop important". Mais "l'incertitude de la Chine compromet la confiance des clients, des investisseurs et du conseil d'administration".

"La Chine fait peur"

"J'ai le plus gros site du groupe, en surface et en effectif, mais je ne suis plus la perle du groupe, je suis l'atelier qui fait peur", raconte ce responsable, expliquant que la stratégie est désormais de diversifier les investissements hors de Chine pour réduire les risques.

A Pékin, un cadre d'une entreprise européenne le confirme: "la Chine fait peur" car elle "renvoie l'impression d'un pays finalement incontrôlable, qui du jour au lendemain peut décider de fermer".

Lui aussi observe depuis la réouverture, "un resserrement des règles" vis-à-vis des entreprises étrangères. "On sent qu'il y a une volonté de la part des Chinois d'être autonomes", note-t-il lui aussi sous couvert d'anonymat par crainte de représailles.

"Dans le cadre de notre entreprise, ils modifient la réglementation pour avoir encore un peu plus de contrôle", explique ce responsable. Exemple le plus criant: "ils nous ont demandé de mettre des gens du parti (communiste, ndlr) dans notre entreprise, on a refusé".

Plus de la moitié des entreprises interrogées (53%) n'envisagent aucune expansion de leur activité en Chine en 2023.

Quelles dynamiques des investisseurs ? Résumons-nous !

Quatre raisons esquissent une réorientation des investisseurs de la Chine vers l'Inde.

1-D'une part à partir de 2010 la Chine n'est plus considérée comme une nation à forte attractivité prix. Les salaires y compris dédiés à des activités faiblement qualifiées ont connu de fortes augmentations. D'autres nations en sortes aussi gagnantes.

2-D'autre part la Chine va se heurter à un problème d'accès à la main d'œuvre de par un vieillissement de sa population qui ne cesse de s'intensifier. Et les mesures d'assouplissement de la politique familiale en faveur de la natalité n'y changent rien. La Chine est devenue la nation de l'enfant unique et le syndrome du déclin démographique à l'instar de la Corée ou du Japon est dorénavant l'hypothèse retenue dans de nombreux scénarii.

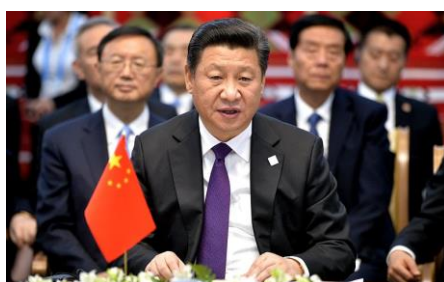
3-l'Occident à travers notamment la crise Covid a pris connaissance des problèmes posés par sa

dépendance à la Chine. Des stratégies de diversification des risques ne devraient aussi que s'intensifier dans les années à venir ;

4-Le grand bond en arrière du régime Xi ne peut par ailleurs qu'accroître cette ligne politique de la part des nations démocratiques. Un processus de bi-mondialisation pourrait en résulter. Dans le monde indo-asiatique, le principale gagnant sur l'échiquier géopolitique en sera probablement l'Inde, mais aussi les autres nations du sud-est asiatiques à l'instar de la Thaïlande, du Viêtnam, de l'Indonésie, de la Malaisie, ... Cela ne signifie en rien la fin de la puissance chinoise tant les liens sont étroits notamment avec l'Europe, mais bien la venue d'une nouvelle grande puissance sur l'échiquier.

7-L'émergence d'une économie-monde totalitaire ?

Xi Jinping ou le « Grand bond en arrière »



Le rêve d'un monde placé dans une algocratie du Parti sous une hégémonie autocratique chinoise ?

Qu'est-ce qu'une économie-monde ?

Rivalités d'Economies-monde. Les 3 mondes ?

Boissin, O., « *Economie mondialisée* », Vol.1, Grenoble-INP, 2022



Palais de Doges

A l'origine les Economie-monde étaient plus souvent des Villes-monde. Historiquement, il nous faudrait probablement commencer par Venise. Au cours du moyen Age, cette république va se développer en un Etat indépendant par la puissance progressivement acquise de sa maîtrise du commerce maritime. Initialement orientée vers l'Adriatique et l'Italie du Nord, la flotte vénitienne va étendre ses alliances et comptoirs dans l'empire de Byzance et prendre une place prépondérante dans le cadre des croisades, notamment lors du début du XIII^e siècle (4^e croisade). Il faudra toutefois attendre le XIV^e siècle pour voir la cité Etat véritablement rentrer dans sa période de gloire en dominant le commerce de la méditerranée orientale jusqu'à l'océan indien. Du côté de l'Asie et cela jusqu'à Zanzibar, cela restera encore un temps sous le contrôle de la Chine, l'empire Ming étant le maître des océans jusqu'à la brillante épopée de la période placée sous le commandement de l'amiral Zheng He (1430).

Sous contrôle de quelques grandes familles vénitiennes et de l'autorité du Doge, la Sérénissime construira ses richesses sur la base du transport des épices, céréales, tissus, sel avec le proche et moyen orient, l'Afrique et l'Inde. Ville cœur de l'Economie-monde, à l'instar de Florence ainsi que de son éternelle rivale Gènes, son système politique va se construire à travers une oligarchie dominée par quelques dynasties locales.



Palazzo Ducale – Venise.

C'est ainsi durant ce XIV^e au XVI^e siècle que Venise dominera l'axe central du commerce mondial. Puis les compagnies navales et les grands marchands vénitiens perdront progressivement leurs influences suite à la découverte des Amériques. Ainsi va basculer le monde. L'historique rivale Gêne, mieux positionnée géographiquement va alors prendre la suite et connaître son siècle d'or (1550-1650).

Puis plus loin, plus éloigné de l'Italie, le commerce sur une base triangulaire Europe-Afrique-Amériques va faire glisser les nouvelles dominations économiques du côté de l'atlantique avec les ascensions en France de nouveaux ports à l'instar de Lorient, La Rochelle, Nantes ou Bordeaux. Puis sonnera l'heure de la suprématie d'Amsterdam. De son port car les villes mondes sont toujours celles des grands commerces tel Anvers. La maîtrise des grands axes, des nouvelles routes. Les XVII^e-XVIII^e siècles vont porter la signature d'Amsterdam, la rivale. C'est à cette période de la fin du XVIII^e que la cité vénitienne va s'effacer progressivement de l'échiquier mondial jusqu'à l'ascension Bonapartiste sur l'Italie et la transformation de la Sérénissime en province autrichienne.

Plus tard, beaucoup plus tard, à la mort de la Reine Victoria, l'Europe sur sa face atlantique va céder quant-à-elle sa place à la domination américaine. New York tout d'abord, puis plus proche de nous ce sera l'heure de la côte ouest, Los Angeles, San Francisco, l'entrée dans l'ère du silicium, sous l'impulsion notamment des budgets étatiques alloués au complexe militaro-industriel. La Silicon Valley est en réalité moins une histoire de garages que de Pentagone. Une valorisation technologique où les papes idéologiques du libre marché ne devraient pas oublier le rôle joué par la puissance publique.

Puis après l'Amérique, quelles sont les nouvelles lignes d'horizon ? Le monde indo-asiatique sans guère de surprise. Vers une nouvelle Economie-monde chinoise ? Cela c'est l'avenir nous le dira. Ne pas omettre aussi l'importance de la puissance indienne qui n'en est qu'à son début et qui bénéficie du précieux avantage d'être une démocratie à l'inverse de sa rivale asiatique.

L'histoire nous apprend que le monde moderne se construit par ailleurs de manière complexe, imbriquée, multipolaire. Un enchevêtrement de flux, d'informations, de compétences, d'aléas aussi. Le monde d'aujourd'hui n'est en rien comparable à la suprématie américaine de l'après-guerre. Le XXI^e siècle ressemblera davantage à 3 mondes entremêlés, aux flux géographiquement imbriqués et aux pouvoirs multipolaires. Les mondes selon Apple, le monde selon le Parti, et le monde selon Linux. Entre totalitarisme sécuritaire et démocratie, quelles seront les nouvelles cohabitations de pouvoirs à venir ? Sur ces devenir possibles du capitalisme, quelques grandes signatures : J. Attali, J. Brasseul, F. Braudel, E. Labrousse, D.S. Landes et A. Wallerstein.

L'objectif politique du régime de Pékin est simple : placer la nation chinoise dans une situation d'économie-monde. Mais la face lumineuse du projet comporte également sa face sombre : dans un simulacre d'harmonie et de prospérité commune sur la base d'un consumérisme généralisé en version

plus ou moins transhumaniste, derrière les murs rouges de Pékin se cache l'intensification d'un pouvoir totalitaire néo-fasciste à l'instar du poutinisme.

Entre A. Huxley et G. Orwell et sous le régime Xiiste, l'humain en tant qu'agent numericus ne serait-il pas inscrit dans un projet de contrôlé et de manipulation aux seules fins d'un pouvoir renouant avec les heures sombres du fascisme ?

Le cauchemar Huxley-Orwell



Le rêve de la Chine de Xi J. ne serait-il pas « *Le meilleur des mondes* » se résumant à une population sous perfusion d'IA plongée dans une recherche de factices bonheurs transhumaniste-consumériste ? Bien que situé à son opposé quant à la finalité idéologique retenue, nous retrouvons ici le mariage des thèses d'A. Huxley et de G. Orwell « 1984 » d'un Etat central placée sous la dictature d'un Parti s'affichant aux sujets comme bienveillant. Ou pas selon les auteurs. Le Ministère, le culte de la mort.

Depuis la décennie 2010, l'un des instruments du pouvoir incarnant ce projet est la mise en place de la politique du Crédit Social. Décennie 2020, le régime Xi incarne dorénavant en grandeur nature la double thèse cauchemardesque d'Huxley – Orwell.

Il lui suffit à travers le nouveau capitalisme numérique de collecter les informations caractérisant l'agent. Sous prétexte d'un principe d'harmonie et de consumérisme, l'humain est ainsi tracé, connu et analysé en sa plus fine granularité. Le XXI^e siècle l'a fait basculer dans un capitalisme de surveillance.

En Chine, « *Les caméras et les traçabilités au quotidien sont là pour votre bonheur* ». La population se trouve ainsi nourrie au quotidien d'une propagande qu'elle n'est que condamnée à accepter au risque d'être évincée de la société. De nos jours, la situation se trouve à un tel degré d'acceptabilité sociale que le régime Xi peut dorénavant même ouvrir la cage, l'oiseau ne chercherait plus à s'envoler.

Ou presque... ⁷³.

⁷³ Quant aux souffles ukrainiens, il en sera de même, car comme l'énonce un vieux proverbe russe « *Tout oiseau préfère la liberté à une cage dorée* ».



Pierfrancesco Celada

Manifestation étudiante du mouvement des parapluies à HK. Action visant ici à échapper au système de vidéo-surveillance actuellement partout présent dans la ville.

Photos de Pierfrancesco Celada présentées aux rencontres de la photographie d'Arles (saison 2022)

Mise à jour 13 octobre 2022

“Étudiants, travailleur, peuple (...) destituez le dictateur Xi Jinping”.

Source : France 24 – Les observateurs. 今天上午北京四通桥上有人挂出了条幅·在社交媒体疯传。 pic.twitter.com/cTUBePKMGF / Jingzhou Tao 陶景洲 (@JingzhouTao) 13/10/2022

En plein cœur de Pékin et à quelques jours de l'ouverture du Congrès du Parti qui va réitérer le pouvoir de Xi en tant que président à vie, des manifestants ont osé afficher des banderoles appelant à la démission du dictateur Xi. Une telle prise de risque au sein de ce pays où le régime en place a décidé d'un système de surveillance des populations omniprésent, ce n'est pas tous les jours pour que le fait ne puisse être mentionné...



Traduction de la banderole de gauche : “Nous ne voulons pas de tests Covid, nous voulons manger ; nous ne voulons pas de confinement, mais être libres, pas de mensonge, mais la dignité (...) Ne plus être des esclaves pour être des citoyens”.

Traduction de la banderole de droite : “Étudiants, travailleur, peuple (...) destituez le dictateur Xi Jinping”.

Quant aux enfants de Hong-Kong, ceux qui ont autrefois connu la signification du mot liberté, si les revendications sont là, la suite à venir devrait dorénavant se résumer au triste nom de « prison », de « prison noire » ou d'hôpitaux psychiatriques. Au choix des autorités du ministère. A la suite de Carrie Lam, le nouveau policier du pouvoir de Pékin œuvrant sur l'île se nomme John Lee et ne devrait pas

démentir.

Le numérique au service de la malveillance



John Lee

Depuis 2019 et au côté de Carry Lam, John Lee est connu comme la maître figure des actes de répression commis sur les étudiants d'HK. A la suite du lourd bilan de Carry Lam, en 2022 Pékin va décider de le nommer comme le nouveau chef de l'exécutif de HK.

China : « *The Future is Bright* »

Par extension, suite aux documents fuités en 2015, la « *Solution chinoise* » du régime Xi ne se veut pas uniquement chinoise mais mondiale. En projet, un « grand bond en arrière » pour le plus grand nombre ?

La « vieille Europe » tant imprégnée de l'esprit des Lumières peut-elle accepter cette idéologie totalitaire? Demain chaque citoyen se verrait placé sous un bracelet électronique à travers leurs smartphones ou autres prothèses instrumentalisées ? 2040, quel serait l'avenir des citoyens en cas de désobéissance ? Les « Centres de formation » chinois, les prisons noires et autres centres psychiatriques de la nation ? La *Commission des affaires politiques et juridiques* du Parti veille avec une grande attention à faire perdurer le régime. La répression est alors le levier opératoire retenu à cet effet.

Selon Xi Jinping, dans un document du Parti fuité (le document n°9), il faut précisément lutter contre 7 périls parmi lesquels figurent, noir sur blanc :

- La démocratie constitutionnelle occidentale ;
- Les valeurs universelles des droits de l'homme ;
- La société civile ;
- La liberté de la presse.

Après l'esprit de « rectification » lancé par Mao au tournant des années 1940 à Yan'an, l'objectif du nouveau régime serait-il une marche vers une solution techno-nihiliste ? 2022 : le carburant de la 4^e révolution industrielle ne se nomme plus le pétrole comme nous le savons mais les « Data ». Aussi, les nations démocratiques de l'Occident ne devraient-elles pas veiller à en protéger leurs contrôles ?

Depuis 2020 les codes sources d'Orange (France Telecom) sont déjà directement issus du langage chinois prévalant au sein des logiciels de traçage de la population chinoise. Ceux du « Crédit social ».

2022 : une Europe sous contrôle de la 5G chinoise ? C'est-à-dire les données sous contrôle d'un régime totalitaire ?

Puis après demain, la Chine -sous réserve qu'elle ne s'affaisse pas écologiquement-, pourrait devenir la première puissance mondiale. Quel avenir attendre en matière de libertés de la part d'un régime autocratique, pyramidal et répressif ?

A l'encontre de ces vents mauvais il y a une urgence à veiller avec vigilance à ces tendances en marche.

« Répression des Ouïghours : les survivants de l'horreur »

(1^{er} décembre 2019)



Photo : G. Sabrié, archives New York Times

Un centre de « rééducation » pour Ouïghours à Artux, au nord de Kachgar, dans la région du Xinjiang

« Un agent de voyage, une femme d'affaires, un linguiste. Tous trois sont des Ouïghours, cette minorité musulmane durement persécutée en Chine. Et tous trois ont survécu à l'enfer des centres de détention dont l'existence a été confirmée cette semaine grâce à une fuite de documents internes détaillant le fonctionnement de ce que Pékin décrit comme des « centres de formation ».

Abduweli Ayup, Gulbahar Jelilova et Omerbek Ali sont passés par ces centres, où au moins un million de leurs compatriotes sont toujours incarcérés. Ils ont connu la faim, la torture et la peur. Ils font partie des rares ex-prisonniers ayant le courage de témoigner publiquement de leur expérience. Voici leurs histoires.

Gulbahar Jelilova : « J'ai passé 13 mois avec des chaînes aux pieds »

Des femmes qui accouchent en prison et qui pleurent toutes les larmes de leur corps après s'être fait enlever leur nouveau-né. D'autres qui sont violées, ou se sont fait arracher les ongles. Des détenues qui n'en peuvent plus au point de chercher des manières de mettre fin à leurs jours.

D'autres, enfin, qui perdent la raison, et enduisent leur corps de leurs excréments.

Deux fois par semaine, les détenues se faisaient administrer des médicaments non identifiés. Une fois par semaine, elles devaient tendre le bras à un médecin pour recevoir une injection de nature inconnue » ...

Etc.

Pour plus de développement sur ces témoignages, Source : <https://www.lapresse.ca/international/asi-e-et-oceanie/201911/30/01-5251924-repression-des-ouighours-les-survivants-de-lhorreur.php> (1 décembre 2019)

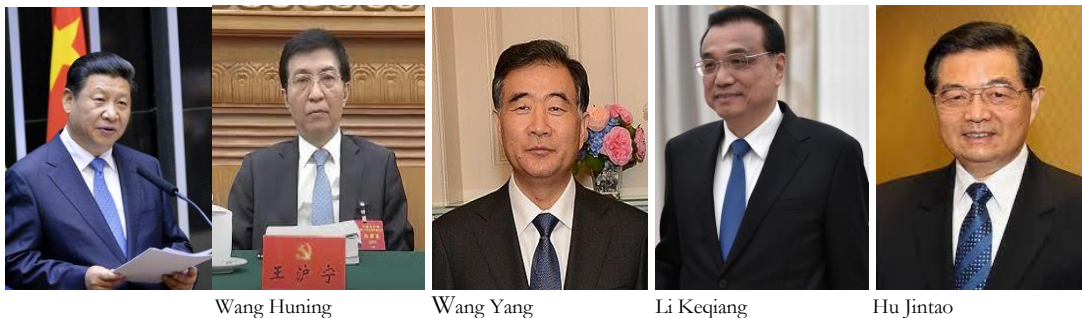
Il devient urgent de protéger les démocraties. C'est-à-dire pour l'Europe de repenser une défense digne de ce nom afin de protéger les Etats de droits. La guerre lancée en Ukraine en cela est un accélérateur historique de la refondation de l'Alliance Atlantique. Sans doute à raison.



Mise à jour 22 octobre 2022

Xi où le choix d'une concentration monolithique des pouvoirs dans une algocratie du Parti.

Chef du Parti, chef de l'armée, chef d'un pouvoir attribué à vie, idéologue néo-autoritaire et contrôle exacerbé des libertés : voyage dans l'abécédaire de la dictature Xi.



Xi Jinping et son mentor idéologique Wang Huning durant la période 2012-2017

En ce 22 octobre 2022, l'autocrate va acter sans surprise l'engagement d'un troisième mandat lors de la cérémonie de clôture du XX^e congrès du Parti. La sage recommandation de Deng Xiaoping qui mentionnait en son temps l'importance de ne pas permettre au tenant du mandat suprême un renouvellement à vie dans sa fonction se trouve ainsi balayée d'un revers de main.

Durant ce congrès, le maître de Pékin va par ailleurs réaffirmer sa volonté de la non indépendance de Taiwan et plus largement l'importance de « se battre pour la victoire ». Contre qui ? Quant au plan institutionnel, le constat est à la concentration des pouvoirs dans une ligne politique dure que nous pourrions nommer, dans la suite du Maoïsme, de doctrine Xiïste.

Dans un contexte de guerre russo-ukrainienne, d'une gestion de crise zero Covid critiquée et d'un ralentissement marqué de l'économie chinoise, l'option de Xi sur la composition notamment des membres permanents du Bureau faisait jusqu'ici débat : l'autocrate allait-il assouplir ses positions au profit d'une ouverture et d'un dialogue avec l'Occident, ou au contraire intensifier un groupe idéologique monolithique avec son corolaire de tensions géopolitiques croissantes à l'international ?

Au regard de la recomposition décidée des membres du Parti, c'est ce second axe qui a été retenu. Les voix modérées du Parti se verront ainsi écartées des nouvelles instances décisionnelles, avec notamment les départs de l'ancien premier ministre Li Keqiang, de Han Zheng (vice premier ministre) et du libéral Wang Yang, ce dernier ayant été pourtant un temps pressenti comme le possible successeur de Li Keqiang à la fonction centrale du gouvernement. A sa place, Xi va nommer le conservateur et controversé Secrétaire général du PC de Shanghai Li

Qiang, connu pour sa désastreuse gestion de la Covid lors du confinement de Shanghai. C'est sa fidélité idéologique au régime qui va se trouver récompensée. De même, Wang Yi, le faucon de Pékin est reconduit à la tête du très sensible Ministère des Affaires Etrangères.

Au regard d'un profond remaniement du Comité Central du Parti, Xi J. se retrouve ainsi entouré d'un petit cercle de conservateurs nationalistes inscrits dans la droite lignée de la pensée néo-autoritaire de Wang Huning, la matière grise idéologique à l'origine du régime Xi. Le tout dans des tranches d'âge élevé et sur fond d'une pleine inégalité quant au genre avec un Bureau politique du Parti (25 membres) composé à 100% de personnes de sexe masculin*.

Pour les temps à venir, cette nouvelle composition du Comité Central ne laisse ainsi guère envisager de futurs géopolitiquement porteurs entre Pékin et les pays démocratiques.

Depuis 2012, la page de l'ouverture sélective chère à Deng Xiaoping, Jiang Zemin et Hu Jintao -les trois figures emblématiques se trouvant à l'origine du fulgurant développement de la Chine sur la période des vingt glorieuses 1993-2013 est ainsi définitivement tournée depuis dix ans au profit d'une direction du pays par un régime concentrant l'ensemble des pouvoirs et généralisant une idéologie sécuritaire, fermée aux sensibilités politiques plurielles (**) et sans aucune nuance tant sur le fond que sur la forme.

A l'image durant cette cérémonie de clôture du XX^e congrès de la sortie sur ordre de Xi et de manière guère délicate de son prédécesseur Hu Jintao, l'ancien président de la Chine. Un acte impensable dans la finesse de la culture chinoise où faire perdre la face à un individu en public est considéré comme une erreur majeure, pour ne pas dire l'insulte suprême. Mais Hu J. il est vrai est connu pour être en désaccord avec la ligne dure de son successeur Xi. A l'inverse il est favorable au clan des modérés qui était incarné jusqu'à présent par Li Keqiang. C'était là autant d'éléments peu soutenables pour l'autocrate Xi qui, durant cette grand'messe idéologique du Parti, n'était qu'en recherche de sacre.

(*) Le Comité Central du Parti Communiste chinois est composé de 205 membres. Ce Comité désigne ensuite le Bureau politique, l'organe clé regroupant 25 membres dont 7 représentent les membres du Comité permanent du bureau politique. Lors de ce XX^e congrès, la composition de ce comité permanent regroupe sur son plan idéologique exclusivement des personnalités en plein accord avec la pensée de Xi. C'est ce dernier cercle restreint des « sept sages » qui décident des décisions centrales du Parti quant aux choix politiques de la Chine.

Sur le plan du genre, les 25 membres du nouveau Bureau politique et de son organe suprême, ils sont tous de sexe masculin. Il faut descendre au stade élargi du Comité central du Parti (205 membres) pour trouver quelques femmes dans l'assemblée : en 2022, 11 femmes totalisant 5% de la composition du Comité Central du Parti sur cette question de genre.

(**) Sur son plan historique, notons qu'il s'agit ici d'une différence de taille par rapport aux présidences précédentes, y compris celle du temps de Mao où demeuraient dans le cercle des plus proches collaborateurs du Grand Timonier de nombreuses sensibilités politique différentes : Liu Shaoqi, Chen Yun, Deng Xiaoping, Zhou Enlai, ... Sur la période 1949-2022, il faudra donc attendre l'arrivée de Xi au pouvoir pour assister à un organe décisionnel du Parti placé sous une seule influence idéologique monolithique. Sur ce point, Xi ne peut être comparé à un second Mao.

* * *

8-Une reconstruction de l'Alliance Atlantique. La guerre lancée par le pays du froid signe la renaissance de l'OTAN

Comme nous le voyons chaque jour, le conflit ukrainien ne fait qu'intensifier le rapprochement de certains pays européens de l'Otan -pensons à la Finlande et la Suède, pays non affiliés actuellement- et demandant dès à présent leur rattachement à l'Organisation. La Turquie elle-même se rapproche de l'Europe en acceptant de livrer des armes à l'Ukraine. L'inde demain ?

Cette démarche participe au final à un nouveau positionnement des nations sur l'échiquier politique, au détriment du régime Poutine donc, mais aussi par ricochet, à l'encontre de tout autres régimes totalitaires.



Suite au conflit avec l'Ukraine, les nations occidentales décident d'augmenter fortement leurs budgets militaires, avec des plans financiers majeurs en préparation notamment aux Etats-Unis, en Allemagne, en France, aux Royaume-Unis, en Australie, etc. Objectif : protéger l'Europe et les pays membre de l'OTAN d'un risque d'attaque par le régime Poutine, sur mode classique, mais aussi possiblement nucléaire.

En mars 2022, au niveau de l'Allemagne, un réarmement historique du pays sur la base d'un programme évalué à 100 milliards d'euros.

Les nations occidentales décident d'augmenter fortement leurs budgets militaires, avec des plans financiers en préparation notamment aux Etats-Unis, en Allemagne, en France, aux Royaume-Unis, en Australie, etc. Objectif : protéger l'Etat de droit en Europe et parmi les pays membre de l'OTAN.

Ursula von der Leyen,
Présidente de la Commission européenne.

Elle va engager avec clarté et rapidité des mesures alignées avec Washington.



Discours à la plénière du Parlement européen, 1^{er} mars 2022 :

« La guerre est revenue en Europe. Près de trente ans après les guerres qui ont déchiré les Balkans et plus d'un demi-siècle après l'entrée des troupes soviétiques dans Prague et Budapest, les sirènes de défense civile ont de nouveau retenti au cœur d'une capitale européenne (...) C'est un moment de vérité pour l'Europe. Permettez-moi de citer l'éditorial d'un journal ukrainien, le Kyiv Independent, publié quelques heures à peine avant le début de l'invasion: «Il ne s'agit pas uniquement de l'Ukraine. Il s'agit de l'affrontement de deux mondes, de deux pôles de valeurs.»

C'est tellement vrai. Il s'agit d'un affrontement entre l'état de droit et la loi du plus fort; entre démocraties et autocraties; entre un ordre fondé sur des règles et un monde régi par l'agression brute. La réponse que nous apportons aujourd'hui aux actes de la Russie déterminera l'avenir de l'ordre international. Le destin de l'Ukraine est en jeu, mais notre propre sort est aussi dans la balance. Nous devons montrer la force de nos démocraties; nous devons montrer la force des peuples qui choisissent librement et démocratiquement leur propre voie, en toute indépendance. Voilà notre démonstration de force. (...) Mesdames et Messieurs les Députés, je le dis : vive l'Europe. Vive l'Ukraine libre et indépendante.»

Le mise en sommeil des budgets de la défense des nations européennes avait été décidé suite à la dissolution du pacte de Varsovie. Ce pacte qui avait vu le jour en 1955 sur l'initiative de Moscou sous

N. Khrouchtchev avait pour fonction de créer une alliance militaire des pays communistes autour de l'URSS. C'était là une réponse à la mise en place de l'OTAN en 1949.

Suite à l'effondrement du mur de Berlin (1989), puis de l'URSS et du bloc de l'Est (1991), le Pacte de Varsovie va être abandonné durant la même année. A partir de cette décennie 1990, de nombreuses nations démocratiques notamment européennes vont décider de réduire leur budget de défense. En France, il va s'agir d'une division par quatre du budget de la défense entre 1990 et 2021 (en % du budget) avec un passage de 5% du PIB à 1,4 % du PIB de nos jours. Le choix politique était de moins dépenser pour des budgets semblant dorénavant non justifiés. Le temps était à l'appropriation des dividendes de la paix.

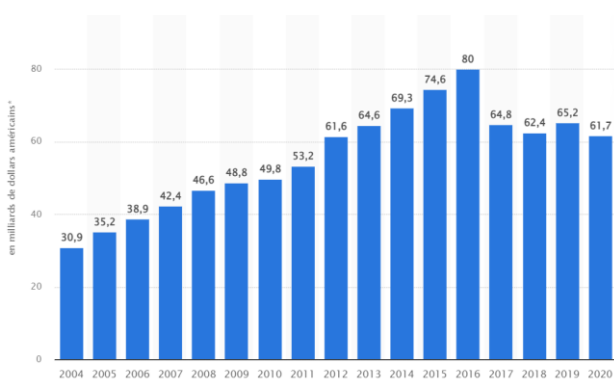
C'était là toutefois omettre que les régimes non démocratiques retenaient quant à eux une ligne politique inverse : une hausse de leur budget de défense ; et la Chine comme la Russie ne vont pas échapper à la règle. Surtout la Chine sous Xi et la Russie sous Poutine, avec des taux de croissances évoluant entre 6% et 14% de croissance par an. Les chiffres parlent mieux que de longs discours.



2000-2022 : budget militaire

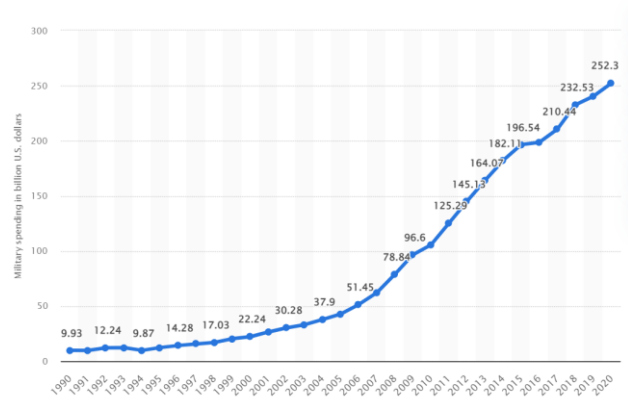
Une danse de couple partagée par les régimes autocratiques.
De mêmes idéaux sont présents sur la question du contrôle des libertés
et de la volonté d'expansion territoriales

Dépense militaire Russe 2004-2020



Source : Statista 2022

Dépense militaire chinoise 1990-2020



Source : Statista 2021 (milliards USD)

Depuis les années 1970, l'Europe a ainsi tendanciellement réduit son potentiel de défense alors que dans le même temps, et notamment depuis 2000, la plupart des autres nations ont significativement augmenté leur budget militaire. La Russie et la Chine en représentent deux cas emblématiques. On a ainsi de nos jours un déséquilibre important entre une Europe affaiblie sur le plan diplomatique et militaire et des régimes totalitaires disposant d'un important secteur de la Défense. Or, comme l'énonçait Bismarck en son temps, « la diplomatie sans les armes, c'est comme un concert sans les instruments ».

Exception à la règle : les Etats-Unis n'ont jamais réduit leur budget de défense et représente toujours en 2022 de loin le premier budget mondial en ce domaine : environ 700 milliards d'USD. Soit 10 fois le budget militaire russe... Ou encore plus du double du budget militaire chinois.

9-Une Europe de l'énergie et du numérique ?

Dans un contexte d'après crise Covid européenne, d'une forte tension sur les Supply Chain mondiales et d'une très probable seconde crise Covid chinoise, l'Europe a décidé de relocaliser ses compétences dans les secteurs stratégiques notamment du numérique et de l'industrie électronique. Le plan présenté par T. Breton en septembre 2021 en représente un marqueur important. Là aussi, ce n'est pas la guerre contre l'Ukraine qui devrait militer dans un sens contraire.

Thierry Breton et la Commission européenne ont dévoilé fin 2020 une stratégie offensive dans la cybersécurité.

Source : le Figaro (29 septembre 2019)

Thierry Breton annonce que les pays de l'UE veulent consacrer 30% du plan à la transition digitale.

L'Europe poursuit sa transition numérique à marche forcée. Mardi, Thierry Breton, le commissaire européen au marché intérieur et au numérique a annoncé, lors du Congrès Big Data et IA Paris, que la part du plan de relance européen de 750 milliards d'euros, consacrée au numérique pourrait passer de 20% à 30 %.

Plan de relance européen : le numérique pourrait recevoir 225 milliards d'euros

«Dans le cadre du plan de relance européen, la Commission avait demandé aux États membres de consacrer au moins 20% des sommes reçues à des investissements dans le numérique, comme le Cloud industriel, ou les semi-conducteurs. Mais selon les premiers retours des États membres, cette part est déjà supérieure à 30%. Ils ont décidé de mettre plus sur le numérique» a révélé Thierry Breton.

Transition écologique et numérique

La semaine dernière, Thierry Breton et la présidente de la Commission Ursula von der Leyen ont présenté un projet de directive European Chips Act, conçue pour créer un *«écosystème européen de puces à la pointe de la technologie, y compris la production»*. Et à la fin de 2020, la Commission a également dévoilé sa stratégie offensive dans la Cybersécurité.

Si ces projets d'investissements de la part des pays de l'UE se confirment, les montants passeront de 150 milliards à 225 milliards d'euros. Une hausse de 75 milliards d'euros en faveur des investissements dans la transition numérique européenne. Le plan de relance européen a consacré deux priorités : la transition écologique et la transition numérique. Initialement, la part des investissements consacrée à l'écologie doit atteindre 37% du total du plan de relance. *«J'espère que nous arriverons presque à la parité entre les sommes allouées à l'écologie et celles allouées au numérique»* a ajouté le commissaire européen.

Cette guerre conduit ainsi l'Europe à repenser en profondeur sa souveraineté industrielle et énergétique. Et comme elle ne dispose guère d'énergie fossile, cela signifie une croissance de sa production électrique sur une base d'énergie nucléaire et d'EnR. Finalement V. Poutine va se révéler être dans le moyen terme l'aiguillon principal d'une décision que n'auront su prendre les Etats-membres pendant trente ans : impulser une Europe de l'énergie. Le discours du 1 mars d'Ursula von Der Leyen en la question s'inscrit dans cette voie ambitieuse d'une transition énergétique : se passer des approvisionnements énergétiques russes (pétrole et gaz) au profit d'un plan ambitieux autour de l'hydrogène, de l'électricité et donc aussi des EnR.

Dans le même temps, cela signifie le déclin à venir du premier atout de l'économie russe : ses matières premières énergétiques, ces dernières représentant un tiers de l'économie nationale et plus de la moitié de la valeur de ses exportations. Le tout associé à une raréfaction physique de ses ressources et au sein

d'une nation démographiquement prise en ciseau entre un vieillissement de sa population et une fuite de ses talents parmi les jeunes générations, le déclin de l'économie russe dans les dix prochaines à venir devrait se révéler un constat fortement probable.

Mise à jour 25 novembre 2022

Source : site Atlantico / « Guerre en Ukraine, les sanctions occidentales affectent plus l'économie qu'on ne le croit »

Agathe Demarais, entretien sur son ouvrage « *Backfire* » Columbia University Press, 2022.

Le réel impact des sanctions contre la Russie ne sera-t-il visible qu'à long terme ? Quel pourrait-il être ?

Effectivement, l'impact le plus important des sanctions contre la Russie sera visible uniquement à long terme à travers le déclin annoncé du secteur énergétique russe. Il est probable que la Russie, dans les décennies à venir, perde son statut de grande puissance énergétique. Le dernier rapport de l'Agence Internationale de l'Energie confirme cette tendance : les revenus issus des exportations d'hydrocarbures vont chuter de plus de moitié dans les années à venir, pour s'établir à seulement 30 milliards de dollars par an en 2030 (contre 75 milliards de dollars en 2021). Selon toute vraisemblance, les hydrocarbures russes ne représenteront, en 2030, plus que 15% du gaz et du pétrole échangé mondialement (contre 30% avant le début de la guerre en Ukraine).

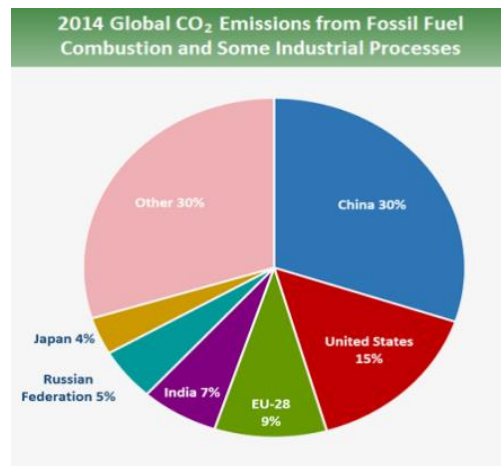
10-Qu'ils soient sous régime totalitaire ou sous gouvernance démocratique, nos capitalismes sont-ils soutenables ?

La réponse est aisée : non.

Coté Chine, en plus du jeu d'équilibriste avec la guerre ukrainienne, le régime Xi a ainsi bien des dossiers à gérer, et notamment celui de la transition écologique de son pays. Il lui faut viser dorénavant dans l'urgence une neutralité carbone face à la forte détérioration depuis 2002 de ses données environnementales.

Concernant ce volet, sur les 200 pays de la planète, la Chine avec les Etats Unis sont les deux premières puissances mondiales qui polluent le plus la planète. Ces deux nations génèrent près de 50% de la pollution mondiale, alors qu'elles ne regroupent qu'un 1/5 de la population du globe.

*Emission de CO2 par pays
Hiérarchisation des deux problèmes mondiaux :
Chine et Etats-Unis : env 45% des émissions mondiales.*



(2014)

Le charbon représente en 2021 environ le quart de la consommation mondiale d'énergie primaire, légèrement derrière le pétrole. Quant à sa place dans la production mondiale de l'électricité, elle est la première source énergétique primaire avec près de 40% du mix. La flambée des prix sur le pétrole suite à la guerre avec l'Ukraine devrait intensifier le recours à cette énergie fossile sale en termes d'émissions CO₂, mais qui est abondante et peu coûteuse.

« Under the Dome »

Source : O. Boissin, « Développement durable : des chiffres et des étoiles » Vol.2, Grenoble-INP, 2022.

La Présidence Xi Jinping vise une forte réduction des utilisations du charbon par de multiples directives auprès de la population et des secteurs industriels. Il s'agit d'opérer une migration vers d'autres sources énergétiques, en matière de fossile au profit du gaz notamment, avec de fortes perspectives d'approvisionnements russes (le projet du gazoduc « Force de Sibérie »).

Là aussi, la Chine pourrait surprendre bien que l'absence remarquée de Xi Jinping lors de la COP 26 laisse nombre de questions en suspens. Une erreur stratégique majeure mais qui a l'avantage d'exprimer la réalité des objectifs du régime : hormis pour la presse, le XIV^e plan n'est pas au vert mais à l'indépendance technologique du pays et à la poursuite d'une vigoureuse croissance du PIB calquée sur un modèle ancien de capitalisme thermo-fossile. Objectif : détrôner les Etats-Unis sur la base de plans minutieusement échelonnés. Jusqu'à nos jours, l'empire reste ainsi « Under the Dome », et au regard des données le gravissime de la situation ne devrait que s'intensifier.

« Under The Dome »

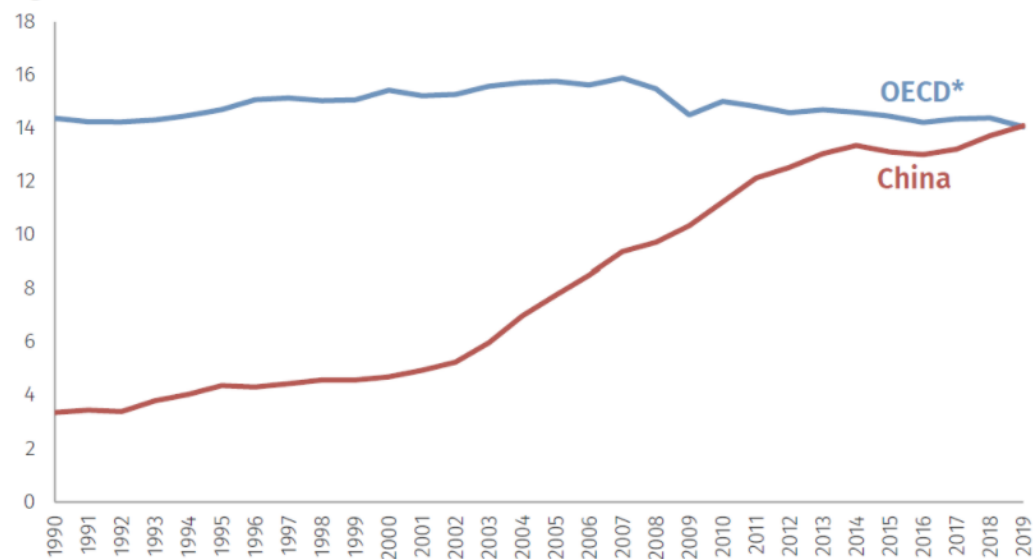


Il s'agit là d'un reportage de 2015 ayant eu un très fort retentissement auprès de la population chinoise. Le sujet concerne la situation de la pollution de l'air dans le pays. Il s'agit d'un travail d'investigation mené par une équipe de reporters chinois qui pointe les seuils critiques écologiques atteints, mais également le rôle des autorités dans cette situation. Dès sa sortie, les autorités chinoises interdirent sa diffusion. En l'espace de 24h, 155 millions de chinois auront toutefois eu le temps de le visionner.

Pour les intéressés, le reportage est disponible sous You Tube (*Under The Dome*, 1h43).

Total net greenhouse gas emissions, 1990-2019

Gigatons of CO₂e



Source: Rhodium Group, UNFCCC. Includes emissions and removals of land-use, land-use change and forests (LULUCF). Excludes international aviation and marine bunkers. Includes six Kyoto gases using AR4 GWP values. *OECD includes OECD members as of 2019 and includes all EU member states.

En 2019, la Chine dépassera les émissions des pays développés selon le rapport du groupe Rhodium⁷⁴. Depuis 30 ans, la face cachée du développement chinois est une grave détérioration. Il convient plus justement de parler d'un désastre environnemental mondial.

Les bouleversements climatiques arrivent à grand pas comme nous le savons -ils sont là-, et comme le mentionne les conclusions de la COP 26 lors de la conférence de Glasgow (GIEC 2021), il devient urgent d'enregistrer une réduction rapide des taux de croissance des PIB hautement carbonés, notamment ceux de la Chine qui témoignent d'un mix particulièrement émetteur (charbon). Par ailleurs, une sobriété s'impose au niveau des consommations. Là aussi sont montrés du doigt les Etats-Unis au regard de leur forte empreinte par habitant : 17 tonnes/h chaque année, mais aussi l'Europe qui a délocalisé depuis 1993 une bonne partie de ses industries polluantes en Asie ou en Russie.

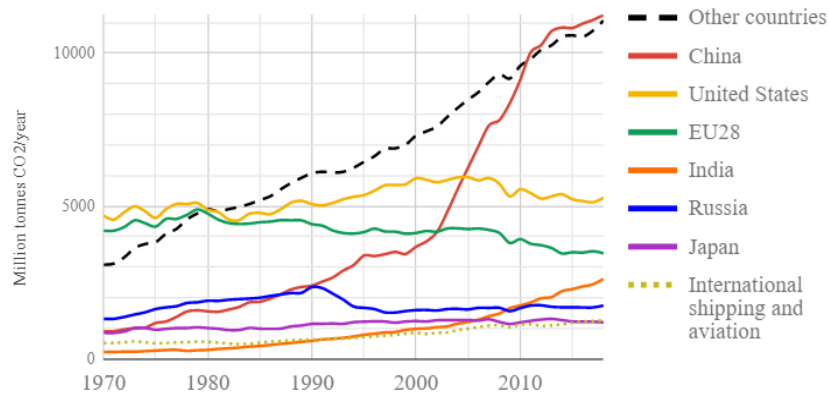
Empiriquement, il n'existe guère d'autres solutions que de parvenir à une décroissance sélective des PIB sur les activités à haute émission d'éq. CO₂. Dans cet environnement sombre, la bonne nouvelle est d'assister à une Amérique du nord et à une Europe qui enregistrent depuis 2005 une baisse tendancielle de leurs émissions, mais cela dans des proportions très loin d'être suffisantes, et le tout avec un brin d'hypocrisie vis-à-vis de l'Asie et de la Russie.

Quant à la mauvaise nouvelle, il s'agit de la très forte croissance des émissions internes chinoises. Sur ce dernier constat, la raison en est triple :

- (i) une consommation énergétique de la nation en très forte croissance depuis 2002 ;
- (ii) la présence d'un mix énergétique reposant principalement sur le charbon et le pétrole.
- (iii) Une consommation résidente peu soucieuse des questions environnementales

⁷⁴ Source : Rhodium Group, « *China's Greenhouse Gas Emissions Exceeded the Developed World for the First Time in 2019* ». (2021). Le cabinet Rhodium Group est spécialisé sur le traitement des données climatiques et réalise chaque année une analyse des émissions par nations.

World fossil carbon dioxide emission 1970-2018



Source : EDGAR - Emissions database for Global Atmospheric Research. Published in: Crippa, M., Oreggioni, G., Guizzardi, D., Muntean, M., Schaaf, E., Lo Vullo, E., Solazzo, E., Monforti-Ferrario, F., Olivier, J.G.J., Vignati, E., Fossil CO₂ and GHG emissions of all world countries - 2019 Report, EUR 29849 EN, Publications Office of the European Union, Luxembourg, September 2019.

Ne pas omettre que les émissions de CO₂ détiennent un effet inertiel de long terme dans l'atmosphère. Les données de la pollution doivent ainsi se mesurer en flux mais aussi en stock. Le CO₂ est par ailleurs impactant sur la qualité atmosphérique mais également sur l'ensemble des variables environnementales et de la biodiversité.



Il y a ainsi une urgence à trouver un autre modèle de développement pour cette nation car selon la plupart des scénarios du GIEC/AIE /Shift Project, ... la planète ne pourra guère résister à nos développements de PIB en 2040. Suite à la demande du Club de Rome, la confirmation de l'historique Rapport Meadows⁷⁵ semble tristement actée : il nous faut réduire drastiquement la croissance de nos PIB.

La date de la décennie 2040 est à prendre ici avec précaution. Il est en effet difficile de la définir précisément du fait de la présence d'effets de seuils dans l'amplification des déséquilibres écologiques. Le constat en 2022 est toutefois là : en seulement 20 ans, la dégradation environnementale liée aux émissions carbonées s'enregistre de manière dramatique.



Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), dans le cadre d'une projection prudente, il faut s'attendre à une hausse de 60 à 90 cm du niveau de la mer d'ici 2100. En 2019, ils réviseront toutefois leurs projections à 1,2 m. Selon Peter Wadhams, professeur de physique des océans à l'université d'Oxford, ces études reposent toutefois sur une hypothèse de vitesse d'augmentation des océans qui serait stable. Or, nombre de preuves témoignent dorénavant d'une accélération des fontes de la glace au Groenland et en Antarctique et cela de manière exponentielle. Selon ce chercheur, le Groenland à lui tout seul contient un niveau d'eau capable de faire monter le niveau des océans d'environ 7 mètres.

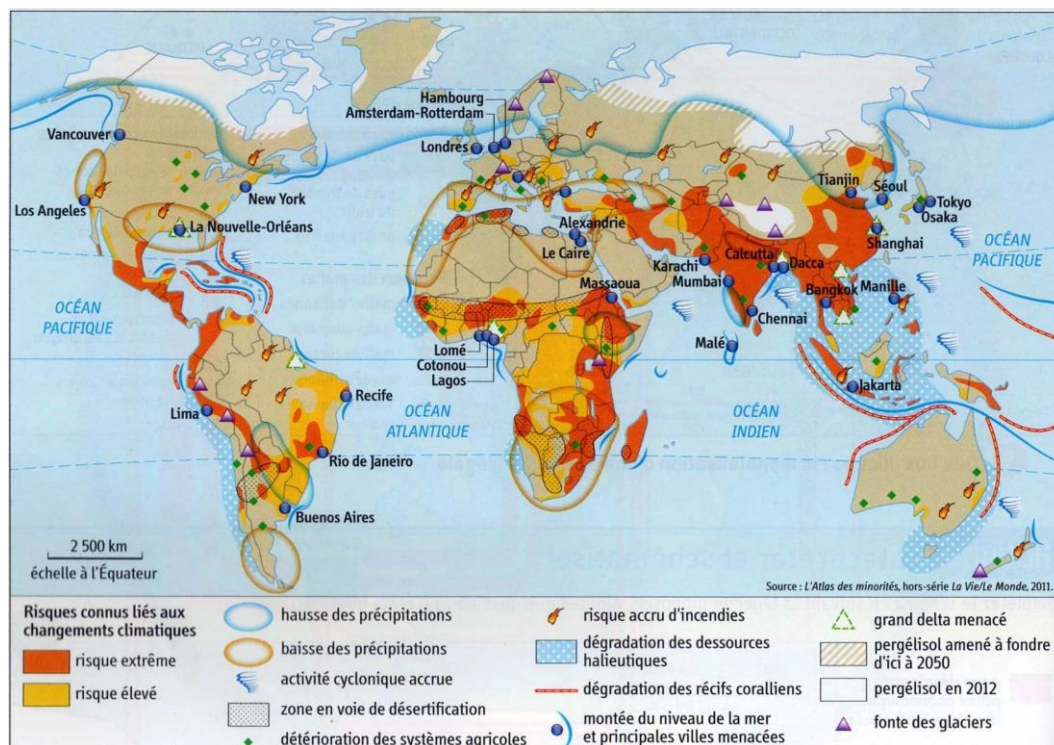
Si le niveau des océans venait à augmenter de 1,5 m en 2100, quelles en seraient 3 principales conséquences ?

⁷⁵ Rapport Meadows, 1972, « Pour une croissance zéro ». Pour une analyse synthétique du rapport, « Dix questions d'économie clés », chapitre 9 (la théorie de la décroissance », Ed. Campuz Ouvvert, 2021. Ouvrage disponible sur votre intranet).

Argumentez votre réponse.

En moins de 50 ans, selon le Rapport Planète Vivante (2020) on assiste par exemple à un déclin de 68% des populations des espèces vertébrées dans le monde. La biodiversité est en effondrement, et par ailleurs les températures témoignent d'une hausse beaucoup plus rapide que prévue. L'objectif +2,5°C 2100 semble ainsi bien compromis. Dès 2030-2040, l'avenir s'annonce en réalité critique pour beaucoup de nations et de régions du monde, et pour une très grande majorité de la population mondiale notamment indo-asiatique et africaine. Crues, sécheresses, incendies géants, désert en extension, dégel du permafrost, augmentation du niveau des océans, ... en sont éléments planifiés et en voie d'intensification.

Scénario 2035-2050



Conclusion

Des relances, des dettes, des répliques de solutions passées, une crise profonde mondiale, une guerre en Ukraine et des tensions géopolitiques exacerbées acheminent le monde vers une possible seconde guerre froide, ou tout au moins bipolarisation entre deux superpuissances Etats-Unis et Chine/Russie. Mais dans une version XXI^e siècle, car les temps présents ne peuvent se confondre avec les années de plomb 1947-1989. Ce paysage est sombre, mais telle est la situation possible à venir. Bien de lourdes questions tant économiques que climatiques et politiques sont alors ouvertes.

Sous un jour plus heureux, soulignons la présence de multiples avancées suite à la pandémie Covid et à la guerre contre l'Ukraine : c'est durant les graves crises que l'Europe s'unie et engage les avancées qui s'imposent. Synthétiquement, soulignons ici une relocalisation de certaines activités estimées stratégiques, la recherche d'une sécurisation des approvisionnements, le développement d'organisations agiles et résilientes, la mise en place d'un premier volet d'une politique industrielle et énergétique européenne digne de ce nom, et enfin le renforcement de la souveraineté des nations démocratiques.

« La généralisation de la démocratie de marché : le monde polycentrique »

J. Attali – Une brève histoire de l'avenir (2006, Fayard).

« Partout où ce n'est pas encore le cas, c'est-à-dire essentiellement en Chine et dans le monde musulman, la croissance marchande créera vers 2035 une classe moyenne qui mettra à bas la dictature et installera une démocratie parlementaire.

On continuera dès lors à assister, comme depuis deux siècles, à la généralisation au monde entier, progressive et parallèle, chaotique et irréversible, du marché puis de la démocratie, c'est-à-dire de la démocratie de marché. Le phénomène concernera même l'Égypte, l'Indonésie, le Nigéria, le Congo, la Chine et l'Iran. Tous ces pays seront emportés, intacts ou par morceaux, par la logique qui naguère renversa la dictature du Chili, en Espagne, en Russie ou en Turquie. L'islam, l'hindouisme, le confucianisme ne s'opposeront plus à la démocratie ; chacun de ces vieilles sagesse en revendiquera même la paternité » (pp 243-244).

* * *

Conclusion générale

« Relations sino-russes : je t'aime, moi non plus »

Sept points.

1-24 février 2022 – 12 mars : en deux semaines la guerre contre l'Ukraine sonne le réveil des démocraties sur l'importance des solidarités, le primat d'être politiquement unis et de disposer d'une force militaire et de dissuasion au sein de l'OTAN afin de protéger l'état de droits des pays membres.

2-Cette guerre pose un problème pour le régime Xi J. car elle place la Chine devant un épineux problème vis-à-vis de la communauté internationale. Sur plus long terme, le pouvoir de Pékin voit par ailleurs son projet de « *Solution chinoise* » plus complexe à déployer au regard de la réaction des pays démocratiques. Une vigilance généralisée se fait en effet jour sur la préservation d'un état de droit. Les hostilités ouvertes par le régime Poutine sur les démocraties vont ainsi intensifier les dispositifs de protection des nations et l'OTAN.

3-Depuis l'entrée dans le conflit, le peuple ukrainien et son président V. Zelensky force le respect par le courage affiché face à un envahisseur disposant d'une force militaire dix fois supérieure à l'armée ukrainienne. La Russie parviendra peut-être à envahir une partie du territoire de la nation mais elle devrait ensuite se heurter à une guérilla de longue durée, sans parler d'un drame humain sans nom. Cela conduirait alors à un discrédit complet d'un régime Poutine devenu paria. Le tout sur fond d'une armée russe condamnée à ouvrir le feu sur des frères slaves. Les nouveaux héros en ce début du XXI^e siècle ne se nomment aucunement V. Poutine qui, dans la lignée de Bachar el-Assad en Syrie se distingue ici en nouveau boucher de Moscou, mais V. Zelensky tel un nouveau Churchill du XXI^e. Et le peuple ukrainien bien évidemment.



4-Dorénavant isolée du reste du monde, si le Kremlin persiste dans cette ligne le choix géopolitique retenu par V. Poutine pourrait conduire la Russie à une situation de crise économique critique et durable et au final d'une situation d'Etat vassal de la Chine.

Quatre raisons possibles à cela : (i) il y a une domination incontestée de la puissance économique et politique chinoise en comparaison d'une Russie sans réelle contrepouvoir ; (ii) cette dernière se trouve marginalisée par la majorité des nations occidentales, et cela de manière durable. En effet, une confiance ébranlée ne se reconstruit pas du jour au lendemain ; Au final, c'est le peuple russe qui en sera la première victime. (iii) Un besoin d'espace se pose pour l'empire du milieu face à l'importance de sa démographie et au changement climatique qui impacte en profondeur son territoire ; la présence des vastes espaces à très faible densité démographique de l'Est de la Russie offre l'opportunité recherchée ; (iv) En dehors des matières premières qui continueront d'intéresser la nation chinoise, le pouvoir de Pékin n'aura guère d'autres éléments à attendre du petit frère russe. L'économie russe ne représente en effet qu'un faible poids -sinon très faible- dans l'économie mondiale. Environ 1% du PIB mondial.

5- En se tournant vers l'Est, la Russie de V. Poutine a pris une périlleuse option géopolitique qui pourrait au final se retourner contre elle. Historiquement, sa culture, sa population, son histoire et son centre de gravité sont pourtant beaucoup plus proches de l'Europe que de la Chine. Elle aurait eu à gagner à se tourner vers l'Occident qui pouvait l'accueillir comme elle l'a fait pour les pays de l'Est. Mais la guerre passera, ainsi qu'un Poutine affaibli, sinon malade, et qui fera son temps. L'avenir nous dira alors la suite mais un élément s'impose dès à présent : en cette décennie 2020, le pouvoir du Kremlin a commis une grave erreur géopolitique qui va se solder durablement au détriment du grand peuple russe et de son territoire. La fin du poutinisme est dorénavant écrite, son compte et à rebours, mais plus grave est la question du futur du peuple russe. Ce dernier parviendra toujours à la résilience au regard des ressources du pays, mais la question plus problématique sera celle d'une fracture sinon d'un risque d'implosion d'une population en forte tension sur les choix retenus par le régime Poutine.

6-Dans le court terme, Xi Jinping représente sans doute la carte maîtresse dans l'évolution du conflit. S'aura-t-il la jouer ? V. Poutine devrait en effet prêter une oreille pour la moins attentive au pouvoir de Pékin car la Russie en est dorénavant fondamentalement dépendante. Le maître du Kremlin partage par ailleurs une idéologie commune sur la question de la gouvernance des nations. Pour l'instant, le pouvoir de Pékin affiche une dangereuse neutralité. Ce dernier doit savoir pourtant saisir rapidement l'opportunité qui lui est offerte : d'une part, pouvoir mettre un terme au drame humain se déroulant au quotidien sur le territoire ukrainien. D'autre part, retrouver une crédibilité vis-à-vis des pays démocratiques qui observent une Chine glissant depuis 2013 dans une gouvernance totalitaire croissante. Si le régime de Pékin n'intervient pas dans le sens d'une résolution rapide du conflit, et de surcroît soutiens l'autocrate dans un mensonger principe d'intégralité territoriale, le régime Xi s'enfoncera lui aussi dans le non tolérable. Une perte de réputation durable en sera le résultat car le régime s'affichera être l'ambassadeur d'une Russie paria. Au côté des Etats-Unis dont la puissance aura été réaffirmée sinon reconstruite grâce à ce conflit, et si le régime Xi persiste dans son alignement avec V. Poutine, l'Inde sortira la grande gagnante du jeu au niveau des grands émergents.

7-Ce conflit dépasse largement la seule Europe et les Amériques. La plupart des pays d'Afrique, du Moyen Orient, d'Asie et du Pacifique qui vont profondément être affectés par la crise économique et alimentaire suivent avec attention l'invasion russe.

Sur le plan institutionnel, lors du vote du 3 mars sur l'illégalité de l'invasion lancée, sur les 193 membres de l'ONU, 141 pays ont exigé que la Russie cesse aussi immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine. Le régime Xi joue aussi une carte dangereuse en soutenant jusqu'ici à bas mot un régime Poutine dans ce conflit.

Conclusion, en 2022-2023, une Russie paria politiquement et économiquement dans une crise sans précédent depuis 1998 pourrait tout perdre : retrait des investissements étrangers, fermeture de l'accès aux circuits de financement internationaux, capacité d'exportation en forte contraction, chute de la demande de consommation des ménages et des investissements internes, isolement politique de la nation sur la scène internationale notamment occidentale, fuite des touristes du pays, destructions territoriales et drames humains colossaux relatifs à la guerre, fuite des talents russes notamment parmi les jeunes générations au sein d'une nation déjà touchée par le vieillissement, profonde fracture sociale au sein de la population, tensions avec les autres nations de la Fédération de Russie, perte de son influence en Asie centrale, renforcement des forces de l'OTAN et du pouvoir de la Maison Blanche, désapprobation d'un pouvoir de Pékin face à l'amateurisme politique dont Poutine aura fait preuve dans ce conflit, vente à prix bradés des matières premières de la nation au profit de l'Inde, de la Chine et de la Turquie, dépendance géopolitique et spatiale à une Chine dont le peuple russe ne partage guère de racine culturelle, pour ne pas dire aucune. Un nouveau foyer de tensions à venir ?

Par prolongement, de ce conflit les grands gagnants du jeu pourrait ainsi se révéler être en partie l'économie chinoise mais surtout l'économie indienne et la Turquie. En effet, si le régime Xi continu à faire perdurer un alignement idéologique avec la Russie de Poutine, une montée des tensions et une

perte de crédibilité croissante du pouvoir de Pékin auprès de la communauté internationale et des investisseurs étrangers en Chine ne devrait que s'intensifier. L'Inde apparaîtra alors comme la nation à privilégier par l'Occident pour la zone indo-asiatique. En réalité, au regard des flux d'IDE depuis 2014 cette dynamique est déjà engagée et intensifiée depuis 2020 (Covid). Le conflit russo-ukrainien ne devrait qu'accroître ce mouvement. C'est l'hypothèse ici avancée, mais sur le plan des faits c'est la décennie 2020 qui nous enseignera.

Quant à la Russie, au final l'héritage de Poutine au grand peuple du froid sur les trois volets tant socio-économiques que politiques et environnementaux ne devrait se révéler qu'accablant non seulement dans le court terme, mais aussi dans le moyen et le long terme. En cela les jours du régime poutiniste sont probablement dorénavant comptés.

XI-Poutine, Je t'aime, moi non plus



Sur de nombreux dossiers, les deux régimes sino-russes sont davantage engagés dans une froide et apparente danse de couple que d'une réelle fraternité tant les enjeux sont complexes et dangereux pour le pouvoir de Pékin. L'alliance passée entre les deux autocrates se joue selon forte probabilité au détriment de la Russie, mais pénalise dans le même temps l'image de la Chine sur la scène internationale. Dans un pas de danse en cordiale mésestente, l'union des deux danseurs n'est en réalité que de façade. Telle est dans cet essai l'hypothèse avancée.

Nous avons dans cet essai dressé un état des lieux des situations de l'économie russe et chinoise : leurs trajectoires historiques récentes, leurs situations actuelles dans un contexte de conflit européen, des lignes d'horizons possibles pour le monde indo-asiatique au regard des rapports de force en présence. En ce début de mois de mars 2022, bien malin celui qui saura avancer les déroulements à venir. L'économie est une science sociale, et elle est plus que jamais politique. Il n'est pas neutre que l'on parle d'économie politique, il n'existe pas de vérités objectives en science économique, et encore moins prédictives.

Quant aux données de terrain, le courage du peuple ukrainien pourrait sans doute désavouer bien des plans échafaudés par le Kremlin. L'Ukraine ne sonnerait-elle pas la fin à venir du régime finalement en bien des points fachiste de Poutine ? L'hypothèse est dorénavant plus que probable. Si tel est le cas, le pouvoir de Pékin en soutenant à mi mot le Kremlin aura-t-il alors fait le bon choix ?

La Russie au regard de ce nouveau conflit engagé en Ukraine devrait au final se voir vassalisée. C'est Pékin qui va selon très forte probabilité soumettre le Kremlin à ses conditions économiques et politiques. Le partenariat est fondamentalement asymétrique et le régime poutiniste n'aura fait qu'intensifier ce déséquilibre. Dans le processus de bi-mondialisation en oeuvre, la première victime de cette nouvelle géoéconomie et géopolitique néo-totalitaire en sera le peuple russe. C'est l'hypothèse ici avancée.

Grenoble, 12 mars 2022.

Table des annexes

Annexe 1 : « *Guerre de la Russie contre l'Ukraine : Les 5 scénarios* » (6 mars 2022)

Annexe 2 : « *Guerre en Ukraine : le point sur les sanctions internationales à l'encontre de la Russie* »

Annexe 3 : « *La Chine où l'émergence d'une nouvelle Economie-monde* ».

Annexe 4 : « *Indépendance technologique et mode de prise de contrôle chinois dans le domaine de la robotique : le cas Kuka* ».

Annexe 5 : « *Chine : au-delà de Taiwan, une guerre d'influence mondiale menée par un régime Totalitaire* » Le cas de la base 311.

Annexe 6 : « *Xi Jinping fustige les sanctions des Occidentaux contre la Russie* »

Annexe 7 : « *Guerre en Ukraine : les sanctions occidentales étranglent lentement mais sûrement l'économie russe* »

Annexe 1

Guerre de la Russie contre l'Ukraine Les 5 scénarios (6 mars 2022)

Fabian Vogt / AFP

Le 24 février, l'armée russe lançait une opération d'invasion de grande envergure pour envahir l'Ukraine. Dix jours après le début des hostilités, plusieurs constats peuvent déjà être établis:

- Contrôler militairement l'Ukraine se révèle beaucoup plus difficile que ce à quoi les Russes ne s'attendaient.
- L'Ukraine est plus faible que la Russie sur le plan stratégique mais la surpasse sur le plan tactique.
- L'OTAN n'interviendra pas activement afin de ne pas provoquer de guerre nucléaire.
- La Russie a très peu d'alliés; même la Chine n'approuve pas la guerre.

Que signifient ces constats provisoires pour la poursuite du conflit? Blick a confronté Marcel Berni, expert en stratégie de l'Académie militaire de l'EPFZ, aux scénarios considérés actuellement comme les plus probables.

Scénario 1: le plan d'invasion de Vladimir Poutine réussit

Le soutien occidental à l'Ukraine étant trop faible, la résistance ukrainienne ne suffit pas et la capitale, Kiev, tombe aux mains des Russes. Les troupes de V. Poutine se déplacent à l'est vers Kharkiv, ce qui permet de faire la jonction des fronts nord et nord-est. Au sud, l'armée russe continue à progresser. Les forces russes prennent le contrôle de la moitié du pays à l'est du Dniepr.

V. Zelensky doit fuir ou est tué. Moscou installe un gouvernement fantoche. L'occupation du pays commence réellement et V. Poutine parvient à convaincre la population en Russie et en Ukraine de ses prétentions au pouvoir. Depuis une base consolidée sur la partie orientale du Dniepr, l'assaut peut ensuite être lancé sur le reste du pays.

Conséquence: «Ce serait un nouveau rideau de fer, explique Marcel Berni à Blick. Celui-ci se formerait le long des frontières des pays baltes ainsi que de la Pologne, de la Slovaquie, de la Hongrie et de la Roumanie. Les puissances de l'OTAN s'allieraient certes contre Moscou, mais montreraient des réticences à agir contre l'agression russe. Une deuxième guerre froide s'installerait, avec une grande insécurité politique et un réarmement des deux côtés.»

L'évaluation de Marcel Berni: ce scénario est probable

Scénario 2: l'escalade

Au nord, le convoi russe géant situé à quelques kilomètres de Kiev est bloqué. Les soldats sont repoussés hors des grandes villes. Le soutien reçu par Vladimir Poutine des troupes tchéchènes ne suffit pas. Volodymyr Zelensky motive la population ukrainienne et arrive à échapper au président russe.

Vladimir Poutine ne voit plus d'autre solution que de monter en puissance en intimidant frontalement la population civile. Des bombes sont larguées sur les zones résidentielles, puis les forces russes, supérieures en nombre, débordent un adversaire décimé et revendiquent le contrôle de l'Ukraine. En conséquence, l'Occident bloque définitivement toute livraison de gaz et de pétrole russe.

Dans le pire des cas, Vladimir Poutine décide de larguer une bombe nucléaire tactique sur Kiev ou Lviv.

Conséquence: «Les pertes au sein de la population civile seraient gigantesques, comparables à celles des

bombardements stratégiques de la Seconde guerre mondiale, indique Marcel Berni. Poutine aurait gagné, mais à quel prix? Il s'agirait d'une «victoire à la Pyrrhus». Le pays est en ruine et la population a fui ou s'est complètement retournée contre lui. Le président russe ne pourrait pas cacher les images de ces crimes de guerre massifs à sa population. Il n'arriverait pas à tenir l'Ukraine bien longtemps et l'OTAN se déciderait à intervenir contre lui.»

L'évaluation de Marcel Berni: ce scénario est peu probable

Scénario 3: une guerre de position commence

Les deux parties n'arrivent pas à progresser sur le champ de bataille. Vladimir Poutine s'abstient toutefois de sortir l'artillerie lourde, car il veut prendre le contrôle d'une Ukraine gouvernable. L'Occident continue à approvisionner l'Ukraine en armes et ressources et Poutine ne peut pas les en empêcher. Des millions de citoyens ukrainiens fuient. Des batailles ont lieu, parfois très dures, pour les grandes villes du pays.

Conséquence: «Une guerre d'usure et prolongée s'ensuit, avec de lourdes pertes des deux côtés. Des combats permanents entre les occupants pro-russes et les Ukrainiens ont lieu, de manière similaire à la situation qui a prévalu en Afghanistan durant vingt ans.»

L'évaluation de Marcel Berni: ce scénario est très probable

Scénario 4: Un coup d'État contre Poutine

Les sanctions économiques occidentales s'étendent et touchent durement la Russie. L'opposition interne à Vladimir Poutine prend de l'ampleur. L'Occident promet d'alléger les sanctions si un gouvernement plus modéré s'installe au Kremlin. Un putsch a lieu. Il peut être politique et relativement pacifique, ou militaire et violent. Vladimir Poutine est chassé du pouvoir et le nouveau gouvernement prend des dispositions favorables pour l'Ukraine.

Conséquence: «Un nouveau gouvernement russe pourrait rapidement assurer la paix et consolider son nouveau pouvoir. Les troupes russes se retireraient de l'Ukraine, qui prendrait des dispositions pour rejoindre l'UE voire l'OTAN. La Russie se concentrerait sur la résolution de ses problèmes de politique intérieure pour de nombreuses années.»

L'évaluation de Marcel Berni: ce scénario est peu probable

Scénario 5: un traité de paix

La guerre se poursuit, mais aucune des parties n'arrive à remporter une victoire nette et rapide. Les pertes deviennent importantes et, au lieu de continuer des combats qui pourraient s'éterniser (scénario 3), les Ukrainiens et les Russes s'accordent sur une solution diplomatique.

La Russie retire ses soldats, en échange de quoi la région séparatiste du Donbass obtient son autonomie. La Crimée devient définitivement russe. Poutine aurait ainsi réalisé ce qu'il avait promis avant la guerre. D'autres concessions sont faites par le Kremlin pour apaiser les tensions.

Conséquence: «La carte de l'Europe aurait changé. Mais la situation géopolitique resterait tendue, car le monde entier sait désormais à quel point Poutine est imprévisible et dangereux. Les choses ne seraient plus jamais comme avant.»

L'évaluation de Marcel Berni: ce scénario est peu probable

En l'état actuel des choses, l'ordre mondial post-guerre ukrainienne a le plus de chances de résulter de l'un de ces scénarios: une guerre est un processus dynamique avec un nombre infini de facteurs inconnus. Même Vladimir Poutine ne peut pas dire comment elle se terminera.

(Adaptation par Alexandre Cudré)

Annexe 2

« Guerre en Ukraine : le point sur les sanctions internationales à l'encontre de la Russie »

(Source : Le Monde / 25 février – 8 Mars 2022)

« De nombreux pays cherchent à pénaliser l'économie russe et les partisans du Kremlin pour protester contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie. / Par Les Décodeurs -Groupe d'études géopolitiques.

Depuis le déclenchement de l'offensive en Ukraine, le 24 février, les pays occidentaux ont imposé d'importantes sanctions à la Russie, à ses entreprises, ses banques, ses oligarques... Voici les principales mesures prises dans le monde.

Le monde réagit à l'invasion de l'Ukraine

Carte des prises de positions et éventuelles sanctions envers la Russie par pays à la suite de l'invasion de l'Ukraine. Dernière mise à jour le 8 mars.

Union européenne

Les Vingt-Sept avaient déjà sanctionné plusieurs personnalités et entités russes après l'annexion de la Crimée en 2014, l'intervention dans le Donbass et la destruction du vol MH17, en 2014, dans l'est de l'Ukraine.

Ils ont annoncé un nouveau train de sanctions le 23 février, dans la foulée de la reconnaissance par Vladimir Poutine des deux « républiques populaires » séparatistes prorusses de Donetsk et de Louhansk, dans l'est de l'Ukraine. Cette déclaration, qui viole le processus de paix en Ukraine prévu par les accords de Minsk, avait été interprétée, à raison, comme les prémices d'une offensive russe contre l'Ukraine.

Ces nouvelles sanctions concernent :

- les 351 députés russes qui ont voté en faveur de la reconnaissance des deux territoires séparatistes ;
- 27 personnes et entités qui ont porté atteinte à l'intégrité territoriale ukrainienne (dont cinq membres du gouvernement, six commandants des forces russes et cinq personnes qualifiées de « figures centrales de la propagande » russe) ;
- 4 entités russes (une entreprise de « propagande », deux banques liées au pouvoir russe et une banque de développement) ;
- les relations économiques des territoires des républiques autoproclamées ;
- l'accès de la Russie aux marchés des capitaux de l'Union européenne (UE) ainsi que ses services financiers (telle la Banque centrale de la Fédération de Russie).

Dans le même temps, l'Allemagne a annoncé la suspension des autorisations du projet de gazoduc Nord Stream 2.

L'invasion de l'Ukraine par les troupes russes, le 24 février, a poussé l'UE à annoncer de nouvelles sanctions. Ces nouvelles dispositions, qui devaient être entérinées vendredi, ont suscité un débat houleux entre alliés européens.

Elles devraient notamment cibler personnellement le président Vladimir Poutine et son ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Mais elles viseront aussi le secteur financier, les secteurs de l'énergie et des transports, les biens à double usage (aussi bien civil que militaire), le contrôle et le financement des exportations et la politique des visas.

Alors que certains Etats membres avaient fait part de réserves sur une éventuelle exclusion de la Russie du système bancaire Swift, l'Union européenne a finalement acté, mercredi 2 mars, « l'exclusion des principales banques

russes » du système Swift, le premier système de messagerie financière au monde, dont la banque VTB et la Banque Rossiya.

Royaume-Uni

Le premier ministre britannique, le conservateur Boris Johnson, a annoncé dès le jour de l'invasion russe « *le paquet de sanctions économiques le plus important et le plus sévère que la Russie n'ait jamais vu* ». Ces nouvelles sanctions vont « *permettre d'exclure totalement les banques russes du système financier britannique, qui est bien sûr le plus important d'Europe* », ajoute Londres. Ces mesures vont empêcher les entreprises publiques et privées de lever des fonds au Royaume-Uni et limiter les sommes que les citoyens russes pourront détenir sur leurs comptes bancaires britanniques.

Selon Downing Street, ces sanctions vont viser une centaine d'entités, telles que le conglomérat Rostec (défense, aérospatial, etc.), mais aussi des femmes et hommes d'affaires russes comme Kirill Chamalov (ancien gendre de Vladimir Poutine et actionnaire de la société pétrochimique Sibur), Iouri Sliouzar (entreprise aéronautique UAC), Piotr Fradkov (banque Promsvyazbank), Denis Bortnikov (banque publique VTB) ou Elena Gueorguieva (banque Novikombank). Ces personnalités verront leurs actifs gelés et seront interdites d'entrée au Royaume-Uni.

Le 8 mars, le Royaume-Uni a également annoncé qu'il allait arrêter ses importations de pétrole russe d'ici à la fin de l'année 2022.

Etats-Unis

Au premier jour de la guerre, la Maison Blanche a annoncé de nouvelles sanctions « *sévères* », présentant « *un coût immédiat* » pour la Russie. Ces sanctions, qui viennent s'ajouter à celles imposées depuis l'annexion de la Crimée en 2014, cherchent à « *isoler la Russie du système financier global* », en coupant le lien avec le système bancaire américain pour Sberbank, la plus grande banque de crédit russe, dont l'actionnaire principal est l'Etat russe ; vingt-cinq de ses filiales sont aussi touchées.

Les Etats-Unis ont aussi décrété un « *blocage complet du système financier américain* » pour la deuxième banque russe, VTB, ainsi que pour trois autres institutions financières russes : tous leurs actifs en dollars sont gelés. Par ailleurs, les Américains interdisent la levée de fonds en monnaie américaine pour treize sociétés détenues par l'Etat russe (dont les géants de l'énergie Gazprom et Transneft).

Des mesures visent, en outre, des personnes considérées comme « *l'élite russe et leur famille* », mais aussi des individus biélorusses, pour forcer la Biélorussie, alliée de Vladimir Poutine, « *à retirer son soutien à l'agression russe en Ukraine* ». Les transactions en dollars leur sont interdites, et les actifs qu'ils détiennent aux Etats-Unis sont gelés. Ils sont interdits de séjour aux Etats-Unis.

Enfin, l'exportation vers la Russie de produits militaires ou de haute technologie ayant des composants ou des logiciels américains est drastiquement restreinte. Washington a aussi annoncé que les pays qui adopteraient des mesures commerciales similaires envers la Russie bénéficieraient de certaines exemptions en matière de propriété intellectuelle.

Le 2 mars, les Etats-Unis, à l'instar de l'Union européenne notamment, ont œuvré pour pleinement déconnecter sept banques russes du réseau bancaire Swift. Le 8 mars, le président, Joe Biden, a aussi décrété un embargo sur les importations américaines de pétrole et de gaz russes.

Suisse

Rappelant la neutralité de la Suisse, le président Ignazio Cassis a déclaré que la Confédération n'appliquerait pas les sanctions prises par l'UE. Néanmoins, le Conseil fédéral compte renforcer l'ordonnance édictée en 2014 après l'annexion de la Crimée et destinée à empêcher que les sanctions des Vingt-Sept soient « contournées » grâce à la Suisse.

La Suisse a finalement décidé d'appliquer des sanctions économiques vis-à-vis de la Russie, lundi 28 février. Elle a repris dans son intégralité les sanctions appliquées par l'Union européenne. Elle a, entre autres, déclaré qu'elle allait geler les avoirs du président russe Vladimir Poutine, ainsi que ceux de plusieurs de ses proches.

Quelques jours plus tôt, le président Ignazio Cassis avait pourtant déclaré que la Confédération ne placerait pas de nouvelles sanctions sur la Russie, en rappelant la neutralité helvète. Néanmoins, elle a affirmé faire en sorte

d'empêcher que les sanctions déjà mises en place en 2014 après l'annexion de la Crimée ne soient « contournées » en Suisse.

Australie

Au lendemain de l'invasion de la Crimée en 2014, l'Australie avait déjà décrété une interdiction du commerce d'armes et de matériel d'exploration pétrolière spécifique à l'encontre de la Russie. Le gouvernement australien prohibe également la vente, l'achat ou le prêt d'instruments financiers avec les banques publiques russes, ou celles qui participent à des activités pétrolières ou militaires et leurs filières.

Le premier ministre, Scott Morrison, a annoncé le 25 février, sans plus de détail, des mesures contre « *les oligarques russes dont le poids économique est d'intérêt stratégique pour la Russie* » et contre les membres du Parlement ayant voté l'invasion de l'Ukraine. L'Australie est actuellement en discussion avec les Etats-Unis pour étendre ces sanctions de façon symétrique aux entités biélorusses « *complices d'agression* ».

Le 8 mars, le gouvernement australien a décidé d'allonger la liste des personnes ciblées par des sanctions économiques, en y ajoutant « *des propagandistes et pourvoyeurs de désinformation* ».

Japon

Le ministère des affaires étrangères japonais a annoncé vendredi des sanctions sur les exportations vers les entités russes liées à l'armée ainsi que sur les exportations de biens à usage général, tels que les semi-conducteurs (des composants électroniques essentiels pour de nombreux appareils, qui sont l'objet de pénuries au niveau mondial), et sur certains biens présents « *sur une liste fondée sur des accords internationaux* ».

Les autorités gèleront également les avoirs au Japon de trois banques russes (VEB.RF, Promsvyazbank, Bank Rossiya). Il est aussi prévu de suspendre la délivrance de visas d'entrée pour les personnes désignées liées à la Russie, qui verront leurs actifs au Japon gelés – une décision qui concerne également les organisations russes.

Le 8 mars, Tokyo a alourdi les sanctions, en gelant les avoirs de 32 fonctionnaires et oligarques russes et biélorusses. Parmi eux, des dirigeants de sociétés proches du Kremlin, comme Transneft, le groupe de mercenaires Wagner, ou encore Ramzan Kadyrov, le premier ministre tchétchène et proche allié de Poutine.

Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande a décidé vendredi d'interdire les membres du gouvernement russe d'entrée sur son territoire et a suspendu toute discussion avec la Russie. Le gouvernement de Wellington bloquera également toutes les exportations qui pourraient bénéficier aux forces armées russes. Elle prévoit aussi une nouvelle loi qui permettrait au gouvernement de geler les actifs de personnalités russes en Nouvelle-Zélande.

Corée du Sud

Dans un premier temps, le gouvernement restait prudent sur le sujet des sanctions contre la Russie, car les pays sont alliés dans la gestion des relations avec la Corée du Nord. Mais depuis l'invasion de l'Ukraine, le président Moon Jae-in a annoncé que son gouvernement suivrait les sanctions internationales.

Depuis le 7 mars, le gouvernement a affirmé avoir durci les sanctions, notamment sur l'interdiction d'exporter des biens stratégiques – électroniques, semi-conducteurs, ordinateurs, équipements laser... – ou sur l'exclusion de certaines banques russes du réseau bancaire Swift.

Mise à jour, mardi 8 mars : ajout des nouvelles mesures prises par la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Suisse, l'Australie et l'Union européenne.

Annexe 3

La Chine où l'émergence d'une nouvelle « Economie-monde ».

(Source : Source : Boissin, O., « *Chine : le bouleversement du monde* », Série Off, 2022).

En Chine, le droit de la concurrence n'est pas. Ou tout au moins est-il envisagé de manière distincte. La Chine en habituel passager clandestin du système s'affranchie des postulats néo-libéraux afin d'épouser depuis les années 1980 un choix de capitalisme bien différent. Non pas dans une version néo-libérale anglo-saxonne mais un capitalisme d'Etat central. Un capitalisme d'Etat central sous contrôle du parti communiste. Sur le plan économique, cela fonctionne plutôt bien. Face à ce contre-exemple presque de caricature, il serait instructif de connaître l'argumentaire des penseurs orthodoxes ?

Comment expliqueraient-ils la réussite économique d'un pays si éloigné de la « thérapie » d'Hayek des libres marchés ? Que dirait P. Salin, un des papes de la science économique française sur cette question ? Que le pays est en réalité proche des thèses d'Hayek ? Non, cela est Faux.

Savent-ils que la Chine fabrique actuellement un TGV et un Maglev qui sont actuellement plus performants que ceux d'Alstom, de Siemens, Hitachi, Kawasaki ou de Bombardier ? Que la CRRC / CRH est une entreprise publique et non pas privée ? De même que la CNNC et la CGNP dans le nucléaire ? Ou DFM et la SAIC dans l'automobile ? China Aviation, Aero Engine Corporation et Comac dans l'aéronautique ? Que les quatre principales banques chinoises de second rang sont entièrement publiques ? Qu'elles financent une R&D de tout premier plan dans l'ensemble des secteurs d'avenir : énergie, transport, santé, spatial, sidérurgie, 4.0, informatique, Bio-tech, IA, ... ? Que la banque Goldman & Sachs ou encore les agences de notations privées à la Standard & Poor's ne sont pas les bienvenues sur le territoire ? Ces dernières étant il est vrai les principaux maillons de la crise des subprimes.

Savent-ils que la crise 2008 -la plus belle depuis celle des années folles- n'est pas née en Chine mais au pays des prix Nobel d'économie ? Qu'en Chine le marché monétaire n'est pas une institution indépendante mais sous contrôle de Pékin ? Que la Banque centrale chinoise est directement placée sous l'autorité du gouvernement ? Que le temple de l'économie administrée devrait être la première puissance mondiale d'ici une poignée d'années ? ? Que la transition réussie d'environ 500 millions de grands pauvres en pauvres s'est faite à grands coups d'investissements publics ? Sur la base d'un keynésianisme sans relâche depuis 1993 ? C'est-à-dire par l'adoption de la thèse économique de JM Keynes et de J. Robinson et non pas de celle d'Hayek le grand rival de l'école cambridgienne ? Le « stupide » économiste Keynes comme disait le pape néo-libéral de l'école autrichienne Hayek.

Attention, ne point en conclure pour autant que la voie keynésienne retenue par l'empire du milieu soit durable, loin de là. Le modèle chinois n'est aucunement soutenable. Face à l'ampleur des destructions orchestrées, il est d'ailleurs à craindre un réveil bien difficile de la nation à partir de 2030-2040.

Car dans la réalité il n'y a pas de réel PIB vert⁷⁶ en Chine mais seulement une fuite en avant dans une croissance destructrice de ressources rares. Un brin caustique, nous pourrions même avancer que « plus vous polluez, plus vous créez de la croissance ». C'est là une des limites de l'indicateur roi des économistes, le « PIB ». Il n'y a plus de ciel bleu en Chine, ni d'abeilles. A la main, désormais ce sont les paysans qui polonisent les vergers du pays.

⁷⁶ Un des meilleurs macro économistes mondiaux, l'américain J. Stiglitz développe l'importance de prendre en compte un indicateur dit de PIB vert. Cela se heurte toutefois à de nombreuses difficultés liées à l'évaluation des externalités négatives telle la pollution, souvent difficilement quantifiables. Cette démarche est toutefois essentielle afin de relativiser les discours trop fortement pro-croissance. De quelle croissance parlons-nous ?



Le Yangtze, dit le « fleuve Bleu ». Troisième plus long fleuve mondial.
Quant au second plus grand fleuve chinois, il se nomme le fleuve jaune :



Yellow River ici à Lanzhou, capitale de la province du Gansu.
Parfois les chinois nomment cela « La douleur de la Chine »

Auparavant Lanzhou était nommée « la Ville d'Or ».
2040, quel monde laissé aux enfants ?



Les deux mondes

J.M. Keynes
(Interventionnisme)

F. Von Hayek
(néo-libéral)

Mais ces deux thèses sont-elles contradictoires ?
Principalement, sur quels éléments ?

Il serait bien sûr exagéré d'énoncer que le pouvoir chinois ait glissé les médicaments des Hayek, Friedman, Becker, Liggio et autre Salin à la corbeille. Les plaques d'immatriculation pour rouler à Shanghai sont réservées aux plus riches, et elles s'achètent en système d'enchère. De même, les inégalités ne cessent aussi de se creuser (l'indice Gini* est proche de celui des Etats-Unis, autour de 0,4 ce qui traduit une dispersion élevée des richesses au sein de la population).

Mais force est de constater que les politiques conduites par le pouvoir de Pékin depuis les années M. Thatcher ont clairement glissé en faveur d'une théorie Keynésienne placée sous contrôle étatique. Et cela à ces différents niveaux central, provincial et de district.

Les autorités de Pékin n'ont visiblement pas jugé préférable de renouveler les erreurs du néo-libéralisme russe sous la période B. Eltsine. Les années 1991-1998 qui conduiront au désastre économique russe et à la suite

logique : l'arrivée au pouvoir d'une ligne dure du KGB/SFB : V. Poutine. L'économie n'est ainsi jamais neutre, elle est toujours politique. Pour le meilleur comme pour le pire.

* * *

Annexe 4

Indépendance technologique et mode de prise de contrôle chinois dans le domaine de la robotique

(Source : Boissin, O. REWP-C / « Perspective du secteur de la robotique en Chine - Horizon 2020-2025 / XIII^o-XIV^o plan » – n°11-2 /2011-2018) ©

(...) **Kuka :**

Deux ans après le rachat, le dirigeant allemand Till Reuter, ex-banquier d'investissement et président du directoire du fabricant allemand sera débarqué du groupe pour des raisons de « différence de stratégie en Chine ». Il était pourtant initialement l'un des ambassadeurs allemands de l'option de la vente du groupe à l'entreprise chinoise. Les raisons en sont multiples, mais les principales étaient prévisibles au regard du montage retenu. (...)

Ces types de rachats soulèvent de nombreux problèmes et s'inscrivent dans un programme beaucoup plus étendu d'une volonté de contrôle des informations et de montée en compétences, en particulier sur de l'automatisation et plus largement de l'IA a application non pas uniquement civile mais aussi duale. En continuité du XIII^o plan, nous devrions rester ici dans la droite ligne de l'objectif prioritaire qui devrait s'afficher dans le XIV^o plan 2021-2025 : la recherche d'une indépendance technologique de la nation sur les cinq secteurs clés scientifiques et techniques auparavant mentionnés (chapitre1). (...) Kuka comme nous le savons est fortement implanté dans la plupart des industries allemandes, et notamment dans celui de l'automobile. De par sa maîtrise des doubles volets du hard et des softwares propre à la robotique industrielle, la société dispose des compétences cœurs sur sa famille de produit, mais aussi à l'instar de d'ABB, Comau ou de Fanuc, sur le process et dispose de nombreuses remontées d'informations de ses clients afin de pouvoir déployer ses solutions technologiques. (...).

Il en est de même dans l'industrie aéronautique européenne avec de fortes positions historiques de Kuka AG notamment dans la société Airbus, mais aussi chez de nombreux équipementiers de premier rang (...). Se pose ainsi la question du respect de données privées et plus largement des multiples clients européens et mondiaux de la société allemande directement ou indirectement concernés par le rachat. (...)

L'opération s'est déroulée dans un contexte très rapide de négociation conclue en deux étapes durant le 1^{er} semestre 2016 où il ne se faisait guère de doutes sur les objectifs recherchés par le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information, ainsi qu'à son niveau supérieur par le Conseil des Affaires de l'Etat. Sans surprise un contexte élevé de confidentialité a été retenu dans l'approche de Kuka AG ainsi que sur le planning du montage juridique et financier à mettre en œuvre rapidement. (...)

Au regard de l'évolution des données sectorielles et de la montée en compétences sur la robotique, sur l'IA et sur la maîtrise des canaux d'informations par voie formelle et informelle par les parties chinoises, les dommages à subir devraient s'avérer importants dans le moyen terme à l'échelle européenne, et en Allemagne en particulier, à partir de 2022. (...).

Dès l'information connue, le gouvernement américain via ses deux organismes du *Comités des Investissements Etrangers* et son *Directorate of Defense Trade Contrôle* s'est opposé de son côté très rapidement à la cession en exigeant à la société Kuka AG de ne pas céder dans le cadre de la négociation établie la branche américaine au repreneur chinois. Ce sera la société américaine *Advanced Integration Technology* qui opérera la croissance externe sur *Kuka Aerospace & Defense* évitant d'importantes fuites de compétences et d'information dans des segments technologiques aux applications notamment militaires. Le noyau actionnarial du groupe va accepter de son côté les cessions de Kuka sous couvert d'une garantie bien fragile sur son plan tant stratégique que juridique sur le respect des données par le repreneur Midea. A partir de 2018, la plupart des engagements pris vont en effet devenir complexe à contrôler du fait notamment d'une éviction des principales parties allemandes dans la direction de la société placée dorénavant sous hégémonie de capitaux chinois. (...) . Le constat est sans appel sur

l'erreur stratégique en matière de SNI germanique sur cette cession opérée et nouée dans la précipitation. En particulier, les sites historiques d'Obernburg et d'Augsbourg pourraient en connaître rapidement les conséquences, y compris au niveau des emplois et de la déstabilisation interne au sein de ce groupe historique et aux positions solides notamment en Allemagne et en Amérique du Nord, mais plus largement à l'échelle mondiale.

Pris de court entre février et mai 2016 sur les actions impulsées par Midea et sur l'échec des négociations avec ABB et Siemens, le gouvernement d'A. Merkel devrait en retirer en partie les leçons au regard des récentes déclarations officielles. L'adoption sur le plan des FDI de règles de contrôle plus restrictives pourrait en découler rapidement. (...). Bien que témoignant d'un retard encore significatif en 2018 sur la plupart des indicateurs d'intégration de la robotique dans le tissu industriel chinois, la nation devrait témoigner d'une croissance très soutenue des activités sous le XIV^e plan à venir. Il devrait atteindre le rang de leader mondial à cette échéance, et avec une concurrence en boomerang prévisible sur sol européen dès 2020. Un des points qu'il faut en partie analyser est le maillage potentiel des compétences à l'échelle de la nation avec notamment UB Tech Robotics et plus largement avec le pool dominant des 5 acteurs majeurs du secteur de la robotique industrielle en Chine, et qui compte dorénavant Kuka parmi les pièces majeures du dispositif.

Un autre point central est celui de l'impact sur l'emploi au sein de la nation chinoise au regard d'une industrie très majoritairement à faible ou moyenne intensité capitaliste dans la majorité des secteurs traditionnels. La nation est et restera sur longue durée la première touchée mondialement par ces mutations relatives à l'introduction de l'automatisation industrielle sur des activités initialement réalisées par des emplois faiblement qualifiés et routiniers.

(...)

Annexe 5

Chine : au-delà de Taiwan, une guerre d'influence mondiale menée par un régime totalitaire

« La base 311, QG de la guerre d'influence de la Chine »

Source : Rédaction internationale de Radio France / Christian Chesnot (20/09/2021)

Une étude d'une ampleur sans précédent dévoile le gigantisme tentaculaire et très professionnalisé des réseaux d'influence construits par la Chine partout dans le monde. Le rapport publié lundi par l'Irsem démontre que la base 311 est le centre nerveux de la propagande de Pékin.



Adresse officielle de la base 311 dans la province du Fujian à Fuzhou, en Chine. (DOCUMENT IRSEM)

Officiellement, elle s'appelle l'unité 61716 de l'armée chinoise, ou base 311, surnommée "la base de la guerre de l'opinion publique, de la guerre psychologique et de la guerre du droit". Dissimulée derrière l'adresse d'une piscine située à proximité, elle a été créée en 2005 dans la province du Fujian à Fuzhou, juste en face de Taïwan. Son rôle est de centraliser les opérations de guerre psychologique qui visent à rallier la population taïwanaise aux thèses de Pékin.

Un rapport français dévoile le gigantisme des réseaux d'influence chinois dans le monde

Le rapport que publie lundi 20 septembre l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem), auquel la rédaction internationale de Radio France a eu accès, apporte des éléments concrets de son fonctionnement et de son commandement bicéphale composé de militaires et de commissaires politiques. Le personnel de la base est généralement présenté comme des chercheurs ou des ingénieurs.

COMMISSAIRES POLITIQUES ET COMMANDANTS DE LA BASE 311

	2005	2010	2015	2021
COMMISSAIRE POLITIQUE DE LA BASE 311	SONG HAIHANG 宋海航 	YIN HONGWEN 尹洪文 	MEI HUABO 梅华波 	
COMMANDANT DE LA BASE 311	DENG CHANGYU 邓长宇 	WANG SHU 王树 	YUE LEI 岳雷 	
PRÉSIDENT DE CHBC	DENG CHANGYU 邓长宇 	WANG SHU 汪澍 	QIU YU 邱雨 	

Le rapport de l'Irsem a reconstitué l'état-major de la base 311 depuis 15 ans mais l'identité des dirigeants actuels reste mystérieuse (DOCUMENT IRSEM)

"Les ingénieurs écrivent notamment sur des sujets liés aux questions de sécurité informatique, communications réseaux et autres sujets techniques, précise le rapport. Les chercheurs, quant à eux, écrivent sur des sujets en lien avec la guerre de l'opinion publique et la guerre psychologique." Ils travaillent aussi sur les sujets liés à l'intelligence artificielle. La base 311 fait partie depuis 2015 de la Force de soutien stratégique de l'armée qui couvre aussi le spatial et la guerre électronique.

Une nébuleuse d'organisations

Dans sa guerre d'influence, toujours selon le rapport, "la base 311 mobilise trois types d'organisations : des entreprises façades du secteur médiatique, des unités de l'Armée populaire de libération qui lui sont subordonnées, ainsi que des plateformes relais avec lesquels les liens sont davantage distendus et flous." Cet ensemble forme une nébuleuse tentaculaire et opaque. "La base 311 opère en utilisant des entreprises qui constituent ses façades civiles, notamment la China Huayi Broadcasting Corporation (CHBC) ou la Voice of the Strait (VTS)", peut-on lire dans le rapport. Ces médias multicanaux ont notamment pour cible la population de Taïwan ou les États-Unis. D'autres unités secrètes sont affiliées à la base 311, notamment l'unité 61070 qui est un centre de propagande réseaux. Elle est située à proximité de la base 311.

Et puis, la Chine utilise des bataillons de plateformes relais, d'ONG, de structures civiles qui gravitent dans l'orbite de la base 311. "Elles ont en commun, peut-on lire dans le rapport, de servir de relais aux opérations d'influence de la République populaire de Chine ou du moins de les faciliter."

Les plus connues sont la China Association for International Friendly Contact (CAIFC) et la China Association for Promotion of Chinese Culture (CAPCC). "Le mode d'action de la CAIFC consiste à prendre contact et cultiver des relations avec des membres des élites des pays étrangers, notamment dans le secteur de la défense", écrit le rapport. La base 311 est un élément clé de la nouvelle stratégie d'influence de la Chine, qui s'est considérablement durcie ces dernières années. "Ses méthodes ressemblent de plus en plus, conclut le rapport de l'IRSEM, à celles employées par Moscou." Et l'élève chinois a sans doute aujourd'hui dépassé le maître russe...

* * *

Annexe 6

(Mise à jour 23 juin 2022)

Xi Jinping fustige les sanctions des Occidentaux contre la Russie

Source : L'Obs / AFP, 23 juin 2022

« Il a été prouvé à maintes reprises que les sanctions sont un boomerang et une arme à double tranchant », a déclaré le président chinois dans un discours prononcé en marge d'un sommet des Brics. Xi Jinping a mis en garde contre l'impact négatif que les sanctions internationales pourraient avoir sur l'économie mondiale, les considérant comme une « *arme à double tranchant* », dans un discours prononcé mercredi 22 juin à la veille du 14e sommet des Brics.

Le président chinois a également critiqué « *certains pays [qui] tentent de se découpler des autres [et] de rompre les chaînes d'approvisionnement* ».

[Ukraine, Covid-19 : la double impasse de Xi Jinping](#)

A quelques jours d'une réunion des dirigeants du G7 en Allemagne, Xi Jinping a aussi fustigé « *l'élargissement des alliances militaires* », responsable selon lui de la crise en Ukraine.

Pékin accueille ce jeudi le sommet virtuel des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), groupe influent d'économies émergentes qui représentent plus de 40 % de la population mondiale et près d'un quart du PIB de la planète.

L'invasion de l'Ukraine pas condamnée

Trois de ses membres – la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud – se sont abstenus lors du vote d'une résolution de l'ONU condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Pékin et New Delhi, notamment, ont des liens diplomatiques étroits avec Moscou et lui achètent des quantités croissantes de pétrole.

[Ukraine : la Chine navigue à vue et pense avant tout à ses intérêts](#)

« *L'humanité a connu les ravages de deux guerres mondiales et le sombre brouillard de la confrontation de la guerre froide* », a déclaré Xi Jinping.

« *Cette histoire douloureuse montre que la confrontation entre blocs hégémoniques [...] n'apportera pas la paix et la sécurité, mais seulement la guerre et les conflits* », a-t-il souligné.

« *La crise en Ukraine est un autre signal d'alarme pour le monde : la foi aveugle dans la position de force, l'élargissement des alliances militaires et la recherche de sa propre sécurité au détriment de la sécurité des autres pays débouchent inmanquablement sur une impasse sécuritaire.* »

Des déclarations qui semblent, de la part du président chinois, une référence implicite à l'Otan et aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis accusés

Xi Jinping a tenu ces propos par visioconférence, à l'ouverture mercredi du forum économique des Brics, organisé en marge du sommet et auquel participait aussi virtuellement le président russe Vladimir Poutine.

La Chine se refuse à employer le mot « *invasion* » pour décrire l'intervention russe. Elle rejette l'essentiel de la responsabilité sur les Etats-Unis, accusés de pousser l'Otan à s'étendre toujours davantage vers la Russie.

[Ce que la Chine et la Russie font ensemble](#)

Au cours d'un échange téléphonique la semaine dernière, il avait déjà assuré à Vladimir Poutine que Pékin allait continuer à soutenir Moscou en matière de « *souveraineté* » et de « *sécurité* ».

Les Etats-Unis avaient réagi en appelant la Chine à ne pas être « *du mauvais côté de l'Histoire* ».

L'Afrique du Sud a également refusé de condamner l'action militaire russe en Ukraine, afin de préserver ses importants liens économiques avec la Russie.

Pétrole

Le sommet des Brics devait s'ouvrir virtuellement ce jeudi avec Xi Jinping, Vladimir Poutine, les présidents brésilien Jair Bolsonaro et sud-africain Cyril Ramaphosa ainsi que le Premier ministre indien Narendra Modi. L'événement se tient au moment où l'armée russe continue son offensive contre l'Ukraine, lancée le 24 février par Vladimir Poutine.

Depuis fin février, la Chine comme l'Inde ont nettement accru leurs importations de pétrole russe, permettant à la Russie de contrebalancer la baisse de la demande occidentale.

[Peu cultivé, arrogant et brutal : qui est vraiment Xi Jinping, le nouveau Mao qui tient la Chine sous sa coupe ?](#)

Selon un récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les exportations vers la Chine ont nettement augmenté entre février et mai (1,6 million de barils/jour contre 2,0).

Le phénomène est encore plus marqué pour l'Inde (0,1 contre 0,9).

Ex-rivaux durant la Guerre froide, Pékin et Moscou ont renforcé leur coopération économique, diplomatique et militaire ces dernières années. Ils font régulièrement front commun contre Washington, accusé « d'hégémonie ».

* * *

Annexe 7

(mise à jour juillet 2022)

« Guerre en Ukraine : les sanctions occidentales étranglent lentement mais sûrement l'économie russe »

Source : Atlantico, 1/08/2022 – Jeffrey Sonnenfeld

Selon une étude d'ampleur réalisée par des chercheurs de l'université de Yale l'économie russe est bien plus fortement touchée par les sanctions européennes et américaines qu'il n'y paraît. La propagande russe contribuerait à minimiser l'impact réel de ces dernières. Entretien avec l'un de ses auteurs.

Entretien avec Jeffrey Sonnenfeld, professeur à Yale School of Management)

-L'invasion russe de l'Ukraine en est maintenant à son cinquième mois. Alors que les sanctions économiques se sont multipliées, la résistance à la Russie s'est en quelque sorte transformée en une guerre d'usure économique qui fait des ravages en Occident. Mais comment se porte réellement l'économie russe ? Parvient-elle réellement à "résister" ?

Jeffrey Sonnenfeld : En bref, l'économie russe a été paralysée - pour les raisons exposées ci-dessous. L'effet corrosif de Poutine sur son pays au cours des cinq derniers mois a fortement érodé des décennies de progrès économique russe. Tous les secteurs de la société russe ont été mis à mal, mais il a supprimé les statistiques standard sur le revenu national qu'ils communiquaient depuis des décennies. La Russie doit vendre de l'énergie à l'Europe bien plus que l'Europe n'a besoin d'acheter de l'énergie à la Russie. Dans quelques mois, de nouvelles installations de GNL permettront de recevoir du gaz de nombreux autres pays, comme les États-Unis et la Norvège. L'Europe achète 43% de son gaz à la Russie, mais la Russie vend 85% de son gaz à l'Europe et ne peut pas pivoter vers l'est pour le vendre à la Chine et à l'Inde. Le gaz russe n'est pas liquéfié et doit passer par des pipelines. Cette logistique ne fonctionne pas si l'on essaie de le vendre à la Chine ou à l'Inde.

- Dans votre étude "Les retraites des entreprises et les sanctions paralysent l'économie russe", vous avez analysé la situation économique du pays. Comment avez-vous analysé et décrypté la réalité économique russe ? Quelle a été votre méthodologie et quelles sont vos principales conclusions ?

Cette étude - qui peut être consultée ici - a été vue par plus de 155 000 personnes dans le monde entier et directement citée par plusieurs chefs d'État, des décideurs américains de premier plan, du secrétaire d'État au secrétaire au Trésor, et bien d'autres.

Notre équipe d'experts, utilisant la langue russe privée et des sources de données non conventionnelles, notamment des données de consommation à haute fréquence, des vérifications inter canaux, des communiqués des partenaires commerciaux internationaux de la Russie et l'exploration de données complexes sur les transports maritimes, a publié l'une des premières analyses économiques complètes mesurant l'activité économique actuelle de la Russie cinq mois après l'invasion et évaluant les perspectives économiques de la Russie.

Nous nous appuyons sur une vaste "triangulation", c'est-à-dire sur des données provenant d'autres pays qui commercent avec la Russie. En fait, nous racontons l'histoire de l'implosion russe au moyen de données indépendantes provenant de tiers. Tout d'abord, il faut savoir que la Russie n'est autosuffisante en rien, à part l'énergie et les céréales. Elle a lamentablement échoué dans sa diversification au cours des 20 dernières années. Alors, d'où viennent leurs produits et qu'est-ce que ces sources de données ont à dire sur leur approvisionnement à l'étranger ? De plus, l'extraordinaire fuite des travailleurs de l'information de haute technologie après le 24 février est dévastatrice pour la Russie.

D'après notre analyse, le constat est clair : le repli des entreprises et les sanctions paralysent de manière catastrophique l'économie russe :

- Le positionnement stratégique de la Russie en tant qu'exportateur de produits de base s'est irrémédiablement détérioré, car elle se trouve désormais en position de faiblesse du fait de la perte de ses anciens principaux marchés, et doit relever des défis considérables pour mettre en œuvre un "pivot vers l'Asie" avec des exportations non fongibles telles que le gazoduc.

- En dépit de quelques fuites persistantes, les importations russes se sont largement effondrées et le pays est confronté à de graves difficultés pour obtenir des intrants, des pièces et des technologies essentiels auprès de partenaires commerciaux hésitants, ce qui entraîne des pénuries d'approvisionnement généralisées au sein de son économie nationale.

- Malgré les illusions de Poutine sur l'autosuffisance et la substitution des importations, la production intérieure russe est complètement paralysée et ne permet pas de remplacer les entreprises, les produits et les talents perdus ; l'évidement de la base d'innovation et de production intérieure de la Russie a entraîné une flambée des prix et l'angoisse des consommateurs.

- En raison du retrait des entreprises, la Russie a perdu des sociétés représentant environ 40 % de son PIB, ce qui annule la quasi-totalité des investissements étrangers réalisés au cours des trois dernières décennies et renforce la fuite simultanée sans précédent des capitaux et de la population dans un exode massif de la base économique de la Russie.

- Pour pallier ces faiblesses économiques structurelles, Poutine a recours à des interventions fiscales et monétaires spectaculaires et manifestement insoutenables, qui ont déjà plongé le budget de son gouvernement dans le déficit pour la première fois depuis des années et épuisé ses réserves de change, même avec des prix de l'énergie élevés.

- Les marchés financiers russes, en tant qu'indicateurs des conditions actuelles et des perspectives d'avenir, sont les marchés les moins performants du monde entier cette année, en dépit de contrôles stricts des capitaux, et ils ont intégré la faiblesse durable et persistante de l'économie dans la contraction des liquidités et du crédit, sans compter que la Russie est pratiquement coupée des marchés financiers internationaux, ce qui limite sa capacité à puiser dans les réserves de capitaux nécessaires à la revitalisation de son économie paralysée.

- Pour ce qui est de l'avenir, la Russie ne pourra pas sortir de l'oubli économique tant que les pays alliés resteront unis pour maintenir et accroître la pression des sanctions contre la Russie.

La réalité de la situation russe est-elle troublée en raison de l'idéologie et de la propagande distillées par le Kremlin et le gouvernement russe qui tentent de cacher les ravages des sanctions internationales au cœur de l'économie russe ?

Oui, exactement. En fait, toutes les analyses, prévisions et projections économiques russes excessivement optimistes qui ont proliféré ces derniers mois présentent un défaut méthodologique crucial : ces analyses tirent la plupart, sinon la totalité, de leurs preuves sous-jacentes des communiqués économiques périodiques du gouvernement russe lui-même. Les chiffres publiés par le Kremlin sont depuis longtemps considérés comme largement, sinon toujours, crédibles, mais il existe certains problèmes.

Tout d'abord, les publications économiques du Kremlin sont de plus en plus sélectionnées, partielles et incomplètes, rejetant de manière sélective les données défavorables. Le gouvernement russe a progressivement retenu un nombre croissant de statistiques clés qui, avant la guerre, étaient mises à jour sur une base mensuelle, y compris toutes les données relatives au commerce extérieur. Il s'agit notamment des statistiques relatives aux exportations et aux importations, en particulier avec l'Europe, des données mensuelles sur la production de pétrole et de gaz, des quantités exportées de produits de base, des entrées et des sorties de capitaux, des états financiers des grandes entreprises, qui étaient auparavant publiés obligatoirement par les entreprises elles-mêmes, des données sur la base monétaire de la banque centrale, des données sur les investissements directs étrangers, des données sur les prêts et les montages de prêts et d'autres données relatives à la disponibilité du crédit. Même Rosaviatsiya, l'agence fédérale du transport aérien, a brusquement cessé de publier des données sur le nombre de passagers des compagnies aériennes et des aéroports.

Depuis que le Kremlin a cessé de publier des chiffres actualisés, limitant ainsi la disponibilité des données économiques sur lesquelles les chercheurs peuvent s'appuyer, de nombreuses prévisions économiques excessivement optimistes ont extrapolé de manière irrationnelle les données économiques publiées au début de l'invasion, lorsque les sanctions et le retrait des entreprises n'avaient pas encore produit tous leurs effets. Même les statistiques favorables qui ont été publiées sont douteuses, étant donné la pression politique exercée par le Kremlin pour corrompre l'intégrité des statistiques.

- Les départs d'entreprises et les sanctions paralysent-ils vraiment l'économie russe ? Sous quelles formes ? Comment cela se traduit-il économiquement pour la Russie ?

La Russie admet que les entreprises mondiales représentent directement environ 12 % de la main-d'œuvre russe (5 millions de travailleurs) et, indirectement, peut-être 20 millions d'autres. En raison du retrait des entreprises, la Russie a perdu plus d'un milliard d'entreprises représentant environ 40 % de son PIB, ce qui annule trois décennies d'investissements étrangers et renforce la fuite simultanée sans précédent des capitaux et des talents dans un exode massif de plus de 500 000 professionnels, dont beaucoup sont exactement les travailleurs hautement qualifiés et techniquement compétents que la Russie ne peut se permettre de perdre. Même le maire de Moscou a déjà admis l'existence d'un chômage massif.

La Russie peut-elle importer et exporter comme elle le souhaite ?

Pas du tout. Les importations jouent un rôle important dans l'économie nationale de la Russie, puisqu'elles représentent environ 20 % du PIB russe. Comme je l'ai dit, malgré les illusions belliqueuses de Poutine sur l'autosuffisance totale, le pays a besoin d'intrants, de pièces et de technologies essentiels provenant de partenaires commerciaux hésitants. Malgré quelques

fuites persistantes dans la chaîne d'approvisionnement, les importations russes se sont effondrées de plus de 50 % au cours des derniers mois.

La Chine n'a pas fait son entrée sur le marché russe dans la proportion que de nombreuses personnes craignaient ; en fait, selon les derniers communiqués mensuels de l'administration générale chinoise des douanes, les exportations chinoises vers la Russie ont chuté de plus de 50 % entre le début de l'année et avril, passant de plus de 8,1 milliards de dollars par mois à 3,8 milliards de dollars. Si l'on considère que la Chine exporte sept fois plus vers les États-Unis que vers la Russie, il semble que même les entreprises chinoises craignent davantage de se heurter aux sanctions américaines que de perdre des positions marginales sur le marché russe, ce qui reflète la faiblesse de la main économique de la Russie vis-à-vis de ses partenaires commerciaux mondiaux.

En ce qui concerne les exportations, le gaz naturel n'est pas un produit d'exportation fongible pour la Russie. Moins de 10 % de la capacité gazière de la Russie est constituée de gaz naturel liquéfié, de sorte que les exportations de gaz russe restent tributaires d'un système de gazoducs fixes transportant du gaz par canalisation. La grande majorité des flux des gazoducs russes sont dirigés vers l'Europe ; ces gazoducs, qui partent de l'ouest de la Russie, ne peuvent pas être raccordés à un réseau distinct et naissant de gazoducs reliant la Sibérie orientale à l'Asie, qui ne contient que 10 % de la capacité du réseau européen de gazoducs. En effet, les 16,5 milliards de mètres cubes de gaz exportés par la Russie vers la Chine l'année dernière représentaient moins de 10 % des 170 milliards de mètres cubes de gaz naturel envoyés par la Russie vers l'Europe.

Les projets de gazoducs asiatiques prévus de longue date et actuellement en cours de construction ne seront pas opérationnels avant des années, et encore moins les nouveaux projets lancés à la hâte, et le financement de ces coûteux projets de gazoducs désavantage également significativement la Russie.

Globalement, la Russie a besoin des marchés mondiaux bien plus que le monde n'a besoin des approvisionnements russes ; l'Europe a reçu 83 % des exportations de gaz russe, mais n'a tiré de la Russie que 46 % de son propre approvisionnement en 2021. La connectivité des gazoducs vers l'Asie étant limitée, une plus grande partie du gaz russe reste dans le sol ; en effet, les données publiées par la compagnie énergétique publique russe Gazprom montrent que la production a déjà baissé de plus de 35 % en glissement annuel ce mois-ci. Malgré tout le chantage énergétique exercé par Poutine sur l'Europe, il le fait à un coût financier important pour ses propres coffres.

Les exportations de pétrole russe reflètent également la diminution de l'influence économique et géopolitique de Poutine. Reconnaissant que la Russie n'a nulle part où se tourner, et conscientes qu'elles ont plus d'options d'achat que la Russie n'a d'acheteurs, la Chine et l'Inde opèrent une réduction sans précédent d'environ 35 dollars sur les achats de pétrole russe de l'Oural, alors même que l'écart historique n'a jamais dépassé 5 dollars - pas même pendant la crise de Crimée de 2014 - et que le pétrole russe s'est parfois vendu à un prix supérieur à celui du Brent et du WTI. En outre, les pétroliers russes mettent en moyenne 35 jours pour atteindre l'Asie de l'Est, contre deux à sept jours pour atteindre l'Europe, ce qui explique pourquoi, historiquement, seuls 39 % du pétrole russe sont allés en Asie, contre 53 % destinés à l'Europe.

Cette pression sur les marges est durement ressentie par la Russie, qui reste un producteur dont les coûts sont relativement élevés par rapport aux autres grands producteurs de pétrole, et dont le taux de rentabilité est parmi les plus élevés de tous les pays producteurs. L'industrie russe en amont a également longtemps été dépendante de la technologie occidentale, ce qui, combiné à la perte de l'ancien marché primaire de la Russie et à la diminution de son poids économique, a conduit le ministère russe de l'énergie à revoir à la baisse ses projections de production de pétrole à long terme. Il ne fait aucun doute que, comme l'avaient prédit de nombreux experts en énergie, la Russie est en train de perdre son statut de superpuissance énergétique, avec une détérioration irrévocable de son positionnement économique stratégique en tant que fournisseur autrefois fiable de matières premières.

Quelle est la situation des marchés financiers en Russie et des transactions par rapport aux sanctions déployées ?

Les marchés financiers russes sont l'un des marchés les moins performants du monde entier cette année, malgré les contrôles stricts des capitaux empêchant les étrangers de liquider leurs positions, avec un indice boursier de référence en baisse de 50 % et un défaut de paiement de la Russie sur sa dette souveraine pour la première fois depuis 1917. La Russie étant bloquée sur les marchés financiers internationaux, ce qui limite sa capacité à puiser dans les réserves de capitaux nécessaires à la revitalisation de son économie paralysée, les liquidités et le crédit se contractent, et aucune entité russe n'a été en mesure de lever des capitaux à partir d'émissions d'actions ou de dettes sur les marchés internationaux cette année.

La Russie sera-t-elle autosuffisante après la guerre ?

Malgré les illusions d'autosuffisance de Poutine, ce n'est tout simplement pas possible pour une économie aussi dépendante des chaînes d'approvisionnement internationales que celle de la Russie. La production intérieure russe est au point mort, sans capacité à remplacer les entreprises et les produits perdus. Dans de nombreux secteurs, les volumes de production ont diminué de plus de 50 % au premier trimestre. Selon une enquête de l'Institut russe de politique économique Gaidar, 81 % des fabricants ont déclaré ne pas pouvoir trouver de versions russes des produits importés dont ils ont besoin, et plus de la moitié d'entre eux sont "très insatisfaits" de la qualité de la production nationale, même lorsqu'il est possible de trouver des

substituts nationaux.

Ce qui se rapproche le plus de la substitution pour certains fabricants russes, c'est la cannibalisation croissante des pièces. Par exemple, dans l'aérospatiale russe, de nombreux transporteurs, comme Aeroflot, ont été documentés comme cannibalisant des pièces d'avions existants pour continuer à entretenir la flotte restante, même si des opérateurs comme Boeing ont cessé toute assistance et tout service et ont émis des avertissements selon lesquels les avions cannibalisés ne sont pas sûrs pour l'exploitation. Certains transporteurs, tels que Pobeda, ont même intentionnellement immobilisé au sol jusqu'à 40 % de leur flotte existante pour assurer le service de la flotte restante. De même, les voitures sont maintenant cannibalisées et vendues sans airbags ni freins antiblocage après que les lois sur la sécurité ont été suspendues, et même les fabricants militaires russes cannibalisent les semi-conducteurs des lave-vaisselle et des réfrigérateurs, ce qui entraîne de fréquents dysfonctionnements embarrassants des armes sur le champ de bataille.

En désespoir de cause, M. Poutine a déjà légalisé le marché gris et les violations de la propriété intellectuelle - et a parfois carrément encouragé les importations parallèles en déclarant que les marchandises de certaines entreprises étaient exemptées des lois sur les marques, notamment les composants électroniques de fabricants tels que Cisco, Intel, Motorola et Siemens, ainsi que des biens industriels allant du papier, des textiles, de la céramique, des locomotives aux réacteurs nucléaires.

Il n'y a guère de preuves que ces lois permissives sur la substitution des importations parallèles aient un effet réel. Des rapports épars et non confirmés faisant état d'entreprises malhonnêtes profitant de la loi de Poutine sur la substitution des importations parallèles pour importer des pièces du marché gris n'ont pas amélioré les pénuries de matériaux dans l'approvisionnement russe. Et malgré les espoirs de Poutine de réorienter le commerce et les chaînes d'approvisionnement vers les pays en développement et les appels directs et personnels aux dirigeants de ces pays, la plupart des multinationales hésitent fortement à prendre le risque d'enfreindre les sanctions américaines, en particulier dans les cas où elles risquent d'être poursuivies pour violation de marque ou de droits d'auteur dans leur pays d'accueil.

Les pays et les entreprises qui sont prêts à s'engager sont encore plus faibles. Ainsi, la Biélorussie a proposé d'"aider la Russie à obtenir des substituts aux micropuces occidentales et asiatiques", mais la Biélorussie n'a aucune capacité de production de puces avancées et reste elle-même soumise à des contrôles stricts des exportations.

Tout comme Poutine a mal calculé la force inspirante de l'esprit du peuple ukrainien et la faiblesse stupéfiante de sa propre armée, il a également mal calculé la force unifiée de l'UE et des États-Unis.

* * *

Lexique

Action : c'est une part du capital d'une société qui donne droit à une fraction des bénéfices ainsi qu'au vote pour la désignation des dirigeants. Une action peut être achetée et revendue sur un marché financier (la bourse de Shanghai, HK ou Shenzhen par exemple).

Banque centrale : généralement publique, elle a pour missions essentielles d'émettre de la monnaie fiduciaire, de contrôler la quantité de monnaie en circulation dans l'économie et d'assurer la solidité du système bancaire (en édictant des règles prudentielles et, le cas échéant, en venant au secours d'établissements de crédit en difficulté). On peut les désigner comme la banque des banques. En Chine la banque centrale se nomme la banque populaire de Chine et reste sous le contrôle du pouvoir de Pékin. En Europe, elle est indépendante du pouvoir des Etats.

Capitalisation boursière : valorisation au prix de marché de l'ensemble des actions en circulation d'une société par actions.

Coefficient de Gini : pour savoir si une distribution, par exemple des revenus, est plus ou moins inégalitaire, on a recours à des indicateurs synthétiques dont le plus connu est celui de Gini. Il mesure, entre 0 et 1, l'écart entre la distribution observée et une distribution parfaitement égalitaire. L'inégalité augmente quand on va de 0 à 1. Zero signifie une parfaite égalité dans la répartition des richesses au sein de la population de référence, et 1 une parfaite inégalité.

COMECON. Le COMECON est l'acronyme russe du « Conseil d'assistance économique mutuelle ». Cette organisation avait pour objectif d'aider les pays communistes dans leur développement économique. Il siégeait à Moscou et avait été créé par J. Staline en 1949. Les pays communistes et satellites de l'URSS faisaient partie de l'organisation, soit en tant qu'Etats membres soit en tant qu'Etats observateurs. La Chine faisait partie de cette seconde catégorie et se retira de l'organisation suite à la rupture des relations sino-soviétiques 1959-1961. Le COMECON va être dissout en 1991 lors de la chute de l'URSS.

Compétitivité prix : comparaison entre les prix pratiqués par des entreprises ou des pays pour des biens proches. Le coût salarial, la productivité et le taux de change sont les principaux facteurs la déterminant.

Compétitivité qualité (ou hors prix) : comparaison des performances indépendamment du prix des biens et services. Les délais, la qualité, l'effet de marque, l'adaptation à la demande ou le service après-vente sont les sources de la compétitivité structurelle. L'Allemagne est généralement considérée comme un pays à forte compétitivité-qualité et la Chine à forte compétitivité-prix. La Chine tente de monter vers une compétitivité qualité.

Déficit public : excédent des dépenses sur les recettes publiques au cours d'une période donnée. Le déficit est généralement financé par des émissions d'obligations (bons du Trésor).

Déflation : baisse générale des prix, accompagnée par celle de la production.

Dettes publiques : ensemble des dettes des administrations publiques.

Dollarisation du monde : terme donné pour indiquer une perte de confiance dans la monnaie nationale au profit de l'US dollar (mais en partie aussi de l'euro après 2010). Cela viendra notamment des accords du Gold Exchange Standard de 1944*. En 2020, le dollar reste la monnaie mondiale et assure plus de la moitié des échanges dans le monde.

Gini : Pour savoir si une distribution, par exemple de revenus, est plus ou moins inégalitaire, on a recours à des indicateurs synthétiques dont le plus connu est l'index Gini. Compris entre 0 et 1 il mesure l'écart entre la distribution observée et une distribution parfaitement égalitaire. L'inégalité augmente quand on va de 0 à 1.

0 signifie ainsi une parfaite répartition de la richesse dans la population (la population ne serait représentée que par une classe moyenne partageant une richesse par individu identique, et 1 une parfaite inégalité.

0.65, sinon plus : quelques personnes très riches et beaucoup de grands pauvres au sein de la population : l'Afrique du sud, la Namibie, Guinée équatoriale, ...etc.

Marché monétaire : marché sur lequel les banques se procurent des liquidités, échangées contre des créances à court terme. La banque centrale est le principal acheteur de ces créances, ce qui lui permet d'influencer l'accès des banques aux liquidités et de faire varier les taux d'intérêt. Les ménages et entreprises n'ont pas accès à ce marché. Cela est vrai en Chine, en Europe, en Afrique, etc.

Masse monétaire : ensemble des moyens de paiement dans une économie.

Obligation : titre de créance à long terme (plus de sept ans) portant versement d'un intérêt fixe, émis par les entreprises pour financer leurs investissements.

OCS : L'Organisation de la Coopération de Shanghai est une coopération principalement sino-russe mais qui englobe également d'autres pays d'Asie Centrale et ayant pour objet la mise en place d'une barrière aux forces de l'Otan. Suite à l'effondrement de l'URSS, elle s'inscrit en droite ligne de la doctrine Primakov des années 1990, cette dernière visant une relation forte de la Russie avec la Chine afin de réduire le pouvoir d'influence des Etats-Unis et de l'Europe sur la CEI. V. Poutine va renforcer ce virage géopolitique en faveur de la Chine durant l'ensemble de sa présidence.

Oligopole : une structure oligopolistique signifie la présence de peu d'offreurs par rapport au nombre de demandeurs. Il en découle un pouvoir de marché au profit de ces quelques offreurs. Appliqué au secteur de la banque-finance par exemple, cela signifie que le top 10 mondial des grandes banques dispose d'un pouvoir de marché considérable. Le secteur est dit concentré, ce qui est le cas à l'échelle mondiale au niveau de la finance, même si une multitude de banques commerciales et d'affaires existe bien évidemment (plusieurs centaines). Mais la plupart n'ont qu'un pouvoir de marché très restreint par rapport aux quelques grands acteurs de la finance, ces derniers étant principalement d'origine américaine (Bank of America, Goldman Sachs, JP Morgan and Chase, ...) et chinoise (ICBC, Bank of China, Bank of Shanghai, ...), mais aussi japonaise, britannique, allemande et française. On parle alors sur le plan économique d'un oligopole frangé.

Pour un oligopole national très concentré, nous aurions pu esquisser cela au niveau du secteur des hydrocarbures en Russie où 4 principales sociétés dominent la quasi-totalité de la production nationale, et en particulier Gazprom qui réalise environ 90% de la production nationale de GNL.

OTAN : L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord est l'organisation politico-militaire mise en place par les pays signataires du traité de l'Atlantique nord afin de pouvoir remplir leurs obligations de sécurité et de défense collectives. Elle est le plus souvent désignée par son acronyme OTAN (en anglais : *NATO*) mais aussi fréquemment nommée l'Alliance atlantique ou l'Alliance nord-atlantique, plus rarement l'Alliance euro-atlantique ou l'Alliance transatlantique, ou parfois, encore plus brièvement, l'Alliance. Le texte de ce traité a été signé le 4 avril 1949.

Pacte de Varsovie. Ce pacte qui avait vu le jour en 1955 sur l'initiative de Moscou sous N. Khrouchtchev avait pour fonction de créer une alliance militaire des pays communistes autour de l'URSS. C'était là une réponse à la mise en place de l'OTAN (1949). Suite à l'effondrement du mur de Berlin puis de l'URSS est du bloc de l'Est en 1991, le Pacte de Varsovie sera enterré dans la foulée la même année.

PIB : Produit Intérieur Brut. Dans les Statistical Year Book du bureau statistique de Pékin, l'on dit GDP (*Gross Domestic Production*). Le PIB additionne l'ensemble des richesses créées en une année par une nation sur son territoire. C'est un indicateur important, mais il n'est pas pour autant un indicateur du bonheur national.

Swift (*Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*) est une plateforme de transactions interbancaires. Elle est domiciliée en Belgique et facilite les paiements de 7500 institutions bancaires réparties dans l'ensemble des pays de la planète. C'est le plus grand réseau de paiement à la fois sur les mouvements de titres et d'espèces. En être exclue signifie alors une grande difficulté sinon impossibilité de mener à bien des transactions financières et des opérations de commerce international.

Taux de change : quantité d'une devise étrangère qui peut être acquise avec une unité de monnaie. Sur le marché financier, c'est le Forex qui est le lieu d'échange des monnaies.

Taux d'intérêt : rémunération du prêteur (le loyer de l'argent).

* * *

Bibliographie

- Aglietta, M., Bai, G., « *La voie chinoise : capitalisme et empire* », Odile Jacob, 2012.
- Alexievitch, S., « *La fin de l'homme rouge* », Actes Sud, 2013
- Attali, J., « *Les chemins de l'essentiel* », Fayard, 2018.
- Benaroya, F., « *L'économie de la Russie* », La Découverte, 2006.
- Boissin, O., « *Analyse économique et monétaire* », Ed. Campus Ouvert, 2021.
- Boissin, O., « *Chine, le basculement du monde* », Série Off, 2021.
- Boulatov, A., (dir.), *L'économie de la Russie et des pays de l'ex-URSS*, Tallandier, 2020.
- Boussena, S., Locatelli, C., « *Les producteurs face à l'obsolescence annoncée du pétrole* », Ed. Campus Ouvert, 2022.
- Braudel, F., « *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* », 3 tomes, Armand Colin, 1979.
- Cabestan, JP., « *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?* », Gallimard, 2018.
- Chalmin, P., « *Le monde à faim* », Bourin, 2009.
- Cohen, E., « *Souveraineté industrielle* », Odile Jacob, 2022.
- Demarais, A., « *Backfire* », Columbia University Press, 2022.
- Domenach, J.L., « *Mao, sa cour et ses complots. Derrière les Murs rouges* », Fayard, 2012.
- Domenach, J.L., « *Les fils de princes. Une génération au pouvoir en Chine* », Fayard, 2016.
- Donnet, P.A., « *Quand la Chine achète le monde* », Ph Picquier, 2020.
- Donnet, P.A., « *Chine le grand prédateur, un défi pour la planète* », Ed. de l'Aube, 2021
- Dumont, JF., Verluise, P., « *Géopolitique de l'Europe : de l'Atlantique à l'Oural* », PUF, 2015
- Eckman, A. (sous la direction) « *La Chine dans le monde* », CNRS Ed., 2018.
- Frachon, A., Vernet, D., « *La Chine contre l'Amérique* », Grasset, 2012.
- GIEC « *Changements climatiques : les éléments scientifiques* », 2021.
- Gliniasty J., *Géopolitique de la Russie : 40 fiches illustrées pour comprendre le monde*, Eyrolles, 2018.
- Gulbahar Haitiwaji « *Rescapée de l'enfer du Goulag chinois* », Equateur Ed., 2021.
- Huchet, JF., « *La crise environnementale en Chine* », Presses de Sciences Po, 2016.
- Huxley, A., « *Le meilleur des mondes* », Chatto & Windus, 1932.
- Jirnov, S., « *L'engrenage* », Albin Michel, 2022.
- Landes, D.S., « *Richesse et pauvreté des nations* », Albin Michel, 1998.
- Marchand, P., « *Atlas géopolitique de la Russie* », Autrement, 2020.
- Maréchal, JP., (sous la dir.) « *La Chine face au mur de l'environnement ?* », Ed du CNRS, 2017.
- Martin, C., « *La diplomatie n'est pas un diner de gala* », L'Aube, 2018.
- Michel, S., Beuret, M., « *La Chinafrique* », Grasset, 2008.
- Meunié, A., « *Chine, la longue marche vers la transition énergétique* », Transition énergétique en Chine, ANR Technope, UGA-université de Bordeaux, 2023.
- Mongrenier, JS., « *Le monde vu de Moscou : géopolitique de la Russie* », PUF, 2020.
- Niquet, V., « *La puissance chinoise en 100 questions* », Tallandier Ed., 2017.
- Orwell, G., « *1984* », Secker & Warburg, 1949.
- Pinot, A., Reveillard C., « *Géopolitique de la Russie* », Ed. SPM, 2019.
- Roland, N., « *China's Eurasian Century ? Political and Strategic Implication of the Belt and Road Initiative* », National Bureau of Asian Research, 2017.
- Ruet, J., « *La Chine et l'Inde pourront-elles rester les ateliers du monde d'une planète en lutte contre le changement climatique ?* », Annales des Mines -série responsabilité et environnement-, n°95, 2019.
- Ruet, J., « *Quand la Chine structure le nouvel écosystème mondial des technologies vertes* », Journal de l'école de Paris du management, n°141, 2020.
- Stiglitz, J., « *The Great Divide* », traduit en français : « *La Grande fracture* », Étude Poche, 2017.
- Thom, F., « *Comprendre le poutinisme : pour sortir du mensonge* », Desclée de Brouwer, 2018.
- Vercueil, J., « *L'économie politique de la Russie 1918-2018* », Ed Seuil, 2019.
- Yu, Y., Ganne, B., Boissin, O. « *Innovation & développement* » China Cultural & Artistic Press, 2001

A-Concepts et thèmes abordés :

Agrégat économique et indicateurs de développement - convertibilité monétaire - crise économique – économie chinoise – économie russe – marché des matières premières - politique de change – politique monétaire - remontée

de filière industrielle – gouvernance totalitaire/gouvernance démocratique – transfert technologique - OBOR/
routes de la soie -

B-Acquis d'apprentissages attendus :

Savoir analyser avec esprit critique des évènements géoéconomiques contemporains, ici avec une compréhension des fondamentaux économiques et politiques des deux nations russe et chinoise.

Manuels de cours et autres écrits « off » :

O. Boissin (Grenoble-INP / CREG⁷⁷ UGA)

Durant la crise Covid, la décision sera prise d'ouvrir au plus grand nombre mes manuels de cours. Ils sont également complétés par des écrits « off » à titre de réflexivité/esprit critique. Cet ensemble d'écrits se réfère à des enseignements principalement dispensés dans le groupe Grenoble-INP⁷⁸. Ils sont en fréquentes réactualisations et sans but lucratif.

Au regard des contraintes de temps, ces écrits sont rédigés en **trois possibles vitesses de lecture** :

- 1-Lecture rapide (en « V ») : par simples jeux de photos, de schémas, de cartes et statistiques.
- 2-Texte en taille 12 : éléments d'explications complémentaires aux photos et statistiques.
- 3-Note en bas de page : approfondissements analytiques et prolongements bibliographiques.

Les apprentissages se réalisant sur un mode souvent visuel, un recours aux photos, aux données statistiques et aux cartes géographiques a été privilégié. Bien souvent une photo vaut mieux que 1000 mots comme nous le savons.

Ci-joint le lien où sont hébergés ces écrits et manuels de cours, ici via le site Chamilo de l'école de génie industriel Grenoble-INP (ou encore disponibles sous les sites Wix <https://boissin.wixsite.com/ressources-en-lignes> ou encore HAL UGA de l'Université Grenoble-Alpes, le portail des universités pour des publications en science ouverte).

https://chamilo.grenoble-inp.fr/main/document/document.php?cidReq=GI4AIPID042020&cid_session=0&gidReq=0&gradebook=0&origin=

L'ensemble de ces écrits sont protégés sur le plan de la propriété intellectuelle, interdits d'utilisation à tout but commercial et non modifiables en écriture. D'une empreinte carbone déjà trop élevée, si possible ne pas les imprimer. Si certains manuels ne sont pas disponibles, c'est qu'ils sont en cours de réécriture. Enfin, du fait de rédactions rapides, ils souffrent de maladresses et restent en l'état des drafts non fermés aux lectures externes.

Synopsis des écrits disponibles :

-Pour ceux qui veulent du simple dans ce monde tant complexe ... le manuel "**L'économie en 10 questions-clés**" sera peut-être celui qu'il vous faut. Objectif recherché ? Un ouvrage se voulant synthétique et compréhensible, y compris pour des enfants de 15 ans...

-Pour un approfondissement sur la discipline : "**Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire**", vous saurez tout (ou presque) sur les questions macroéconomiques de politique budgétaire et fiscale, monétaire, de change, l'inflation et l'emploi. Ce n'est pas léger mais important, le tout dans le cadre de notre économie mondialisée.

-Pour ceux soucieux des questions de développement durable, les volumes "**Développement durable : des chiffres et des étoiles**" sont pour vous. Il s'agit de manuels "off" nous plongeant dans le même temps dans le merveilleux régressif des 30 glorieuses, le tout avec une ligne d'écriture post-romantique afin de compenser la noirceur du sujet. Cela est donc éclairé par le cinéma et la musique. Mais il s'agit aussi de manuels non pas poussiéreux mais écrits le plus souvent en prospective 2030-2050 sur le plan des données statistiques. Et il n'y a pas que l'étalage de sombres indicateurs, mais aussi des solutions !

-Mais si le temps s'avère avare, ces trois volumes « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* » se trouvent drastiquement contractés en douze petites leçons pédagogiques « **Le développement durable pour les nuls** » : synthétiques, pédagogiques et écrites sur le ton du léger sur une thématique qui ne l'est pas.

-Sur l'innovation en problématique de circularité industrielle, les 3 volumes « **Innovation et développement durable** », une plongée dans les mondes allant du ciment Portland aux tondeuses à gazon Stihl, des vélos Bi-twin Décathlon aux pneumatiques verts Michelin, des stylos à bille BIC aux montres à quartz Swatch, des smartphones Fairphone aux batteries Lithium-ion de Tesla... Entre technophobe et technophile, une voie médiane est à trouver afin de relever les défis présents et à venir.

-Pour ceux intéressés par la compréhension du marché financier, nul n'est parfait, "**La bourse : tout ce que vous avez voulu savoir sans jamais oser le demander**", Woody Allen en clin-d'œil : finance et CAC 40, marché à terme et vente à

⁷⁷ Centre de Recherche en Economie de Grenoble (Unité de recherche de l'Université Grenoble-Alpes).

⁷⁸ L'INP est un établissement d'enseignement supérieur (Institut National Polytechnique).

découvert, indicateurs techniques et Price-Earning-Ratio, Assemblée Générale Ordinaire et un peu d'électro-swing aussi ... Dans un chapitre final orthogonal à la poésie de Boursorama et autre Trading View, ce dernier joyau musical est du « off » en clôture de manuel. Loin du convenu, un peu d'oxygène en ce monde tant normé et financiarisé...

- ... et par voie de prolongement, afin de comprendre les outils disponibles pour prévenir des risques économiques ou financiers, le manuel "**Gestion des risques économiques et financiers**" est peut-être celui qu'il vous faut. Instrument de couverture, marchés dérivés et risque de change, taux de l'usure, taux fixe, taux révisable ou taux variable, risque pays en triple A, chapeau bas ! Quels sont les indicateurs à privilégier pour les choix d'investissement : VAN ou TRI ... hésitation ? Non, il nous faut retenir les deux. Tout cela est exposé de manière simple et à travers des cas concrets afin d'aider à la décision. Taux de rendement interne et rentabilité économique, taux d'actualisation et intérêt composé, délai de récupération du capital et point mort d'un projet, ... ces termes ne vous seront plus tel le flou d'une discussion entre le grec médiéval et le latin populaire en Italie byzantine.

-Puis pour une analyse critique de la théorie néo-libérale, et pour ceux désireux de cinéma plus que d'économie -ce que l'on peut comprendre- "**Homo-oeconomicus : l'économie à la lumière du cinéma**", avec notamment un faible pour A. Hitchcock. Economie et cinéma, tout cela peut finalement s'enrichir mutuellement. Ingrid Bergman et Lauren Bacall nous prenant la main, Cary Grant et Claude Rains également, entre autres ... Alors invitation aux salles obscures afin de mieux comprendre les hypothèses retenues dans la construction de la science économique. De "**La mort aux trousses**" à "**Avatar**", nous découvrons que la discipline a beaucoup à apprendre des grandes signatures du cinéma. Mieux que de longues théories, laissons alors s'exprimer les comportements et les visages filmés !

-Concernant le comportement des firmes et la prise de décision en information imparfaite, ce sera le manuel « **Information, Stratégie et Décision** ». Il ne s'agit pas ici uniquement de stratégie en théorie des jeux, mais aussi de la tactique avec l'analyse des politiques tarifaires, la méthode de sélection des fournisseurs, ou encore d'autres pratiques dans la conduite d'activités en milieu industriel.

-Puis du zoom on passera au grand angle avec la question du développement économique des nations, avec une application aux pays émergents. Voyage ici en Afrique avec le manuel "**Quiz sur le développement en 20 questions**" nous rappelant les délices de la période Covid. Nous n'en n'avions pas eu le privilège, c'est la nouvelle génération des étudiants qui ont expérimenté la douceur des QCM en distanciel. Et ils ont adoré !

-Sur la mondialisation, "où peut-elle nous conduire", brûlante question il est vrai ... les 3 manuels "**Mondialisation**" nous entraînant dans les arcanes des institutions internationales. L'OMC plongée entre libéralisme et régulation, des nations d'Asie et d'Amériques un peu cavaliers dans le respect des règles, un peu d'Afrique aussi, toujours, et puis un zeste de Japon, l'empire du Soleil levant nous ramenant à la lumière. Mais si vous êtes surtout soucieux d'outils pour le pilotage de projets à l'international, alors ce sera le volume 2 : de l'Inde à la Chine, du Maroc au Brésil, du Japon à la Turquie, métissage nous chérissons ton nom. Le tout dans un contexte où se dessine depuis 2010 une bi-mondialisation croissante entre la Chine et les Etats-Unis, et plus largement entre un monde aux nations démocratiques et un second placé sous le contrôle de régimes autocratiques.

-Et si la question de l'endettement public des nations, mais aussi celle d'une possible relocalisation de l'industrie en France et en Europe vous taraude la nuit, "**Chine, masque, dette et CAC 40 : le monde après Covid**". 2025-2030, quelles sont les lignes d'horizon possibles ? Nous ne le savons, mais de profonds remaniements sont actuellement en cours au sein notamment des entreprises.

-Enfin, si les étudiants ou encore les plus jeunes enfants sont un peu perdus sur leurs futurs professionnels possibles, ce que l'on peut parfois comprendre..., un petit texte sur "**Le sens à donner au travail : en 12 pistes, par arrêt sur images**". Les nouvelles générations nous interpellant tant sur la question ... Les choses avancent vite en la matière. Et pas si mal que cela...

-Cinquante années écoulées ... Alors durant le mois de mars 2023 nous remémorant la sortie de l'album culte de Pink Floyd « Money », où en sommes-nous dans les rapports entretenus entre le capital et le travail au sein de nos sociétés ? Cet écrit « **Fracture croissante entre le capital et le travail : vers quel modèle de société ? Petit exercice appliqué à la réforme des retraites en France** » est construit sur la base de tableaux statistiques, de schémas et de cartographies et traite du lien -ou plus exactement du découplage- existant depuis la décennie 1980 jusqu'à nos jours entre le travail et le capital. Il en résulte un accroissement des déséquilibres dans la répartition mondiale des richesses entre les individus. Puis en seconde partie, à travers un cas pratique de réforme sur un domaine clé de l'économie sociale -le financement en France du régime des retraites-, l'écrit se veut également une invitation à l'esprit critique sur le fonctionnement de nos modèles de société ainsi qu'une reconsidération de l'importance de la valeur travail.

- Puis, loin des mondes démocratiques et dans le délicieux des régimes autocratiques, les « **Relations économiques sino-russes** » ne seraient-elles pas placées sous le signe d'une danse de couple ? La question n'est pas légère. Cet essai dresse alors un état des lieux des situations de l'économie russe et chinoise : leur trajectoire historique récente, leur situation

actuelle et, dans un contexte de conflit russo-ukrainien, des lignes d'horizons possibles. Quels sont les enjeux, les portées, les limites et les perspectives économiques des deux empires sino-russes ? L'écrit est structuré en trois parties :

- 1-Hier Du grand frère soviétique au grand frère chinois.
- 2-Aujourd'hui L'irréparable erreur géopolitique du régime néo-fasciste V. Poutine.
- 3-Demain : La Russie, futur Etat vassal de la Chine ?

La Russie au regard de ce nouveau conflit engagé en 2022 en Ukraine devrait au final se voir vassalisée. C'est Pékin qui va selon très forte probabilité soumettre le Kremlin à ses conditions économiques et politiques. Le partenariat est fondamentalement asymétrique et le régime poutiniste n'aura fait qu'intensifier ce déséquilibre. Dans le processus de mondialisation en oeuvre, la première victime de cette nouvelle géoéconomie et géopolitique néo-totalitaire en sera le peuple russe. C'est l'hypothèse ici avancée.

- Quant au manuel sur la « **Chine : le basculement du monde** », écrit qu'il me faut remettre à jour, je le mettrai un peu plus tard en ligne sur le site, étant passablement contrarié depuis 2013- 2018 au regard de l'intensification du totalitarisme retenu par le régime Xi. Sur les volontés des nouvelles dictatures sur l'échiquier géopolitique mondial, il n'y a pas que le fossoyeur V. Poutine en la matière : la Chine actuelle sous ce régime Xi cultive une verticale de pouvoir autocratique qui n'en est finalement guère éloignée. Des régimes à l'assaut des démocraties ? Alors disons pour l'heure une envie d'ailleurs.

Intermède

- "**Le carnaval des animaux : un conte bestiaire cyberpunk russe** ». Dans l'espérance d'une marche main dans la main des deux grands peuples du malheur, le dessous des cartes est ici exprimé par une danse d'animaux : éléphant, ours, lion, panda, serpent, mangouste, et autres délicieuses créatures de la nature laissant place ici à un imaginaire animalier coloré afin d'exprimer l'insoutenable de l'inique conflit russo-ukrainien.



-Pour un voyage en Chine, "**La Dame de Shanghai**", il s'agit ici d'un carnet de voyage un brin lissé, et aussi un peu d'interculturalité. Le grand peuple chinois, l'Occident a beaucoup à en apprendre...mais du régime totalitaire actuel de Pékin, sur le plan du respect des droits humains, rien.



-« **QCM coloré et décalé : partons au Brésil !** ». Ce QCM se veut un souffle dans la thématique du développement durable, ce dernier parfois sombre dans ses scénarii. En intermède, il a pour objet de relâcher un temps donné l'attention du lecteur, alléger son esprit par une digression avec pour destination le Brésil.

Sous les tropiques, il repose sur un dialogue imaginaire mené entre une élève et un enseignant conduit dans une ligne d'écriture post-romantique en contexte temporel de période Covid. Problématique : une introduction au Brésil, décalée, impertinente, sans guère de fondements, quoi que ...



-Puis le soir venu, si votre souhait est encore au léger, un second intermède vous est proposé en mode Ken Loach cette fois : « **Et si nous allions prendre un verre dans un Pub ? Petit dictionnaire d'argot français-anglais** ». Un brin éloigné de la langue de Shakespeare, il s'agit ici d'un recueil d'argot pour celles et ceux qui seraient tenté(e)s de repenser le monde derrière un zinc, le tout avec sons et photos, un peu de "off" aussi. A l'origine pour les étudiants, mais de Dublin à Berlin, de Shanghai à Turin, de Barcelone à Grenoble, de Rio à Tokyo, de Yaoundé à Santa-Fe, cela peut également marcher pour tous les éternels enfants adeptes de la langue de Molière et de Shakespeare. Et pour les plus studieux, il y a aussi un lexique français-anglais sur les thématiques du développement durable, de la transition énergétique, des sciences sociales (économie, finance & comptabilité) et des sciences de l'ingénieur. Alors on va prendre un verre ? *Let's go !*



* * *

Pour nous résumer

1-Ecrit d'initiation

- « *L'économie contemporaine en dix questions-clés* »
- « *Le développement durable pour les nuls* »
- « *Développement économique : de quoi-parle-ton ?* »

2- Manuel de cours (approfondissements)

- « *Comprendre l'économie : analyse économique et monétaire* »
- « *Economie mondialisée (vol 1 et 2) (Approfondissements économiques & Méthodes et Outils de pilotage de projet à l'international)* »
- « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* » (3 vol.)
- « *Innovation : circularité industrielle et soutenabilité* » (Vol 1)
- « *Innovation : méthodes et pilotage de l'innovation* » (vol 2)
- « *Innovation : analyse de la valeur en approche d'éco-conception* » (vol 3)
- « *Chine : le basculement du monde* »
- « *Gestion des risques économiques et financiers* »
- « *Information, Stratégie et Décision* ».
- « *La bourse est-elle utile ? Tout ce que vous avez voulu savoir, sans jamais oser le demander* ».
- « *Relations économiques sino-russes : danse de couple ou vassalisation ?* »

3-Ecrits « Off » (à titre de réflexion et d'esprit critique)

- « *Quel sens donner au travail ? Quelques pistes par arrêt sur images* »
- « *Homo-oeconomicus : l'erreur de la science économique* »
- « *Capitalismes : quels avenir possibles ? Exercice d'esprit critique* » (Economie mondialisée, Vol 3).
- « *Fracture capital- travail : quel modèle de société ? Application au régime des retraites en France* »
- « *Chine, masques, dettes et CAC 40 : quelles leçons retirer de la crise Covid ?* ».

4-Intermède

- « *La Dame de Shanghai* » (2 vol.)
- « *Le carnaval des animaux : un conte bestiaire cyberpunk russe* ».
- « *QCM coloré et décalé : partons au Brésil !* »
- « *Et si nous allions boire un verre dans un Pub : petit recueil d'argot français-anglais* »

O. Boissin (CREG, Université Grenoble-Alpes).

* * *

Relations économiques sino-russes : danse de couple ou vassalisation ?

O. Boissin

Cet essai dresse un état des lieux de l'économie russe et chinoise : leur trajectoire historique récente, leur situation actuelle et, dans un contexte de conflit européen avec l'Ukraine, des lignes d'horizons possibles au regard des rapports de force en présence. Quels sont les enjeux, les portées, les limites et les perspectives économiques des deux empires ?

La Russie au regard du nouveau conflit engagé en 2022 contre l'Ukraine devrait au final se voir vassalisée. C'est Pékin qui va selon très forte probabilité soumettre le Kremlin à ses conditions économiques et politiques. Le partenariat est fondamentalement asymétrique et le régime poutiniste n'aura fait qu'intensifier ce déséquilibre. Dans le processus de mondialisation actuelle, la première victime de cette nouvelle géoéconomie et géopolitique néo-totalitaire en sera le peuple russe. C'est l'hypothèse ici avancée.

L'écrit est structuré en trois parties :

- 1-Hier Du grand frère soviétique au grand frère chinois.
- 2-Aujourd'hui L'irréparable erreur géopolitique du régime néo-fasciste Poutiniste.
- 3-Demain : Une Russie paria vassale à la Chine ? Puis l'Inde, la grande gagnante du conflit ?

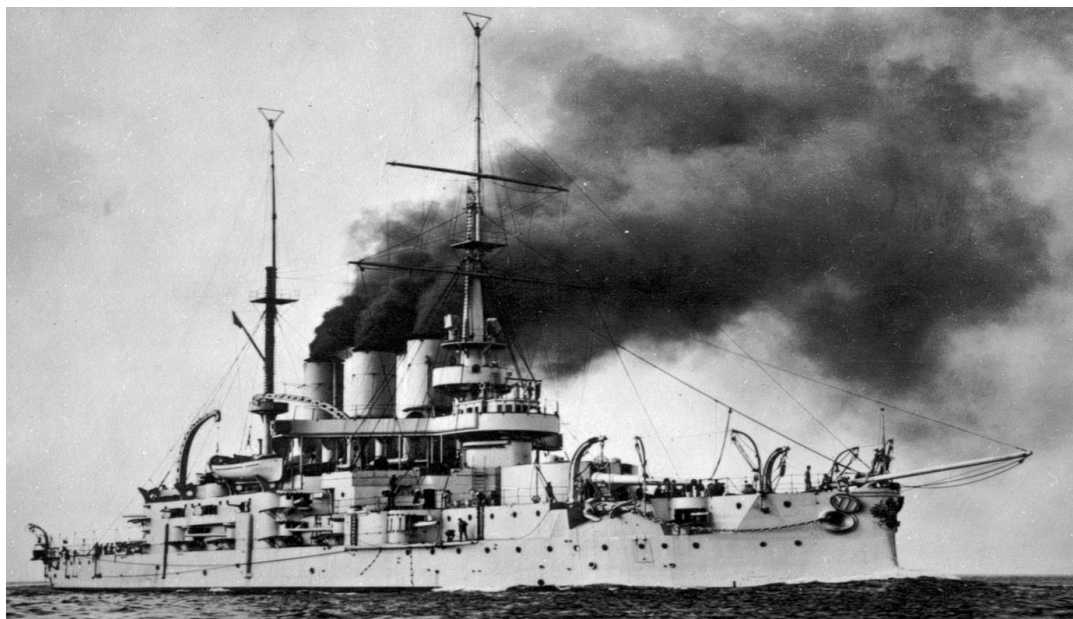


Boissin, O.

Enseignant-chercheur

Domaine de recherche :

Organisation industrielle chinoise et méthodes d'innovation
Grenoble-INP Génie industriel / CREG UGA



Film « *Le cuirassé Potemkine* » (film de 1925) sur le soulèvement d'Odessa de 1905.